

débats

SYNDICATS ET ENTREPRISES

La CFDT tient congrès à Bordeaux à partir du mardi 11 juin. A ce propos, Lionel Stoléru estime que le virage d'Edmond Maire sur la flexibilité imposé par ses militants ne sera pas celui de l'histoire. Sur le même thème, Michel Gaspard note que la loi et le règlement doivent rester fermes mais stimuler le développement des adaptations nécessaires.

CFDT ou Comment Faire Demi-Tour

Le modernisme d'Edmond Maire a pris de court ses troupes. Il n'est jamais bon d'avoir raison trop tôt.

Le conseil national de la CFDT du 24 avril a permis à Edmond Maire d'amorcer la manœuvre permettant de faire demi-tour au 40^e congrès de la CFDT de juin à Bordeaux.

Depuis 1978, Edmond Maire avait tenté de faire prévaloir dans sa confédération le thème de la responsabilisation. La date de 1978 n'était pas choisie au hasard : les socialistes venaient de perdre les élections et Edmond Maire en profitait pour expliquer qu'il fallait bien travailler de manière « réaliste » avec la majorité en place.

Après les brèves illusions de 1981, la CFDT fut amenée à nouveau à prendre ses distances avec la doctrine socialiste au fur et à mesure que les socialistes s'en écartaient eux-mêmes et que, par ailleurs, la déception des travailleurs s'accroissait. D'où un nouvel appel, au conseil national de 1984, au « ré-

par LIONEL STOLÉRU (*)

lisme », appel qui avait reçu 90 % des suffrages.

Hélas ! et par conséquent, la direction de la CFDT essayait un cuisant échec en décembre 1984 lorsque sa base désavouait le droit de signer le protocole d'accord sur la flexibilité conquis au nom du réalisme. Dès lors, un virage était nécessaire et on a vu Edmond Maire le négocier avec habileté en vue du congrès de Bordeaux, laissant de côté la ligne moderniste et réaliste pour souligner l'ancrage dans la doctrine syndicale fondamentale traditionnelle. On a même vu à nouveau poindre le drapeau de l'autogestion et même de la lutte des classes dans le langage du responsable de la CFDT : « Il y a deux logiques, celle du chef d'entreprise qui agit, c'est normal, pour le résultat final, à

savoir le profit et l'investissement, et celle du syndicat, qui veut l'amélioration de la condition salariale. Il peut y avoir parfois des coïncidences d'intérêt, par exemple la survie de l'entreprise, mais il y a le plus souvent confrontation et conflit ».

La réelle capacité visionnaire d'Edmond Maire l'a souvent amené à être en avance sur son temps : sa clairvoyance sur l'importance essentielle de la qualité des conditions de travail, son courage à refuser le protectionnisme, son modernisme par rapport aux mutations technologiques, ont, comme on pouvait s'y attendre, pris de court ses troupes. Qu'il soit ainsi amené à faire demi-tour pour les rejoindre, cela se conçoit, tant il est vrai qu'il n'est jamais bon d'avoir raison trop tôt.

(*) Ancien ministre.

Le code du travail doit-il devenir flexible ?

Non, mais il lui faut être simple et éliminer les dispositions qui s'opposent à l'aménagement du temps de l'activité professionnelle

par MICHEL GASPARD (*)

ser leur progrès : faute de quoi le mouvement risquerait de se faire en marge de la législation, ou de se bloquer en freinant la nécessaire modernisation des entreprises, qui est organisationnelle autant que technologique.

Une fausse question

Le code du travail doit-il devenir flexible ? C'est une fausse question : la loi est par définition rigide. Mais, à côté de sa traditionnelle fonction de protection des salariés, le code du travail devrait aujourd'hui remplir une fonction nouvelle, qui n'est pas incompatible avec la précédente : stimuler le développement des flexibilités nécessaires. Il faudrait pour cela, à tout le moins, en éliminer toutes les dispositions qui s'opposent à la floraison de formes diversifiées de l'aménagement du temps de travail, par exemple l'interdiction du travail par relais et par roulement inscrite dans le droit depuis 1937 et toujours en vigueur dans beaucoup de branches. De telles transformations ne peuvent se faire sans négociation. Les termes d'un échange possible, compte tenu des contraintes de la période actuelle, sont les suivants : productivité, efficacité et flexibilité contre réduction du temps de travail individuel, créations (ou moindres suppressions) d'emplois et maintien des garanties sociales. C'est au niveau des branches et surtout des entreprises que cet échange peut prendre ses formes concrètes. La négociation centralisée (*).

Le code du travail doit-il devenir flexible ? C'est une fausse question : la loi est par définition rigide. Mais, à côté de sa traditionnelle fonction de protection des salariés, le code du travail devrait aujourd'hui remplir une fonction nouvelle, qui n'est pas incompatible avec la précédente : stimuler le développement des flexibilités nécessaires. Il faudrait pour cela, à tout le moins, en éliminer toutes les dispositions qui s'opposent à la floraison de formes diversifiées de l'aménagement du temps de travail, par exemple l'interdiction du travail par relais et par roulement inscrite dans le droit depuis 1937 et toujours en vigueur dans beaucoup de branches. De telles transformations ne peuvent se faire sans négociation. Les termes d'un échange possible, compte tenu des contraintes de la période actuelle, sont les suivants : productivité, efficacité et flexibilité contre réduction du temps de travail individuel, créations (ou moindres suppressions) d'emplois et maintien des garanties sociales. C'est au niveau des branches et surtout des entreprises que cet échange peut prendre ses formes concrètes. La négociation centralisée (*).

Le code du travail doit-il devenir flexible ? C'est une fausse question : la loi est par définition rigide. Mais, à côté de sa traditionnelle fonction de protection des salariés, le code du travail devrait aujourd'hui remplir une fonction nouvelle, qui n'est pas incompatible avec la précédente : stimuler le développement des flexibilités nécessaires. Il faudrait pour cela, à tout le moins, en éliminer toutes les dispositions qui s'opposent à la floraison de formes diversifiées de l'aménagement du temps de travail, par exemple l'interdiction du travail par relais et par roulement inscrite dans le droit depuis 1937 et toujours en vigueur dans beaucoup de branches. De telles transformations ne peuvent se faire sans négociation. Les termes d'un échange possible, compte tenu des contraintes de la période actuelle, sont les suivants : productivité, efficacité et flexibilité contre réduction du temps de travail individuel, créations (ou moindres suppressions) d'emplois et maintien des garanties sociales. C'est au niveau des branches et surtout des entreprises que cet échange peut prendre ses formes concrètes. La négociation centralisée (*).

Le code du travail doit-il devenir flexible ? C'est une fausse question : la loi est par définition rigide. Mais, à côté de sa traditionnelle fonction de protection des salariés, le code du travail devrait aujourd'hui remplir une fonction nouvelle, qui n'est pas incompatible avec la précédente : stimuler le développement des flexibilités nécessaires. Il faudrait pour cela, à tout le moins, en éliminer toutes les dispositions qui s'opposent à la floraison de formes diversifiées de l'aménagement du temps de travail, par exemple l'interdiction du travail par relais et par roulement inscrite dans le droit depuis 1937 et toujours en vigueur dans beaucoup de branches. De telles transformations ne peuvent se faire sans négociation. Les termes d'un échange possible, compte tenu des contraintes de la période actuelle, sont les suivants : productivité, efficacité et flexibilité contre réduction du temps de travail individuel, créations (ou moindres suppressions) d'emplois et maintien des garanties sociales. C'est au niveau des branches et surtout des entreprises que cet échange peut prendre ses formes concrètes. La négociation centralisée (*).

SOUTIEN DES LECTEURS

Solidarité

J'ai eu l'occasion de rencontrer la mère du jeune motocycliste tué au cours de l'attentat de la rue Copernic. Cette femme m'a expliqué comment elle a pu survivre grâce à la seule communauté juive.

Les jeunes juifs ne l'ont jamais abandonnée, considérant que son fils était mort pour eux et était un de leurs frères.

Elle a toujours été visitée et sortie de sa solitude. Une collecte a été faite par la communauté, afin de planter une forêt dans les bois des martyrs en Israël, à la mémoire de son enfant.

Cette année, les jeunes juifs l'emmènent en Israël visiter ce bosquet.

DOCTEUR DENISE LUBETSKI (Paris).

L'orthographe et la grammaire

(...) S'agissant de mon livre Je cherche, donc j'apprends, paru depuis un an aux Editions sociales,

M. Verain (le Monde du 22 mai) commet quelque contresens, me semble-t-il, en disant que pour moi (...) la mémorisation des mots difficiles doit se faire « dans l'immobilité muette du corps et des lèvres ». (...) Alors que, précisément, le chapitre concerné s'intitule « Désormais, je ne ferai plus de dictée », ce qui est exactement l'inverse de son commentaire : « Les pédagogues les plus novateurs voient dans l'orthographe la voie et la discipline de l'apprenti lecteur ».

M. Verain a dû sauter le titre d'un paragraphe de ce chapitre, qui dit noir sur blanc : « L'orthographe n'est pas une discipline ». Si discipline il y a, c'est celle de la grammaire ; et le goût et l'habitude de la lecture sont mille fois plus utiles pour s'approprier l'orthographe des mots que ce thermomètre dérisoire que constitue la dictée, confondue avec un médicament.

HENRI BASSIS (Chamigny).

Grève aux Archives

Permettez-moi d'attirer votre attention sur la situation qui règne aux Archives nationales depuis le 28 février dernier, soit depuis trois mois entiers : depuis cette date, les magasinsiers ont décidé de n'apporter qu'un seul carton ou une seule liasse par jour à chaque lecteur. C'est dire que, depuis trois mois pleins, la recherche historique se trouve complètement paralysée. S'il est toujours possible aux chercheurs professionnels, dont je suis, de se reporter momentanément à défaut de travail aux Archives nationales, sur des dépôts d'archives départementales, il n'en va pas de même pour les étudiants de maîtrise ou pour les chercheurs étrangers, nombreux en cette période de l'année (surtout en provenance des universités américaines, dont les semestres sont achevés), qui se voient pris en nages dans un conflit de revendications catégorielles qui ne les concerne en aucune façon. Quelque justes que puissent être les raisons qui ont poussé les magasinsiers à déclencher cette manifestation — il ne m'appartient pas de me prononcer sur un conflit dont je ne connais pas les tenants et les aboutissants, — il est parfaitement anormal qu'un service public, de surcroît d'importance nationale, soit totalement paralysé depuis trois mois sans qu'aucun espoir de solution apparaisse du côté de l'administration. Les lecteurs, dépourvus de tout moyen de pression, sont en fait les seuls témoins, voire arrêtés dans leur travail.

DOMINIQUE JULIA, maître de recherche au CNRS.

Le plus choquant

Persone ne semble avoir relevé que ce qu'il y a de plus choquant dans l'affaire de la déprogrammation du documentaire de la deuxième chaîne : « Des terroristes à la retraite », ce n'est ni le fond du débat avec son volet politique, ni même la décision prise au vu de « l'avis unanime » d'un « jury d'honneur », mais bien le fait que cet « avis » ait pu être demandé à un « jury » dans lequel n'a figuré aucun membre des minorités concernées (dont le film évoque le sacrifice et le souvenir), aucun ancien immigré juif ou non juif, alors pourtant que ces ex-immigrés existent encore relativement nombreux parmi les survivants connus de la Résistance en France.

Au-delà de cette constatation, tout autre commentaire paraît superflu.

L. SCHIRMAN LUBETSKI, avocat honoraire à la cour de Paris.

LES NOUVELLES POLITIQUES DU PATRONAT

de Pierre Morville

Un catalogue de recherches

ENTER de répertorier les politiques sociales du patronat, comme s'y emploie Pierre Morville, relève de la gageure. Si les politiques sociales sont nombreuses, à la fois tentatives multiples, la personne lui-même ne pêche pas par l'unicité des discours ou des besoins. Selon qu'il est grand ou petit, situé sur un créneau porteur ou soumis aux aléas d'une production traditionnelle, il réagit différemment, ballotté ou conforté par les périodes d'expansion puis de crise. Mieux, sa vérité comme son intérêt changent avec le temps et la période. Il fut paternaliste, le voilà entiché de souplesse — pardon, de flexibilité. Jeux de son autorité et de son savoir, il se montre maintenant enjoleur, à l'écoute des propositions, prêt à s'approprier les initiatives d'où qu'elles viennent.

Bien sûr, on objectera que les têtes chercheuses du patronat sont comme les autres, déboussolées par la crise, mais la livre de Pierre Morville a aussi le mérite de montrer, au-delà du catalogue des variantes, que le corps doctrinal n'est pas, à non plus, homogène. Une façon de renvoyer à la stérilité des organisations syndicales, entraînées dans la même tourmente. Sans parler de l'impuissance des idéologues.

A. Le.
* Editions La Découverte, collection « Repères », 132 pages, 31 F.

POUR LES CONCOURS DES FONCTIONS PUBLIQUES UNE NOUVELLE COLLECTION

CONCOURS

FONCTIONS PUBLIQUES

COLLECTION DIRIGÉE PAR J. L. CUVILLER ET G. LÉGERQ

Claude LECLEUCQ

André GRAMMAIRE

DROIT ADMINISTRATIF

155 F (franco)

27, rue de Valenciennes, 75011 PARIS

25, rue de Valenciennes, 75011 PARIS

Toute commande doit être accompagnée de son montant

CCP Paris 6509 F

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. MONDOPAR 650572 F

Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Woues.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	667 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)				
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
2 - SUISSE, TUNISIE	594 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte-d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; États-Unis, 6-8 \$; Grèce, 80 dr. ; Israël, 35 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 600 P. ; Libye, 2 500 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Roumanie, 305 F CFA ; Suède, 5 kr. ; Suisse, 1,60 L. ; Yougoslavie, 110 nd.

سكوا من الأصل

étranger

DIPLOMATIE

LA RENCONTRE DE STRESA ET L'ÉLARGISSEMENT DE LA CEE

La session plénière de juin du Parlement européen s'ouvre ce lundi 10 juin à Strasbourg. Elle doit notamment permettre aux députés des Dix de voter jeudi, avec six mois de retard, le projet de budget communautaire pour 1985. L'Assemblée parlementaire de la CEE envisage également de lancer un appel aux dix chefs d'Etat et de gouvernement qui se

réuniront les 28 et 29 juin à Milan pour qu'ils renforcent les institutions communautaires.

Mardi, à Lisbonne puis à Madrid, aura lieu la cérémonie solennelle de signature de l'acte d'adhésion du Portugal et de l'Espagne à la Communauté européenne. Cette adhésion doit devenir effective le 1^{er} janvier 1986, mais les premiers ministres espa-

gnols et portugais seront invités au sommet de Milan.

A Paris, les présidents des Assemblées parlementaires nationales des pays de la CEE, qui s'étaient réunis à l'invitation de MM. Mermet et Pöhl (le Monde daté 9-10 juin), ont souligné à l'issue de leurs travaux, samedi, l'importance du projet de conférence intergouvernementale sur la ré-

forme des institutions communautaires. Ils ont regretté que l'élection du Parlement européen ait eu, en juin 1984, un caractère souvent « plus national que communautaire, ce qui a atténué la portée et le sens de la consultation ». La prochaine conférence des présidents de Parlement se tiendra en 1987 à Luxembourg.

D'importantes divergences subsistent entre les Dix sur la réforme des institutions communautaires

Stresa. — Les ministres des affaires étrangères des Dix, réunis samedi 8 et dimanche 9 juin à Stresa, au bord du lac Maggiore, pour préparer le conseil européen convoqué les 28 et 29 juin à Milan, ont consacré leurs travaux, presque exclusivement, à la réforme institutionnelle de la CEE. L'importance que la majorité des gouvernements membres souhaitent donner à cette question risque d'occulter les autres grands sujets — l'achèvement du marché intérieur européen et la mise en place d'une communauté technologique — envisagées pour la prochaine réunion des chefs d'Etat et de gouvernement.

« Les discussions des Dix ont porté essentiellement », a déclaré M. Roland Dumas à l'issue de la réunion, sur les perspectives institutionnelles. Le ministre des relations extérieures a ajouté : « L'agenda politique de l'Europe ne doit effrayer ni la France ni les autres Etats membres ». M. Dumas a indiqué que la France était, en principe, favorable à l'initiative de l'Italie, qui assure la présidence du conseil des Dix jusqu'au 30 juin et qui souhaite convoquer une conférence intergouvernementale chargée de mettre en chantier l'Union européenne. Il a toutefois précisé que le gouvernement français se positionne après le sommet franco-italien qui se réunira les 13 et 14 juin à Florence.

Interrogé sur la place que prendrait, à Milan, le débat sur le projet Eureka, M. Dumas a simplement répondu que cette question sera certainement « évoquée ». La réunion des Dix à Stresa avait commencé par une controverse entre la présidence italienne et la Commission de Bruxelles. Dans l'entourage de M. Andreotti, on faisait valoir que

De notre envoyé spécial

M. Delors, en mettant en avant la nécessité d'éliminer les derniers obstacles aux échanges commerciaux d'ici à 1992 et d'organiser l'Europe technologique, allait fournir un prétexte aux gouvernements qui se souciaient pas d'engager dans la voie d'une percée institutionnelle dès le sommet organisé dans la capitale lombarde. Le président de la Commission a alors donné toutes les assurances qu'attendait le ministre italien des affaires étrangères. A telle enseigne que M. Andreotti a chargé M. Delors de faire des « suggestions » pour entamer la réforme sur le fonctionnement de la Communauté.

Imprécision flottant...

M. Genscher s'est lui aussi déclaré favorable à la convocation d'une conférence intergouvernementale, en précisant toutefois que le conseil européen devait lui confier un mandat précis. Le ministre allemand des affaires étrangères a en outre insisté sur la nécessité de créer un secrétariat politique rattaché à la présidence du conseil des ministres de la CEE, projet auquel s'est opposé M. Delors. Selon le président de la Commission, cette nouvelle institution aura pour effet d'étendre les « zones grises » entre les différents centres de décision de la CEE.

Cette divergence est révélatrice de l'imprécision, voire du flou, qui existe chez les plus chauds partisans d'un « saut qualitatif » dans le domaine institutionnel. De plus, indépendamment de la

Grèce et du Danemark, qui restent opposés à tout ce qui peut ressembler, de près ou de loin, à un pas vers la supranationalité, se pose le problème britannique.

Le Royaume-Uni, lui aussi opposé à une telle évolution, a cependant choisi d'accompagner le mouvement dans l'espoir de le contrôler. Conscient que les partenaires du Marché commun sont assez loin d'une conception commune, Sir Geoffrey Howe a pris l'initiative de proposer une série de mesures pour améliorer le processus de décision de la CEE, et, demain, des Douze. Partant du principe qu'il n'y a pas lieu de modifier les traités actuels, le secrétaire au Foreign Office a demandé que le conseil européen définisse des actions nouvelles qui ne pourront pas être bloquées — au nom de « l'intérêt vital national » — lorsqu'il s'agira de les mettre en œuvre au niveau ministériel.

L'avantage de cette formule pour les Britanniques est que rien ne pourra se faire sans le feu vert des chefs d'Etat et de gouvernement. Mais, surtout, plus on délimitera de manière précise le champ d'application du vote à la majorité, plus le droit de veto sera renforcé et institutionnalisé.

De leur côté, les pays comme la France, la RFA, l'Italie, la Belgique ou les Pays-Bas doivent répondre, du moins en partie, comme ils en ont pris l'engagement, à l'attente du Parlement européen, qui a beaucoup mis sur la négociation d'un nouveau traité inspiré du projet d'Union européenne de M. Spinelli, notamment sous l'angle de la participation de l'Assemblée de Strasbourg aux décisions communautaires.

MARCEL SCOTTO.

UN ENTRETIEN AVEC M. MARIO SOARES

« L'entrée dans l'Europe met un point final au cycle impérial du Portugal »

Lisbonne. — Ah, que l'Europe est belle et jeune vue du bureau de M. Mario Soares ! On était dans notre coin, arrêtés et sans contact, dit-il. Quarante années de salazarisme nous avaient écartés de ce qui bougeait et de tout ce qui se faisait, de tout ce qui comptait à côté de nous. Et voilà que, à nouveau, on vient nous voir de partout — des industriels, des syndicalistes, des agriculteurs, des hommes d'affaires, des savants, des artistes. Voyez-vous, les Portugais sont un peuple de contacts : ils l'ont souvent démontré au cours de leur histoire. C'est aussi un peuple qui n'est jamais si grand que lorsqu'il est confronté à un grand défi. Eh bien ! l'entrée dans l'Europe va stimuler son génie propre ; elle constitue un défi susceptible de fouetter le dynamisme que nous avons commencé à retrouver avec la révolution d'avril 1974 et l'instauration en 1976 d'une démocratie pluraliste. Croyez-moi : tout va changer !

De notre envoyé spécial

Ces remarques valent aussi bien d'ailleurs pour notre voisin espagnol. La réinsertion dans l'Europe des deux pays ibériques, avec cinquante millions d'habitants (1), ne peut avoir que des avantages. Pour nous, c'est la promesse d'une stimulation culturelle, d'une relance scientifique et technologique, et aussi d'un apport de capitaux. Pour vous, c'est un nouveau marché, presque aussi peuplé que la France, la RFA ou la Grande-Bretagne ou l'Italie. Et c'est une ouverture vers les quelque quatre cent cinquante millions d'hommes qui, en Afrique et en Amérique, parlent le portugais ou l'espagnol (2).

Cette dernière affirmation n'est-elle pas un cliché, demandons-nous à M. Soares. Les peuples indépendants du vingtième siècle auraient-ils besoin de « ponts » pour aborder l'Europe ? Il ne s'agit pas de cela. Mais le capital de connaissances, de contacts, de confiance que nous avons accumulé en Afrique, en Amérique latine, peut être mis à profit par tous. L'Europe, certes, n'a pas besoin de ponts, mais il est de fait qu'il existe entre Lisbonne, Madrid et beaucoup de capitales d'Amérique latine et d'Afrique... un pont aérien — beaucoup de gens viennent ici, nous allons là-bas, et c'est un rapprochement mutuel qui peut être bénéfique pour toute l'Europe.

« C'est l'heure »

Ecartant l'idée que le Portugal puisse contribuer à fortifier un « pôle » méditerranéen, ou latin, ou méditerranéen, au sein de la CEE, M. Soares affirme, en revanche, qu'il entend travailler à « renforcer l'unité, la solidarité, la cohésion de la Communauté ». Il précise : « Nous avons une claire sympathie pour l'effort de défense de l'Europe ». Il ajoute : « Nous avons, c'est bien connu, d'excellents rapports avec les Etats-Unis ; nous sommes membres, comme d'ailleurs, de l'alliance atlantique, mais nous, européens, nous avons certainement en matière de sécurité un rôle autonome à jouer ».

M. Soares a d'ailleurs rappelé cette position le 5 juin devant la conférence des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN à Lisbonne, dans un discours qu'il qualifie lui-même de « très balancé ».

M. Soares ne craint-il pas que l'adhésion simultanée à Madrid et de Lisbonne à la CEE ne déclenche une « invasion » économique du Portugal par l'Espagne, quatre fois plus peuplée et plus industrialisée ?

« J'ai rencontré, fin mai, M. Gonzalez. Nous avons réglé notre

contentieux économique sur la pêche et le commerce (3). Nous nous sommes accordés politiquement pour que les aides européennes soient dirigées en priorité vers le développement de nos régions frontalières, qui sont les plus attardées. Jusque-là, nos deux pays se tournaient le dos : ils s'ignoraient. Et il est de fait qu'au Portugal beaucoup de gens font un complexe d'infériorité par rapport à leur voisin. Moi pas. Nous avons huit siècles durant résisté au fameux centralisme castillan. Cela prouve la force de notre identité culturelle et nationale. Celle-ci ne sera pas plus menacée demain dans l'Europe qu'elle n'a été enlaidie hier lorsque nous étions seuls, ou en tête à tête avec nos colonies ».

Il a ajouté : « N'oublions pas que nous nous préparons depuis huit ans. Notre législation est prête. Nous avons déjà entrepris de profonds ajustements économiques. Ainsi, notre agriculture, retardataire à tant d'égards, a déjà commencé à exporter de nouveaux produits vers l'Europe — des légumes, des fleurs, par exemple. Nous exportons aussi des textiles, des vêtements, des chaussures, de la porcelaine, des vitres. Je dis parfois que les communistes ont raison d'avoir peur de l'adhésion à la CEE puisqu'ils sont attachés à des formes de production arriérées ! Non, si nous ne voulons pas manquer la révolution technologique de la fin du siècle, il fallait absolument entrer dans l'Europe. C'est l'heure ! »

Tant d'assurance convient-elle à un premier ministre en suris — puis-je depuis la rupture, le 4 juin, de la coalition gouvernementale le Portugal est en crise ? M. Soares ne veut pas commencer ce sujet. Tout au plus, dans son entourage, consent-on à déclarer que « la logique du moment, c'est la dissolution du Parlement et des élections anticipées début octobre ». On admet aussi que la situation est « loin d'être mauvaise » pour le Parti socialiste et son secrétaire général, à la veille des élections électorales.

M. Mario Soares, qui peaufine visiblement son profil d'homme d'Etat, n'entend certes pas mêler de basses considérations électorales à l'histoire dont il est en train d'écrire une « page brillante ». Mais la politique perd-elle tout à fait ses droits ?

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) L'Espagne a plus de quarante millions d'habitants et le Portugal dix millions.

(2) Le Brésil et les pays africains lusophones comptent plus de cent cinquante millions d'habitants et l'Amérique hispanophone deux cent cinquante millions.

(3) Le 1^{er} janvier 1986, c'est-à-dire dès le début de l'adhésion effective, un accord industriel spécifique entrera en vigueur entre les deux pays ibériques.

Le voyage de M. Fabius à Berlin-Est

(Suite de la première page.)

Pour l'URSS et la RDA en revanche, comme M. Honecker le rappelle récemment dans ces colonnes (le Monde du 8 juin), l'accord quadripartite ne porte que sur Berlin-Ouest, car « le terme de Berlin n'y figure pas ».

Dans le langage officiel français, M. Fabius se rend « en RDA » (puisqu'il atterrit à l'aéroport de Schönefeld, situé à 500 m des limites de la ville) et il effectue une visite « à Berlin ». Il n'est pas question, précise-t-on, d'une remise en cause du statut de l'ancienne capitale du Reich. Il reste cependant, que, malgré ces acrobaties de vocabulaire, le fait qu'un chef de gouvernement (1) rencontre le chef de l'Etat est-allemand à Berlin-Est est une entorse aux règles diplomatiques jusqu'à en rigueur chez les alliés occidentaux, qui n'échappera sans doute pas à la République fédérale. Il ne s'agit certes que de formalisme ; mais la RDA, qui revendique la reconnaissance définitive de sa souveraineté pleine et entière, s'entend généralement à tirer parti de ces petits dérapages protocolaires.

Dans l'entourage de M. Fabius, on déclare que cette visite (comme le récent voyage de M. Dumas, à Prague, par exemple) répond au vœu du gouvernement français de maintenir le dialogue et de développer des contacts directs avec l'Europe. La RDA, cependant, n'est pas assimilable à l'Europe. Il n'importe quel autre pays de l'Est, étant donné ses liens avec la République fédérale. Du point de vue de la RDA, la visite de M. Fabius s'inscrit, en effet, dans le cadre de l'intensification de ses relations avec des pays occidentaux autres que la RFA, à un moment où les rapports avec Bonn sont plutôt froids.

Les relations interallemandes ont connu un développement euphorique en 1983-1984 ; puis elles sont revenues au point mort après que M. Honecker, cédant aux pressions soviétiques, eut renoncé à la visite qu'il s'appropriait à faire en République fédérale en septembre dernier. Parce qu'il avait un peu trop profité de la liberté dont il croyait bénéficier du fait de la maladie d'Andropov puis de Tchernomko, le chef de la RDA a vu sa marge de manœuvre réduite à néant.

Certes, les échanges économiques de la RDA avec la RFA res-

sent infiniment plus importants qu'avec aucun autre pays occidental (les échanges commerciaux, qui se font à des conditions préférentielles, ont porté, en 1984, sur 15 milliards de marks). Mais, dans tous les autres domaines, notamment dans le domaine humanitaire, les relations entre les deux Etats allemands stagnent depuis septembre. Après avoir accordé quelque quarante mille autorisations de sortie en 1984 à ses ressortissants désireux de s'installer à l'Ouest, la République démocratique a ramené le rythme des départs depuis la fin de l'année dernière à un niveau assez bas (mille deux cents par mois environ).

L'ensemble des relations entre la RDA et la RFA est dominé par la règle, tacite et non reconnue à l'Est, des contreparties : la République fédérale paie en avantages économiques et financiers, en échange de quoi elle attend des mesures d'ordre humanitaire au profit des Allemands de l'Est (portant notamment sur les possibilités de contacts entre les deux populations). A un moment où certains, à Bonn, pensent qu'il faut réviser cette politique qu'ils jugent trop onéreuse et trop peu « rentable », M. Honecker a tout intérêt à diversifier ses relations avec les pays occidentaux. Il n'est pas certain que Bonn voie d'un très bon œil cette tendance nouvelle de la RDA à développer ses contacts avec l'Ouest « en contournant la République fédérale », selon l'expression d'un diplomate.

M. Honecker se faisait récemment un malin plaisir (le Monde du 8 juin) de rappeler que c'est à un Français, François Mauriac, que l'on doit la célèbre phrase : « J'aime tellement l'Allemagne que je préfère qu'il y en ait deux ». Une phrase qui va dans son sens, et dont l'évocation ne peut qu'irriter Bonn, où l'on déclarait avec insistance ces derniers mois que la réalisation de l'unité allemande par libre autodétermination reste l'objectif. Cette visite s'annonce donc extrêmement délicate pour le premier ministre français.

CLAIRE TRÉAN.

(1) La même réserve ne vaut pas au niveau ministériel. Sir Geoffrey Howe était récemment à Berlin-Est. M. Claude Cheysson y a inauguré le centre culturel français en février 1984.

LA VISITE DU PREMIER MINISTRE CHINOIS A LONDRES

M. Zhao Ziyang et M^{me} Thatcher ont signé deux accords-cadres

De notre correspondant

Londres. — Après une semaine de séjour en Grande-Bretagne, le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, a souligné que, au cours de ses trois entretiens avec M^{me} Thatcher, il avait à peine été question de l'avenir de Hongkong — sujet qui avait occupé toutes les conversations entre Chinois et Britanniques les trois années précédentes. Au Foreign Office, on indique toutefois avoir fait part de l'inquiétude persistante des habitants de la colonie, qui, aux termes de l'accord signé en septembre dernier, sera rendue à la souveraineté chinoise en 1997, en échange d'une garantie de relative autonomie pendant un demi-siècle. Le gouverneur de Hongkong était à Londres durant la visite de M. Zhao Ziyang.

Mais il est vrai que l'essentiel des discussions, cette fois, a porté sur le développement des échanges commerciaux entre les deux pays, maintenant que, du point de vue chinois, l'obstacle diplomatique est levé. M^{me} Thatcher, toujours soucieuse de développer les exportations, a pu, pour cela, mettre à profit l'expérience des fréquents contacts qui ont eu lieu entre dirigeants chinois et britanniques pendant les négociations sur Hongkong. On a donc parlé « affaires ».

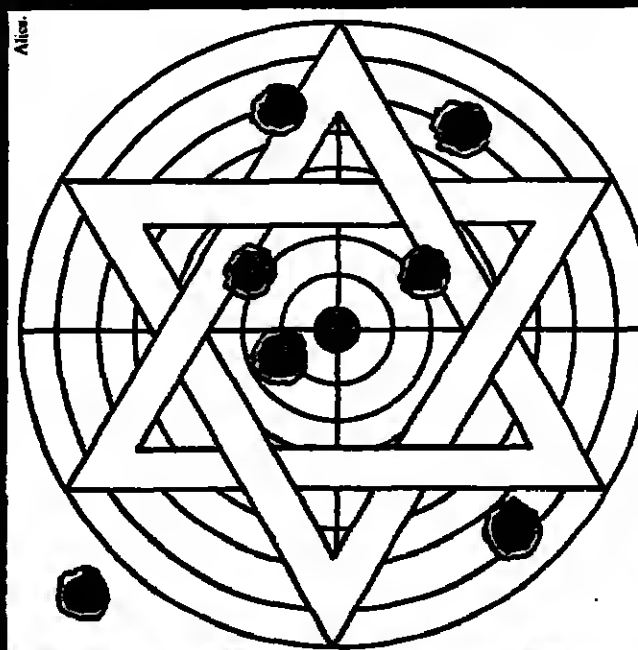
Les exportations britanniques vers la Chine ont déjà plus que doublé en 1984, passant de 140 à près de 300 millions de livres, avec notamment la commande chinoise de dix emplacements de l'avion court-courrier BAe-146. M. Zhao Ziyang, qui, alors responsable de la province du Sichuan, était venu en Grande-Bretagne il y a six ans, a manifesté l'intérêt de son pays pour certaines techniques de pointe, plus particulièrement dans le domaine de l'informatique. C'est pour cela qu'il a visité différentes entreprises jusqu'en Ecosse.

Les premiers ministres chinois et britannique ont signé deux accords-cadres, l'un de caractère général sur l'ensemble des échanges économi-

ques — auquel s'ajoute l'instauration d'un système de garantie des investissements britanniques en Chine — l'autre sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. A ce propos, les industriels britanniques spécialisés continuent de négocier leur participation aux projets chinois de construction de centrales nucléaires.

Cette « visite » officielle de travail a laissé peu de place aux discussions de politique internationale. M. Zhao Ziyang a cependant rappelé que son pays, tout en cherchant à entretenir de meilleures relations avec les deux superpuissances, refusait toute idée d'« alignement » et souhaitait le développement d'une Europe forte et indépendante.

FRANCIS CORNU.



Philosophie de l'antisémitisme

Par Michel Herszlikowicz

Existe-t-il une philosophie de l'antisémitisme en deçà de la persécution ? Ce livre dévoile comment la haine peut pénétrer les esprits à travers la mythologie antique de l'argent, du sexe, du sacré ou de la politique.

182 pages - 78 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

DIPLOMATIE

LA FIN DU SÉJOUR DE M. GANDHI EN FRANCE

La coopération bilatérale prend un nouvel essor

La visite officielle du premier ministre indien en France, qu'il a quittée lundi 10 juin, dans la matinée, pour l'Algérie, a été l'aboutissement d'une grande convergence et la nouvelle impulsion donnée aux relations entre les deux pays, a déclaré, dimanche 9 juin, le chef du gouvernement français, M. Laurent Fabius, au cours d'une conférence de presse commune avec M. Rajiv Gandhi, à l'hôtel Marigny. « Le plus important est la compréhension mutuelle établie entre nos deux pays. C'est de ce fait - l'atmosphère qui résulte des conversations que j'ai eues avec le président Mitterrand et avec M. Fabius - que découleront les contrats à venir », a précisé le premier ministre indien, ajoutant qu'il entendait que plusieurs affaires étaient en cours de discussions, et, pour certaines, sur le point d'être conclues.

Visiblement, on souhaitait plus, de part et d'autre, insister sur le très bon climat politique dans lequel s'est déroulée cette visite que sur ses aspects « concrets ». Le gouvernement français a accordé des égards tout à fait exceptionnels à M. Gandhi, qui a été non seulement traité presque comme un chef d'État, mais qui a rencontré à quatre reprises M. Mitterrand et plusieurs fois le premier ministre. L'important pour la France est d'avoir rétabli ainsi le contact après le malencontreux affaire d'espionnage. « Le problème est derrière nous », a pu dire encore à nouveau M. Gandhi, dimanche, à la presse. « Les malentendus ou les difficultés ont été dominés, et les perspectives d'avenir me laissent plein d'optimisme », a déclaré M. Mitterrand à la chaîne de télévision indienne. Le chef de l'État a voulu, semble-t-il, renouer avec M. Gandhi les relations personnelles d'amitié qu'il entretenait avec Indira Gandhi.

Même si sur le plan économique et commercial la visite du premier ministre indien avait un caractère

largement exploratoire, elle a été marquée par la signature d'un accord portant sur la cession par Jeumont-Schneider de licences aux sociétés de télécommunications indiennes pour la fabrication de centraux téléphoniques d'un montant de 500 millions de francs ; le premier ministre indien a également annoncé un accord concernant un important projet d'épuration des eaux du Gange, à proximité de la ville sacrée de Bénarès. Les matières polluantes recueillies au cours de cette opération seront transférées en Algérie. D'autre part, l'accord portant création d'un Centre d'études franco-indien pour la recherche avancée (CEFIRA) (le Monde du 7 juin) avait été conclu samedi. Il consacre la coopération existant depuis plusieurs années entre les instituts spécialisés des deux pays dans les domaines de la biotechnologie, des mathématiques appliquées, de la physique optique et de l'optique électronique, ainsi que les énergies renouvelables.

Convergences politiques

M. Gandhi a confirmé au cours de la conférence de presse que plusieurs Mirages 2000 - sur la commande d'une quarantaine d'appareils - avaient déjà été livrés à son pays. Il a visité, dimanche, les ateliers de l'usine de Saint-Clément, où sont montés les équipements de pointe à également été souligné, puisqu'il a assisté le même jour à la présentation d'une démonstration de techniques de l'informatique et, notamment, à la présentation du nanoréseau, dont quinze mille écoles indiennes pourraient s'équiper. A Lyon, où il s'est rendu en TGV, en compagnie du ministre des transports, M. Jean Auroux, le premier ministre indien a visité les centres de télécommunications de Lyon-Ampère et Lyon-Lacassagne, en compagnie de M. Louis Mexandré, ministre délégué chargé des PTT. Dans le premier centre, nous précisions notre correspondant régional Claude Régent, un autocollant-tour temporel E10-B de la compagnie CIT lui a été présenté. Dans le second, il a assisté à une démonstration de Minitel et d'annuaires électroniques Alcatel Thomson Sesa et également découvert les faisceaux hertziens IRT 1500 de TRT. Au cours de sa visite, M. Gandhi a eu des contacts avec les représentants de l'Institut Mérieux, qui ont porté sur l'état d'avancement d'un important projet d'usine de vaccins en Inde, et a déjeuné en privé, à l'abbaye, restaurant de Paul Bocuse, au Mans d'Or.

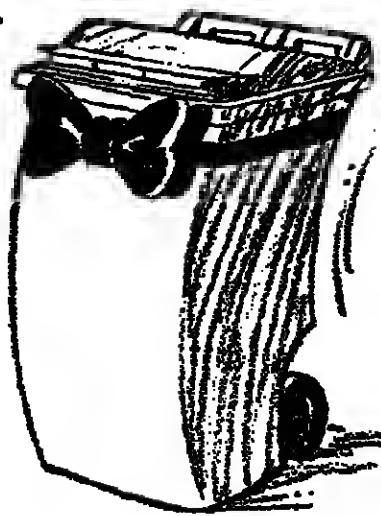
Les entretiens du premier ministre indien avec MM. Mitterrand et Fabius, sur les questions internationales ont eu un caractère général, portant notamment sur les relations Nord-Sud. A ce sujet, a rappelé M. Fabius, les thèses de la France sur la recherche d'un nouvel ordre économique mondial se rapprochent beaucoup de celles des pays en développement, et notamment de l'Inde, dont la position est identique à la nôtre, en ce qui concerne notamment la société internationale d'engagement à assurer la formation du personnel.

D'autres sociétés françaises participent au projet, aux côtés de la Générale des eaux. Une mission technique composée de représentants des ministères et des entreprises intéressées va partir prochainement en Inde pour mettre au point les modalités pratiques de réalisation.

(Publicité)

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en vente de fonds de **COMMERCE** BOUTIQUES - LOCAUX - BUREAUX, dans le journal spécialisé de deux ans **« LES ANNONCES »** En vente parcou 4.00 F et 35, rue de Metz, 75011 Paris - Tél. (1) 805.30.30

MONSIEUR LE MAIRE, ON NE VOUS LAISSERA JAMAIS UN CONTENEUR ABIMÉ.



ALLIBERT
La gestion impeccable
Tél. (1) 774.43.43

EUROPE

Suède

Une affaire d'exportation d'armement tourne au scandale

Le président du patronat abandonne « temporairement » ses fonctions

De notre correspondant

Stockholm. - Il n'est pas exagéré de parler de scandale. La société Bofors, numéro un suédois et nordique de l'industrie des armements, est soupçonnée d'avoir - sans autorisation du gouvernement et en violation des lois très strictes réglementant les exportations d'armes - vendu du matériel militaire aux Emirats arabes unis et à l'Iran depuis 1979.

Avant d'être élu, en mai 1985, président de la Confédération du patronat suédois (SAF), M. Claes-Ulrik Winberg avait dirigé pendant douze ans l'entreprise Bofors. Les révélations de ces dernières semaines le plaçaient dans une position personnelle de plus en plus embarrassante, et l'affaire devenait également gênante pour la centrale des employeurs à environ trois mois des élections législatives.

Après s'être systématiquement refusé à « tout enmentaire », M. Winberg a finalement annoncé, dimanche 9 juin, par un communiqué laconique à l'agence de presse nationale TT, sa décision d'abandonner « temporairement » ses fonctions à la tête du patronat, jusqu'à la publication des conclusions des deux enquêtes ouvertes par la police des douanes sur le « trafic » des armes.

Les premières accusations contre Bofors ont été portées par un mouvement pacifiste, l'Association suédoise pour la paix et l'arbitrage. En mai 1984, celle-ci remettait à la police un dossier qui, à ses yeux, prouvait que l'entreprise avait bel et bien, en 1979 et 1980, livré deux systèmes complets de DCA « Robot-70 », d'une valeur de 60 millions de couronnes (autant de francs français), à Bahrein et Dubaï, par l'entremise d'une compagnie de Singapour, Unicorn International.

Au mois d'avril de cette année, ces informations étaient confirmées par un ancien ingénieur de l'entreprise, M. Ingvar Bratt, qui déclarait : « En 1978, Bofors avait demandé au gouvernement l'autorisation d'exporter le matériel en question à ces deux États. Le ministre du commerce lui a refusé en raison de la situation tendue dans la région du golfe Persique. La Suède avait décidé d'interdire toutes ventes de matériel militaire au Moyen-Orient et au Proche-Orient. L'entreprise envisageait alors les moyens détournés d'acheminer les « Robot-70 ». Elle déposait une demande d'exportation pour Singapour. Celle-ci fut acceptée. Mais la destination finale des équipements de DCA était Dubaï et Bahrein... »

Seul M. Ingvar Bratt, les plus hauts responsables de Bofors étaient au courant du stratagème. Par ailleurs, l'Institut d'études stratégiques de Londres a confirmé la présence des lance-missiles suédois dans ces deux États.

Début juin, l'affaire prend les dimensions d'un scandale. La police des douanes accuse Bofors d'avoir vendu depuis 1980 des explosifs classés « matériel militaire » à plusieurs pays du Moyen-Orient, dont l'Iran. Une fois de plus en trompant le gouvernement et en faisant cette fois transiter la marchandise par l'Allemagne fédérale et l'Autriche. L'enquête sera probablement terminée à la fin de l'été. Et l'Association suédoise pour la paix et l'arbitrage annonce d'autres révélations dans les mois à venir.

Neutralité armée

Cette affaire est particulièrement délicate pour la Suède neutre, qui ne manque pas une occasion de dénoncer le commerce international d'armes et notamment la politique « immorale » du gouvernement français dans ce domaine. Par ailleurs, le premier ministre, M. Olof Palme, est toujours chargé par le secrétaire général des Nations unies d'une mission de médiation dans le conflit irano-iranien.

La neutralité de la Suède repose en partie sur une défense militaire relativement forte. Afin de dépendre le moins possible de fournisseurs étrangers et de se doter d'un matériel adapté à ses besoins spécifiques, le pays a mis sur pied une industrie d'armement qui emploie aujourd'hui environ quarante mille personnes. Pour réduire les coûts de fabrication, le gouvernement autorise « certaines exportations » mais préfère rester discret sur le sujet. Les lois en vigueur interdisent les ventes aux pays qui sont impliqués dans un conflit armé ou « qui risquent d'être impliqués », ainsi qu'aux États en proie à une guerre civile. Ces affaires indiquent que les contrôles sont loin d'être satisfaisants.

En 1983, les exportations de matériel de guerre suédois vers quarante et un pays, étaient supérieures à 1 milliard de couronnes, soit 0,8 % du montant total des exportations. Les principaux clients « officiels », peut-on dire maintenant, de la Suède étaient le Nigeria, l'Inde, Singapour, l'Allemagne fédérale et la Malaisie. 32 % des exportations étaient destinées à des États du tiers-monde.

ALAIN DEBOVE.

L'IRLANDE RÉUNIE DANS LA BOXE ... ET CHAMPIONNE DU MONDE

(De notre correspondant)

Londres. - « Il n'y a gagné », et avec lui, l'Irlande toute entière, sous le regard ému des Britanniques. Le merveilleux histoire continue et garde plus que jamais son caractère de conte de fées d'un nouveau genre, mi-sport, mi-politique (le Monde daté 9-10 juin).

Le petit « Cyclone » de Clones (son village natal), Barry McGuigan, e, le 8 juin à Londres, batte un adversaire pourtant coriace et plus grand - le Panaméen Eddie Poole, remportant ainsi le titre de champion du monde des poids plume. Belfast, qui n'a pas souvent l'occasion de se réjouir, s'approprie à lui faire une fête nationale et intercommunautaire. Protestants et catholiques, au Nord comme au Sud, n'ont pas fini de faire couler la bière en l'honneur de « leur » héros qui leur a appris qu'on pouvait être de tous les camps à la fois, c'est-à-dire d'un seul et même camp. Le secrétaire d'État britannique à l'Irlande du Nord, M. Douglas Hurd, qui était l'un de ses plus fervents supporters lui a adressé un message de félicitations au nom de son gouvernement tandis qu'un téléphone, depuis Dublin, le premier ministre irlandais, M. Garret FitzGerald, lui disait que « toute l'Irlande » était fière de lui et de sa contribution à la cause de la réconciliation.

Il y avait bien de quoi oublier le feu à la maison. C'est ce qui est arrivé, à Clones, à la mère de Barry qui, pendant qu'elle se faisait porter en triomphe par les gens du village, n'a pas vu se consumer dans un incendie - accidentel - une partie du domicile familial. Devant les décombres, elle a déclaré avec des pleurs de joie que cela n'avait « guère plus d'importance ».

F. C.

Hongrie

Les élections « nouvelle manière »

- Une participation un peu plus faible que par le passé
- La marge de choix a été mise à profit

Les premières élections organisées en Hongrie socialistes selon les nouvelles modalités qui rendent obligatoire la multiplicité des candidatures, se sont déroulées, samedi 8 juin, par une participation un peu plus faible que par le passé : il y a eu 93,9 % de votants contre 97 % en 1980, ce qui constitue un chiffre plutôt faible pour un régime communiste (si l'on excepte le cas, devenu tout à fait à part, de la Pologne - où les autorités, en juin dernier, se sont trouvées très satisfaites d'un taux de participation officiel de 75 % - 60 % selon l'opposition).

Il y avait 387 sièges à pourvoir - et 762 candidats, parmi lesquels 71 n'avaient pas été « recommandés » par le Front populaire patriotique - grand maître d'œuvre des élections, et qui, lui, avait proposé initialement deux candidats par poste à pourvoir. Tous les candidats devaient, cependant, se réclamer du programme politique de ce front unique - et ceux qui avaient été désignés spontanément au cours des réunions électorales ne pouvaient nullement être considérés comme des opposants. C'est ainsi, par exemple, que M. János Fekete, vice-gouverneur de la Banque nationale, et l'une des personnalités phare de l'économie hongroise, s'est trouvé désigné par les électeurs de sa circonscription. Au total, vingt-cinq de ces candidats non prévus initialement ont été élus.

J. K.

RFA

Les thèmes pacifistes ont dominé les Journées de l'Eglise évangélique à Düsseldorf

De notre correspondant

Bonn. - On y commente la Bible mais on y parle surtout de tout, et spécialement des grands thèmes politiques préoccupant la société allemande : le chômage, la paix, l'environnement. Les Journées de l'Eglise évangélique ouest-allemande, qui se tiennent tous les deux ans, ont rencontré cette année encore à Düsseldorf, capitale de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, un succès spectaculaire. Cent vingt mille personnes ont participé pendant cinq jours aux débats, prières et autres réjouissances communes qui confèrent à ces rencontres un air de happening permanent. Elles émanent plus de trois cent mille, mercredi soir 5 juin, à l'ère déplacées pour les cérémonies d'ouverture, au cours desquelles soixante-quinze services religieux ont été célébrés.

Ces « Kirchentage » n'ont rien d'un congrès fermé. Organisés par l'Assemblée des mouvements laïcs de l'Eglise protestante, on y vient autant pour se retrouver et réfléchir ensemble que pour prier. C'est une assemblée ecclésiastique, ouverte à tous. Les sermons d'ouverture avaient été prononcés aussi bien par des ecclésiastiques protestants que par des laïcs, comme le ministre-président social-démocrate de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, M. Johannes Rau, membre du synode de l'Eglise évangélique, mais également par des représentants des autres communautés religieuses allemandes : les deux évêques catholiques de Cologne et de Berlin-Ouest ; le métropolitain orthodoxe grec de Bonn et un rabbin avaient ainsi été invités à prendre la parole.

Cette ouverture explique sans doute le succès rencontré par ces « Kirchentage » auprès des jeunes, qui constituent la moitié des participants. L'influence traditionnelle du parti social-démocrate dans les organisations laïques, mais aussi le rôle que certaines d'entre elles ont joué dans le mouvement de la paix, ont fait de ces assemblées un point de rassem-

blement pour toute une jeunesse mais on y parle surtout de tout, et spécialement des grands thèmes politiques préoccupant la société allemande : le chômage, la paix, l'environnement. Les Journées de l'Eglise évangélique ouest-allemande, qui se tiennent tous les deux ans, ont rencontré cette année encore à Düsseldorf, capitale de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, un succès spectaculaire. Cent vingt mille personnes ont participé pendant cinq jours aux débats, prières et autres réjouissances communes qui confèrent à ces rencontres un air de happening permanent. Elles émanent plus de trois cent mille, mercredi soir 5 juin, à l'ère déplacées pour les cérémonies d'ouverture, au cours desquelles soixante-quinze services religieux ont été célébrés.

Deux ans après les Journées de l'Eglise évangélique à Hanovre, qui avaient été un des hauts lieux de la campagne contre le déploiement des missiles de l'OTAN, les foules colorées, portées autour du cou comme autant d'étendards de la paix, ont refait à Düsseldorf une apparition remarquable. Eberhard Eppler, membre important du synode de l'Eglise évangélique, mais aussi du comité directeur du Parti social-démocrate et l'une des figures prééminentes des manifestations pacifistes du début de la décennie, a fait salle comble jeudi sous le grand chapiteau. Le ministre du travail, le chrétien-démocrate de gauche Norbert Blum, qui avait la tâche ingrate de venir expliquer la politique du gouvernement en matière d'emploi, n'a pas reçu un accueil aussi recueilli le lendemain, se faisant copieusement chahuter.

On ne s'étouffera pas que les projets de défense spatiale du président Reagan aient soulevé une hostilité générale de la part aussi bien des jeunes que de nombreux hommes politiques ou d'Eglise-venus participer aux discussions. L'orateur d'une nouvelle course aux armements a d'ailleurs été exprimée non seulement par les adversaires connus de l'IDS, mais également par des personnalités comme Kurt Biedenkopf, le président des démocrates-chrétiens de Westphalie.

HENRI DE BRESSON.

Chypre

M. Denktash a été réélu au premier tour président de la « République turque du Nord »

M. Rauf Denktash a été réélu le dimanche 9 juin, avec une majorité de plus de 70 % des voix, président de la « République turque du Nord ». Cinq autres candidats - deux de gauche et trois indépendants - ont ainsi été éliminés dès le premier tour, le mieux placé d'entre eux, M. Ozgur, leader du Parti républicain turc (marxiste, pro-soviétique), n'obtenant qu'un pourcentage de 20 % des suffrages. Selon le bureau électoral, la participation au scrutin a été d'environ 80 %.

M. Denktash a déclaré que la question d'éventuelles négociations avec le gouvernement de Nicosie sur une réunification de l'île ne serait abordée qu'après l'élection du nouveau Parlement et la formation du nouveau gouvernement. Les élections législatives sont prévues pour le 23 juin.

L'élection présidentielle de Chypre du Nord a été vivement dénoncée à Nicosie comme à Athènes, où l'on observe qu'elle porte un grave préjudice à l'initiative du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, pour un règlement du problème chypriote.

Le président de la République de Chypre, M. Spyros Kyprianou, était attendu à Athènes lundi pour s'entretenir de l'évolution de la question et définir une ligne d'action avec le président grec Christos Saris et le premier ministre, M. Andreas Papandréou, vainqueur il y a une semaine des élections législatives grecques.

M. Papandréou a réaffirmé après sa victoire qu'il ne saurait y avoir de dialogue gréco-turc tant que les troupes turques occuperaient 37 % du territoire chypriote. (AFP, AP)

resident Samoy

SHOCKING

150 من الأصل

AMÉRIQUES

Brésil

Le président Sarney en quête d'un pacte politique et social

« Il faut que le pays soit uni à l'heure de la négociation avec le FMI »

De notre correspondant

Brasilia. — M. Sarney est à la recherche d'un pacte. Comme Tancredino Neves, le président qu'il a remplacé, il voudrait faire au Brésil ce que les Espagnols ont réussi en 1977 avec les accords de la Moncloa : associer tout le monde à la même table pour négocier une transition sans douleur vers un régime pleinement démocratique.

« Tout le monde, dit-il : les hommes politiques et les dirigeants des syndicats. » Et il ajoute : « Il faut que le pays soit uni à l'heure de la négociation avec le FMI. » En attendant, il fait lui-même une sorte de démarchage : un jour il reçoit les communistes, le lendemain le président de l'épiscopat. Un dimanche, il annonce la réforme agraire à quatre mille travailleurs agricoles réunis en congrès. Le week-end suivant, il « planche » avec des économistes pour tenter de résoudre la quadrature du cercle : comment combattre l'inflation sans renoncer à la croissance et aux réformes sociales ?

« L'important, dit-il, c'est de dialoguer. Sans faire de populisme, sans démagogie. » Et au journaliste français, il précise : « Je crois que vous avez une meilleure idée, maintenant, de ce qui se fait ici. »

M. Sarney n'ignore pas, en effet, avec quelle « tendresse » la presse parisienne a accueilli son arrivée au pouvoir. Les commentaires, là-bas, ont été « incisifs », dit-il, en étant miséricordieux. Les réactions françaises ont provoqué un éditorial irrité du quotidien *O Globo* de Rio-de-Janeiro, et une démarche discrète auprès

du Quai d'Orsay de l'ambassadeur du Brésil en France.

Aujourd'hui, l'image de M. Sarney, à coup sûr, s'est améliorée. Le « réactionnaire » parvenu « par intrigue » puis par accident à la chaise curule du Planalto, s'est révélé un homme modeste, décent, soucieux de remplir le contrat signé avec la nation par la coalition qu'il dirige et représente.

Réconcilier les adversaires

Il avait promis d'être « plus grand que lui-même ». Il y réussit petit à petit. Au début, il semblait flotter dans l'habit présidentiel qu'il avait dû revêtir à l'improviste par défaillance de son propriétaire légitime, le « docteur Tancredino », mort le 21 avril après trente-huit jours d'agonie. Aujourd'hui, il est visiblement plus à l'aise. L'inflation baisse, les sondages d'opinion sont favorables. Et les militaires sont muets.

Des militaires, il y en a précisément dans la maison de Brasilia où a lieu cette conversation avec le chef de l'Etat. Le ministre de l'Armée, le général Leonidas Pires, et le chef du SNI (les tout-puissants services secrets), le général Ivan Mendes, discutent le plus naturellement du monde avec des hommes politiques, des journalistes, qui étaient considérés autrefois comme des ennemis par le régime militaire. Le maître des lieux, M. José Aparicio de Oliveira, a été lui-même une victime de la « révolution » avant de devenir au début du mois de mai le gouverneur de Brasília.

La nouvelle République fonctionne donc et atteint l'objectif qu'elle s'était assigné : réconcilier les adversaires d'hier. Mais elle vit dans la provision d'une nouvelle Constitution n'a pas été adoptée. Or celle-ci ne pourra pas l'être avant deux ans puisque c'est en novembre 1986 que sera élue une Assemblée nationale constituante, laquelle commencera ses travaux l'année d'après.

« En attendant, il faut faire un pacte pour éviter les mauvaises surprises », explique M. Celio Borja, conseiller politique de la présidence. Nous devons nous prémunir contre un retour de l'autoritarisme et aussi contre l'usage de la violence dans les revendications, notamment dans les disputes pour la terre. »

Les points principaux de ce pacte, selon M. Borja, seraient les suivants : assurer la liberté maximum d'expression et d'association ; définir le système de gouvernement (présidentiel ou parlementaire, ou une combinaison des deux) ; élaborer un nouveau régime fédératif (pour rendre aux Etats leur autonomie) ;

préciser les principes démocratiques qui seront intégrés dans la prochaine Constitution.

« Là où je suis, explique le conseiller à la présidence, je vois s'exercer les groupes de pression. La plupart ont peur d'un changement de société. Ils craignent que la réforme agraire ne remette en cause le régime de propriété et que les subventions sociales ne nuisent aux équilibres économiques. Ces craintes, à mon avis, ne sont pas fondées. Mais nous devons dire clairement pourquoi. »

M. Sarney voudrait que le pacte soit également économique et social. Il s'agirait, selon M. Borja, de demander à chacun des sacrifices pour lutter contre l'inflation. Or le gouvernement lui-même reste divisé sur la politique à suivre. M. Dornelles, le ministre des finances, préconise la réduction des dépenses publiques. M. Sayad, le ministre du plan, défend les mêmes positions que l'économiste de gauche Celso Furtado : il veut diminuer d'abord les charges financières qui pèsent sur l'économie, c'est-à-dire baisser les taux d'intérêt. « Les plus élevés du monde » selon M. Furtado.

Réviser

la législation syndicale

La gauche du PMDB (libéral-socialiste) — le principal parti au pouvoir — ne considère pas que le débat est académique. « Une analyse approfondie des causes de l'inflation oblige à établir un lien entre la dette interne et la dette extérieure », explique M. Miguel Arraes, député du Pernambuco. Or les contraintes imposées par le FMI et les créanciers étrangers conduisent à la question suivante : jusqu'où peut aller la misère de notre population ? Nous estimons, nous, que les limites ont déjà été dépassées. En vingt ans, le salaire minimum a perdu la moitié de son pouvoir d'achat. »

Une fois de plus, c'est sur l'attitude à adopter à l'égard du FMI que risquent de déboucher les prochaines discussions. MM. Sayad et Furtado proposent de capitaliser une partie des intérêts de la dette (qui sont actuellement de 12 milliards de dollars par an) ; autrement dit, ils suggèrent d'en différer le paiement. Les communistes, et avec eux la gauche du PMDB, proposent, eux, de négocier un moratoire de six ans. Une nouvelle idée a surgi ces dernières semaines : affecter au paiement des intérêts une partie — et seulement une partie — de l'excédent commercial obtenu chaque année.

« Le pacte doit servir également à appuyer les réformes sociales », explique M. Roberto Freire, député du Pernambuco et l'un des dirigeants du PCB (Parti

communiste brésilien), sinon de telles réformes risquent de faire écarter la coalition très hétérogène actuellement au pouvoir. Il doit notamment appuyer la réforme agraire qui heurte les intérêts, mais la droite, à ce sujet, est partagée. L'oligarchie traditionnelle du Nordeste est contre. Le capital financier du Sud-Est, lui, peut être favorable à une réforme qui élargirait considérablement le marché interne. »

Enfin, le pacte devrait servir à réviser la législation syndicale héritée du régime antérieur. Le ministre du travail, M. Almir Pazianotto, a dû violer ouvertement cette législation pour éviter de réprimer les grèves qui se sont succédées en chaîne ces deux derniers mois. Son attitude conciliante a permis de désamorcer la plupart des conflits sociaux qui ont précédé et suivi la mort de Tancredino Neves. La grève de l'automobile commencée le 11 avril vient de se conclure sur une défaite des métallos et du syndicat d'extrême gauche, la CUT (Centrale unique des travailleurs), qui avait déclenché le mouvement.

M. Sarney et son ministre ont résisté aux appels à la « fermeté » lancés par le patronat et une partie du gouvernement, notamment par le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Roberto Gusmano. Une fois de plus, le président a démontré ce que ses conseillers appellent sa « sensibilité sociale », laquelle l'expose aux tirs de plus en plus nourris de la droite traditionnelle, qui a trouvé un champ de bataille idéal avec la réforme agraire lancée il y a dix jours par le gouvernement, et un projet de loi préparé par M. Pazianotto pour légaliser le droit de grève.

CHARLES VANHECKE.

Plus vite, moins cher !

Avant la hausse importante de juillet

Commandez votre 205 (3 ou 5 portes) votre 205 GTI, votre 305, votre 505 à des conditions "spéciales NEUBAUER"

PEUGEOT-TALBOT

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

227, bd. Anatole-France ST DENIS - Métro : Mairie de St-Ouen

SVN

16 F. EN VENTE PARTOUT.

16 F. EN VENTE PARTOUT.

VOTRE VOITURE EN T.T.

Favex

3 - 7 quai de l'Orse 75019 PARIS
Tél. (1) 209.29.44 - Téléc. FAVEX 211 504 F

JEUX & STRATEGIE

MICRO :

jouez comme des fous avec des programmes de gestion !

MONSIEUR LE MAIRE, ON NE METTRA PAS EN PLACE 3 CONTENEURS SI 2 SUFFISENT.

ALLIBERT

ENVIRONNEMENT

La gestion impeccable

Tel. (1) 774.43.43

SHOCKING!

OF COURSE!

Le bon côté de la Manche, c'est moi. Hoverspeed. Calais ou Boulogne, j'ai mon terminal privé. J'embarque tout de suite 424 passagers et 55 voitures. Pas de poids-lourd. Vol glissé à 100 km/h et voici Douvres. En 35 minutes. Là, je ne me dégonfle pas. Je me pose direct sur la plage. Et avec moi, au Sud de l'Angleterre, à Londres ou en Ecosse, tout le monde descend dans de bons hôtels. Choquant! Bien sûr!

Contactez votre agence de voyages ou Hoverspeed, 4, rue de la Paix, 75002 Paris. **11/260.36.48.**

HOVER SPEED en Voiture, en Vitesse et Angleterre.

Hongrie

« Les élections à nouvelle manière »

La participation un peu plus faible

Le choix a été mis à profit

RFA

Les chapeaux pacifistes ont dominé

Le Jourdain de l'Eglise évangélique

Düsseldorf

De retour d'Allemagne

Chypre

Le Diktat à été révisé

Le Jour de la République

PROCHE-ORIENT

L'ENLÈVEMENT DES « CASQUES BLEUS » AU LIBAN DU SUD

Israël soutient ses alliés libanais et dénonce la « responsabilité directe » des forces de l'ONU

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël a résolulement pris fait et cause pour l'Armée du Liban du Sud (ALS) du général Antoine Lahad dans l'affaire du double enlèvement qui, depuis trois jours, oppose cette dernière à la Force interarmée des Nations unies (FINUL).

Loi d'inciter son allié libanais à libérer les vingt « casques bleus » finlandais restant détenus sur les vingt-quatre enlevés par ses hommes vendredi en représailles à la capture par le mouvement Amal de onze soldats chiites de l'ALS, le gouvernement de Jérusalem soutient à fond la position du général Lahad. Celui-ci affirme qu'il gardera prisonniers les militaires de la FINUL aussi longtemps que ses propres soldats ne lui auront pas été rendus.

Surmontant leur embarras initial, les Israéliens se sont rangés sans équivoque aux côtés de l'ALS en représentant à leur compte la version de l'incident donné par le général Lahad dès le début de l'affaire. Pour Jérusalem, comme pour le chef de l'ALS, les soldats de la FINUL ont fait cause commune avec les combattants d'Amal en leur livrant les onze militaires capturés à Kantara. Israël refuse l'hypothèse d'une défection collective semblable à celle qui vit récemment vingt-cinq soldats chiites de l'ALS passer avec armes et bagages dans le camp d'Amal.

A l'appui de leur version, le général Lahad et ses protecteurs israéliens avancent trois arguments : s'ils avaient voulu déserter, les soldats de l'ALS auraient emporté leurs fusils avec eux, pour les remettre à Amal, ce qu'ils n'ont pas fait (au contraire, ils ont été désarmés de force par les « casques bleus ») ; ensuite, ils seraient partis avec leurs familles, comme c'est l'usage en pareil cas et n'auraient pas pris le risque d'exposer celles-ci à d'éventuelles vexations ; enfin, Amal, au lieu de faire écho à cette défection pour en tirer gloire, a justifié le rap, par la voix de son chef dans le Sud, M. Daoud Daoud — en le présentant comme une riposte aux « propos hostiles » tenus depuis quelque temps par le ministre israélien de la défense, M. Yitzhak Rabin.

« Une discrimination inacceptable »

Ayant apparemment convaincu Jérusalem de son bon droit, le général Lahad a la conscience sereine : « Je n'ai aucun conflit avec les Israéliens et ils n'exercent aucune pression sur moi car ils savent que dans cette affaire je suis la victime », déclarait-il dimanche, au poste frontière de Mettulla, aux journalistes empêchés de se rendre à Marjayoun pour y rencontrer les « casques bleus » captifs. Alors, y a-t-il eu rapt délibéré par les soldats de la FINUL au profit d'Amal ? S'en-ils agi d'une défection collective ? Ou bien d'un simple accrochage entre adversaires chiites ? Il restait à décider, ce lundi 10 juin, de trancher avec certitude entre les diverses versions de l'événement.

La prudence des réactions enregistrées au siège de la FINUL ne

LA GUERRE DU LIBAN A COUTÉ 3,5 MILLIARDS DE DOLLARS À ISRAËL

Tel-Aviv (AFP). — La guerre du Liban a coûté à Israël 3,5 milliards de dollars, a déclaré, samedi 8 juin, le ministre israélien des Affaires économiques, M. Gad Yacobi (travailliste). A l'occasion d'une visite à Shio-mith, à proximité de la frontière libanaise, le ministre a ajouté : « Si cet argent n'avait pas été consacré à une guerre inutile, il aurait pu permettre à la Galilée (nord d'Israël) d'absorber une population complémentaire de plusieurs dizaines de milliers de personnes, de créer tout un réseau de nouvelles entreprises industrielles et de construire cent cinquante nouvelles écoles dans la région. »

contribue pas à éclaircir le mystère. Son porte-parole, M. Timor Goksel, interrogé par téléphone, a refusé de nous présenter une version des faits officielle en observant que l'ouverture d'une enquête interne — dont les résultats devraient être connus mardi — l'empêcherait de confirmer ou de démentir les diverses hypothèses à l'honneur. « Pour l'instant, a-t-il ajouté, notre souci primordial est la libération de nos prisonniers ». La circonspection israélienne dissimule mal un certain embarras.

Côté israélien, pareille prudence n'est pas de mise. Revenant dimanche en Israël, en provenance de Washington, M. Rabin s'est livré à une attaque en règle contre la FINUL. « Cet incident, a-t-il dit, est extrêmement grave. J'ai toutes les raisons de croire que l'unité de la FINUL, agissant soit de sa propre initiative, soit sur ordre, a désarmé les soldats de l'ALS. Le seul fait de les désarmer, même s'ils n'ont pas été livrés aux miliciens d'Amal, fait de ces soldats une proie facile pour leurs adversaires en armes. »

« La FINUL, a poursuivi M. Rabin, ne devrait faire aucune différence entre Amal et l'ALS, qui sont, toutes deux, des milices d'appartenance pas à l'armée libanaise. Une telle discrimination est inacceptable. Nous devons nous assurer que la FINUL adopte la même attitude envers les diverses forces opérant sur le terrain. Elle porte, en tout cas, la responsabilité directe de l'incident qui, je l'espère, s'achèvera avec la libération des deux groupes de soldats. »

Un premier succès

Tout se passe comme si le général Lahad tentait maintenant avec la bénédiction de Jérusalem, de tirer meilleur profit de la situation de la mésaventure survenue à ses soldats. Le chef de l'ALS ne pouvait rêver d'une plus belle occasion pour contraindre la FINUL à négocier officiellement avec lui, ce à quoi celui-ci s'est toujours refusé car elle ne reconnaît que la seule autorité du gouvernement libanais, à qui elle doit son mandat. Comme le commandant Haddad, son prédécesseur, le chef de l'ALS s'efforce de ne pas être « légitimé » par la FINUL.

Il le soupçonne de partialité ou profit d'Amal et tente par tous les moyens de s'imposer comme un interlocuteur de la FINUL, au même titre que le mouvement chiite. Les négociations en vue de résoudre le double enlèvement peuvent lui permettre de nouer enfin un dialogue avec le général William Callaghan, commandant en chef de la FINUL. La semaine dernière, le général Lahad avait proposé en vain à la FINUL d'établir une liaison sur le terrain pour éviter des incidents lors de la remise à l'ALS des positions abandonnées par l'armée israélienne. Il avait même désigné deux de ses hommes comme « officiers de liaison ».

Jérusalem encourage une telle stratégie : « Il serait souhaitable, remarquait dimanche un haut fonctionnaire israélien, que la FINUL reconnaisse au général Lahad un statut d'interlocuteur en tant que chef d'une milice locale. Il y a longtemps que les responsables du contingent français ont des contacts avec Daoud Daoud. » A cet égard, Israël et son allié libanais ont emporté un succès avec l'annonce d'une rencontre ce mardi entre des officiers de liaison de la FINUL et des militaires de l'ALS.

Israël se félicite de l'attitude adoptée par la Finlande, ouverte aux arguments de l'Etat hébreu. Jérusalem a évité une nouvelle crise avec Paris en obtenant, grâce à l'intervention directe de M. Shimon Pérès, la libération rapide du colonel Jean-Michel Bilemdjian, l'officier français envoyé en liaison auprès de l'ALS et retenu dimanche par celle-ci pendant quelques heures. Il n'empêche. On voit mal ce que le gouvernement israélien — engagé dans une opération de retrait qui s'écroule — peut gagner à moyen terme à de tels combats d'arrière-garde.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

LA « GUERRE DES CAMPS PALESTINIENS » DE BEYROUTH

Le conseil de la Ligue arabe demande un cessez-le-feu « immédiat et intégral »

De notre correspondant

Tunis. — Au terme de vingt-quatre heures de délibérations pratiquement ininterrompues, le conseil de la Ligue arabe (1) réuni en session extraordinaire à la demande de l'OLP a appelé, dimanche 9 juin, à un cessez-le-feu « immédiat et intégral » dans les camps palestiniens de Beyrouth. Le secrétaire général de la Ligue, M. Cheddi Klibi, a été chargé de prendre contact avec toutes les parties concernées afin « d'assurer le respect du cessez-le-feu, de la séparation des belligérants et d'aider au rétablissement de la sécurité ». Il devra préparer un rapport sur cette mission qu'il présentera au conseil de la Ligue à la reprise de ses travaux le 24 juin à Tunis.

Si les demandes de l'OLP d'une condamnation formelle des attaques contre les camps et de la constitution d'une commission d'enquête n'ont pas été retenues au nom de la préservation du sacro-saint consensus, outre l'appel au cessez-le-feu, l'organisation palestinienne a obtenu satisfaction sur plusieurs points : la levée du siège des camps, la libération des prisonniers, l'autorisation d'accès aux camps des missions de la Croix-Rouge internationale et du Croissant-Rouge pour évacuer les blessés et apporter leur assistance médicale et le droit au retour des Palestiniens qui avaient été contraints à quitter les camps.

Reste à savoir dans quelle mesure le Liban, qui a boycotté les débats, acceptera d'appliquer ces décisions par lesquelles il n'est pas engagé et de « coopérer et coordonner son action avec l'organisation palestinienne en ce qui concerne la présence et la sécurité des Palestiniens et la réouverture du bureau de l'OLP à Beyrouth ». D'ailleurs la Syrie, qui s'opposait également à ces décisions, mais qui y a finalement dérogé son ministre des Affaires étrangères, M. Farouk el Charch, a tenu à ce que soit mentionné en note bene de la résolution finale, qu'elle exprime des réserves sur « l'examen de questions internes libanaises en l'absence d'une délégation du Liban ».

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● BUENOS-AIRES SOUHAITE DES NEGOCIATIONS « SÉRIEUSES ET GLOBALES » SUR LES MALOUINES. — Le gouvernement argentin a déclaré, dimanche 9 juin, sa revendication sur les îles Malouines, ainsi que sa volonté de parvenir le plus tôt possible, par des négociations « sérieuses et globales », à une solution pacifique du différend qui l'oppose à la Grande-Bretagne. « Nous n'abandonnerons pas un seul instant notre exigence concernant la souveraineté de l'archipel », déclare un communiqué. Le gouvernement est prêt à « offrir aux habitants des îles les sauvegardes et les garanties adéquates pour la protection de leurs intérêts et de leur style de vie ». — (AFP.)

Côte-d'Ivoire

● REVOCATION DE TROIS CENT QUARANTE-DEUX AGENTS DU SECTEUR PARAPUBLIC. — M. Jean-Jacques Bochio, ministre ivoirien de la fonction publique, a déclaré, la semaine dernière, à Abidjan, qu'il n'y avait pas de place pour les employés grévistes du secteur parapublic. Sur un total

de seize mille agents qui se sont mis en grève le 5 juin, trois cent quarante-deux ont été révoqués et seront remplacés, ont annoncé les autorités ivoiriennes pour qui cette grève est « intolérable », car incompatible avec les efforts de redressement économique. Ce mouvement a été déclenché à la suite de l'alignement des salaires de soixante-six des soixante-treize établissements parapublics sur ceux de la fonction publique, ce qui entraîne des baisses de salaire allant jusqu'à 50 %. — (Reuters.)

Togo

● LA VISITE DE M. EYADEMA A PARIS. — Attendu, ce lundi 10 juin en France, pour une visite d'Etat de trois jours (le Monde daté 9-10 juin), le chef de l'Etat togolais devait être accueilli, dans l'après-midi, à Orly, par M. François Mitterrand, avant d'être l'hôte à dîner de l'Elysée. Pendant son séjour, il rencontrera le premier ministre, M. Fabius, ainsi que les ministres des relations extérieures, M. Dumas, et de la défense, M. Henu. M. Eyadéma sera également reçu à l'Hôtel de Ville par M. Chirac, maire de Paris, et visitera les installations nucléaires du plateau d'Al-bion.

Trois semaines de combats ont affaibli Amal et démontré les limites de l'influence syrienne

De notre envoyée spéciale

Beyrouth. — Plus de mille morts, près de trois mille cinq cents blessés : la bataille des camps palestiniens de Beyrouth entre dans sa quatrième semaine sans que la milice chiite Amal, appuyée par le 6^e brigade de l'armée libanaise, qui lui est inféodée, ait encore réussi dans sa tentative de prendre le contrôle des trois camps de Beyrouth. Si, épuisé sous les obus, dynamite avec application, le camp de Sabra n'est plus qu'un champ de ruines gardé par l'armée, les combattants palestiniens, et avec eux, dans une situation plus que dramatique, plusieurs centaines de civils, tiennent toujours un bastion d'un demi-kilomètre carré à Chatila, et le camp de Borj-Barajneh.

Le cessez-le-feu, décrété le vendredi 31 mai par la milice chiite Amal à la demande du président El Assad, n'a pas mis fin aux duels d'artillerie qui se sont poursuivis dimanche 8 juin. De plus, les batteries palestiniennes, installées dans la montagne qui surplombe Beyrouth, ont bombardé, en fin d'après-midi, la banlieue sud de la capitale libanaise à majorité chiite. Ce bombardement a suivi la publication, à Beyrouth, d'un communiqué du Front de salut national palestinien (FSNP, coalition d'organisations palestiniennes pro-syriennes) et du Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP), qui indiquait : « Après avoir épuisé tous les moyens politiques pour arrêter l'hémorragie palestinienne à libanaise et pour obtenir le levée du siège des camps, nous restons en garde le mouvement Amal contre la poursuite de son agression et nous nous engageons à prendre des mesures décisives pour mettre un terme au massacre des Palestiniens. »

Après l'interruption des négociations de Damas, qui accroit le divorce entre le FSNP et son tuteur syrien, et la décision de la Ligue arabe largement favorable aux thèses de l'OLP de M. Yasser Arafat, on s'interroge à Beyrouth sur les conséquences de la guerre des camps sur le règlement de la crise libanaise. En effet, en relâchant à Tunis l'unité du monde arabe de Borj-Barajneh, alors qu'il s'agissait d'un isolement régional de la Syrie et fait apparaître les limites de son jeu au Liban.

« Si la FAD était venue en mai... »

Allié de Damas, le PSP (Parti socialiste progressiste druze) de M. Walid Joumblatt n'a pas pris part aux combats malgré les sollicitations syriennes. Les Forces libanaises (militaires chrétiennes) qui avaient dû faire acte d'allégeance à Damas peu après leur débâcle à Saïda, observent sans déplaisir ses présentes déconvenues. Un éventuel retour des forces syriennes à Beyrouth n'a, pour l'instant, été révéler publiquement que par M. Suleiman Frangieh, l'allié chrétien de Damas, et par M. Nabih Berri, chef du mouvement Amal. Ce dernier a réaffirmé, samedi, sa conviction que seul le retour de la FAD (Force arabe de discussion) peut mettre un terme à l'état d'insécurité présent. « Si la FAD était venue en mai, a déclaré M. Berri, nous aurions évité l'affaire des camps. »

La guerre des camps a affaibli le principal allié du moment de Damas à Beyrouth-Ouest, le Mouvement chiite Amal. La milice chiite, malgré les livraisons d'armes syriennes qui se poursuivent, a perdu une partie de son potentiel militaire et est, dorénavant, chaque nuit à Beyrouth, l'objet d'attaques de groupuscules sunnites se réclamant principalement des Mourabitoun. Revendiquant l'attention à la roquette de jeudi dernier contre le siège de Télé-Liban, un groupe se qualifiant de Forces nationales de Beyrouth a affirmé qu'il compte poursuivre ses opérations « contre Amal et le 6^e brigade jusqu'à ce qu'ils s'arrêtent et laissent en paix les Beyrouthins ». Les

miliciens chiites et le 6^e brigade de l'armée multiplient la nuit les barrières dans Beyrouth-Ouest sans pour autant venir à bout de ces harcèlements.

Après l'explosion vendredi d'une charge à 150 mètres du domicile de M. Nabih Berri, un engin explosif, si tué près d'une permanence d'Amal, a encore été désamorcé dimanche et, pour la deuxième nuit consécutive, des affrontements armés entre miliciens chiites et soldats de la 6^e brigade d'une part, et des éléments armés se réclamant des Mourabitoun, d'autre part, ont eu lieu dans les rues de la capitale. Cette situation nouvelle crée une vive tension à Beyrouth-Ouest où toutes les milices ont renforcé leurs défenses, édifient des barrières de sacs de sable devant chacun de leurs points de contrôle. Si tous les Libanais sont d'accord pour ne plus jamais voir resurgir un quelconque pouvoir palestinien au Liban, il est incontestable que la tentative d'Amal en vue de mater les Palestiniens a exacerbé les tensions chiito-sunnites dans la partie à majorité musulmane de la capitale libanaise.

Les dissensions entre chiites

La bataille a, d'autre part, mis à mal l'alliance entre le PSP et le mouvement Amal qui apparaît aujourd'hui de plus en plus isolé et tributaire de Damas, au moment où la Syrie semble moins bien contrôler la situation. La « guerre des camps » a renoué les dissensions, d'une part, au sein du mouvement Amal, où les dirigeants ne sont pas d'accord sur la conduite de la bataille et, d'autre part, au sein de la communauté chiite, elle-même, où s'élargit le fossé entre les Hezbollah et Amal. On s'interroge, à cet égard, sur le rôle du pouvoir de M. Nabih Berri qui paraît, à tout le moins, très mal contrôler ses forces militaires. L'incident survenu vendredi, quand l'ambassadeur autrichien et le directeur de l'UNRWA, furent contraints par un groupe de miliciens sunnites de pénétrer dans le camp palestinien de Borj-Barajneh, alors qu'ils s'agissaient une opération de fourniture de vivres, longuement négociée avec le mouvement Amal, prouve, en tout cas, que les responsables militaires ne mettent que peu de bonne volonté à suivre les consignes de leur direction politique. Comme l'a souligné notamment le CICR (Comité international de la Croix-Rouge), qui négocie depuis une semaine l'évacuation des civils du camp de Chatila et qui assure avoir reçu tous les feux verts politiques, ne puisse obtenir aucune garantie que cette opération se déroulera normalement sur le terrain ?

Cette garantie est d'autant plus indispensable que les débordements de haine auxquels ont donné lieu, par exemple, les deux dernières évacuations de blessés de Borj-Barajneh, nécessitent un strict contrôle des miliciens. Les Hezbollah, qui ont refusé, au nom de l'unité musulmane, de prendre part à cette bataille, dénoncent avec plus ou moins de vigueur, le comportement d'Amal vis-à-vis des Palestiniens, avec lesquels ils pourraient, le cas échéant, faire cause commune. Cette dissension pourrait avoir des conséquences particulièrement graves dans le Sud où les Hezbollah sont bien implantés, dans le région de Nabatieh, et comptent des partisans dans la bande frontalière sous contrôle israélien.

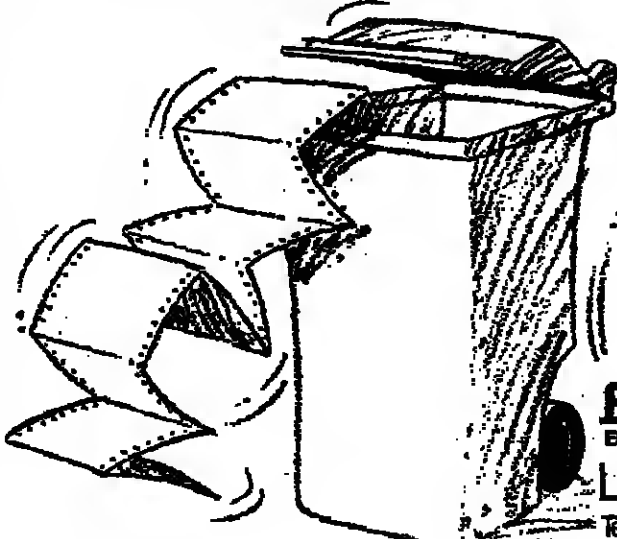
Des incidents ont d'ailleurs déjà opposé au Sud les Hezbollah et Amal, selon des sources libanaises, d'un dirigeant chiite « avoir le droit et le devoir de préserver sa victoire sur Israël en interdisant toute action militaire contre l'Etat hébreu à partir du territoire libanais ».

On peut penser enfin que la guerre des camps palestiniens, en révélant les difficultés syriennes, a encouragé l'attentisme israélien dans le Sud. En occupant toujours la bande frontalière, Jérusalem maintient la pression sur Amal, tout en l'empêchant de profiter d'un succès qui lui permettrait d'avoir des conséquences particulières sur le Sud du pays. La sorte réservée à la ville chrétienne de Jezzine est considérée comme un test de la capacité du pouvoir libanais, appuyé par la Syrie, à faire prévaloir une solution pacifique qui pourrait s'échouer peu à peu à l'ensemble du pays.

FRANÇOISE CHIPAUX.

● Affaire Kauffmann : l'épouse du journaliste enlevé se rend au Liban. Mme Joëlle Kauffmann, épouse du journaliste français enlevé dans la capitale libanaise par le Djihad islamique, le 22 mai, en compagnie du chercheur Michel Soutar, a décidé de se rendre à Beyrouth, où elle devrait arriver mardi 11 juin, accompagnée de M. Michel Cantal-Dupart, un des animateurs du comité de soutien « Les amis de Jean-Paul Kauffmann ». M^{me} Kauffmann souhaite prendre contact avec le plus grand nombre de personnes qui pourraient, d'une manière ou d'une autre, contribuer à la libération de son mari, ainsi qu'à celle des autres Français enlevés.

MONSIEUR LE MAIRE, NOS CONTENEURS SONT GÉRÉS PAR DES PUCES.



ALLIBERT
La gestion impeccable
Tel. (1) 774.43.43

هكذا من الأصل

AFRIQUE

Tunisie

Le Mouvement de la tendance islamique réclame un référendum sur le statut personnel

De notre correspondant

Tunis. — Le Mouvement de la tendance islamique (MTI) qui a célébré, la semaine dernière, le quatrième anniversaire de sa création, a demandé qu'un débat national soit organisé sur le code du statut personnel et qu'une procédure référendaire soit engagée pour déterminer d'éventuelles nouvelles orientations.

« Nous pensons que cette question doit être discutée et qu'il faut laisser l'opinion se prononcer librement sur un texte qui, en définitive, lui a été imposé par la volonté d'un seul homme », a déclaré, au cours d'une conférence de presse, M. Abdelfattah Mourou, secrétaire général du mouvement.

Bien qu'il l'ait souvent mis en cause, c'est la première fois que le MTI demande publiquement que des amendements soient apportés au code du statut personnel, consacrant les droits de la famille, notamment par la suppression de la polygamie, suppression promulguée au lendemain de l'indépendance.

A cette exception près, les dirigeants du MTI, et particulièrement son président, M. Rachid Ghannouchi, ont développé devant la presse un discours qui se voulait ouvert et tolérant, se référant à plusieurs

reprises à leur attachement à la démocratie.

M. Ghannouchi a rappelé l'adhésion de son mouvement « aux préceptes de l'islam dans les principes et dans la pratique, en tant que plate-forme doctrinale d'où découleraient les choix et les conceptions sur lesquels se fonde la construction de la société musulmane modèle » et a critiqué le pouvoir, qui refuse d'accorder au MTI, un organe d'information, son visa officiel en tant que parti politique, et qui continue d'arrêter ses militants. Autre grief : l'autorisation que doivent obtenir les prédicateurs dans les mosquées. « Il faut mettre un terme à la tutelle du parti au pouvoir sur les mosquées, qui sont des institutions populaires », a dit M. Ghannouchi. La mission éducative des militants islamiques, qui est une obligation divine et un devoir pour tout musulman, ne peut être limitée par les autorités.

Le MTI a, d'autre part, réclamé une amnistie générale, le droit d'expression et de constitution de partis politiques, l'arrêt des atteintes aux libertés individuelles et publiques, l'instauration de la justice sociale et le respect de l'indépen-

dance et de l'unité des diverses organisations et associations existant dans le pays. Sur ce dernier point — est-ce un hasard ? — il a cité, à l'université, le nouveau syndicat d'étudiants qu'il contrôle très largement, la Ligue des droits de l'homme où il est depuis peu représenté au comité directeur et la centrale syndicale UGTT où la présence de ses militants et sympathisants est remarquée dans diverses structures. Il faut dire que, depuis un an, les dirigeants du mouvement se sont évertués à une action de pénétration dans divers milieux, de façon habile et assez souple, en évitant à la fois toute démarche excessive et radicale et tout affrontement ouvert avec le pouvoir.

La conférence de presse a confirmé cette ligne rassurante, mais les observateurs ont pu cependant noter que trois des cinq membres du bureau, qui passaient pour les plus ouverts et les moins activistes, ont été remplacés par trois des animateurs du bureau clandestin qu'avait mis sur pied le mouvement lorsque ses animateurs furent emprisonnés, de juillet 1981 au mois d'août dernier. Des dirigeants fanatiques, il ne reste plus aujourd'hui à la direction que MM. Ghannouchi et Mourou.

M. D.

Ethiopie

L'aide internationale aux victimes de la famine démentis et mises au point

Après l'article de Jacques de Barria consacré à la distribution de l'aide internationale à la population éthiopienne victime de la famine (le Monde du 25 mai), nous avons reçu diverses mises au point, dont nous publions ci-dessous des extraits :

M. Berhane Deressa, vice-commissaire de la Commission éthiopienne d'aide et de réhabilitation (RRC), chargée de la distribution des secours aux réfugiés, nous précise :

L'affirmation selon laquelle seulement deux millions de gens sont touchés par la sécheresse, au lieu de neuf à dix millions qui le sont effectivement, nie la réalité de la sombre situation à laquelle l'Éthiopie doit faire face avec l'aide de la Communauté internationale. Si le nombre des victimes était vraiment aussi faible, nous serions tout à fait heureux (...).

La vérité est qu'il y a un accord sans équivoque sur le nombre minimal de 7,9 millions de gens qui exigent une assistance immédiate, comme cela a été clairement établi par une mission d'évaluation de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui a récemment visité les régions affectées par la sécheresse en Éthiopie. Quelques donateurs ont placé le nombre de ces victimes à un niveau beaucoup plus élevé.

Pour ce qui concerne la distribution de l'aide alimentaire, le fait est que, depuis décembre 1984, un total de 283 990 tonnes de grains, de céréales et de nourriture supplémentaire ont été distribuées à 5,74 millions de victimes de la sécheresse dans différentes parties du pays. La RRC en a tenu informée la Communauté internationale lors de sa dernière réunion des donateurs à Addis-Abeba. Malgré quelques variations entre les statistiques établies par différentes agences internationales qui n'utilisent pas les mêmes bases de calcul et ne font pas référence aux mêmes périodes, ces chiffres sont acceptés par tous les intéressés comme la preuve des efforts gigantesques faits pour assurer la distribution de l'aide d'urgence.

Quant au prétendu détournement de 30 000 tonnes d'aide alimentaire par mois, ce n'est, ni plus ni moins, qu'un produit de l'imagination de l'auteur de l'article. Près de 50 % de l'aide d'urgence qui est arrivée en Éthiopie est distribuée par quelque quarante-six différentes agences bénévoles internationales. L'autre moitié, qui est traitée par la RRC, est toujours attentivement surveillée par les donateurs selon les plans d'utilisation qui leur sont adressés avant la véritable distribution (...).

Des faits irréfutables

De son côté, l'ambassade d'Éthiopie à Paris nous écrit notamment :

L'auteur de l'article met en doute la véracité des statistiques sur les nombres des victimes de la famine et de ceux qui reçoivent des secours. Pourtant, des faits irréfutables, corroborés par des sources internationales les plus sûres, existent.

Les précipitations pluviales des vingt dernières années ont été les moindres élevées de l'histoire de l'Éthiopie. En 1983-1984, les précipitations ont été de 60 % à 100 % ; suivant les régions, inférieures à la moyenne des vingt dernières années.

Et ceci s'est traduit par une baisse dans la production agricole de 25 % à 30 % ou de 1,7 à 2 millions de tonnes. Cette baisse correspond approximativement à la consommation annuelle de 6,5 à 8 millions de personnes.

Si l'auteur de l'article reproche aux estimations avancées par les autorités éthiopiennes d'être des « approximations grossières », il n'indique pas ses sources quant aux chiffres qu'il avance.

Un manque de personnel

M. Kurt Jansson, sous-secrétaire général des Nations unies pour les opérations d'urgence en Éthiopie, nous indique pour sa part :

(...) Selon les chiffres du programme alimentaire mondial (PAM) pour la période allant du 1^{er} décembre 1984 au 25 mai 1985, 622 501 tonnes d'aide alimentaire d'urgence sont parvenues en Éthiopie. Au 25 mai, sur cette quantité, 222 000 tonnes étaient en stock dans les ports d'Assab, Massawa et Djibouti ou sur le point d'être déchargées des navires (...). Les stocks prêts à être distribués dans les différents entrepôts éthiopiens (y compris ceux des organisations non gouvernementales) s'élevaient à 162 000 tonnes. Enfin, au cours de la même période, 227 000 tonnes au total avaient été distribuées aux victimes de la famine. Ainsi, plus de 97 % de l'aide alimentaire parvenue jusqu'ici en Éthiopie peuvent être pleinement justifiés. (...)

En ce qui concerne la commission d'aide et de réhabilitation, le système de compte rendu n'a pas encore été mis au point de manière définitive, ceci étant dû à un manque de personnel spécialisé. Un représentant de mon bureau travaille au siège de la RRC à Addis-Abeba et huit contrôleurs, mis à notre disposition par le bureau du coordinateur des Nations unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO), travaillent, quant à eux, à Assab et dans les différentes régions touchées par la famine. Tous ont accès aux archives et registres de la RRC tant au niveau régional que local. Un compte rendu régulier m'est fait par ces contrôleurs et cette information est transmise à la communauté des donateurs à Addis-Abeba.

Les graves accusations dont nous nous sommes fait l'écho à propos de la distribution de l'aide alimentaire aux victimes de la famine en Éthiopie sont le fruit d'une patiente enquête auprès de responsables engagés sur le terrain, dans le sérieux ne peut pas être mis en doute. Leurs conclusions s'appuient sur de multiples témoignages, constatations et renseignements recueillis pendant des mois. Il est regrettable, à cet égard, qu'il ne nous ait pas été permis, malgré notre insistance, de rencontrer M. Berhane Deressa.

Le démenti de la RRC aussi bien que la mise au point de M. Jansson ne dissipent pas le « flou gigantesque » qui entoure la distribution de l'aide alimentaire, dont les pays et organisations donateurs ne sont pas en mesure de suivre l'itinéraire jusqu'à sa destination finale. Selon la RRC, 283 990 tonnes ont été distribuées du 10 décembre au 31 mars, soit en moyenne 77 000 tonnes par mois. Selon M. Jansson, 227 000 tonnes l'ont été

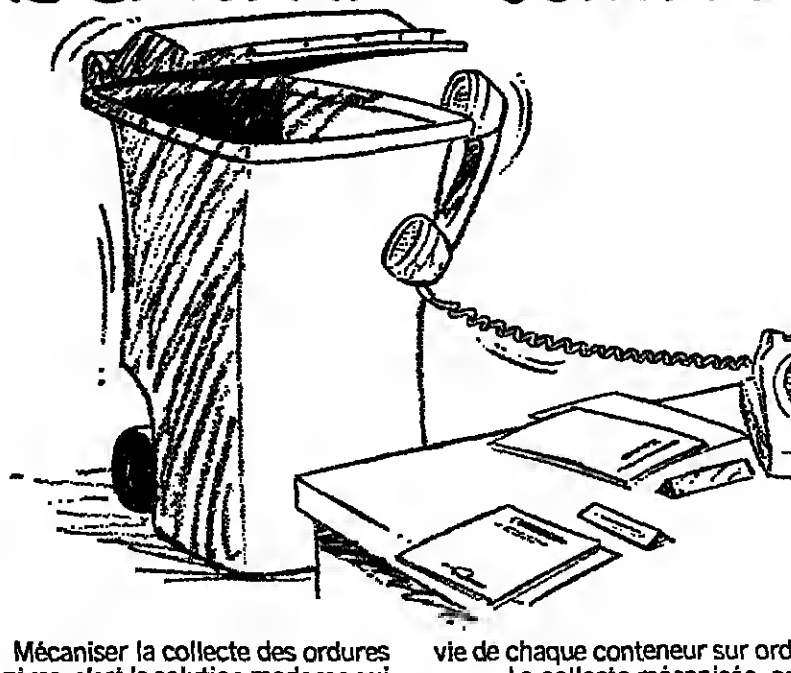
LA FRANCE 3^e SUPERPUISSANCE
Les Anglo-Saxons, les Russes et sans influence de la France dans le monde : culturelle, linguistique, puissance financière et zone France. Défense, sciences de pointe : les armes, classiques et nucléaires. Étendue : 2^e domaine territorial mondial (zone maritime). DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française. 356 pages, 70 F. Franco chez l'auteur : **FRANÇOIS DE PREUIL** CHATEAU DE PREUIL 49560 NUEL-SUR-LAYON

CEPES
préparation intensive en septembre, au **CFPA**
centre formation professionnelle avocat enseignement supérieur privé 57, r. Ch.-Lafitte, 92 - Neuilly 722.94.94 - 745.09.19

AU BANC D'ESSAI : AMSTRAD CPC 664. ENFIN UN ORDINATEUR A UN PRIX REALISTE.
16 F. EN VENTE PARTOUT.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique/permanence téléx
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.
GEICA/296-41-12/56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

MONSIEUR LE MAIRE, ON VOUS PARLERA BUSINESS PAS SEULEMENT CONTENEUR.



Mécaniser la collecte des ordures ménagères, c'est la solution moderne qui ne cesse de se développer. C'est l'affaire de spécialistes : car seul un spécialiste peut offrir une large gamme de conteneurs, de 120 à 1100 litres, étudier l'implantation, informer les usagers, gérer et entretenir le parc des conteneurs, optimiser les coûts, mener l'étude maison par maison, implanter par immeuble, diffuser l'information par affiche, par presse, au porte à porte, suivre la vie de chaque conteneur sur ordinateur... La collecte mécanisée, ça se gère comme une affaire. En vrais gestionnaires, les équipes d'Allibert Environnement recherchent la rentabilité, l'efficacité, l'économie, les résultats. Plus de 100 villes de France ont déjà parlé business avec nous avant de nous choisir. Prenons rendez-vous, notre premier rendez-vous d'affaires.

ALLIBERT
ENVIRONNEMENT
La gestion impeccable

Le Doublon
11, av. Dubonnet - 92407 Courbevoie Cedex
Tél. (1) 774.43.43 - Télex : 630964.F

Le bon profil pour faire face.



PLUS INTERIM

Secrétariat, Traitement de texte, Micro-Informatique, Comptabilité, Informatique, Personnel bilingue et trilingue.

Agences Plus Interim : St Lazare, 522.01.79. Muelte, 524.04.99. Denfert, 322.47.22. Nation, 373.05.06. Convention, 533.01.34. Rosny 2, 854.77.11. La Défense, 774.70.70. Rueil-Albert 1er, 732.02.86. Vélizy 2, 946.27.00. Belle-Epine, 686.30.48. Créteil-Soleil, 898.11.22. Evry 2, 079.04.99. Plus Informatique, 522.01.79. Plus Bureautique, 522.01.79. Plus Comptabilité, 322.47.22. Plus International, 522.01.79.

politique

LA RÉUNION DES TROIS CHEFS DE L'OPPOSITION

Au service de l'« union » et du « libéralisme »

Dans un décor de studio de télévision immuable, très « clean », M. Giscard d'Estaing a réussi, dimanche matin, au Palais des congrès, devant plus de cinq mille personnes - avec au premier rang la « vieille garde » et les « jeunes talents », l'opération qu'il souhaitait mener à bien depuis de longs mois : réunir auprès de lui M. Jacques Chirac et M. Raymond Barre, ses deux anciens premiers ministres, et offrir, avec eux, l'image « forte et simple » d'une opposition unie. Unie sous la bannière du libéralisme.

La veille, dans cette même enceinte, il avait en quelque sorte présenté ses « troupes », militants et experts qui exposaient enfin le fruit de leur travail « souterrain », parce que, pour une opposition devenue « la majorité potentielle », le temps n'est plus à la « critique » mais à l'élaboration d'un « projet pour la France ». Il y avait même là le ministre onest-allemand de l'économie, M. Bangemann (libéral), le président du Parti libéral espagnol, et une délégation du Parti libéral italien.

On se croyait en 1980, quand la victoire semblait à portée de main, remarquant une sympathisante touchée par le scepticisme. Pourtant le doute n'était pas de mise. On s'organise. On distribue presque les portefeuilles et les pots de colle pour les affiches. Dans les « ateliers », animés par des journaux en service ou en « placard » - Patrick Poivre d'Arvor, Michel Bassi, Patrice Duhamel, Philippe Vasseur, Jean-Claude Narcy, Louis Bériot, Jean Boithorel, Jean-Marie Cavada, - on

discutait ferme des mesures à prendre sans trop tarder le cou à sa propre imagination.

Pour calmer la mauvaise humeur de quelques uns - « Si c'était une rencontre entre spécialistes, pourquoi avoir amené autant de monde », - M. Giscard d'Estaing, vigilant, faisait passer un petit mot : « Faire poser le maximum de questions à la salle pour créer un débat ». Autour, dans les stands, tous les clubs et associations d'opposition, les auteurs à succès ou en vogue de tracts, bulletins et ouvrages. Quelques étourdis, dans les couloirs, parlaient stratégie et tactique pour les législatives : l'ancien président de la République n'avait-il pas prévenu dans son allocution d'ouverture que ce n'était pas là le lieu ?

A la fin de cette journée studieuse, avant d'aller digérer le gîte d'anniversaire des vingt ans des Clubs Perspectives et Réalités, les animateurs se sont retrouvés sur l'estrade, décontractés, assis sur les tables, là où ils le pouvaient, pour plancher devant les « huit » (1) qui justement avaient été réunis il y a quelques mois par M. Giscard d'Estaing et M. Chirac pour superviser le travail des Clubs. Leurs côtés, quelques responsables politiques : M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, venu, comme il le confiait, pousser « un cri d'amour » ; « Nous sommes d'accord à 90 % », se réjouissait le député de Paris, et, dans la joie de cet instant, il en oubliait qu'il avait, quelques jours auparavant dans la Nièvre, affirmé que le libé-

lisme est « sans dépasser que le marxisme ». Il y avait là aussi Jean-Pierre Fourcade, sénateur (RI) des Hauts-de-Seine, pour l'économie ; Jean François-Poncet, sénateur (Gauche dém.) de Lot-et-Garonne, pour l'énergie ; Alain Madelin, député (UDF-PR) d'Ille-et-Vilaine, pour l'éducation et la presse ; Alain Juppé, vice-président des Clubs 89, pour le « social ». François Léotard, qui, le matin, avait sans dire un mot obtenu un triomphe, avait, lui, disparu.

Dimanche, après une longue mise en jambes faite d'extraits d'interviews réalisées dans la rue, après les interventions de « grands témoins » (le Monde daté 9 et 10 juin) et de courts propos des responsables des Clubs Perspectives et Réalités, M. Alain Lamassoure - « Le libéralisme, c'est une série de petits riens qui changent tout », - du Conseil pour l'avenir de la France, M. Le Bris, des Clubs 89, M. Aurillac - « Notre Etat limité est un Etat fort », - ce fut enfin au tour des trois « grands ». Dans les entours, on craignait l'incident, au point d'orgue d'une semaine agitée. Il ne vint pas.

M. Raymond Barre effectua un service minimum, s'en tenant à son sujet, l'Europe, et s'il parla de l'union, ce fut de l'union européenne. Il arriva souriant et repartit, crispé. M. Jacques Chirac, qui n'est pas étranger au changement d'attitude du député du Rhône, a poursuivi la campagne électorale qu'il avait commencée il y a quelques jours à peine devant ses propres troupes, oubliant complètement qu'il avait à débiter sur « l'enjeu social du

redressement ». Il parla du sujet tabou, la cohabitation. Arrivé le visage fermé, il s'en fut dédaigné.

M. Giscard d'Estaing, qui fut quand même plus applaudi que les autres, devint fort courtoisement avec ses deux partenaires, placés à main gauche et main droite. Il joua les tampons ou, si l'on préfère, les traits d'union, et ainsi, au milieu des siens, présenta son programme pour le « redressement » de la France, tentant de concilier les partisans et les adversaires de la relance. Un discours bien construit et habile, au terme duquel il commanda à tous de se mettre au service de l'« union » et du « libéralisme ». M. Chirac le rejoignit sur son promontoire ; M. Barre suivit plus lentement.

Giscard avait fait du « super-Giscard ». Dans la salle, on chanta l'union. Les deux V peints sur le mur blanc de la convention libérale pouvaient s'envoler comme pouvaient se disperser les fidèles jusqu'à la prochaine célébration. Rien d'irréparable n'avait été commis.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

(1) La « groupe des huit » compte deux représentants des Clubs Perspectives et Réalités (MM. Alain Lamassoure et Paul Méant, président du conseil d'orientation) et un représentant du Conseil pour l'avenir de la France, M. Raymond-François Le Bris, secrétaire général ; trois représentants des Clubs 89 (MM. Michel Aurillac et Alain Juppé, président et vice-président, tous deux membres du RPR, et M. Nicole Canale, vice-présidente) ; deux « conseillers », MM. Alain Chevalier, président de Motte-Hennessy, et Jacques Friedmann, président de la Compagnie parisienne de chauffage urbain.

M. Barre : le retard de la France « ne sera pas comblé par des incantations »

Après s'être « réjoui que cette « convention » qui rassemble des familles politiques et des courants de pensée divers permette de constater un progrès notable des conceptions libérales naguère fort décriées » et après avoir rappelé que « la majorité potentielle » de se trouver aux côtés de M. Giscard d'Estaing « pendant de bien rudes années », M. Raymond Barre a traité du sujet qui lui avait été attribué : « l'enjeu européen du redressement ».

Il s'est tout d'abord félicité que depuis 1981, la coopération franco-allemande ait été « heureusement poursuivie ». « Des problèmes restés pendant longtemps en suspens et qui obscurcissaient l'avenir de la Communauté ont pu trouver, en 1984, des solutions qui ont tant bien que mal débarrassé le terrain en vue de nouvelles actions », a-t-il affirmé avant de regretter que « la détérioration de notre économie » et « le relatif affaiblissement de notre pays » ne permettent pas à la France de jouer un rôle moteur dans la poursuite de la coopération européenne. « Il ne paraît indispensable, a souligné l'ancien premier ministre, que les Français (...) se rendent compte de l'importance que représente pour l'avenir de la Communauté, le redressement de la France ».

Insistant sur l'importance qu'il attache à « la permanence des principes qui commandent la politique de défense de la France », M. Raymond Barre a remarqué que « la force française de dissuasion ne peut être efficace que si son emploi est perçu comme relevant d'une décision strictement indépendante ». Il a ajouté : « l'indépendance et la solidarité ne sont pas contradictoires. Nos alliés, et d'abord l'Allemagne fédérale, peuvent être assurés, même si on veut leur faire parfois croire le contraire, que la France exécutera sans aucunement les obligations qui découlent pour elle de ses engagements ». L'ancien premier ministre a souligné que la France « consent un effort accru pour sa défense » afin que sa politique en ce domaine reste crédible.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

VIVRE EN BANLIEUE

Envoyer 30 F (timbres à 1 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 120 F pour l'abonnement annuel (100 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

M. Chirac : pour un projet commun de gouvernement

M. Jacques Chirac, qui devait traiter de « l'enjeu social du redressement », a choisi de parler presque exclusivement de la « situation de l'opposition », des « motifs de réconfort » qu'elle lui inspire mais aussi de quelques « sujets de préoccupation ».

« Ce qui nous attend après 1986, a-t-il remarqué, ne sera pas de tout repos », étant donné notamment « la facture que nous laissera le socialisme ». « Faut-il en conclure, a-t-il précisé, que le gouvernement issu des urnes au printemps prochain n'aura aucune marge de manœuvre et devra se borner à accentuer l'austérité actuelle ? Ce n'est pas mon avis, on le sait ».

Après avoir rappelé les principales mesures du « pacte pour le redressement » mis en point par son parti, le président du RPR a souligné : « Nous ne devons pas nous contenter d'un simple retour de balancier qui nous conduirait des excès de l'étatisme vers les simplifications d'un libéralisme mal compris ». « Nous avons pris conscience, a-t-il insisté, que le schéma de société social-démocrate, qui avait pu nous inspirer l'action de tous les gouvernements de notre pays depuis la Libération, a désormais épuisé ses vertus. (...) Mais cela n'est pas suffisant, a ajouté

M. Chirac. Il nous reste du pain sur la planche ».

« Le respect de la diversité, a-t-il affirmé, ne nous interdit pas, tout au contraire, de rechercher, entre nous, sur toutes les questions essentielles, un accord qui soit complet, sincère, définitif ». « Nous avons fait des progrès dans cette voie, a noté le maire de Paris, mais nous devons encore continuer nos efforts ».

« En premier lieu, il faut rendre plus clair notre message. Est-ce la restauration de l'ordre ancien ou est-ce le renouveau ? Nous nous nous d'abord faire reculer l'Etat (...) ou préférons-nous d'abord et avant tout diminuer les déficits, quitte à prendre le risque de maintenir le poids des impôts et des cotisations ? (...) Nous n'avons pas la prétention de définir seuls la vérité », a souligné M. Chirac en parlant du RPR.

Quand gouverner ?

« En second lieu, a poursuivi M. Chirac, il faut dire aux Français quand nous voulons commencer (à gouverner) ? Voulez-vous gouverner tout de suite ? Sinon, que faire de notre victoire ? Inutile de le dissimuler, même si nous le regrettons, là-dessus nous ne voyons pas tous les choses de la même manière. Les uns ne veulent pas que nous gouvernions dès 1986 si le président de la République reste en place. Les autres accepteraient de gouverner immédiatement à condition de pouvoir le faire sans aucun compromis. Il y a là une différence d'appréciation, ne la transformons pas en guerre de religion », car, a insisté M. Chirac, « rien ne serait plus dangereux que de croire que la réalité en 1986 se pliera à nos vœux ou à nos intérêts (...) ».

« Rassemblons-nous nous-mêmes, parlons de tout entre nous », a-t-il demandé, avant de souligner que « dans les mois qui viennent », le RPR, l'UDF et le CNi aboutissent à « l'élaboration d'un projet de gouvernement précis qui constitue entre eux un véritable contrat » et que la signature de ce contrat s'effectue « de façon publique et solennelle en présence de tous ceux qui, au sein de l'opposition, ont un rôle ou exercent une responsabilité morale ».

comment préparer... SCIENCES-PO

(entrée en A.P. ou 2^e année), 324 pages. Présentation dans L.P.P. (Paris, Provins), croquis de rédaction, présentation des épreuves, annales, débouchés.

les GRANDES ECOLES de COMMERCE

388 pages, liste des préparations avec leurs résultats, les épreuves des concours, annales et statistiques, présentation double de 28 écoles, débouchés et salaires.

les ETUDES de MEDECINE et de PHARMACIE

100 pages, présentation de la réforme des études médicales et des études de pharmacie, programmes et analyses des statistiques.

VENTE en librairie (diffusion VUBERT) ou par correspondance 197 F en chèque par poste à : Groupe SIGMA Editions, 36, rue du Centre Notre-Dame, 75004 PARIS, Tél. 325.63.30

M. Giscard d'Estaing : c'est le moteur qu'il faut changer

Avant de parler longuement du redressement économique de la France, M. Giscard d'Estaing a tenu à remercier M. Chirac et M. Barre d'avoir, par leur présence à ses côtés, « apporté à l'esprit des Français cette image forte et simple qui va les rassurer sur la volonté et la capacité de s'unir pour conduire le redressement du pays ». Puis il a expliqué : « L'enjeu économique du redressement, c'est de changer en profondeur le fonctionnement de l'économie française (...) ». Il ne s'agit pas de mettre un peu plus ou un peu moins de carburant dans le réservoir : c'est le moteur qu'il faut changer (...). Nous ne proposons pas, a-t-il précisé, une nouvelle idéologie, mais une autre méthode, une autre façon de faire. Les Français viennent d'être témoins d'une idéologie. La mais qui a été brûlée ne se rapprochera plus du fer rouge ! ».

L'ancien président de la République a oorté avec satisfaction qu'aujourd'hui, « les esprits mûris par la crise » et « l'évolution des réalités » convergent vers « la solution libérale ». Cette solution libérale suppose, selon lui, que l'on passe d'un « système centralisé et bureaucratique à un système vivant, à des responsabilités et des décisions ». Elle suppose que soit brisée « la fausse opposition entre solidarité et compétitivité ».

« La relance libérale »

« La grande idée, a dit M. Giscard d'Estaing, c'est que ces deux exigences sont devenues convergentes (...) ». Pour tirer les conséquences de cette nouvelle évidence, il faut rechercher méthodiquement les façons de laisser jouer une règle simple : une mesure est bonne si elle engendre un double bénéfice pour celui qui travaille et pour l'entreprise. Elle est mauvaise si elle avantage le travailleur en détruisant l'emploi ou si elle favorise l'entreprise en brisant le dynamisme social ». L'ancien président de la République a pris deux exemples : celui des jeunes qui ne trouvent pas d'emploi et celui des pré-retraités « malgré eux ». Il a proposé pour les uns qu'un « mécanisme amélioré permette d'étendre les TUC aux secteurs productifs », pour les autres que soit facilitée l'« activité à temps partiel, soit dans l'entreprise (...) soit dans les structures de formation professionnelle ».

Le troisième changement, a poursuivi M. Giscard d'Estaing, sera d'ouvrir des zones de liberté, placées aux bons endroits et où se développeront de nouvelles manières de faire. « Pour cela, a-t-il précisé, l'Etat gère l'Etat, les entreprises gèrent les entreprises ». Et de suggérer notamment que Paris puisse devenir « la place naturelle de développement et d'utilisation de l'ECU européen ».

« Il ne s'agit pas d'un programme classique de relance », a souligné l'ancien chef de l'Etat. « La relance libérale », selon lui, résultera d'un « ensemble d'actions qui dynamise-

ront l'économie française et accroîtront son rythme d'expansion. La première de ces actions, a-t-il expliqué, consistera dans une réduction énergique des dépenses publiques (...) Il y faudra du courage et de la volonté (mais) l'objectif d'une réduction annuelle des charges de 1 % du produit intérieur brut est réalisable ». M. Giscard d'Estaing a suggéré que la moitié des économies budgétaires réalisées soit affectée à la réduction du déficit tandis que l'autre moitié permettrait d'alléger les charges. « Le premier impératif, a-t-il insisté, est d'accroître les ressources des entreprises », grâce à « un allègement uniforme de l'impôt sur les bénéfices » et une « réduction permanente et significative de l'assiette de la taxe professionnelle ».

Les TUP

M. Giscard d'Estaing a ensuite énuméré les quelques « gestes fermes et raisonnables » qui permettront de montrer en 1986 à l'opinion qu'une « orientation nouvelle est tracée » et qui feront renaître « la confiance » : l'abrogation des deux ordonnances de 1945 sur le contrôle des prix et le contrôle économique ; la privatisation en deux ans de l'ensemble du crédit, des assurances et des participations de l'Etat dans la publicité et l'information ; la liberté de changes pour toutes les opérations courantes des particuliers et des entreprises ; un fort allègement des contraintes pesant sur les petites entreprises et l'élevage des seuils réglementaires « qui freinent les recrutements (...) » ; la « mise à jour » du budget de 1986 : une première étape d'allègement des charges sur les entreprises et de suppression des impôts exceptionnels « créés ou ajoutés par la gestion socialiste » ; la mise en place de « travaux d'utilité productive pour les jeunes ».

« Simultanément, a-t-il ajouté, un travail immense de modernisation sera à accomplir (...). On doit, a-t-il affirmé, adopter une attitude claire montrant que les difficultés vont subsister mais que des obstacles qui existaient, n'existeront plus ; une attitude créant une ouverture de lucidité et d'espoir sur l'avenir ».

« Ce redressement économique, a remarqué le député du Puy-de-Dôme, il faut le rendre « politiquement réalisable ». Pour lui, « le succès tient en deux règles : union des forces de l'opposition, adhésion d'une large partie de la population. L'union, a-t-il insisté, n'est pas un arrangement pour gagner des voix. C'est le signe révélateur de l'aptitude à gouverner. Nous la faisons ici. Il faut la maintenir et l'amplifier, la prolonger par un travail commun, fondé sur l'unique conviction que les idées des uns s'enrichissent avec les idées des autres ».

« Le français aux Français »

Samedi, dans l'« atelier 5 » consacré aux « droits et devoirs des étrangers en France », la discussion avait été, le matin, relativement équilibrée. L'après-midi, ce fut le déchaînement. Après le témoignage d'une jeune femme d'origine ukrainienne qui avait expliqué les difficultés que peut connaître une petite commune qui compte 62 % de population étrangère et quarante-huit écoles différentes, un jeune gardien de Roubais, nourri de ses cours de droit constitutionnel, s'est taillé un beau succès en lançant d'une voix frémillante : « Si une nation perd son identité, il n'y a plus de peuple ! » Et de manifester avec véhémence toute son indignation de voir les immigrés de Mems-en-Barcel associés à la gestion de la commune. « Il y a violation de la Constitution », répétait-il. Et d'ajouter, après quelques autres cris d'indignation : « Je ne suis pas raciste, moi, car être raciste ce serait martyriser ou mépriser une race. Je ne martyrise et ne méprise personne. D'ailleurs, précisait-il, je porterais bien le badge « touche pas à mon pote » s'il n'y avait pas derrière des lignes communistes révolutionnaires ! » « Bravo, bravo », criait la salle. Une femme, calmement, tenta ensuite d'expliquer qu'il était regrettable qu'on ne fasse pas d'efforts « suffisants » pour intégrer les enfants d'immigrés. « Il faut les mettre à l'école dès trois à quatre ans, les aider à mieux apprendre le français ».

« Et pourquoi pas les border dans leur lit », lança quelqu'un.

« Le français pour les Français, Madame », torra un autre.

« Mais cela coûte plus cher d'avoir des gens au chômage et des délinquants ! »

C'en était trop. Un jeune homme, ulcéré, quitta la salle. Deux charmantes vieilles dames trouvèrent que décidément tout cela était un peu excessif. Une autre habitante des Mureaux témoigna à son tour. Dans sa banlieue, elle avait été agressée trois fois par de jeunes Maghrébins, et savez-vous qui avait été « embarqué » par la police ? C'était elle ! Et de réclamer des tribunaux spéciaux pour les immigrés. Un autre intervenant : « Les Asiatiques, ce va, mais les Africains... c'est l'invasion ! »

La colonisation ! à lancer plusieurs voix...

Une heure plus tard, le rapporteur résuma ainsi les réflexions de l'« atelier 5 » : Les Français ont le droit d'être respectés dans leur valeur et d'être acteurs de leur avenir. (...) La société pluri-culturelle n'est pas conforme au souhait des Français. (...) La France admet la diversité mais elle a construit son identité autour de l'adhésion et l'appartenance au système français. (...) Les étrangers ne doivent pas être traités en tant que victimes assistées mais en hommes qui doivent respecter des droits et des devoirs.

L'art et la manière de dire les choses ! Mais M. Le Pen n'était pas passé bien loin.

C. F.-M.

LA CONVENTION

des idées sociales pour un projet libéral

A. PERISSO

LE DEFI SOCIAL

un livre de

A. PERISSO

préface de Pierre A...

des idées sociales pour un projet libéral

551 من الأصل

DEVANT LA CONVENTION LIBÉRALE

Déréglementons, il en restera toujours quelque chose

Un giscardien auquel nous faisons remarquer, samedi, à la fin de la première journée de la Convention libérale, qu'on ne s'était pas beaucoup préoccupé du problème-clé des finances publiques, nous répondit avec un sourire entendu : « Nous n'étions pas là pour ça. Voudriez-vous qu'on prépare les élections en parlant d'austérité ? »

La vérité voudrait même qu'on dise que le sujet ne fut pratiquement pas abordé, sinon de façon très générale en début de journée par M. Paul Mentre (1) qui fit partie de 1971 à 1973 du cabinet Giscard d'Estaing aux finances et qui évoque la nécessité de réduire de 40 milliards de francs par an les dépenses publiques pour, tout à la fois, rétablir l'équilibre des finances de l'Etat — ou plutôt réduire leur déséquilibre — et permettre des allègements fiscaux sur les entreprises d'abord, sur les personnes physiques ensuite.

L'absence de débats et de propositions précises sur ce point capital n'est sûrement pas fortuit. Parmi les hauts fonctionnaires qui participaient à des titres divers à la tenue de la journée d'aujourd'hui, plusieurs exercent d'importantes fonctions durant le septennat de M. Giscard d'Estaing. Tous ceux que nous avons interrogés savent bien — et admettent — qu'on ne pourra pas réduire les dépenses de l'Etat dans les fortes proportions annoncées. Or alors qu'on ne pourra le faire qu'en remettant fondamentalement en cause le rôle de l'Etat dans certains domaines. Lesquels ? Loge-

ment, agriculture, entreprises publiques, éducation nationale, postes et télécommunications ? A ce genre d'interrogations trop précises il ne pouvait être question de répondre samedi. Un document de travail annonçait d'ailleurs la couleur en se présentant comme un « *rapport d'étape* », préparant un rapport complet « *avec toutes les mesures concrètes de politique économique* » pour l'automne.

M. Toubon, secrétaire général du RPR, eut, en fin de journée, un mot admirable : *« Il y a entre nous des différences de doctrine et de sensibilité mais nous sommes d'accord à 90 %. Allons-nous nous diviser pour 15 milliards de francs ? »* En 1981 et au début de 1982 certains ministres socialistes ne parlaient pas autrement, M^{me} Questiaux notamment, qui,

au ministère de la solidarité nationale, ne voulait pas être *« le ministre des comptes »*. Une façon comme une autre de refuser de parler de chiffres. On sait ce qu'il advint en juin 1982 avec le blocage des salaires et en mars 1983 avec une hausse importante des impôts et prélèvements sociaux. Bref, la politique économique eut peu de place samedi, même si l'on parla beaucoup d'économie et de politique.

Des patrons très précis

Le pouvoir socialiste en prit évidemment pour son grade, mais d'anciens ministres comme MM. Jean-Pierre Fourcade (économie et finances) ou André Giraud (industrie) ne furent pas épargnés. L'un des intervenants eut même ce mot — concernant l'emploi et l'ANPE — à l'intention de l'opposition dans son ensemble : « Si c'est pour recommencer les mêmes erreurs qu'entre 1974 et 1981 mieux vaut rester chez vous ».

Les principales demandes portant sur l'allègement des contraintes administratives. Le thème n'est pas nouveau, mais de la suppression totale du contrôle des prix jusqu'à la liberté de licencier sans autorisation (*le Faire sauter les verrous qui freinent l'emploi*) en passant par la norme excessif des fonctionnaires, les interventions furent assez nombreuses, précises et insistantes pour qu'il apparaisse à peu près certain que la prochaine majorité, qu'elle soit de droite ou de gauche, devra faire porter une grande partie de ses efforts dans cette direction.

Cela est si vrai que furent sifflés - le fait vaut d'être souligné - les chefs d'entreprise qui réclamaient des déductions fiscales ou sociales supplémentaires pour améliorer l'emploi, l'investisse-

ment ou redonner confiance. La tonalité générale était nettement : ne réclamons plus rien à l'Etat, débrouillons-nous tout seuls mais, en échange, imposons-lui d'assouplir les contraintes ou même de les faire disparaître aussi souvent que possible.

C'est le raison pour laquelle la suppression de la taxe professionnelle par exemple ou son élargissement — c'est-à-dire son allègement radical — ne soulevèrent pas de grands débats. Les auteurs du rapport sur la fiscalité comme les responsables de la commission qui consacra, samedi, ses travaux à l'emploi et au revenu, ont en effet considéré, durant le cours de dix-huit heures, que pas possible ni souhaitable de supprimer cet impôt local, l'objectif étant seulement d'en plafonner le montant. Aveu d'experts qui risque de poser quelques problèmes. Car si la suppression n'interviendra l'heure de retirer ou non les projets de M. Chirac de réduire puis de supprimer totalement le taxe professionnelle.

La volonté de déréglementer, de donner de l'air à l'entreprise, explique aussi que l'on paraît relativement sûr de féliciter sur ces personnes, sinon pour dire que les taxes maximum du barème de l'impôt sur le revenu devraient être ramenées progressivement de 65 % à 50 %, cela pour redonner goût au travail.

Sur les illusions — ou les impasses — de certaines propositions, M. Stoléru ne fut pas tendre : « Ne recommandez pas les discours socialistes : 3 % de crois-

Pour l'ancien conseiller de M. Giscard d'Estaing, qui fut aussi secrétaire d'Etat à la condition des travailleurs manuels, l'emploi nécessitera « des mesures désagréables à prendre ». Des mesures qui, ou bien ajusteront le coût du travail (niveau du SMIC et des salaires) ou bien sa quantité : embauche, licenciements, travail le nuit...

La déréglementation encore et toujours.

ALAIN VERNHOLLES.

(1) Président du « conseil d'orientation » des clubs Perspectives et réalités.

ALAIN VERNHOLES.

(1) Président du « conseil d'orientation » des clubs Perspectives et réalités.

AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

M. d'Aubert (UDF) : Après la gamberge libérale, il faut maintenant être concret

Invité dimanche 9 juin du « Grand tour RTU-Le Monde », M. François d'Albret, député (UDF-FR) de la Mayenne et l'un des porte-parole du courant barriste au Parti républicain a commenté la convention libérale, qui s'était achevée quelques heures plus tôt :

• Nous avons eu, e-t-il dit, trois grands discours de qualité. Le premier était celui de M. Raymond Barre : je le qualifierai de serénité.

Le deuxième était celui de M. Jacques Chirac : je le qualifierai d'électorat.

Le troisième était celui de M. Valéry Giscard d'Estaing : je le qualifierai de pédagogie. » Il a

rappelé que ce qui était « important aujourd'hui (...) c'est qu'il y ait une vraie alternance en 1986, c'est-à-dire l'alternance totale (président de la République et majorité présidentielle) » et qu'il y ait « un plan de redressement de cinq ans ». « Il n'y aura pas de confiance sans la durée ».

Il a ajouté : « Dire aujourd'hui que nous accepterions que le président de la République reste, même si sa majorité présidentielle était battue (...) cela nous paraît mauvais et je dirai même un peu bête sur le plan raciste. Cela démontre

lise nos électeurs. En plus, cela fait tout à fait plaisir à M. François Mitterrand. Je sais bien que'en France on a le goût des solutions originales mais nous serions bien le seul pays au monde où le président de la République serait le chef de l'opposition. - Il a précisé que si ce cas de figure se produisait les baristes resteraient, quant à eux, « sur l'Avenir ». « Et j'espère bien, a-t-il souligné, que, si nous sommes une bonne centaine, les autres regarderont ce que nous faisons. »

Le député de la Mayenne comprendrait que M. Barre soutienne des listes où voisieraient des «cohabitationnistes» et des «anticohabitationnistes». « Il faut demander aux cohabitationnistes qu'accepteront d'être avec les barristes pourquoi ils acceptent (...). Les cohabitationnistes qui accepteront d'être avec des anticohabitationnistes ne seront pas tout à fait des cohabitationnistes comme les autres. »

M. d'Aubert se estimait qu'il « y a une grande prognose du libéralisme à faire. Nous avons beaucoup avancé depuis 1981 ». — Mais, à-t-il admis, c'est vrai qu'il y a eu le rêve, la gamberge libérale. Maintenant, il faut être concret, il faut savoir ce qui est réalisable dans toutes ces propositions libérales. — Il a jugé que le programme du RPR est « une bonne copie de philto mais que pour les copiers, il faut aussi copier le maître ». — M. d'Aubert qui se défend d'être « un évangéliste » de M. Barre a jugé que la « confiance » était importante « à condition qu'elle soit accompagnée de la durée ». Il a affirmé qu'il n'était pas question, pour lui, de « diminuer l'effort social de la nation mais simplement de mieux l'organiser ».

LE DEFI SOCIAL
un livre de
P.A. PERISSOL



préface de Pierre Méhaignerie

des idées sociales pour un projet libéral

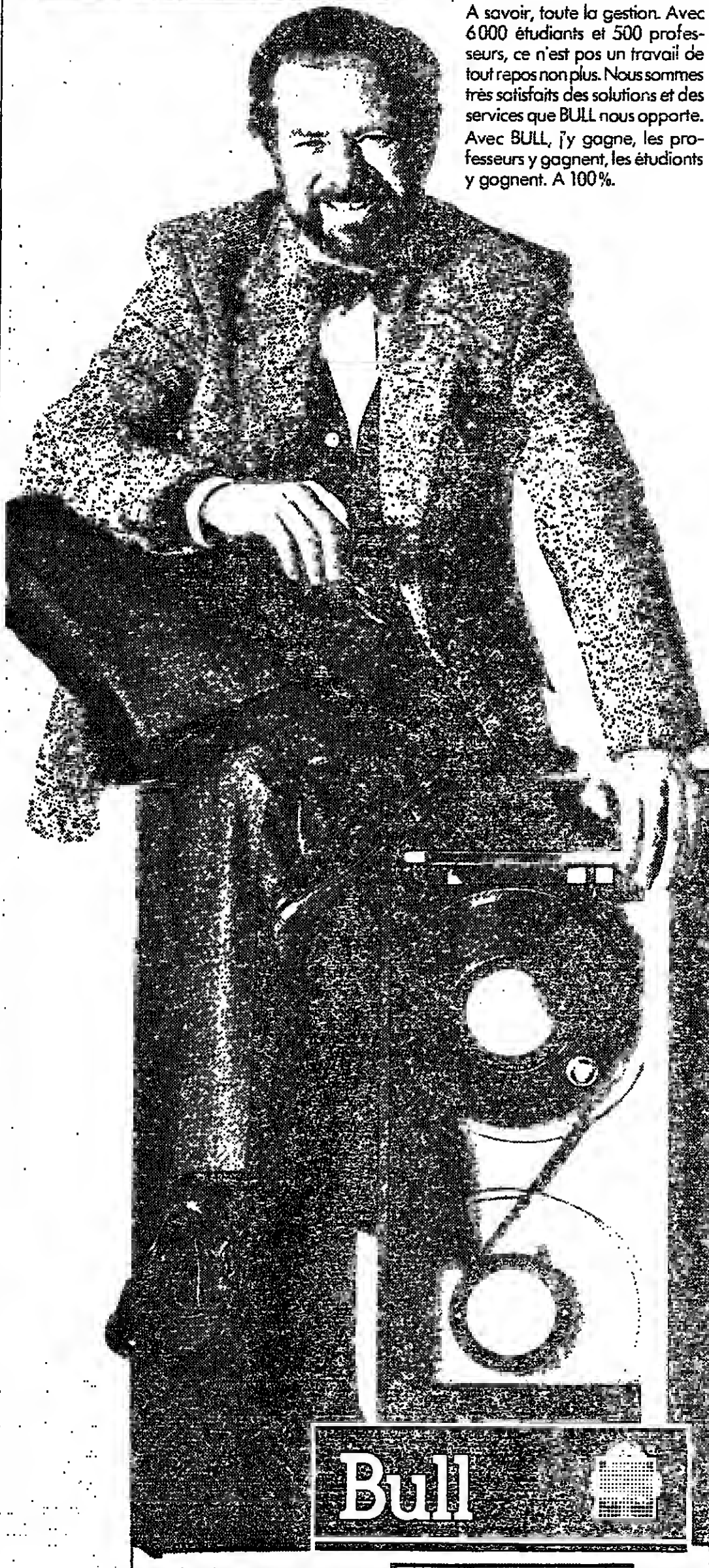
SCARABÉE: C-72 F

Distribution Hachette

AVEC L'ARBRE, JE SUIS 100% RECTEUR

Recteur d'université, ce n'est pas un travail de tout repos. Le but est de construire des hommes entrepreneurs et responsables, chaque cas étant évidemment un cas particulier. Je ne peux pas m'occuper de tout et mon équipe est souvent surmenée, notamment en période d'exams et d'inscriptions. Mon service informatique s'occupe de tout ce que j'estime n'être pas mon métier dans mon métier.

A savoir, toute la gestion. Avec 6 000 étudiants et 500 professeurs, ce n'est pas un travail de tout repos non plus. Nous sommes très satisfaits des solutions et des services que BULL nous apporte. Avec BULL, j'y gagne, les professeurs y gagnent, les étudiants y gagnent. A 100%.



Bull

POLITIQUE

LA CONVENTION LIBÉRALE DE L'OPPOSITION

M. Giscard d'Estaing se pose en fédérateur

(Suite de la première page.)

A l'évidence, les familles traditionnelles de la droite - l'orléaniste et la bonapartiste, selon la distinction chère à M. René Rémond - se retrouvent désormais dans la traduction concrète de ce libéralisme : les dénationalisations, la déréglementation, la baisse des impôts... pour les entreprises et les hauts revenus. Mais de là à susciter un rassemblement assez large pour éviter à la France une « alternance médiocre », selon l'expression de M. Giscard d'Estaing, il y a encore beaucoup d'autres « étapes » à franchir.

Plus précisément, sans même parler de l'extrême droite de M. Le Pen, dont le poids dans le scrutin ne sera pas négligeable, l'opposition doit se tourner vers son aile modérée, aile qui fut séduite par le « socialisme rompent » de M. Giscard d'Estaing, pour répondre une expression chère aux dirigeants du RPR. Bref, l'aile « sociale » qui, au cours de cette convention fut sinon absente, du moins silencieuse.

« Nous ne serons pas seuls en France : pour réussir, il faudra convaincre et rassembler », a opportunément rappelé M. Jacques Chirac. Mais s'il s'agit d'organiser ce que M. Jean Poperen nomme la « réaction sociale », il y a fort à parier que les autres - ceux qui ne sont ni orléanistes, ni bonapartistes, ni UDF, ni RPR - ne seront ni convaincus ni rassemblés. Après tout, c'est « le socialisme à la française », qu'ils rejettent, et « le libéralisme à la française », qui leur est proposé, il n'est pas sûr que les Français ne préfèrent pas, à tout prendre, les bonnes vieilles recettes de la « société mixte ».

C'est, bien qu'il s'en défende, ce qu'a suggéré M. Jacques Chirac, en récusant « les simplifications sommaires d'un libéralisme mal compris » et en lui préférant la recherche « d'un point d'équilibre entre la responsabilité et la solidarité ». M. Giscard d'Estaing croit, lui, que les esprits ont suffisamment changé pour permettre à l'opposition de proposer ce que les contraintes économiques et l'esprit du temps l'avaient

empêché de réaliser entre 1974 et 1981. Que reste-t-il dans les esprits de ce septennat ? Les Français ont la mémoire courte et ceux qui s'efforcent, à des fins électorales, de la leur rafraîchir pratiquent une méthode sélective. Ainsi, le passé des trois chefs de file de l'opposition - l'ancien président de la République et ses deux premiers ministres - ne semble plus guère peser aujourd'hui sur leur cote dans l'opinion. Ou plutôt, ils ont réussi à être appréciés pour leurs capacités respectives à incarner le rejet du pouvoir en place. En témoigne la popularité de M. Barre - image la plus radicale de l'opposition, puisqu'il exclut la cohabitation - aussi étonnante que l'était son impopularité de premier ministre. Et témoigne aussi l'attrait soudain (aujourd'hui dissipé) qu'exerça M. Chirac, dès la fin de l'état de grâce - de la gauche et qui contrastait avec les résultats électoraux médiocres obtenus par le RPR aux élections européennes de 1979 et par son chef de file à l'élection présidentielle de 1981. Et témoigne enfin la tranquille assurance d'un homme, M. Giscard

d'Estaing, dont les dernières années du septennat avaient donné l'image de l'incertitude, du doute, de l'hésitation.

Les socialistes, comme d'ailleurs M. Giscard d'Estaing, tentent de sélectionner les souvenirs, comme si le septennat précédent avait eu deux premiers ministres et pas de président de la République. Premier responsable de la politique conduite de 1974 à 1981, M. Valéry Giscard d'Estaing échappe aujourd'hui à leur manuel d'histoire immédiate. Sans doute jugent-ils que le président du « parti de l'union » est moins dangereux, pour eux, que ceux qui, dans ce « parti », entretiennent la désunion. Voir.

Des trois chefs de l'opposition sans doute, est-ce toujours M. Barre qui se détache. Il le doit à sa capacité de prendre des attitudes, de tenir des propos susceptibles de rassembler au-delà de la droite. A l'heure où il s'agit de question que de défaire ce que la gauche a fait, M. Barre paradoxalement, parle de solidarité et de lutte contre les inégalités, rend hommage à la présidence française de la Communauté européenne, comme au tournant de la rigueur de 1983.

Devant la « convention libérale », c'est le discours de M. Giscard d'Estaing qui est apparu comme celui de la synthèse. C'est là toute l'habileté de l'ancien chef de l'Etat : il a certes noué avec M. Chirac une alliance privilégiée destinée à marginaliser M. Barre ; mais il prend bico sois de ne pas apparaître dans la guerre des chefs autrement que comme le fédérateur, laissant « ses deux anciens premiers ministres » s'empoigner sur le devant de la scène. Au fond, M. Giscard d'Estaing, comme M. Mitterrand, pourrait bien faire son miel de cette fameuse « guerre des chefs ». Cela ne signifie pas qu'il soit assuré de retrouver le premier rôle. Mais cela lui assure une sorte de magistrature sur l'ensemble de l'opposition.

Déjà l'ancien chef de l'Etat, songe aux modalités pratiques de la cohabitation qu'il appelle de ses vœux. Il ne doute plus aujourd'hui que ce sera le cas de figure de mars 1986. Sur ce sujet pourtant, les barrières persistent et signent. Outre leur hostilité de principe à la cohabitation avec M. Mitterrand, ils ne voient aucune possibilité pratique d'aménager celle-ci alors que M. Giscard d'Estaing explique au contraire que, par exemple sur les questions de défense et de politique extérieure, il faudra un « consensus » entre le chef de l'Etat et le premier ministre. Au fond la cohabitation sera peut-être le meilleur moyen pour l'opposition de régler la querelle des chefs : si elle réussit, ceux qui avaient tenté de se mettre en travers seront dévoués.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Propos et débats

M. Jospin : western spaghetti

Intervenant dimanche à la clôture du colloque du PS sur l'école, M. Jospin a déclaré que la « convention libérale » le « fait irrésistiblement penser à un western spaghetti de Sergio Leone. A la fin du film on y voit les trois personnages - dont je tairai le nom par convention et par libéralisme - trois héros inséparables et adversaires farouches, se retrouvant dans un cimetière pour se partager un trésor, celui de 1986, le main sur la crosse du pistolet ». Jugant que MM. Chirac, Barre et Giscard d'Estaing sont « d'accord sur l'essentiel, pour un retour en arrière » mais « se battent par stricta et unique ambition personnelle », il a observé qu'au moins les « disputes et divergences » entre le PS et le PC portent elles « sur un projet de société ».

Guy Sorman : holp-up idéologique

M. Guy Sorman, l'un des principaux idéologues du libéralisme, auteur de la Solution libérale et de la Révolution conservatrice, a regretté qu'il ait manqué à la tribune de la « convention libérale » « des hommes de réflexion et de terrain (...) Seuls les politiques ont pu s'exprimer, a-t-il remarqué en jugeant qu'il s'était agi ce week-end d'un hold-up idéologique de la classe politique sur le libéralisme. La liberté ne doit pas être tributaire des choix et des humeurs », a-t-il ajouté.

Mme Dufoix : acteurs pas convaincants

Mme Georgina Dufoix, porte-parole du gouvernement a jugé lundi 10 juin que la « convention libérale » est apparue « comme une sorte de théâtre dont les acteurs n'étaient pas convaincants. Le cœur n'y était pas ». « Cela ne tenait pas la route », a ajouté le ministre des affaires sociales sur France-Inter. « Cette réunion, selon elle, n'a été qu'une parodie d'union mais pour quoi faire ? »

M. Hernu : mascarade

Invité dimanche de « Midi presse » sur TF1, M. Charles Hernu, ministre de la défense, a qualifié la « convention libérale » de « mascarade ». Le symbole de cette mascarade, c'est « le pétit d'alcovette ». « Une alcovette de gracieuseté douce-amère et un cheval de coupe de sabots. Ces gens sont assis à une tribune, mais ils ont les poignards sous la table et ils sont prêts à les reprendre ». A propos des relations entre le PC et le PS, il a rappelé que la décision de licenciements chez SKF avait été prise le 28 octobre 1983 alors que le ministre du travail était M. Jack Ralite. C'est donc de la provocation (...) Ce pays ne veut pas de malheur social et la base communiste ne suivra pas sa direction si telle était la volonté de la direction communiste ».

M. Fiterman : le club des nantis

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du Parti communiste, a déclaré au « Forum » de Radio Monte-Carlo, le dimanche 9 juin, au sujet de la « convention libérale » : « C'est le club des nantis, qui essaient d'organiser leur retour aux affaires. Selon l'ancien ministre des transports, « la politique [gouvernementale] actuelle, sur le fond, ne se différencie pas de ce que propose la droite » et, au sein de celle-ci, « il y a accord sur le fond ». Selon M. Fiterman, la « querelle », au sein de l'opposition, « porte sur la répartition des places et, en fonction de cette répartition, sur le calendrier d'application ».

M. Léotard (UDF) : très positif

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, a estimé dimanche, après la « convention libérale », que « l'union de l'opposition devait être forte et sincère » et qu'il y avait encore « des progrès à faire ». S'exprimant sur radio 88.5 FM, le député du Var a affirmé que le bilan de cette convention était « extrêmement positif » mais qu'il « fallait résorber les poches d'éventuelles divergences par un travail patient, assidu et humble de communication entre nous ».

Réagissant au propos de M. Jospin il a souligné : « Il faudrait bien de regarder son propre cinéma. Si les Français savaient ce que M. Jospin pense de M. Fabius, ce que M. Fabius pense de M. Chevènement, ce que M. Chevènement pense de M. Mitterrand et ce que M. Mitterrand pense des quatre autres, eh bien, il verrait où est la guerre des chefs ».

M. Poperen : la réaction sociale

M. Jean Poperen, numéro deux du PS, a estimé, lundi 10 juin à Europe 1, à propos de la « convention libérale » de l'opposition, que « les divergences portent seulement sur le point de savoir qui va gérer la réaction sociale ». Pour M. Poperen, il ne faut pas s'arrêter au fait que les dirigeants de l'opposition « continueraient sans doute à se donner des coups sous la table » mais il convient d'être attentif à leur accord sur la remise en cause des acquis sociaux.

CHECK-UP DES FRANÇAIS CHEZ LAROUSSE

Comment vont les Français ? Que pensent-ils ? Comment vivent-ils ? Vers quoi courent-ils ? Plongez dans « Francoscopie », la première grande synthèse réalisée sur le comportement des Français, qui permet de savoir et de comprendre. A l'aide d'une analyse

des sondages, des statistiques, des modes de vie et des pubs les plus parlantes, « Francoscopie » tire un passionnant portrait du Français actuel. Dynamique, recentré, traditionnel ou mutant, préparant énergiquement l'ère du verseau : quelle sorte de Français êtes-vous ? La réponse dans Francoscopie.

Grand Mérimet

FRANCOSCOPIE
LES FRANÇAIS : QUI SONT-ILS ? OÙ VONT-ILS ?

AVEC LE CONCOURS DE BERNARD CATHÉLAT

**UN ÉVÉNEMENT DANS LES MÉDIA
UN SUCCÈS CHEZ LES LIBRAIRES.**

DEUX EXISTE

77	78	79	80	81	82	83	84	85
46,2	42,1	?	42,4	47,2	40,9	41,9	46,1	

Ennemi public N° 1 : la maladie.
Ami public N° 1 : la prévention.

C'EST ÇÀ, LE SOUFFLE LAROUSSE

Charter Luxe

Paris - New-York en Boeing 747
Départ Orly-Sud
Retour Open possible
A partir de 2 750 F.A.R.
AIRCOM
(L. 175001)
93, rue de Monceau
75008 PARIS, tél. 522-86-46.

IAE

Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne
INSTITUT D'ADMINISTRATION
DES ENTREPRISES
47, rue des Bergers 75015 PARIS

Dans le cadre de la Formation Continue, l'IAE de Paris assure la préparation de

DIPLÔMES NATIONAUX DE III^e CYCLE (D.E.S.S.)

- 1 DESS de généraliste à la gestion : le CAAE
- 1 journée par semaine pendant 2 années universitaires
- ou à temps plein sur une année

Renseignements : (1) 557.62.52

- 4 DESS «fonctionnels»
- Contrôle de Gestion et Audit, Développement de la Fonction Personnel, Finance, Systèmes d'Information
- Organisés en 16 séminaires de 3 jours consécutifs sur 2 années civiles

Renseignements : (1) 557.28.41 ou (1) 558.00.21

سكوا من الأصل

POLITIQUE

Samedi à l'Eurexpo
de Lyon-Chassieu
LIBERTÉ, RESPONSABILITÉ
SOLIDARITÉ
(De notre correspondant régional)

A VILLENEUVE-D'ASCO
M. Mauroy : l'idéologie « ringarde »
du libéralisme

De notre envoyé spécial

Lyon. - Avant la « convention libérale », M. Raymond Barre, s'était retrouvé, samedi 8 juin, en territoire ami. A l'Eurexpo de Lyon-Chassieu où il avait répondu à l'invitation de la très largement « barriste » Union régionale des élus Rhône-Alpes (URERA). De son intervention, très modérée sur le fond, on retiendra qu'elle a, sans aucune difficulté, pu attirer les applaudissements du député RPR du Rhône, M. Michel Noir, mais qu'elle n'a pas entièrement convaincu le député UDF (PR) M. Emmanuel Hamel. Ce dernier, franc-tireur de toujours, avait souhaité que l'union « aille jusqu'à l'unité » des listes législatives de l'opposition en 1986. M. Hamel a refusé une place sur la liste UDF que devait conduire M. Barre.

Cette attitude ne saurait occulter les accents très occuméniques de l'ancien premier ministre, assuré de l'approbation de quinze cents élus venus de toute une région à l'appel de M. Charles Béraudier, président du conseil régional Rhône-Alpes. La communion de pensée était d'autant plus évidente que M. Barre, qui pourrait conduire également la liste régionale d'opposition, a su flatter un amour-propre local : « C'est une région où existe une grande synergie, comme au Japon. Une région qu'il veut voir épanouie par la « politique politicienne », qui « risque d'être un frein à son développement » et qui s'inscrit mal à une population « industrielle qui a le goût du travail ».

Pas d'allusions directes politiques donc au cours de l'intervention de M. Barre, côté droit s'entend. Sinon une formule relative au « volontarisme qui devrait régir du jour au lendemain les problèmes de la France ». La cible essentielle restait le pouvoir socialiste coupable d'avoir fait « rêver les Français ».

« A nous, a indiqué M. Barre, de ne pas faire rêver les Français pour qu'ils ne nous reprochent pas de leur avoir fait faire des cauchemars ».

Villeneuve-d'Ascq. - M. Pierre Mauroy, dimanche 9 juin, lors de la Fête de la rose de la fédération PS du Nord, a d'abord rappelé le bilan de ses trois ans de gouvernement, bilan qui est « d'abord l'œuvre des socialistes » mais aussi le bilan « de toute la gauche ». Devenu « parti de gouvernement », le PS, observe M. Mauroy, « conserve la confiance de nombreux Français ». Pour l'ancien premier ministre, les 26 % de suffrages qu'avait obtenus M. Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 représentent « la véritable base du Parti socialiste ». Or M. Mauroy espère en 1986 un score supérieur, ce score ne sera pas, selon lui, inférieur.

« Si la gauche s'est globalement tassée, a-t-il ajouté, c'est en raison du recul du Parti communiste (...) qui est aujourd'hui placé devant sa vérité ». Pour M. Mauroy, le PC « doit choisir » entre s'installer « dans une logique de gouvernement » ou bien chercher « à perpétuer le mythe d'une révolution introuvable ». Selon M. Mauroy, « le Parti communiste devra assumer ses trois ans de gouvernement ».

L'ancien premier ministre ne cessera pas « d'appeler au rassemblement de la gauche ». La gauche, dit-il, n'a pas de procès à ouvrir. Elle a une victoire à assurer. A gauche, l'heure n'est pas (...) aux procureurs. L'heure est au rassemblement ! La division et la chicane, laissons-en le monopole à la droite !

M. Mauroy évoque ensuite la progression du chômage, notamment depuis 1984. Si l'effort du ministre du travail du gouvernement de M. Fabius est « positif », l'ancien premier ministre souligne : « Nous

devons nous montrer beaucoup plus ambitieux (...) La droite peut gérer notre société avec un fort chômage. Elle s'en sert même pour faire pression sur les travailleurs. Elle peut le faire parce que sa clientèle n'est que marginalement touchée (...) Si la gauche veut demeurer majoritaire, elle doit (...) d'abord proposer une réponse en ce qui concerne le chômage (...) Voilà quel devrait être notre message central pour 1986, pour 1988 ».

M. Mauroy estime que les socialistes doivent « préparer un plan ambitieux de lutte contre les inégalités », qui demeurent « graves ». La solution, ajoute-t-il, n'est pas à rechercher dans je ne sais quelle alliance avec une droite qui, de toute façon, la refuse (...). Les voix qui nous ont fait défaut (...), ce sont des voix de gauche (...), les voix de ces familles où le fils ne trouve pas de travail et où le père craint pour son emploi. Trop de ces hommes et de ces femmes se détournent de l'engagement social (...). Le risque le plus grave qui menace la société française, c'est la marginalisation progressive de ces travailleurs, de ces familles. M. Mauroy dénonce vivement à cet égard les risques des politiques économiques libérales. Il évoque le drame de la finale de la Coupe d'Europe de football pour affirmer : « Je crains fort que les voyous de Bruxelles soient les voyous d'un certain libéralisme, c'est-à-dire le fruit de mesures qui provoquent la misère et génèrent le désespoir (...) Quand les politiques deviennent sauvages, elles génèrent la sauvagerie. Pour l'ancien premier ministre, le libéralisme, c'est « l'idéologie la plus ringarde (...) l'abandon aux fatalités ».

J.-L. A.

A gauche

M. Pierre Mauroy a bouclé la boucle. Parti de Lille pour passer trois ans à Matignon, puis se taire pendant huit mois afin d'aider la nouvelle équipe gouvernementale avant de publier un livre qui marquerait la première étape de sa rentrée, l'ancien premier ministre a choisi Villeneuve-d'Ascq et l'ambiance d'une fête de la rose plus nordiste que nature pour annoncer, dimanche 9 juin, qu'il entend désormais reprendre toute sa place sur la scène publique. Au Parti socialiste et à l'Assemblée nationale notamment, a-t-il précisé.

La « créneau » que M. Mauroy souhaite occuper au sein du PS tient en deux mots : « à gauche ». Encore plus nettement que lorsqu'il a choisi ce titre pour son livre. Il veut montrer que le plus unitaire des socialistes c'est lui, seul premier ministre de l'union de la gauche capable à ce titre de placer le PC face à ses responsabilités, obtenu dans son appel « au rassemblement de la gauche ».

Il veut montrer aussi que le plus incisif, contre la droite, c'est lui. Que le plus attentif au « moral » de la base sociale et électorale de la gauche, c'est encore lui. Lui, le Nordiste qui sait ce que le prolétaire veut dire ; lui, chef de chantier de la politique de rigueur, qui se préoccupe plus que tout autre de la « marginalisation » de couches entières de la société, frappées par la crise et la persistance du chômage.

De même, M. Mauroy veut se montrer le plus soucieux de la survie d'une mémoire et d'une culture de gauche, qui intègrent modernité sans

céder au modernisme. Crédité par un sondage d'une image « archaïque », il n'y voit que « la dernière trouvaille du capitalisme », et lance : « Sur les ailes de la troisième révolution industrielle, s'envolera le socialisme (...) ». Le socialisme, ce n'est pas un archaïsme, c'est la jeunesse du monde ! »

La congrès socialiste de Metz en 1979, et l'alliance Mauroy-Rocard sont bien loin. Outre un décalage évident sur le plan du vocabulaire, les deux hommes semblent avoir deux stratégies opposées : M. Rocard est pressé, M. Mauroy ne l'est pas. Si M. Rocard veut, pour l'automne, un PS dépourvu de ce qu'il juge être d'antiques oripeaux idéologiques, M. Mauroy est persuadé qu'un jour — après 1986 ? — le PS donnera un « coup de barre » à gauche, et que son heure pourrait venir alors.

Que M. Mauroy s'illusionne — comme le pensent certains socialistes — ou non, il importe d'abord, pour l'ancien premier ministre, de retrouver au moins son assise antérieure dans le parti. Il sait que ses deux bastions historiques, le Nord et surtout le Pas-de-Calais, lui donnent quelque peu rigueur de la politique industrielle menée par son gouvernement. C'est pourquoi, sans doute, il a, dimanche, répété avec force l'importance de son rôle personnel dans le sauvetage du textile et de la sidérurgie du Nord.

JEAN-LOUIS ANDREANI.

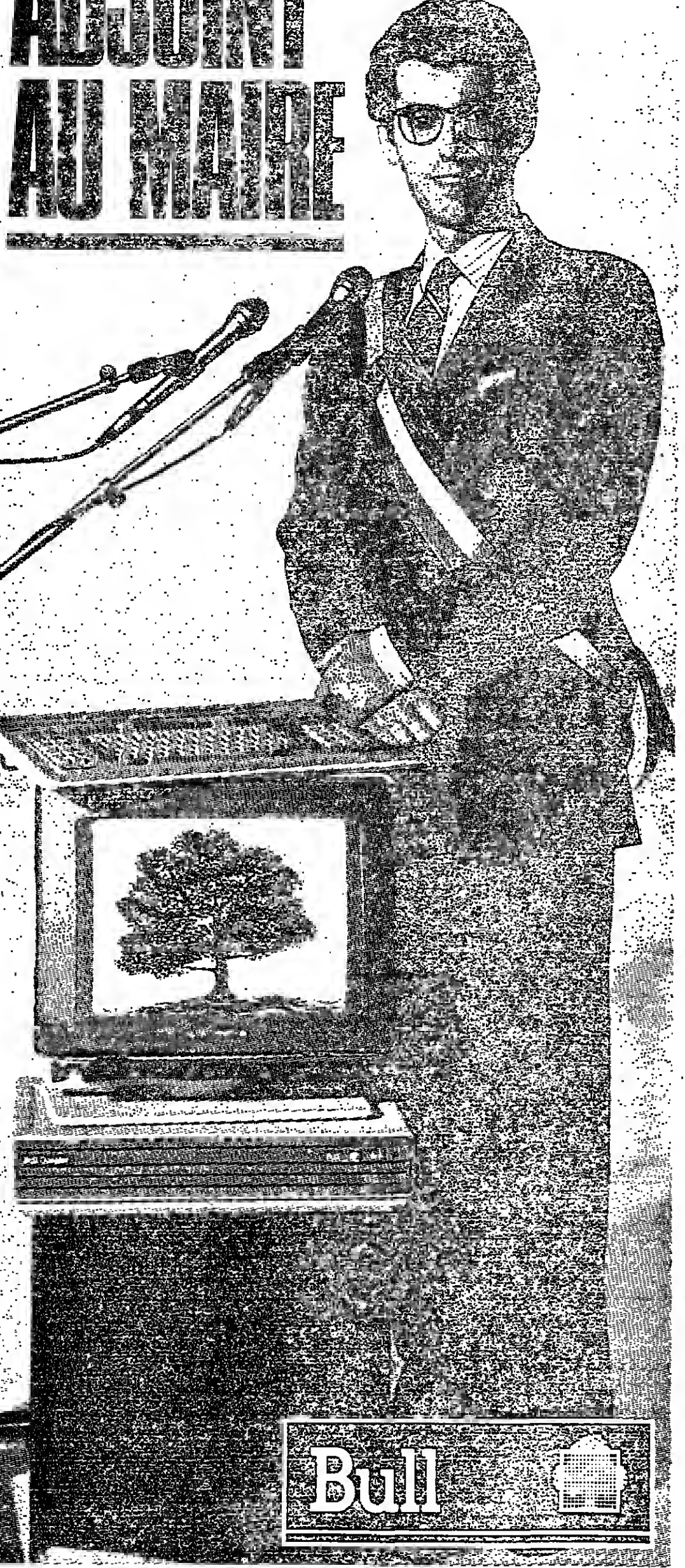
(1) Sondage mentionné dans l'Express daté 7-13 juin.

● Rencontre des PC d'Europe de l'Ouest. - Le PCF organise, les 12 et 13 juin à Paris, une « rencontre internationale sur la crise », à laquelle sont invités les partis communistes d'Europe de l'Ouest. M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central, conduira la délégation du parti français.

● Le cabinet de M. Edgard Pisani. - M. Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, a composé son cabinet. Celui-ci sera dirigé par un magistrat, M. Roland Kessous, qui était jusqu'à présent l'un des principaux collaborateurs de M. Catherine Lalumière, dont il fut successivement le directeur de cabinet au secrétariat d'Etat chargé de la consommation, puis le chargé de mission au secrétariat d'Etat chargé des affaires européennes. Le directeur adjoint du cabinet sera M. Gérard Wolf, ancien chef de cabinet de M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM. M. Michel Casteigts, membre de l'inspection générale de l'administration, est nommé chargé de mission et M. Michel Fouillet, chef de service au secrétariat d'Etat aux DOM-TOM, est nommé chef de cabinet. Le nouveau ministère est installé dans des locaux dépendant de l'hôtel Matignon, 56, rue de Varenne.

AVEC L'ADJOINT
JE SUIS
100%
ADJOINT
AU MAIRE

Je suis adjoint au maire d'une grosse municipalité. Il faut être partout. Comme je ne peux pas être à la fois au four et au moulin pour toute la partie gestion, le secrétaire général de la mairie a choisi BULL. Aide à la construction, aide sociale, patrimoine, bibliothèque, sécurité routière, état civil, élections, urbanisme, immatriculations, vaccinations et j'en passe ! Toutes les affaires courantes, c'est le travail de notre informatique. Et pour mon secrétaire général aussi c'est un soulagement. Moi, j'essaie de voir plus loin. C'est ce qui m'intéresse dans ce travail. Avec BULL, j'y gagne, mes administrés y gagnent. A 100%.



Bull

Selon l'IFOP
MM. MITTERRAND ET FABUS
PERDENT CHACUN
DEUX POINTS

Le baromètre mensuel IFOP-Journal du Dimanche enregistre, en juin, une baisse de deux points des indices de satisfaction du président de la République et du premier ministre.

D'après ce sondage, réalisé du 24 mai au 5 juin auprès d'un échantillon représentatif de 1692 personnes, M. Mitterrand satisfait 31 % des Français (au lieu de 33 % le mois dernier) et en mécontente 48 % (au lieu de 49 % précédemment). 35 % des personnes interrogées (au lieu de 37 % lors de la précédente enquête) se déclarent satisfaites de M. Fabius et 34 % (33 % en mai) mécontentes.

A l'indice de popularité des personnalités politiques de l'opposition, MM. Barre et Giscard d'Estaing restent stables avec respectivement 44 % et 34 % d'opinions positives. M. Veil (44 %) perd deux points et M. Chirac (31 %) un point.

la carte d'entrée dans
l'enseignement supérieur

ipesup

REC - SCIENCES-PO
MÉDECINE - PHARMACIE
01 325.63.30

PRÉPARATION REC
● Classes préparatoires annuelles
● Conditions d'admission
● Baccalauréat C, mention assez bien
● Carrés, classés dans les 1500 premiers à HEC, ESSEC, ESCP
● Stages intensifs, pré-entrée, Noël, Pâques
SCIENCES-PO (entrée en AP)
● Classes préparatoires annuelles
● Stage intensif d'été
● Cours du soir à partir de février
MÉDECINE ET PHARMACIE
● Stage de pré-entrée en septembre
● Stages de soutien par matière, toute l'année
SUMMER SESSION
● Anglais intensif à l'Université de Columbia à New York (3 semaines en août)

la préparation
au succès

● 1^{re} classe préparatoire
HEC de France
● 10 ans d'efficacité
pédagogique
● 2 centres à Paris, 11e de
la Cité ou Trocadéro

ipesup

Enseignement Supérieur Privé
16-18 rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris - (1) 325.63.30

société

JUSTICE

FAUSSES FACTURES DANS LE QUARTIER ASIATIQUE DE PARIS

Six responsables d'agences bancaires sont inculpés

Six-vingt-neuf inculpés, dont vingt et un détenus, et une escroquerie estimée à vingt-cinq milliards de centimes, au détriment principal du fisc... tel est le résultat provisoire de l'enquête en cours sur une affaire de fausses factures dans la confection. Celle-ci met en cause le milieu asiatique du treizième arrondissement à Paris. Le dossier est suivi par M. David Peyron, juge d'instruction auprès du

tribunal de grande instance de Paris. L'importance du coup de filet surprend, plus que la nature de la fraude. La fausse facture est, en effet, une pratique assez courante dans la confection. Mais cette fois-ci le butin amassé en trois ans est de taille. Les Asiatiques ont, semble-t-il, supplanté les Turcs, maîtres dans cet art au cours des années 70, et même les Yougoslaves qui régnaient, pensait-on, ces

temps-ci sur les ateliers clandestins (1). Dans ces filières asiatiques, divers responsables français d'agences bancaires parisiennes sont inculpés. Six d'entre eux sont inculpés, dont un en détention provisoire. Le préfet d'Ile-de-France a mis en garde tous les professionnels de la banque contre les risques pénaux encourus en cas de complicité avec les auteurs de fausses factures.

Travail noir et filière jaune

Au hasard d'un contrôle de main-d'œuvre en novembre 1984, près des eaux tranquilles du canal Saint-Martin, au 48, rue des Vinaigriers, les policiers découvrent « Phénix Guo », un étrange atelier de confection. Le luxueux prêt-à-porter fabriqué là pour les boutiques des beaux quartiers emprunte de sinistres détours.

La gérante de l'atelier, cambodgienne d'origine chinoise, coud au noir des vêtements préconçus. Elle est aux ordres d'un naïf de son pays. Celui-ci paie rubis sur l'ongle, par courriel et en liquide. Mais lui-même n'est qu'un intermédiaire. Il travaille pour une société commerciale enregistrée légalement — un « taxi », dans le jargon. Ce dernier a pour seule activité de régler l'atelier en espèces et d'établir une facture pour le fournisseur — le vrai donneur d'ouvrage qui, lui, a pignon sur rue. Seulement, voilà : ce fournisseur qui sous-traite à plusieurs ateliers clandestins doit pouvoir présenter toutes les apparences légales d'une comptabilité bien tenue. Il paie donc le travail au noir par chèque au « taxi » qui lui remet en échange une facture ou bonne et due forme. Solidaires dans l'escroquerie, tous y gagnent.

D'abord la gérante, qui ne paie ni l'URSSAF (Union de recouvrement de la Sécurité sociale et des allocations familiales) ni le fisc. Puis ses ouvriers : eux sont assurés d'un minimum de revenus. Ils ne débauchent de la lointaine Asie avec leur seul baluchon pour fortune. Ils travaillent quatre-vingts heures par semaine pour le SMIC (qui correspond à trente-neuf heures). Ils prennent peu de risques. Ils n'ont pas à présenter une carte de travail puisqu'ils n'ont le plus souvent, un statut de réfugié. Ils s'estiment « encore heureux » d'avoir trouvé cet emploi, grâce à la « famille ».

A son tour, le « taxi » prélève 20 % du montant des factures, en échange des services rendus et du péril encouru. C'est lui qui fait écran entre la gérante de l'atelier clandestin et le fournisseur. Ce dernier y trouve son compte, payant à bas prix la main-d'œuvre. Il est tranquille : son intermédiaire, le « taxi », est dûment déclaré au registre du commerce.

Mais la gérante de Phénix Guo, l'atelier de la rue des Vinaigriers,

n'avait pas, en novembre 1984, ses papiers en règle. Elle est donc inculpée d'activité commerciale illicite. De fil en aiguille, les enquêteurs du sixième cabinet de délégation judiciaire pénitent dans le maquis des fausses factures. Très vite, onze personnes sont interpellées. Les « taxis » ne se contentent pas de « blanchir » le travail au noir d'ateliers tels que Phénix Guo. Ils offrent d'autres combinaisons au fournisseur, en lui facturant des travaux qui, cette fois-ci, sont tout à fait licites. Cela permet au fournisseur de dissimuler une part de ses bénéfices au fisc. Et il n'a plus à verser 50 % au titre de l'impôt sur les sociétés.

Savante comptabilité

Grâce à ce système D, il est assuré de tenir ses coûts en main-d'œuvre, face à une concurrence acharnée. Qui dit mieux ? En dix ans, ces coûts dans la confection parisienne n'ont guère bougé en valeur nominale.

loulait à quelques surfaçures deux pièces de son domicile pour un surplus à son salaire d'assistant à l'Ecole polytechnique.

Apparemment le meurtre n'a pas de lien avec l'affaire d'escroquerie. Mais M. Chau Yau Hy, arrêté le 25 février, est, lui, accusé de rendre service à ses ex-compatriotes experts en fausses factures. Il est le gérant d'Eurat, une importante société parisienne d'import-export avec Hongkong. Eurat a ses titres officiels, un compte bancaire légal mais aussi, vient de découvrir les enquêteurs, d'autres comptes clandestins. Savante comptabilité. Tout fonctionne comme si Eurat avait une double vie. L'une, déclarée, d'import-export et l'autre, occulte, de « banquier » au profit des « taxis » de la filière asiatique.

Dans le système bancaire français, il existe un délai entre le dépôt de chèque et la remise correspondante en espèces. Pour payer en liquide le travail au noir, surtout en

Suites pénales...

Le 4 avril 1985, M. J.-J. Burgard, délégué général de l'Association française des banques (AFB), transmet à ses adhérents, la quasi-totalité des organismes bancaires, une recommandation du préfet d'Ile-de-France. Ce dernier souhaite, avec le comité de coordination de lutte contre les trafics de main-d'œuvre (créé en 1983), étudier l'attitude des banques sur les opérations de fausses factures. Cette initiative fait explicitement référence à l'important trafic économique et financier découvert récemment à la suite de contrôles dans les entreprises chinoises opérant dans le ressort des services asiatiques.

Le préfet est précis : « Les enquêtes au cours desquelles les entreprises chinoises ont été saisies de chèques remis par les détenteurs d'ouvrages s'empressent, systématiquement, de retirer en espèces le montant des chèques déposés. »

Dans ces conditions, c'est le préfet s'étonne que certains directeurs d'agences bancaires qui, selon lui, avaient nécessairement connaissance de ces opérations

caractérisant « l'entreprise taxi » et portant sur des sommes très importantes, n'aient pas cru devoir se préoccuper du fonctionnement des comptes concernés. C'est la raison pour laquelle le préfet souhaite que l'attention des banques soit appelée sur ces opérations qui peuvent comporter des suites pénales.

Un responsable bancaire peut être inculpé de recel et de complicité d'escroquerie si son agence a abrité des comptes « taxis ». Ainsi M. Henry Poussines, chef d'agence parisienne du Crédit lyonnais, vient — dans une effroyable confusion — dans une affaire yougoslave de confection — d'être condamné, le 15 avril dernier, à deux ans d'emprisonnement dont six mois ferme. M. Jules Diaz, directeur de la succursale nicoise de la Banque des Alpes méditerranéennes et inculpé de complicité dans les fausses factures de Marseille, avait été, en janvier 1985, condamné à trois ans de prison... avec sursis. Aujourd'hui, dans la filière asiatique, six inculpations frappent des chefs d'agences.

D. R.

VINGT-CINQ SUICIDES EN PRISON DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE

Il y a eu vingt-cinq suicides en prison depuis le début de l'année. Le premier filé par les enquêteurs, rue des Vinaigriers, les conduits, en effet, rapidement, chez les Yougoslaves du quartier du Sentier, mais dans la communauté asiatique du treizième arrondissement de Paris.

L'enclave asiatique, forte de ses vingt-cinq mille habitants, est encadrée dans le triangle d'Italie, avenue de Choisy et boulevard Masséna. Les multiples commerces ont des enseignes en forme d'idéogrammes. C'est dans la tour Tokyo, 22, avenue de Choisy, que, le 25 février 1985, intervient la prise la plus importante. Certes, de nombreux « taxis » sont déjà « tombés », tels les SARI, Salon et Riuchy. Sont également inculpés des gérants de paille et des porteurs de valises, ces commissionnaires qui vont déposer les chèques et retirer des espèces au compte bancaire du « taxi ». Des ateliers ou appartements ont dû être livrés à la justice.

Le délit par substitution reste en prison. — M. Emilio Fachinetti, l'italien qui avait permis à son frère Piero Luigi de s'évader de la maison d'arrêt de la Santé en prenant sa place lors d'une visite qu'il lui avait rendue le 3 juin (le Monde du 7 juin), a été écroué à Fresnes, après avoir été inculpé de complicité à l'évasion, outrage à magistrat et faux en écriture publique par substitution de personne. L'inculpation lui a été signifiée, samedi 8 juin, par M. Jean-Louis Beauguette, le juge d'instruction parisien de permanence.

Mais le contrôle de la fausse facture a visiblement changé de main. Le premier filé par les enquêteurs, rue des Vinaigriers, les conduits, en effet, rapidement, chez les Yougoslaves du quartier du Sentier, mais dans la communauté asiatique du treizième arrondissement de Paris.

L'enclave asiatique, forte de ses vingt-cinq mille habitants, est encadrée dans le triangle d'Italie, avenue de Choisy et boulevard Masséna. Les multiples commerces ont des enseignes en forme d'idéogrammes. C'est dans la tour Tokyo, 22, avenue de Choisy, que, le 25 février 1985, intervient la prise la plus importante. Certes, de nombreux « taxis » sont déjà « tombés », tels les SARI, Salon et Riuchy. Sont également inculpés des gérants de paille et des porteurs de valises, ces commissionnaires qui vont déposer les chèques et retirer des espèces au compte bancaire du « taxi ». Des ateliers ou appartements ont dû être livrés à la justice.

Mais ce 25 février à la tour Tokyo, les enquêteurs interpellent deux hommes soupçonnés d'être les pivots du trafic. Ils sont nés au Cambodge mais d'origine chinoise et sont naturalisés français. Ce sont MM. Chau Yau Hy et Nhan Tong.

Quelques jours plus tard, M. Try Meng Huot est assassiné dans le même immeuble. Lui aussi sous-

période de pointe, le « taxi » fait alors appel à son « banquier ». — M. Chau Yau Hy — qui lui fait l'avance. En échange, ce dernier reçoit sur un de ses comptes un virement équivalent. Vingt millions de francs ont ainsi, semble-t-il, transité par les comptes secrets d'Eurat.

Complicités bancaires

Mais les « taxis » ont aussi besoin pour fonctionner de banques installées au grand jour. Complicité de fait si ce n'est d'intention ? Telle est l'accusation portée à l'égard de M. Nhan Tong, arrêté le 25 février et détenu depuis. M. Nhan Tong était chef de bureau à l'antenne bancaire de la Soficom installée aux Olympiades — la cité commerciale au pied de la tour Tokyo. La direction de la Soficom a révoqué son employé. L'homme aurait touché une commission sur les opérations d'une vingtaine de « taxis ». Il aurait couronné une prudente consigne de la Soficom imposant de signaler les retraits supérieurs à 100 000 F. Le diligent chef de bureau en avait pris acte. Les retraits de « taxi », comme par miracle, chutèrent à 95 000 F., mais au rythme persistant de tous les deux jours. Cela fit beaucoup d'argent.

M. Nhan Tong est, à ce jour, le seul responsable bancaire en détention. Mais cinq autres chefs d'agence parisiens sont inculpés. Ils

appartiennent à de prestigieuses compagnies : le Crédit commercial de France, le Crédit lyonnais, le Crédit du Nord, la Bank of Tokyo et la Société. On n'avait jamais vu une telle rafle dans le milieu bancaire. Faut-il le juger, M. David Peyron, « sans compte » « taxi », pas de fausse facture. Sans complicité bancaire, pas de « taxi ».

Mme Nicole Tricart, commissaire, chef adjoint du sixième cabinet, et ses enquêteurs continuent leurs recherches. Ils traquent d'abord les chefs de filière. Trois branches principales sont alors détectées. Deux fonctionnent avec six « taxis » chacune : la troisième en dispose de vingt. Les trois chefs de file sont identifiés. Entre-temps, ils ont pris la fuite, « pour Hongkong » disent leurs proches.

Deux de leurs lieutenants sont emprisonnés : MM. Chau Phat (tour Tokyo) et Tang Song. Les chefs de filière sont supposés jouer un rôle déterminant. Ce sont eux qui créent les « taxis ». Mais leur nom n'apparaît nulle part. Sont-ils les financiers du trafic ? Il faut des fonds pour mettre en place un réseau, payer les frais de constitution des sociétés « taxis », recruter les gérants de paille, etc. D'où viennent ces fonds ? La fausse facture asiatique dans la confection semble, en vu des soixante-dix-neuf inculpations et des centaines d'interpellations opérées, tenue en main par des Cambodgiens d'origine chinoise. Les « gros bonnets » du trafic utilisent quelques Laotiens et Vietnamiens, mais préfèrent recourir à leurs compatriotes. La plupart se consacraient au Cambodge avant d'arriver en France. Communautés familiales avec leur hiérarchie, du coiffeur au mandarin, ainsi fonctionne le quartier asiatique. L'aide des autorités françaises se tarit après le premier accueil. Il faut alors survivre. Dans le quartier, le chômage existe guère. Mais la communauté subit une mise en coupe réglée par des financiers et des mafieux chinois appartenant aux fameuses triades ? Certains réfugiés le redoutent. Cela viendrait de Hongkong...

Sans attendre du passage en territoire sous la férule de la Chine populaire prévu pour 1997, des commerçants de Hongkong bouleversent leurs affaires et investissent ailleurs, particulièrement en France. Ils sont, pour la plupart, citoyens britanniques mais Londres ne leur accorde qu'un visa de trois semaines. Alors, vive Paris ! Le circuit paraît vraisemblable. Il a quelques traces dans les fausses factures de la confection. Les trois têtes de filière seraient réfugiées à Hongkong. Eurat fait son import-export avec Hongkong. Certains inculpés détournent les chèques des cartes d'achats et de ventes de Paris d'appartements, de salons de coiffure, etc., « acquis grâce à la fortune ». La fortune, littéralement, le bol de la famille, est un club d'une dizaine d'investisseurs qui se réunissent une fois par semaine. Elle prête de l'argent et fait des affaires au cours de discrètes parties de cartes. Il y aurait une centaine de tontines dans le treizième arrondissement (2). Venues elles aussi de Hongkong, ces tontines gèrent-elles, parmi d'autres fonds illégitimes, les vingt-cinq millions de centimes géorgiens par les « taxis » de la confection ? L'enquête en cours est loin d'avoir élucidé ces mystères.

DANIELLE ROUARD.

(1) Une autre enquête est actuellement en cours concernant une filière yougoslave dans la confection d'importances comparables à celle de la filière asiatique. Les deux dirigeants sont sous les verrous, leur système semblant moins compartimenté. C'est d'ailleurs en enquêtant sur celui-ci au cours de l'été 1984 que les gendarmes de Paris-Ministère découvrent des ateliers clandestins asiatiques. Les recherches menées par le sixième cabinet de délégation judiciaire ont abouti alors rue des Vinaigriers.

(2) Cf. Un article de Sylvaine Pasquier, dans l'Express des 10-17 avril 1983.

APRÈS UN DÉBAT ANIMÉ

Le MRAP se prononce en faveur du droit de vote des immigrés

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a réuni son congrès national les 8 et 9 juin à Pantin (Seine-Saint-Denis), en présence du garde des Sceaux, M. Robert Badinter, de l'ancien ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson et des deux représentants étrangers, MM. Fakhreddine et Arestki, récemment « associés » au conseil municipal de Mons-en-Barrois.

M. Badinter a invité les quelque trois cents participants à « dénoncer sans relâche tous ceux qui ont choisi de faire carrière politique sur la haine de l'autre (1) et qui sont indignes de jouer un rôle sur la scène politique ». Le ministre de la justice a ajouté : « pour la première fois depuis l'après-guerre, on assiste à l'émergence d'une force politique dont le levain est le racisme ».

« S'étant fixés trois objectifs — « vérité, solidarité, égalité » — les congressistes se sont penchés sur les extrêmes à se mettre d'accord sur le droit de vote des étrangers. La commission Nationalité - citoyenneté de-

mandat au MRAP de se prononcer « pour le droit de vote et d'éligibilité des immigrés dans toutes les consultations » électorales.

Cette revendication a été jugée « irréaliste » par le secrétaire général, M. Albert Lévy, qui estime que, si « tout le MRAP est d'accord pour le droit de vote aux immigrés, le seul problème est une question de tactique ».

« Magouille », « manœuvre » se sont alors mis à scander une partie des congressistes qui portaient le badge « Touche pas à mon pote » de SOS-racisme. Le tumulte est allé croissant.

Après une suspension de séance, une résolution « allégée » a été adoptée à une large majorité (vingt-sept votes contre ou abstentions). Le MRAP s'y prononce « pour le droit de vote et d'éligibilité des immigrés — c'est-à-dire les étrangers installés durablement en France — dans les consultations concernant la société où ils vivent ».

En Suisse

Un projet contre le droit à l'avortement est rejeté par référendum

De notre correspondant

Berne. — Malgré le virulent campagne des adversaires les plus irréductibles de l'avortement, les citoyens suisses ont nettement refusé dimanche 9 juin l'initiative populaire dite « pour le droit à la vie ». Principal promoteur de ce projet, le Parti démocrate-chrétien — qui avait obtenu le soutien de la hiérarchie catholique et des milieux conservateurs — a lui-même été surpris par l'ampleur du rejet : 69 % de « non » contre 31 % de « oui » pour l'ensemble du pays.

Les résultats font apparaître, une fois de plus, la clivage électorale entre la Suisse urbaine et de tradition protestante et les cantons catholiques et ruraux. Pourtant, la ligne de démarcation est moins nette que lors des précédents scrutins analogues. Ainsi, le projet a été rejeté par plusieurs cantons à majorité catholique comme Lucerne (50,4 % contre), Fribourg (51 %) et le Tessin (60 %). Le refus a été particulièrement clair dans certains cantons de langue française comme Vaud, Neuchâtel et Genève, où l'opposition a atteint 83 %. Seuls sept cantons ou demi-cantons, sur un total de vingt-

six, ont approuvé le projet, qui a enregistré son meilleur score dans le Valais, où il a recueilli 70 % des voix.

L'initiative se proposait d'inscrire dans la Constitution un nouvel article stipulant que « la vie de l'être humain commence dès la conception et prend fin par la mort naturelle ». En cas d'acceptation, ce projet aurait pour conséquence d'interdire à la fois l'euthanasie active et toute libération de l'interruption de grossesse.

Pas plus que le gouvernement et le Parlement — qui en avaient recommandé le rejet, — les électeurs ne se sont laissés prendre par la formulation de l'initiative « pour le droit à la vie », principe qui tout le monde s'accorde à reconnaître. Au lendemain de cette consultation, l'application des dispositions concernant l'interruption de grossesse continuera toutefois de varier suivant les cantons, certains se montrant plus libéraux que d'autres dans l'interprétation de la loi.

JEAN-CLAUDE RUHRER.

EN BREF

DES ADOLESCENTS ARMÉS POUR SURVEILLER UNE PROPRIÉTÉ : UN MORT

Un adolescent âgé de quatorze ans, David M., a été tué, accidentellement, le jeudi 6 juin vers 22 heures à Quierzy (Aube), d'une balle de calibre 12 millimètres magnum tirée accidentellement par l'un de ses amis âgé de seize ans.

Avec d'autres adolescents, ils assuraient depuis quelques semaines, au lieu-dit des Bruyères, la surveillance nocturne du poulailler d'un Parisien, M. Gilbert Derisbourg, quarante-neuf ans, jardinier, au péage du marché de Rungis. Selon la gendarmerie de Quierzy, des voleurs de poules avaient « visité » une fois la ferme de M. Derisbourg qui avait alors demandé à des adolescents du village de surveiller son poulailler la nuit. Il leur avait remis des armes de chasse — deux carabines 22 long rifle, une 9 millimètres et une 12 millimètres magnum et leur avait fourni de nouvelles munitions l'après-midi du 6 juin. Les adolescents, selon les gendarmes, tiraient sur tout ce qui bougeait.

Le 6 juin, l'un des adolescents, au premier étage de la maison, a blessé accidentellement l'un de ses compagnons — David — qui se trouvait à une quinzaine de mètres en contrebas. Le jeune homme est mort des suites de ses blessures.

M. Gilbert Derisbourg a été inculpé d'homicide involontaire par M. Anne Kiriaclides, juge d'instruction à Laon, et placé sous contrôle judiciaire. Il a remis ses armes à la justice. Le jeune meurtrier a lui aussi été inculpé et remis en liberté.

Manifestation de parents d'élèves de l'enseignement catholique à Nantes. — A l'appel de l'Union des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (APEL) de Loire-Atlantique, un millier de personnes ont défilé samedi 8 juin dans les rues de Nantes. Cette manifestation était une campagne d'information organisée depuis un mois pour dénoncer la limitation des crédits accordés aux écoles privées et le projet de décret sur la nomination des maîtres du privé par les recteurs, qui mettrait en péril le « caractère propre de l'enseignement catholique ».

ILS VOULAIENT PHOTOGRAPHER CHANTAL NOBEL : ILS SERONT JUGÉS EN CORRECTIONNELLE

Trois jeunes gens qui voulaient prendre des photographies de la comédienne Chantal Nobel dans la chambre du service de chirurgie orthopédique de l'hôpital de la Pitié, ont été interpellés et devront comparaître devant le tribunal correctionnel.

L'incident s'est produit samedi 8 juin. Un jeune homme âgé de vingt-cinq ans, Eric Paschet, journaliste au chômage, accompagné de deux étudiants en journalisme, Kérou Raymond, vingt-six ans, et Catherine Kondrachoff, vingt-sept ans, ont été surpris au moment où ils allaient pénétrer dans la chambre de la blessée. Eric Paschet avait fourni à ses deux camarades des blouses d'infirmiers et un passe-partout volés à l'hôpital. Kakou Raymond avait ainsi pu ouvrir la porte de la chambre de Chantal Nobel et Catherine Kondrachoff devait prendre les clichés. Surpris par l'infirmière de garde, ils tentèrent de s'enfuir, mais furent rattrapés après une courte bagarre.

Détenu au parquet de Paris, les trois jeunes gens ont refusé d'indiquer s'ils avaient été chargés d'opérer pour un commanditaire particulier. « Nous voulions réaliser un scoop », ont-ils déclaré sans autre précision.

Ils ont été laissés en liberté après s'être engagés à se présenter le 11 juillet prochain à l'audience de la vingt-quatrième chambre correctionnelle de Paris, qui les jugera pour violation de domicile et tentative d'atteinte à la vie privée.

501 من الأصل

sports

Le triomphe de l'audace

TENNIS



Les Internationaux de France

Echec aux favoris. Champions en titre, le Tchèque Ivan Lendl et l'Américain Martina Navratilova ont été battus en finale des Internationaux de France.

Samedi 8, Navratilova s'est inclinée en trois manches royales devant Chris Evert-Lloyd qui a égalé le record de six victoires de Suzanne Lenglen. Dimanche 9, Lendl s'est laissé surprendre par les accélérations de Mats Wilander vainqueur pour la deuxième fois. Lots de consolation. En remportant le double dames avec Pam Shriver, Navratilova a gagné quatre-vingt-neuf matches et huit titres du grand chelem consécutifs. En s'ajoutant le double mixte avec Heinz Günthardt, Navratilova a finalement reçu 855 650 francs, soit plus que Lendl. Et record d'affluence : 288 594 spectateurs ont laissé aux guichets une recette totale de 31 321 186 francs.

(Suite de la première page.)

La spéculation est par nature hasardeuse. Le joli plan d'attention avait un bien grave défaut : celui d'être évident. Une bonne grosse évidence, si visible que Mats Wilander la retourna à son profit. Et Ivan Lendl, peut-être pour avoir vécu un tournoi trop facile, devait ne point s'en remettre.

Mats Wilander fit donc semblant d'admirer. Et cette finale menacée par tous les grains du ciel, sauf un grain de folie, s'engagea sur ces bases. En rade de Roland-Garros, secouru par un bon vent de nord-est force 6, commença alors une singulière partie de type casse-noisettes. Les balles interminables passaient deux bons mètres au-dessus du filet, comme des paquets de mer, à toi, à moi. Avec comme l'ébauche d'une de ces sidérales batailles avec satellites anti-satellites.

L'envoûteur envoûté

Ce duel de chevaliers teutoniques interstellaires par vent de sable avait quelque chose de plutôt répétitif et de tout à fait lassant. Il fallut craindre alors le pire. Il y avait tromperie sur la qualité. Et bien peu de chance, malgré la présence, au rang des invités, d'une cohorte de membres du gouvernement, de voir s'opérer une descente de la répression des fraudes.

Ivan Lendl jouait comme il l'avait prévu. Mats Wilander jouait comme le Tchèque l'avait voulu. L'ordre, celui du classement, celui aussi du stratège, régnait. Premier set, quarante-trois minutes, 6-3 et, pour Lendl, une bonne chose de faite. Même au risque de nouveaux sarcasmes de Jimmy Connors, vitupérant ici le tennis « pour, pour... »

Il est difficile d'imaginer que Mats Wilander ait pu sacrifier le premier set à sa douce et manœuvre d'envoûtement de l'envoûteur. Quelque... Mais il est

sûr qu'au deuxième set il sut au bon moment retrouver l'enchantement, sans crier gare.

Mats Wilander est un fameux gaillard. Et un modèle d'intelligence tactique. Plutôt que l'insurrection démonstrative ou suicidaire contre une invitation au tennis-rémouade, il fait semblant d'y adhérer. Aussi longtemps que cela l'arrange. Et puis, brusquement, il accélère, une volée, un lob, un passing-shot. Il rentre à nouveau au fond du court comme dans sa coquille, mine de rien. Et ainsi de suite. Un, deux, trois coups de dague et, bop ! à confesse.

Ivan Lendl croyait que Mats Wilander ne savait pas volleyer. Ou pas si bien. Pêché d'orgueil, erreur de planification ? Il suffi-



Mats Wilander

LA VICTOIRE DE CHRIS EVERT-LLOYD SUR MARTINA NAVRATILOVA

Divas

Les confrontations de ces deux championnes, presque caricaturales, un feuillet inépuisable : sixième épisode des joutes depuis leur premier face-à-face, à Akron, la capitale américaine du pneumatique, il y a maintenant douze ans. Malheureusement, l'histoire a tendance à devenir monotone. En seize matches depuis 1982, Chris Evert-Lloyd n'avait réussi à prendre le dessus qu'une seule fois. L'an dernier, elles s'étaient affrontées dans trois finales du grand chelem et trois fois Martina Navratilova avait outrageusement dominé. C'était aussi samedi leur troisième finale à Paris. Mais le dixième anniversaire de la victoire de Chris Evert-Lloyd à Roland-Garros risquait d'être le pire des remakes. Un match gagnant. Des répliques usées jusqu'à la corde. Un scénario bécoté.

Eh bien, après être resté visés à leur siège pendant deux heures cinquante-deux minutes, les seize mille spectateurs se sont levés d'un bloc pour faire une fantastique ovation à ces deux divas de la raquette. Grâce à elles, le tennis féminin a atteint des sommets insoupçonnés sur cette terre battue qui est pour-

tant pendant cette quinzaine d'aller regarder jouer le Suédois, surtout en double, pour vérifier que ce temps-là est révolu. Lendl y laissa, sur son service, un cinquième jeu blanc et le deuxième set (6-4).

Ivan Lendl avait-il oublié que Mats Wilander est un labeur d'élite, digne du grand aîné Borg ? Il le paya de cinq humiliations successives au filet et du troisième set (6-2).

Ivan Lendl, tout à son régime et à ses certitudes physiques, avait-il sous-estimé la puissance, la rage de vaincre de Mats Wilander, à vingt ans déjà vainqueur et une fois finaliste à Roland-Garros ? Alors il n'avait pas vu le poing serré du Suédois, manifestation extrême d'une pudique

combativité. Accablé de malheurs, privé de stratégie de remplacement, amputé de son premier service, tranché-montage, harcelé systématiquement sur son revers et même dominé physiquement, que pouvait faire Lendl ? Rien, « gamberger », partir à la dérive, perdre sévèrement le quatrième set (6-2), le match et son titre.

Mats Wilander n'avait cessé de l'affirmer depuis une quinzaine de jours : « Il n'y a que les grands tournois qui me passionnent. Je ne travaillerai jamais mon tennis huit heures par jour pour être le numéro un. Mais, ici, je suis venu pour gagner. »

Ivan Lendl ne fit jamais trop la presse.

PIERRE GEORGES.

FOOTBALL

COUPE DE FRANCE

L'AS Monaco en bleus de chauffe

L'Association sportive de Monaco a remporté, samedi 8 juin, au Parc des Princes, sa quatrième finale de Coupe de France de football (1960, 1963, 1980, 1985), en battant le Paris-Saint-Germain par 1 but à 0. Qualifiés pour la prochaine Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe, les Monégasques obtiennent leur place en coupe de l'UEFA au Football-Club de Metz, championne du championnat.

Le soutien d'un prince vaut bien celui de tous les publics, y compris

celui de la capitale. Depuis trente ans et plus de mille matches qu'ils jouent les premiers rôles au niveau national, les footballeurs monégasques l'avaient déjà démontré. Si les représentants de la Principauté et surtout leur bienfaiteur peuvent se croire un peu chez eux au Parc, il n'était pourtant pas aisé d'y défilier, en finale de la Coupe de France, le Paris-Saint-Germain, locataire habituel des lieux. Saint-Etienne, en 1982, et Nantes, en 1983, en avaient déjà fait l'amère expérience.

Très décevants en championnat, les Parisiens mûssaient gros sur cette finale pour sauver leur saison et

s'assurer une quatrième participation consécutive aux coupes européennes. C'était compter sans un désir de rachat au moins égal des Monégasques. Devançant l'an dernier à la différence de buts par Bordeaux en championnat, puis battus par Metz en finale de la Coupe, les joueurs de la Principauté avaient abordé cette saison avec un effectif renforcé et des idées de revanche. Hélas ! Une incroyable série de blessures - jusqu'à sept joueurs indisponibles simultanément - avait contrecarré leurs ambitions.

Il s'agit d'ailleurs du rétablissement de l'AS Monaco, l'inauguration du nouveau stade Louis-II, en janvier 1985, pour assister à une série étonnante de vingt-six rencontres sans défaite, interrompue seulement le 4 juin à Lille en match retour des demi-finales de la Coupe. La richesse de l'effectif - l'international Yvon Le Roux n'est pas le seul - des vertus jusqu'ici ignorées par ses partenaires. Il voyait même dans cette nouvelle orientation un gage de réussite prochaine dans ces Coupes d'Europe où les Monégasques n'ont jamais pu franchir plus de deux tours.

Les déboires de Bruno Bellone auraient en effet dû permettre aux Monégasques d'aggraver le score sans les maladresses de leurs attaquants de pointe et quelques belles parades de Jean-Michel Moutier. A défaut de panache, Jean-Luc Ettori préférait mettre l'accent sur « l'humilité et la collecte de la victoire », des vertus jusqu'ici ignorées par ses partenaires. Il voyait même dans cette nouvelle orientation un gage de réussite prochaine dans ces Coupes d'Europe où les Monégasques n'ont jamais pu franchir plus de deux tours.

GÉRARD ALBOUY.

CYCLISME

Bernard Hinault le rose est mis

Bernard Hinault a gagné son pari. Alors qu'on pouvait le croire en petite forme, compte tenu de ses modestes résultats du début de saison, il vient de remporter le Tour d'Italie - pour la troisième fois - en battant Francesco Moser. Contre le même adversaire, il a donc réussi où Laurent Fignon avait échoué l'an dernier.

Bien épaulé par l'Américain Greg Lemond, redevenu son équipier au sein du groupe La Vie Claire, le champion breton est parvenu à résoudre les problèmes que lui posait cette épreuve de longue haleine souvent hostile aux étrangers. Grâce à une course prudente, il s'est emparé du maillot rose de leader à l'issue de la douzième étape, contre la montre. Capoue-Maddaloni, peu après la mi-parcours. Il a résisté aux assauts de ses rivaux directs dans les secteurs montagneux, d'ailleurs moins redoutables qu'on ne l'imaginait. Il s'est d'autant mieux tiré d'affaire que l'opposition manquait de consistance. Moser, Saroni, Visentini et Contini, les meilleurs Italiens en valeur absolue, ne pouvaient le

menacer dans les cols en raison de leurs moyens de grimpeurs limités. Quant aux escaladeurs du type Lejay et de Baronechi, ils ne possèdent pas la puissance et l'efficacité suffisantes pour jouer un rôle de premier plan.

Favori pour le Tour de France

Bernard Hinault s'est donc orienté vers une victoire relativement confortable. Il a profité tout à la fois de sa régularité, de son expérience. Et aussi, c'est certain, d'une condition physique redoublée, car on ne domine pas une épreuve de trois semaines sans disposer d'un bon équilibre.

Seul ce point, sa démonstration dans l'étape Capoue-Maddaloni fut pleinement convaincante, puisqu'il couvrit les 38 km à la remarquable moyenne de 40 km/heure. Il utilisait pour la circonstance un équipement spécial - vélo à roues lenticulaires et casque profilé - mais il faut préciser que Francesco Moser, doté d'un matériel comparable, perdit 53 s. Cet exercice chronométré de 46 km devait marquer un tournant décisif. Hinault vécut ensuite sur l'avance acquise, ce qui lui permit d'aborder la dernière étape (46 km) contre la montre entre Lido di Camaiore et Luques) dimanche 9 juin avec une marge de sécurité de 1 m 15 s : un écart suffisant pour que l'ultime succès de Moser, obtenu avec 7 s d'avance, reste sans effet au classement général.

Le Français a ainsi privé le recordman de l'heure d'une deuxième victoire consécutive dans le Giro, et il a donné à ce Tour d'Italie un peu écriqué une dimension internationale à laquelle ont participé deux Américains indiens, l'un, Ron Kiefel, a gagné l'étape de Pérouse; l'autre, Andrew Hampstead, a créé la surprise au sommet du Gran Paradiso devant les Italiens locaux.

Bernard Hinault, dont le prochain objectif sera le Tour de Suède, redonne le favori du Tour de France, surtout en l'absence de Fignon. Il avait cumulé le maillot rose et le maillot jaune en 1982. Il aura cette fois trois ans de plus... et quelques adversaires en moins.

JACQUES AUGENDRE.

Le syndrome du Heysel

Dans la tribune Boulogne du Parc des Princes se retrouvent les supporters les plus acharnés du PSG, jeunes pour le plupart, qui, match de championnat ou finale de la Coupe de France, ne craignent pas de s'agresser des heures entières tout en agitant fanions et banderoles.

Parmi eux, samedi 8 juin, une cinquantaine d'adolescents, crâne rasé, vont et viennent des gradins à la buvette, où la bière coule à flots. Ils déboulent derrière les tribunes. « C'est l'ambiance qui nous plaît ici, affirme l'un des jeunes. Nous seuls savons vraiment encourager le PSG, sans nous contenter de frapper dans nos mains, en répondant réellement à la provocation. » Mais la provocation commence, semble-t-il, par le simple port de l'insigne « Association sportive de Monaco ». Un supporter monégasque traverse leur quartier général n'a dû son salut, samedi soir, qu'à l'intervention rapide des CRS. Onze cents représentants des forces de l'ordre avaient été spécialement mobilisés à cette occasion pour éviter les incidents et assurer la sécurité du président de la République.

« On est des skins, des nationalistes, des fascistes », marmonnent-ils. Un jeune garçon désigne à ses camarades, ceux qui tapent fort et sur tout, pour un petit rien qui les aura agacés. Si

quelques-uns se réclament de groupuscules d'extrême droite, beaucoup ne réagissent qu'à leurs propres impulsions, essentiellement motivées par « la haine envers les Arabes et les Noirs ». L'un d'eux soutient que « la seule organisation qui pourrait [lui] convenir n'est que le Ku Klux Klan ».

La grande majorité des supporters du PSG s'insurgent contre leur présence pendant les matches. Ces skins ne ménagent pas leurs efforts et se déplacent à Paris comme en province pour soutenir les joueurs de leur équipe. Chaque rencontre leur fournit l'occasion, plus ou moins consciemment, de retrouver leur « bande ».

Humbles et collectifs

La déception aura été à la hauteur des espérances. Pour avoir trop souvent manqué leurs grands rendez-vous européens et même nationaux, les Monégasques s'entendaient par cette fois sacrifier au spectacle. Le but marqué dès le premier quart d'heure par Bernard Genghini à la suite d'un coup franc mal repoussé par les défenseurs parisiens allait servir leurs desseins.

Nous avons laissé les smoking aux vestiaires pour enfiler les bleus de chauffe, et ce à payé, disait après le match Jean-Luc Ettori, le capitaine monégasque, pour expliquer le repli et la prudence de ses coéquipiers. C'était le pire des scénarios pour les Parisiens, obligés de prendre le jeu à leur compte et d'étaler leur indigence dans la construction.

Safet Susic, le stratège du Paris-SG, était en panne d'inspiration. Marqués de près, ses partenaires de l'attaque ne lui offraient pas de réelles possibilités d'ouverture. Dès lors le Yougoslave multipliait les dribbles et tombait systématiquement dans l'état mis en place autour de lui par les Monégasques.

Susic muselé, il ne restait plus aux Parisiens d'autre recours que les

LES RÉSULTATS

Athlétisme

PARIS-COLMAR
Le policier parisien Roger Quémener a remporté pour la troisième fois Paris-Colmar à la marche (ex-Strasbourg-Paris) en parcourant les 512 km en 1 h 53 mn (moyenne 7,75 km/h). Il a devancé le Français Marcel Jannas de 44 mn et le Belge Pol Forthomme de 1 h 53 mn.

Basket-ball

CHAMPIONNAT D'EUROPE (en RFA)
Avec quatre défaites contre l'URSS, la Yougoslavie, la Pologne et l'Espagne, et une victoire contre la Roumanie, l'équipe de France s'est qualifiée pour les quarts de finale où elle rencontrera l'Italie, mardi 11 juin à Stuttgart.

Canoe-kayak

CHAMPIONNAT DU MONDE (Rivière sportive)
A GARMISCH-PARTENKIRCHEN
Avec six médailles, dont deux titres, dans les épreuves individuelles, et quatre médailles, dont deux titres, dans les épreuves par équipes, les Français ont dominé les championnats du monde.

Tennis

INTERNATIONAUX DE FRANCE (Finales)

Simple messieurs. - Mats Wilander (Suède, 4) b. Ivan Lendl (Tch., 2), 3-6, 6-2, 6-2.

Simple dames. - Chris Evert-Lloyd (E-U, 2) b. Martina Navratilova (E-U, 1), 6-3, 6-7 (4-7), 7-5.

Double messieurs. - Mark Edmonson-Kim Warwick (Aus., 8) b. Shlomo Glickstein - Simonsson (Isra., 16), 6-3, 6-4, 6-7 (5-7), 6-3.

Double dames. - Martina Navratilova - Pam Shriver (E-U, 1) b. Claudia Kohde-Kilsch - Helena Sukova (RFA-Tch., 2), 6-4, 6-2, 6-2.

Double mixte. - Martina Navratilova - Heinz Günthardt (E-U, 1) b. Paula Smith - Francisco Gonzalez (E-U, P.R.), 2-6, 6-3, 6-2.

Simple juniors (garçons). - Jaime Izaga (Pér., 1) b. Thomas Muster (Aut., 2), 2-6, 6-3, 6-0.

Simple juniors (filles). - Laura Garrone (Ita., 5) b. Dinky van Rensburg (Af.-S., 6), 6-1, 6-3.

150 من الأول

Les plaisirs

AMERICAN IN V. JULY SUMMER 1985 (1) 335.21.80

culture

EXPOSITIONS

AU MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS

Les plaisirs sulfureux de Félicien Rops

Félicien Rops avait trois métiers, qu'il exerça avec le même incomparable talent : dessinateur, graveur et amateur de femmes. Sur le tard, il voulut en embrasser un quatrième, la peinture. Pour être tard, il était effectivement tard. En 1894, soit quatre ans avant sa mort, il devait s'avouer : « La femme a pris trop de place dans ma vie. Je l'ai trop aimée, mais je lui dois le peu que j'ai fait. Elle inspire les grandes choses, mais elle empêche de les exécuter ». On en compte trois principales : sa femme légitime, de laquelle il ne put divorcer, et les deux sœurs Dufac avec lesquelles il vécut fort polygamiquement.

La manière qu'avait Rops de « voir », si l'on peut dire, les femmes, suggéra à Fénelon la définition suivante, dans le *Petit dictionnaire des lettres et des arts* (1886) : « Rops : Grave de symboliques femmes enpalées au ventre des Béhémots, d'érectiles et blafards rêves, des illustrations pour les Diaboliques, la Bible et les Fleurs du mal. Peintre de phallus comme d'autres sont peintres de paysages ». On remarque ici quelle attention lui porta la littérature de son temps, et puisque Baudelaire apparaît, empruntant-lui une dernière citation : « En Belgique, pas d'art ; l'art s'est retiré du pays. Pas d'artistes, excepté Rops ». On apprend, par ce détour aimable, que Félicien Rops était né en Belgique. A Namur, en 1833. Son père, industriel très disparu, lui laissa une confortable fortune.

La solide exposition du Musée des arts décoratifs montre toutes ces facettes, même si l'abondance modérée des explications contraindrait un peu vite d'acheter le catalogue, au demeurant excellent. La présentation veut rendre hommage au peintre autant qu'au graveur de papier. On n'en retiendra que l'habileté prometteuse mais, on l'a vu, sans suite, pour nous retourner vers le graveur et le dessinateur.

Le Centre culturel belge, devenu depuis Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, lui avait déjà offert un splendide voyage à Paris en 1980. Ou plutôt un retour, car Félicien Rops était devenu parisien dès 1874. Au Centre belge, on avait pu voir ses images cruelles, son humour cinglant, et mesurer l'intelligence de son métier. De même, on



La Femme à la fourrure (eau-forte).

avait pu comprendre à quel point l'œuvre coïncidait à la nervosité pour ne pas révéler, peut-être, cette sensibilité qui lui fit, trop tard, regretter la peinture.

L'essentiel de l'œuvre de Rops, c'est vrai, est nerveux et ricanant, caricatural et morbide, sensuel et mortifère, à moins qu'il s'agisse de gravures de mode - c'était aussi une de ses passions, - et tourne autour de la femme (presque) nue, provocante, sacrifiée, habillée de fantasmes, satanique. L'homme intervient parfois, dans les caricatures, ou en contemplateur, ou bien réduit à sa plus « simple » expression : le phallus. Inutile de

dire qu'il y a vingt ans à peine cette exposition « tous publics » aurait été plus difficile à faire passer telle quelle. Rops doit à la maturité de l'époque de ne plus rester dans l'enfer secret de la bibliothèque de grand-père. Il faut imaginer ces dessins, ces gravures au dix-neuvième siècle, quand on en ressentait bien davantage le caractère sulfureux.

En même temps, la plus grande tolérance, ou la moindre hypocrisie de notre époque, nous permet de mieux faire la part du talent et du symbole, de la liberté et de l'obsessionnel, de la maîtrise technique et de la désinvolture. Rops met son art au service naturel de ses pensées, qu'elles soient sexuelles ou politiques. Il est à la fois impudent, élitiste et anarchiste. Il fait pareillement grincer les esprits sur le thème de Waterloo, dessine la sauvagerie hurlante de la peine de mort, fait passer le sexe au bord tranchant des guillotines et envoi planer la mort sur tous les plaisirs de la vie.

Parfois cependant, c'est simplement bouffon, ou c'est un portrait comme dessiné au hasard, sur un coin de papier. Mais toujours on retrouve le même travail, précis, acharné, avec une utilisation étonnante de toutes les techniques de la gravure - dont un vermillon dit « mou », peu apprécié, remarquable, il est vrai, chez les artistes français. L'exposition consacre une place abondante et justifiée à ce travail de Félicien Rops, à son amour de la technique, en montrant les divers et multiples états des gravures, ainsi que d'étonnantes planches d'essais, comme les fragments juxtaposés des rêves et de l'inspiration.

Rops a donné lui-même, en 1878, le symbole de toute son œuvre : « pornocratie », ou la pornocratie. Une femme nue, portant bas noirs et chaussettes à talon, un ruban bleu autour de la taille, des gants noirs, la vue masquée par un bandeau, une coiffure de soirée, et tenant en laisse un cochon. Trois « putti », trois angelots, font des contorsions dans les airs. Le cochon, peut-on en conclure, était l'animal favori de Félicien Rops.

FREDÉRIC EDELMANN.

* Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, jusqu'au 21 juillet.

MUSIQUE

La Rochelle : disparition d'un festival

A côté des nombreux festivals qui éclorent chaque année, tel Montpellier, organisé par Radio-France et diffusé par France-Musique, qui affiche cent vingt concerts d'un seul coup pour sa première saison, il en est qui disparaissent discrètement, trop discrètement même, comme les Rencontres internationales d'art contemporain de La Rochelle qui auraient dû commencer fin juin (le Monde du 30 janvier).

Contrairement aux indications données alors par la direction régionale des affaires culturelles, la décision n'avait pas été prise pendant l'été 1984 par le conseil municipal. A l'inverse, un nouveau directeur, le compositeur Marc Monnet, avait été alors nommé et avait exposé ses projets devant les élus de la ville. M. Michel Crépeau, maire de La Rochelle, l'avait reçu, et son plan avait obtenu l'accord de la direction de la musique au ministère de la culture, qui renouvellerait au festival son appui financier. Le conseil général reconduisait sa subvention et le conseil régional doublait la sienne.

Or, par une lettre du 14 janvier, M. Crépeau signifiait que la participation de la ville (900 000 F) était supprimée et qu'il « suspendait » le festival, en s'engageant à apurer le passif et à payer les indemnités des trois permanents, pour un total de 1 300 000 F. Seules les Rencontres cinématographiques (11) subsistaient et étaient confiées à la Maison de la culture.

Ce festival, qui avait succédé à celui de Royan (après l'avoir concurrencé de 1973 à 1977), mais en s'étendant au théâtre, à la danse, aux arts plastiques et au cinéma, a toujours eu du mal à s'implanter dans la population locale et à réanimer le public qu'il méritait. Une des raisons résidait sans doute - on l'a souvent dit ici-même - dans un choix de dates contestable : fin juin-début juillet, les étudiants sont partis, les lycéens préparent leur baccalauréat et les touristes ne sont pas encore arrivés.

(1) Animées par Jean-Loup Passet, elles ont lieu du 28 juin au 9 juillet.

Mais on ne peut que déplorer la disparition d'une manifestation qui a été pendant douze ans une des plus importantes de ce genre à travers le monde, présentant de très nombreuses créations ou premières françaises, de Xenakis, Eloy, Aperghis, Stockhausen, Boulez, Bob Wilson, Cage, Berio, Kagel, Boucourechliev, Donatoni, Ferneyhough, Momen, Nunes, pour ne citer que les créateurs les plus connus.

Les directeurs successifs (Claude Samuel, Alain Durel, Joël Boutteville et Patrick Szwedowicz), soutenus par l'enthousiasme infatigable du docteur Sabatier, président du festival, ont pu à peu diversifier le style des programmes et multiplier les initiatives originales pour accroître le rayonnement de ces manifestations. En 1984, trente-cinq spectateurs y avaient assisté, notamment grâce aux concerts et aux animations dans les rues et sur les places de la ville. Marc Monnet avait proposé pour 1985 un plan nouveau et ambitieux intéressant l'ensemble de la région. Il est dommage de ne pas avoir saisi cette chance pour conserver à La Rochelle l'indéniable prestige que ce grand festival lui avait conféré.

JACQUES LONCHAMPT.

* PRIX LEONIE SONNING. - Le prix Leonie Sonning 1985, d'un montant de 100 000 couronnes (environ 85 000 F), que les Scandinaves considèrent comme le Nobel de la musique, a été remis à Pierre Boulez, en présence de la reine Margrethe, au cours d'un concert donné par l'Orchestre du Théâtre royal.

* CONCOURS DE CLARINETTE. - Les clarinettes françaises, Paul Meyer, Jean-Michel Bertelli et Dominique Vidal ont remporté (dans cet ordre) les trois premiers prix du dixième concours international de Toulouse.

* CONCOURS REINE-ELISABETH. - Nai-Yann Ha, un Talaïens de vingt-quatre ans, vivant aux Etats-Unis, a remporté le 2 juin à Bruxelles le concours Reine-Elisabeth (session de violon).

ROCK

LES DOGS ET LITTLE BOB STORY

Les Normands anglophones

Il existe entre Rouen et Le Havre une tradition du rock tournée vers les Etats-Unis, un croisement par la racine entre boogie et rhythm'n blues, une fidélité aux années 60. Les Dogs sont nés à Rouen en 1977. Au Havre, Little Bob Story existe depuis toujours. Autour d'eux, une scène régionale a trouvé son identité.

Au départ, le misérabilisme du rock français : les tournées précaires pour des cachets dérisoires, les galères au quotidien et au bout du tunnel un avenir improbable. Les médias ignorent, le public boude, les compagnies discographiques tournent le dos. Mais on s'accroche parce qu'on aime ce qu'on y croit. La scène avant tout, un travail à l'américaine (très peu prisé en France) : on va chercher le public sur le terrain, on joue tout le temps, partout, n'importe où. La technique s'acquiert, les concerts sont de plus en plus chauds, les compositions gagnent en précision, le métier rentre, et le noyau de fidèles grossit.

A l'arrivée, deux groupes existent : à force de ténacité, hors du star-système. Les disques se vendent suffisamment pour que la compagnie réinvestisse sur le suivant. Le misérabilisme est vaincu, du moins vivent-ils de leur musique. Contre tous les avis, ils ont continué de chanter en anglais parce que c'est comme ça qu'ils se sentent : leur culture musicale, leurs modèles sont là-bas, de l'autre côté de l'Atlantique.

Deux groupes sans labels, qui jouent le rock en France, pas le rock français. Deux groupes qui perpétuent d'un disque à l'autre une musique en dehors des modes, riche de cœur et spontanée. Aujourd'hui, ils sont des frontières, sans tambour ni trompette : ils tournent dans des clubs à l'étranger. Les Dogs étaient en Scandinavie, en Allemagne, avant d'entreprendre une visite des régions françaises, ensuite ils iront au Japon. Aux Etats-Unis, Little Bob a rencontré Southside Johnny, qui, impressionné, a produit son avant-dernier album, et c'est le rêve qui devient réalité. (Southside Johnny est un bel exemple, lui qui sillonne les petites salles américaines pendant des années avant de se produire dans les stades.)

Pour l'instant, bien sûr, le but des deux groupes, c'est de vendre un peu en Europe, en additionnant les scores dans chaque pays : la perspective d'une existence plus confortable. Ils viennent chacun d'enregistrer un disque. Little Bob Story au Havre devant son public, les Dogs à huis clos dans un studio britannique. La prise directe traduit au mieux leur vitalité, leur générosité.

ALAIN WAIS.

* Les Dogs : ce lundi 10 juin à l'Eldorado; le 12 à Lyon; le 13 à Perpignan; le 14 à Decazville; le 15 à Médiaville; le 16 et 17 à Sète; le 20 à Bordeaux; le 21 à Toulouse; le 22 à Biarritz. Discographie chez CBS.

* Little Bob Story : les 12 et 13 juin au Théâtre du Forum des Halles. Discographie chez Scandia records, distr. Musidisc.

THÉÂTRE

PREMIÈRE AGORA DE MARSEILLE

Les inexpériences de la jeunesse

Le Théâtre national de Marseille et la Ville, l'Office culturel régional et le ministère de la culture ont organisé la première Agora du jeune théâtre, concours réservé aux compagnies de Provence-Côte d'Azur, du 4 au 8 juin.

Le jury a décerné le prix à des comédiens venus du Lac, qui ont monté *En attendant Godot*, dans la mise en scène de Guillaume Cornet. Celui-ci joue également Estragon et possède incontestablement une vraie personnalité. Le spectacle demeure fragile. Il doit s'affirmer avant de bénéficier du prix : représentation au TNM, au Théâtre de Nice et en tournée.

Marcel Maréchal, directeur du TNM connaît, dit-il, des troupes excellentes. Elles ne se sont pas présentées, soit par méfiance, soit parce que leur statut ne le permettait pas. Étaient éliminées celles qui disposent d'une subvention régulière de l'Etat et d'une salle. Restaient celles qui, homologues, professionnelles et ayant à leur actif au moins deux productions, dépendent pour leur financement, des commissions et des collectivités locales, et pour leur travail, des invitations. Une cinquantaine ont envoyé leur dossier. Dix-sept ont été retenues. Après un entretien d'une demi-heure entre un responsable de la troupe et le comité de sélection, huit ont été admises à concourir.

La médiocrité générale de cette première Agora a reflété, mieux encore que la masse du off Avignon, la confusion inquiétante dans laquelle s'empêtre la profession depuis qu'on peut se cataloguer soi-même « professionnel » en inscrivant au registre du commerce une raison sociale dont le nom, généralement, est plus inventif que les spectacles. Les spectacles : des exercices aussi maladroits que complaisants, des public des familles, amis et supporters - naguère on disait « la clique ». Attitude qui renforce l'impression d'un amateurisme. Drama turgies caillouteuses ou linéaires, mises en scène qui décalquent des formes usées, résidus grotowiens mêlés d'expression corporelle, potacherie fatiguée, romantisme de bazar. Les comédiens inexpérimentés brillent, ne savent pas écouter, ou alignent des répliques dans l'ordre. Pourtant, d'après les dossiers, ils ne sont pas débutants. Les plus lamentables viennent du conservatoire régional de région (Dieu, de Woody Allen) et de l'université d'Aix-en-Provence (un *Britannicus* très dur où s'est égarée une « professionnelle », Lise Martel).

Mais le parti-pris est tenu de bout en bout. Interprétés par des acteurs de vingt-cinq ans, les « clowns métaphysiques » de Beckett ne sont plus lourds d'une vie qui n'en finit pas de finir. Ce sont des routards qui ne voient pas le bout de la route. De ces types arrêtés, agglutinés aux marches des métros, pour qui hier ou demain c'est le même vide glauque. La vitalité des corps jeunes bouscule la détresse. Entre meurtre et suicide, elle s'élève par bouffées agressives, imprévisibles. C'était le seul spectacle porté par un point de vue, et qui répondait à une nécessité intime.

Esperance et bricolage

On les nomme acteurs, ils forment ce qu'on appelle des compagnies. Les mêmes termes que par exemple pour Gérard Desbarre, pour le Théâtre du Soleil. Le saupoudrage des subventions, reconnu désastreux, continue à être pratiqué, à récompenser le courage autant qu'à encourager la qualité. On distribue des petites sommes qui permettent de bricoler, d'espérer. Les gens espèrent, se cramponnent, s'agrippent, revendiquent, veulent croire que seul l'argent fait la différence. Le combat quotidien pour 3 F les réunit. Le groupe, la troupe, l'environnement de quelques fidèles les rassure.

COLETTE GODARD.

(1) Le TNM a une école. Les élèves y apprennent ce qu'est le travail de théâtre. A leur sortie, quelques-uns ont constitué une troupe qui n'a pas concouru.

La saison 1985-1986 au Théâtre de la Ville

Gérard Violette, pour sa première saison au Théâtre de la Ville, offre une cinquantaine de spectacles qui doivent, dit-il, comme il convient pour un établissement subventionné, « être au service des créateurs et du public ». Populaire et contemporain, tel est, pour la programmation théâtrale, le double objectif : la rentrée 1985 se fait avec *Mercédès*, de Thomas Brasch, dans la mise en scène de Hans Peter Cloos. Gildas Bourdet présentera *Une station service* et le *Saperlapin* - qui sera joué à l'Escalier d'Or - ainsi que *Le Pain dur*, de Claudel. De son côté, Benno Besson, directeur de la Comédie de Genève depuis 1982, proposera *Lapin lapin*, d'Elie Bourguin, et *Le Dragon*, d'Evgueni Schwarz. Bourdet et Besson sont ainsi les deux hôtes principaux.

Créations et reprises, la danse continue d'être à l'honneur : Maguy Marin avec *Cendrillon* et *Calambre*, Régine Chopinot, qui dansera au Théâtre des Champs-Élysées, Jean-Claude Gallota, Carolyn Carlson, Mats Ek, et le ballet Cullberg, qui revient pour la quatrième fois avec la *Gisèle*, d'Adolphe Adam. Pina Bausch sera de nouveau présente avec les *Sept Péchés capitaux*, et, à découvrir, *Arten*.

Enfin, les traditionnelles représentations de 18 h 30 dureront cette année un peu plus d'une heure (les soirées ne commenceront plus à 20 h 30, mais à 20 h 45). Musiques, chansons, trente spectacles en tout genre sont prévus, accueillant quatre continents, quinze pays.

Sartre jugé par Jankélévitch

Le philosophe Vladimir Jankélévitch, qui est mort le 6 juin (voir le Monde du 8 juin), avait donné à *Libération* un entretien qui était resté inédit. Ce journal vient de le publier dans ses éditions de samedi et de lundi. Vladimir Jankélévitch évoque « ses collègues en philosophie ». Il n'est pas tendre avec Maurice Merleau-Ponty.

« Sartre, dit-il, était un grand homme de gauche, mais Merleau-Ponty, ce n'est vraiment rien du tout ! Un petit caractère... Je dois vous dire, poursuit Jankélévitch, que j'avais un ami, Pierre Grapin, qui était un grand résistant. Il a fait les cent coups, s'est évadé de la prison de Lyon, où l'on enfermait les résistants. Merleau-Ponty était un de ses camarades de promotion, et Pierre Grapin a pris sur lui d'aller voir son ancien camarade, et se voir son ancien camarade, et se voir que tu peux nous aider ? On a besoin de tous les concours. C'était en 1943-1944, les dernières années, les plus pénibles, les plus difficiles... Merleau-Ponty, qui, lui, ne faisait rien : il habitait quel aux fleurs, chez son. Merleau-Ponty, pas du tout enchanté de cette visite, a répondu à Grapin - Grapin est un homme très froid, qui ne dit que la vérité, toute la vérité : « Repasse dans quinze jours, je vais réfléchir. » Ne réfléchis pas trop, c'est pressé, nous sommes en grand danger. Quinze jours après, tout de même, Grapin est revenu : Merleau-Ponty lui a dit : « Eh bien, écoute, je fais ma thèse... »

Jankélévitch met aussi en cause l'attitude de Jean-Paul Sartre pendant la guerre : il y a certainement eu un complexe chez Sartre, venu de je ne sais où, qui fait qu'il n'a rien fait pendant la guerre. Simone de Beauvoir a dit : « Pour nous qui ne voulions pas consentir au triomphe du Reich et qui n'osions pas escompter sa défaite, ce fut une période si ambiguë que le souvenir même que j'en ai gardé s'est brouillé. » L'engagement de Sartre après la guerre a été une espèce de compensation maladroite, un remède, une recherche du danger qu'il n'avait pas voulu courir pendant la guerre. Il n'a investi dans l'après-guerre, il courait des dangers - qui n'en étaient plus, ce ne remplace pas, et il le sentait. Braver les flics au cours d'une manifestation, c'est bien, c'est mieux que rien, mais quand on avait l'âge de Sartre, l'âge de faire son devoir pendant la guerre, pourquoi avoir attendu ? Mais Simone de Beauvoir l'a dit, elle raconte comment, au moment de la Libération, Sartre parcourait les barricades pour voir comment ça se passait, mais il continuait à ne rien faire, il représentait les Mouches... Il y avait de très jeunes gens dans la Résistance, poursuit le philosophe, et des gens qui n'avaient pas la culture de Jean-Paul Sartre [...]. Eux avaient compris ce que Jean-Paul Sartre n'avait pas compris... »



AMERICAN CENTER
261, boulevard Raspail
75014 PARIS

AMERICAN IN V.O.
AMERICAN LANGUAGE PROGRAM
JULY SUMMER SESSIONS

(1) 335.21.50

1. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE (Agence nationale pour l'emploi) a annoncé ce matin que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000. L'ANPE précise que ce chiffre inclut les jeunes qui ont quitté l'école sans diplôme et les jeunes qui ont été licenciés.

2. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

3. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

4. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

5. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

6. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

7. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

8. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

9. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

10. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

11. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

12. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

13. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

14. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

15. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

16. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

17. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

18. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

19. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

20. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

21. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

22. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

23. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

24. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

25. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

26. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

27. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

28. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

29. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

30. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

31. **PARIS** Le 10 juin. L'ANPE a également annoncé que le chômage des jeunes de 16 à 25 ans s'était accru de 10 000 personnes en mai par rapport à avril. Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est ainsi passé de 245 000 à 255 000.

Le Monde ECONOMIE

EMPLOI : la fin des débutants

Le marché du travail se ferme
aux jeunes peu qualifiés

INQUIÉTANT, lourd de risques pour l'avenir, le chômage des jeunes de moins de vingt-cinq ans paraît - enfin - se ralentir légèrement au moment où les emplois baissent de façon sensible pour la même catégorie d'âge. Apparemment contradictoire, ce double mouvement s'explique, même si, au fond, il n'augure rien de bon.

Pour une large part, les dispositifs imaginés en faveur des jeunes, et surtout des plus défavorisés d'entre eux, jouent à plein, retardant leur arrivée sur un marché du travail où ils ne trouveraient pas d'emblée leur place. Conçus pour jouer le même rôle, les TUC - travaux d'utilité collective - viennent désormais amplifier un phénomène que, fort heureusement, l'augmentation du taux de scolarité semble devoir assainir.

Expédients, remèdes sans lendemain ou motivations ? Pen importe le débat. La crise et l'évolution macro-économique qui sont à l'origine de tout dissimulent, sans aucun doute, une autre réalité plus terre à terre : l'intégration dans l'emploi, pour les jeunes, ne passe plus par les mêmes filières qu'autrefois. Transformation technologique oblige.

De mars 1983 à mars 1984, c'est à peine si le nombre de jeunes de moins de vingt-cinq ans varie (8 584 000), d'après les estimations démographiques de l'INSEE. Celles des stagiaires, accueillis dans les programmes 16-18 ans ou 18-21 ans notamment, ne bougent pas (154 000). Même les contrats emploi-formation demeurent stables (85 000). Quant aux effectifs des soldats du contingent, ils baissent peu (235 000 contre 249 000). Tout comme ceux des apprentis, insensiblement dévalués (218 000 contre 225 000).

Rien ne change ? Erreur. D'une année à l'autre, le chômage a augmenté dangereusement. Dans la classe d'âge de 16 à 25 ans, les 843 000 qui en étaient victimes sont devenus 1 023 000, soit 11 % - au lieu de 9,8 % - de

l'ensemble des jeunes, actifs ou non. Pis, ce sont les jeunes âgés de 18 à 21 ans qui sont les plus frappés. 466 000 d'entre eux, soit 13,4 %, connaissent le chômage en mars 1985. Un an plus tard, ils étaient 581 000, soit 16,6 %.

Parallèlement, la situation de l'emploi s'est gravement détériorée, diminuant la proportion des jeunes en activité dans toutes les tranches d'âges (16 à 17 ans, 18 à 21 ans, 22 à 25 ans). An total, 3 547 000 étaient au travail en mars 1983 (41,3 % des moins de 25 ans), 3 323 000 (38,8 %) en mars 1984.

En douze mois, plus de 200 000 emplois de jeunes ont donc disparu, tandis que, selon une autre statistique de l'INSEE, il y a une perte totale de 234 000 emplois, salariés ou pas, pendant

la même période (le Monde du 22 mai). Force est de constater que, avant toutes les autres catégories, les jeunes ont payé leur tribut à la récession économique et aux restructurations.

Deux observations encore. On ne dit pas quel type d'emploi occupent les jeunes et pour combien de temps. Or il y a tout lieu de penser que, parmi les actifs, plus de la moitié sont demandeurs d'emploi, ou recrutés avec des statuts précaires (interim, contrats de travail à durée déterminée), quand ce n'est pas pour des « petits boulots » (1). (Le Monde du 21 et du 22 mai 1984.)

Ensuite, en un an, le taux de scolarité est passé de 29,9 % à 30,9 % pour concerner 2 652 000 jeunes de moins de 25 ans. De 16 à 17 ans, les scolarisés représentent désormais 74,9 % ; mais, la plus forte progression (+ 59 000) a permis aux 18-21 ans de figurer à hauteur de 30,4 % dans les établissements scolaires.

Faute de savoir, avant le début de l'été, comment les phénomènes ont évolué entre mars 1984 et mars 1985, il faut se borner à de rares constatations, toutes indicatives. Tout d'abord - et c'est l'essentiel - le chômage des

jeunes régresse. En chiffres absolus, on compte moins de demandeurs d'emploi parmi les 16 à 25 ans. Le mouvement est si puissant que la proportion des jeunes dans le total des chômeurs a brutalement baissé, tombant de plus de 44 % à 36 % ces derniers mois. Le rythme du recul, pour les moins de 25 ans, paraissait même devoir s'amplifier (- 56 700 depuis janvier en données corrigées).

Mobilisation

Sensible aux graves dangers qui menaçaient, le gouvernement est intervenu, et derrière lui le patronat, quoique avec plus de difficultés (voir encadré). Cette mobilisation, évidente de toutes parts, s'explique, et pas seulement par des motifs statistiques. Fondamentalement l'emploi des jeunes est en cause. Leur accès à la vie active est compromis, la récession économique ayant accentué les conséquences de mutations autrement plus importantes.

Pour les qualifications les plus modestes, le marché du travail se ferme progressivement. La recherche de la compétitivité entraîne les entreprises dans une course aux gains de productivité, à l'amélioration des performances d'un personnel expérimenté. Les nouvelles technologies suppriment les postes subalternes ou d'exécution. Déjà redoutables pour les travailleurs adultes, ces trois évolutions, renforcées par la crise, augmentent les handicaps des

jeunes, novices par définition. En l'absence de réelle formation professionnelle, ou du faible niveau de formation initial, ces obstacles deviennent infranchissables (2).

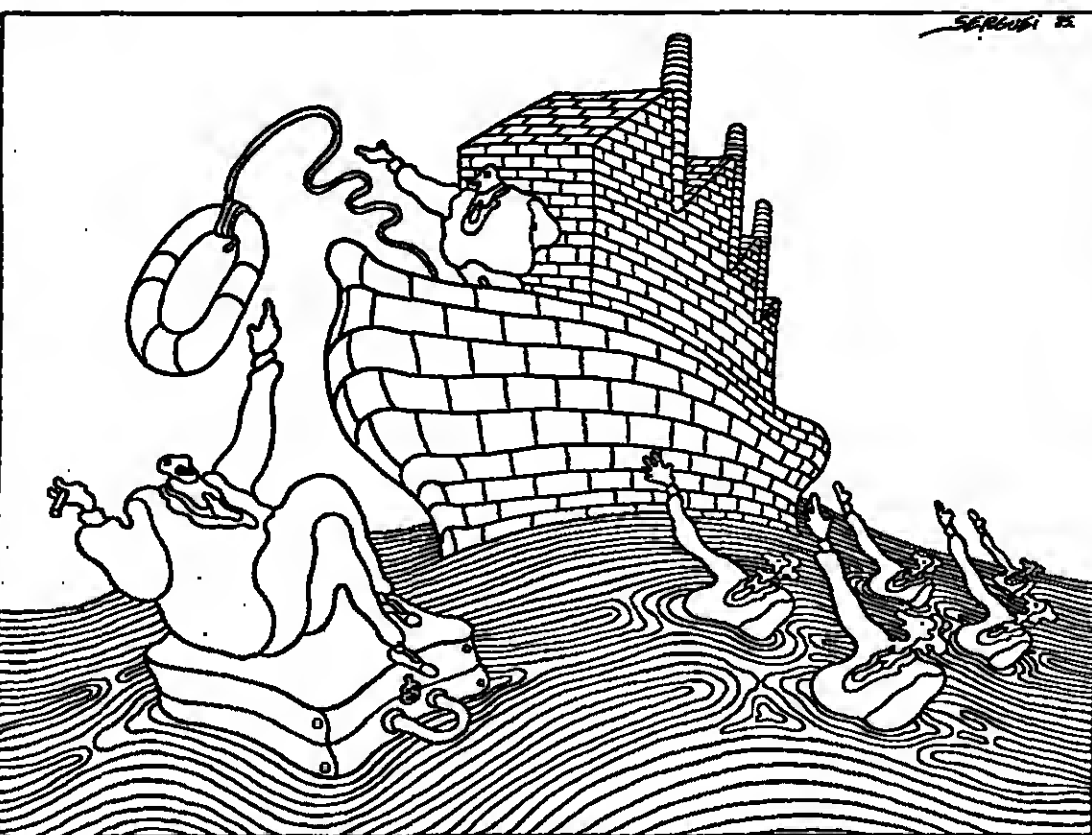
Auparavant l'insertion dans un métier, pour un jeune, passait souvent par une période d'assimilation où le nouveau se familiarisait avec l'entreprise. Il effectuait des tâches simples, occupait des postes secondaires. Aujourd'hui, ces emplois de débutants n'existent plus ou peu, et les secteurs d'activité qui les fournissaient massivement - tous traditionnels - sont parmi ceux qui subissent le plus les contraintes de la restructuration.

Les industries ne peuvent plus, sans soutien, se consacrer à leur ancien rôle d'apprentissage, d'intégration sociale. A terme, cela signifierait que les jeunes ne peuvent accéder à l'emploi que par les sas des programmes d'aide. Seul les plus « pointus », bécotés évidemment.

ALAIN LEBEAUCHE

(1) Pour l'ensemble des chômeurs ayant retrouvé un emploi, 38 % l'ont obtenu, selon l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi), avec un contrat de travail à durée déterminée. Pour les jeunes, le pourcentage doit être plus élevé.

(2) D'après l'OCDE (le Monde du 23 novembre 1984), le chômage des jeunes en France tient aussi à des raisons structurelles, liées au mode de fonctionnement, par élimination des moins bons, du système scolaire.



Les anticipations ou le discours de l'oracle

En croyant à la hausse des prix
on la déclenche.
Comment concilier les comportements
des citoyens et l'action de l'Etat.

par MAURICE BASLÉ (*)

contraire : « Les économistes et les experts gouvernementaux doivent s'arrêter et souffler un peu puisqu'ils savent que les agents savent... puisque ceux-ci connaissent par cœur le modèle de l'économie, qu'on ne peut plus leur raconter que ce qu'ils savent déjà, qu'un gouvernement n'a plus aucune chance de les surprendre. » A la limite de ce scepticisme sur le gouvernement des hommes, maintenant que les entreprises - surtout les plus grandes et plus puissantes - se sont dotées de services privés de prévision, ont construit leurs propres modèles, pourquoi utiliser le produit partiel des impôts à financer des services officiels de prévision ?

Un retour à la maison

Comment en est-on arrivé là ? Comment est-on passé d'une bonne nouvelle - les comportements sont essentiels dans les bifurcations que sont les crises - à un tel recul - abstention et retour à la maison ? L'histoire commence en réalité il y a très longtemps chez les économistes. En ne remontant qu'à Keynes, celui-ci n'écrivait-il pas sur l'importance des anticipations à court terme et à long terme, et ne faisait-il pas des « esprits ani-

maux des entrepreneurs » et du taux de profit escompté un pilier massif de sa célèbre construction ? Mais la période des « vingt glorieuses » (1945-1965) avait occulté et placé en coulisse les incertitudes (étudiées par l'Anglais Shackle, 1961), les stratégies d'attente et les théories de la prise de décision dans les organisations (comme celles de Cyert et March, 1963), les conflits (malgré les progrès en théorie des jeux).

La crise des années 70 fait émerger au premier rang ce qui avait - c'est vrai - subi un traitement désinvolte dans beaucoup de modèles : les anticipations des agents ne sont pas purement adaptatives, comme l'indiquait, entre beaucoup d'autres, Friedman, dans ses travaux empiriques où les anticipations relatives à l'inflation étaient une moyenne plus ou moins pondérée des taux d'inflation du passé. Les agents ne se limitent pas à une information restreinte, les valeurs passées d'une variable, par exemple le taux de change ancien pour prévoir le taux de change futur. Ils font des anticipations rationnelles, en utilisant un véritable modèle complet de l'économie, en cherchant le maximum d'informations

(*) Maître de conférences à la faculté des sciences économiques de Rennes.

et en se donnant les moyens d'utiliser toute l'information disponible.

Bernard Walliser, dans son ouvrage *Anticipations, équilibres et rationalité économique* (Calmann-Lévy, 1985), montre bien le caractère « tout azimut » de ce « quasi nouveau paradigme ». Par exemple, l'hyperinflation s'explique par de telles anticipations, qui ont le vertu de le défaut de tendre vers l'autoréalisation des prophéties : en croyant à la hausse, on déclenche la hausse et des phénomènes cumulatifs, comme le discours de l'oracle à Edipe entraîne celui-ci à tuer son père et à épouser sa mère.

Une politique économique ne peut, en conséquence, se faire contre les agents. Au-delà de l'idée de la nécessaire confiance, on indique ici que les agents connaissent les effets d'une politique budgétaire de relance ou d'une politique monétaire active ; ils vont se servir de cette connaissance, en tirant le maximum de profit pour réagir, par avance, aux effets qui pourraient leur être contraires.

L'apprentissage des agents est immédiat et l'ajustement de comportements est possible dans l'instant. En conséquence, les politiques de l'Etat sont inefficaces. Pis, à la limite, ce sont elles qui vont créer le cycle, par les perturbations qu'elles engendrent, au lieu de jouer la stabilisation. L'économie n'est-elle pas naturellement portée à l'équilibre, sans chômage autre que le chômage « naturel », ni pénurie, ni déviance, ni inflation, ni quelque déséquilibre que ce soit ?

(Lire la suite page 21.)

La réussite des TUC

ENTRE 1984 et 1985, les programmes pour les jeunes se sont multipliés, tandis que les efforts en faveur du maintien dans la scolarité se sont poursuivis. Ainsi le premier ministre a renouvelé les promesses de son prédécesseur, M. Pierre Mauroy, selon lequel de 800 000 à 900 000 jeunes devraient être accueillis dans des stages de formation, en année pleine. M. Laurent Fabius s'est donc publiquement engagé, le 5 septembre 1984, au cours de l'émission télévisée « L'heure de vérité » le Monde du 8 septembre 1984, à ce que « pas un seul jeune de moins de vingt et un ans » ne soit sans emploi ou formation d'ici le fin de 1985.

Les pouvoirs publics ont déployé une intense activité pour que les stages 16-18 ans soient un succès sans précédent. De même pour les TUC, les fameux travaux d'utilité collective, dont on ne cesse de hausser la cible : après en avoir annoncé 100 000, M. Fabius a porté de 200 000 et M. Mitterrand, plus récemment, s'est prononcé pour

300 000, volant ainsi au secours d'une réussite indiscutable. Au 1^{er} mai, on comptabilisait 205 000 propositions de TUC pour 95 000 déjà en activité.

Tout aussi soucieux des risques, le CNPF (Conseil national du patronat français) s'est mis d'accord avec les organisations syndicales pour garantir la mise en place de 300 000 stages annuels dans les entreprises, au nom de la formation en alternance - une formule d'adaptation à l'emploi nouvelle en France.

Toutefois, les résultats ne répondent pas aux espoirs : après bien des annués, donnent lieu à des reproches réciproques, les employeurs ne seraient pas en mesure de présenter plus de 20 000 contrats de stage. Préoccupé par cette lenteur, M. Michel Delebarre, le ministre du travail, envisage de supprimer cet état des lieux « emploi formation » de l'Etat, afin de donner toutes leurs chances aux formations alternatives.

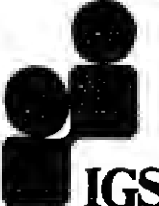
A. L.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

3^e CYCLE MANAGEMENT AVANCE

9 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise
L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.

Prochaine session de recrutement : 28 juin 1985



Nom _____
Age _____
Diplôme _____
Adresse _____
souhaite recevoir une brochure détaillée du 3^e cycle Management Avancé

63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
Etablissement privé d'enseignement supérieur

Notes
de lecture

par Alfred Sauvy

FRANÇOIS CARON

Le résistible déclin
des sociétés industrielles

Introduction de Pierre Chaunu, de l'Institut.

Un livre immense, qui veut une bibliothèque, tout comme son introduction vaut un livre : la marche de la technique, dans un superbe et profitable mépris du social (la « pauvreté nécessaire » de Marx), les destructions qu'elle assume dans l'innocence, le marché de la consommation qui ne demande qu'à suivre, sinon à précéder. Nous avons tout cela et plus encore.

Reproche ou remède ? Les Français sont peu enclins à employer le terme de déclin. Après Raymond Aron, Pierre Chaunu le fait dans sa brillante préface, mais dans le souci de faire face. Selon François Caron, dit-il, « les sociétés industrielles du petit système fragile », les démocraties libérales menacées, rongées, avachies, momentanément asthéniques, sont encore ce que nous avons de plus supportable... « La pierre peut encore... être déviée. » C'est, en somme, « Le vent se lève, il faut tenter de vivre » du Cimetière marin.

La navigation de l'auteur dans ce champ d'écueils pourrait faire redouter au lecteur quelque naufrage. Si celui-ci n'arrive jamais, c'est que le professeur de Paris-IV a cette étrange qualité, si rare chez les économistes, historiens ou non, qu'est le courage. Ferme dans sa marche, il ne craint ni de réhabiliter Sey ni d'être indulgent envers Michel, auquel nous devons, tout au moins, le « inventer ou périr ».

La pénétration multiforme de l'innovation présente une étrange lacune ; évitée la grande question qui a passionné économistes et opinion, jusqu'à Marx : le progrès technique ne diminue-t-il pas la nombre des emplois ? Aucun travail sur le sujet n'est signalé, et si le nom de W. Leontief est cité, c'est pour son seul « paradoxe ». Et nous en venons fatalement à « la crise » ou du moins à l'usage, fatal et reposant, du terme.

La conclusion positive reste à préciser : nous l'espérons un jour prochain, en parallèle avec les vues sur le monde socialiste, capable, lui aussi, de susciter la « tension créatrice ».

★ Librairie académique Perrin, Paris 1985, 24 cm, 330 pages, 120 F.

MARIE LAVIGNE

Economie internationale
des pays socialistes

Non seulement la doctrine de Marx-Engels s'attachait surtout aux problèmes industriels intérieurs, mais un quart de siècle de quasi-isolation, sa dimension

aussi, ont conduit l'Union soviétique à négliger quelque temps les rapports internationaux, en tout état de cause plus difficiles à planifier. C'était le sujet présenté et débattu récemment à Budapest, au congrès des économistes de langue française.

Nul n'était mieux placé pour une tâche aussi délicate que la directrice du Centre d'économie internationale des pays socialistes, dont l'autorité scientifique s'étend maintenant dans le monde entier. Son analyse minutieuse des rapports Est-Sud, les premiers dans l'ordre logique et chronologique, puis Est-Ouest, la conduite à dissiper de fausses illusions, notamment celle d'une libération progressive, presque fatale, sous la pression des commodités. Pas plus en vue, en revanche, n'est l'isolement autarcique.

La terminologie occidentale peut, en outre, donner lieu à des méprises : la notion de protectionnisme demandée, par exemple, une transposition appropriée. Autre illusion courante, et commode, aussi durement dénoncée, celle de l'« échange inégal », qui aboutirait à une sorte d'exploitation des Républiques populaires par leur puissante protectrice.

Une place importante est, à juste titre, réservée ici à l'endettement, toujours dans le souci de combattre les facilités. C'est d'ailleurs le domaine d'élection des hypothèses et des prévisions à sensation.

C'est en 1980-1981 qu'a été atteint le maximum. Seules la Hongrie et la RDA ont réussi à éviter l'échec, la seconde toujours aidée discrètement par sa voisine occidentale. Le Fonds monétaire international est-il un piège ou une ressource inévitable ? La Roumanie, première en date, a échoué à l'organisme, en 1972, suivie de loin par la Hongrie, en 1982. La Pologne espère encore, mais l'Union soviétique, elle, n'en a pas besoin.

Excellente mise au point, en fond et en forme, qui donne cependant à regretter l'emploi, malheureusement si courant, du terme *technologies*, au lieu de *techniques*. Faudra-t-il modifier la langue française et la langue grecque de *surcroît* ?

★ Armand Colin, Paris 1985, 23 cm, 255 pages, 85 F.

OUVRAGE COLLECTIF

Les Suisses vont-ils disparaître ?

Préface d'Auguste Liénin.

Un événement dans ce pays, si étranger aux problèmes de population, en dehors de l'attitude à prendre envers les étrangers. L'ouvrage est publié, avec la concours de Pro Helvetia, par la commission Politique de la population, organe de la Société suisse de statistique et d'économie politique. Les neuf auteurs occupent des postes universitaires et administratifs : O. Blanc, Ch. Guenard, M. Dierens, H.M. Hagmann, W. Haug, H. Hanzmann, J.E. Neury, M. Schuler, J. Traxler.

Dans l'excellente présentation des trois premiers chapitres est décrit le mouvement actuel (vieillesse, migration, activité), suivi de projections jusqu'en 2040, dans des hypothèses plutôt favorables (aucune baisse, désormais, de la fécondité). Dans les conditions actuelles, les plus de soixante-cinq ans passeraient de 13,8 % de la population à 25 % en 2025. Seule une reprise de la fécondité permettrait de maintenir les retraites.

Ici comme ailleurs, le vieillissement actuel et le vieillissement attendu sont — même si s'en tenir au plein matériel — plus redoutables encore que la diminution du nombre et de la densité.

Vient le partie la plus délicate, remarquablement traitée : la politique à suivre. Rappelant le quel-

indifférence de la plupart des pays occidentaux devant l'attitude positive de l'Europe socialiste, les auteurs soulignent les résultats opposés obtenus récemment dans les deux Allemagnes, tout en refusant, étrangement, le congé payé (pour maternité), pièce de résistance du programme de la RDA. En dehors de cette attitude, les propositions formulées sont réfléchies, positives, la grande question restant, bien sûr, celle de leur adoption par les pouvoirs publics.

Les Suisses vont-ils prendre conscience du problème de leur existence ? La semaine organisée en mai par le professeur O. Reverdin peut donner quelque espoir en ce sens ; il subsiste cependant d'importantes résistances, faites, comme en France, d'ignorance, plus encore que de défense risquée. A cette première pierre d'autres devront être ajoutées, pour éviter un déclin aussi redoutable que peu redouté.

★ Editions Paul Haupt, Berne et Stuttgart, 1985, 22 cm, 225 pages, 32 F. suisses.

SPELEO

Le Languedoc-Roussillon fait son plan

Avant-propos d'E. Hemmel.

« Le dossier que vous allez lire risque de surprendre ». C'est ainsi que commence l'avant-propos de cet ouvrage. Annonce pleinement juste, tant le lecteur est surpris de voir un plan ou un projet naître, à peu près, aucun chiffre, aucune indication concrète, sur la richesse, l'emploi, la population. Il s'agit, il est vrai, de débats entre syndicalistes, enseignants, chercheurs, autour de l'idée de Plan, bien éloignée de Jean Monnet, de Pierre Massé ou de Michel Rocard.

Le sigle SPELEO désigne la Société pour l'étude de l'espace occitan. L'appel fréquent à ce dernier terme, si impropre, n'est pas fait pour désigner la confusion. Lorsque le débat s'aventure sur le concret, c'est pour employer des expressions plus violentes que scientifiques, telles que « la meurtre de la viticulture » ou, à l'opposé, « une option visant à transformer la région en Japon ou en Californie n'est nullement absurde ». Passons sur « la stratégie d'hexagonalisation », sur « le schéma constitue une superposition de niveaux » et bien d'autres. Plus loin, en somme, le texte en dialecte languedocien que certains passages français.

L'intérêt porté par les syndicats et les enseignants au Plan de leur région ne saurait être trop encouragé, mais il est souhaitable de les voir s'intéresser aux perspectives démographiques, au vieillissement en cours, aux richesses exploitées ou en friche, aux besoins à satisfaire, à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la marche commune, aux ressources en énergie, aux transports, au tourisme, etc., assises bien nécessaires aux progrès de la culture, nationale ou locale.

Une revanche est attendue.

★ Edisud, Montpellier et Aix 1985, 24 cm, 384 pages, 80 F.

CATHERINE SOFER

La division du travail
entre hommes et femmes

Préface de Xavier Gresse.

Ouvrage important qui va plus loin encore que son titre, puisqu'il comporte, au-delà des relations classiques, de larges ouvertures sur la vie économique. A l'origine, une thèse préparée sous la direction de Jacques Delors, puis du préfacier. Deux parties bien distinctes, la division du travail entre hommes et femmes dans la famille, puis dans l'économie marchande.

Nombres ont été, en divers pays, les recherches récentes sur la valeur du travail domestique, sans aboutir encore, faute de terminologie commune et de mesures correctes. Ne nous étonnons donc pas de quelques incertitudes, si bien présentées qu'elles soient. Ni l'analyse marxiste ni la néoclassique ne donnent d'ailleurs satisfaction. Conclusions énoncées et questions posées (parties plus novatrices encore que les données) laissent le champ ouvert.

Si loin que soit portée la recherche, nous ne trouvons, curieusement, ni les résultats des études soviétiques ni, ce qui semble plus grave et plus surprenant, ceux des études menées en France, depuis quarante ans, par l'INED (une simple citation de *Population et société*), en particulier par Alain Girard et Louis Roussel. Ces deux spécialistes sont même éliminés de la bibliographie !

De façon générale, l'analyse juridique et morale ne va pas, si remarquable qu'elle soit, jusqu'aux comptes. Est toutefois bien citée la part du travail domestique dans le PIB, mais les considérations pertinentes sur le coût de la production d'enfants n'aboutissent pas à un modèle cohérent. Aucune donnée, en particulier, sur la valeur de formation de l'homme, que l'on peut estimer à quatre ou cinq années de travail.

Par ailleurs, il eût été utile, toujours sur le plan comptable, de comparer le temps passé au service militaire (en forte diminution) et celui qui est retiré par les maternités au travail professionnel ou domestique. Aurait-on également trouvé leur place la notion de perte sociale (à peine en vue dans les budgets temps) et le phénomène, quelque peu lié au sujet traité, de la natalité.

Ces réserves formulées, félicitons-nous des progrès accomplis non seulement dans la connaissance, mais dans l'expression. Le chemin parcouru depuis l'Emile est aussi considérable que loin d'être achevé.

★ Economica, Paris 1985, 25 cm, 321 pages, 110 F.

Centre de recherches Pierre Fabre

Vieillesse de la société

Vieillesse de l'homme

Avant-propos de J. Fleisch,
président du Centre international
de gérontologie sociale.

Il s'agit des actes du colloque Vieillesse de la société et vieillissement de l'homme organisé à Toulouse, le 15 juin 1984, par le Centre de recherches Pierre Fabre, sous la présidence des professeurs P. Vellas et J.-L. Albarède.

Le titre semble mal choisi, car l'expression « vieillissement de la société » est ambiguë, alors que le vieillissement de la population, ici en question, est bien défini et mesuré.

Les propos préliminaires sont suivis de quinze communications, dont cinq sur la population et les sujets apparentés (retraites, etc.) et dix sur le vieillissement physique et mental de l'individu. Parmi les premières, il faut citer, en particulier, les projections statistiques de Paul Paillet, non seulement sur la France, mais sur divers pays d'Europe et sur la Chine. Est dénoncée par lui l'étrange absence de la question au programme du Congrès mondial de la population à Mexico, en août 1984. Peut-on appeler scientifique l'attitude qui pousse à écarter une question du fait de la peur qu'elle inspire ?

★ Centre international de gérontologie sociale, Paris, 1985, 25 cm, 190 pages, 74 F.

Vos affaires, je m'en charge.

Super Utilitaire : Volume utile 1,10 m³

Moi, les affaires, j'ai ça dans le coffre ! Ma conception de suspension arrière à amortisseurs horizontaux permet une utilisation totale et rationnelle du volume utile (1,10 m³), pour une largeur de chargement maxi de 1,26 m et une charge utile de 400 kg !

Super Économique : 31 750 F HT (37 655,50 F TTC)

Mon secret pour réussir, c'est l'économie ! À l'achat, un prix super compétitif et la TVA 18,6 % récupérable pour les assujettis. À l'usage, des coûts d'exploitation réduits au minimum : consommations et entretien sont optimisés.

Super Agréable : Conception Supercinç

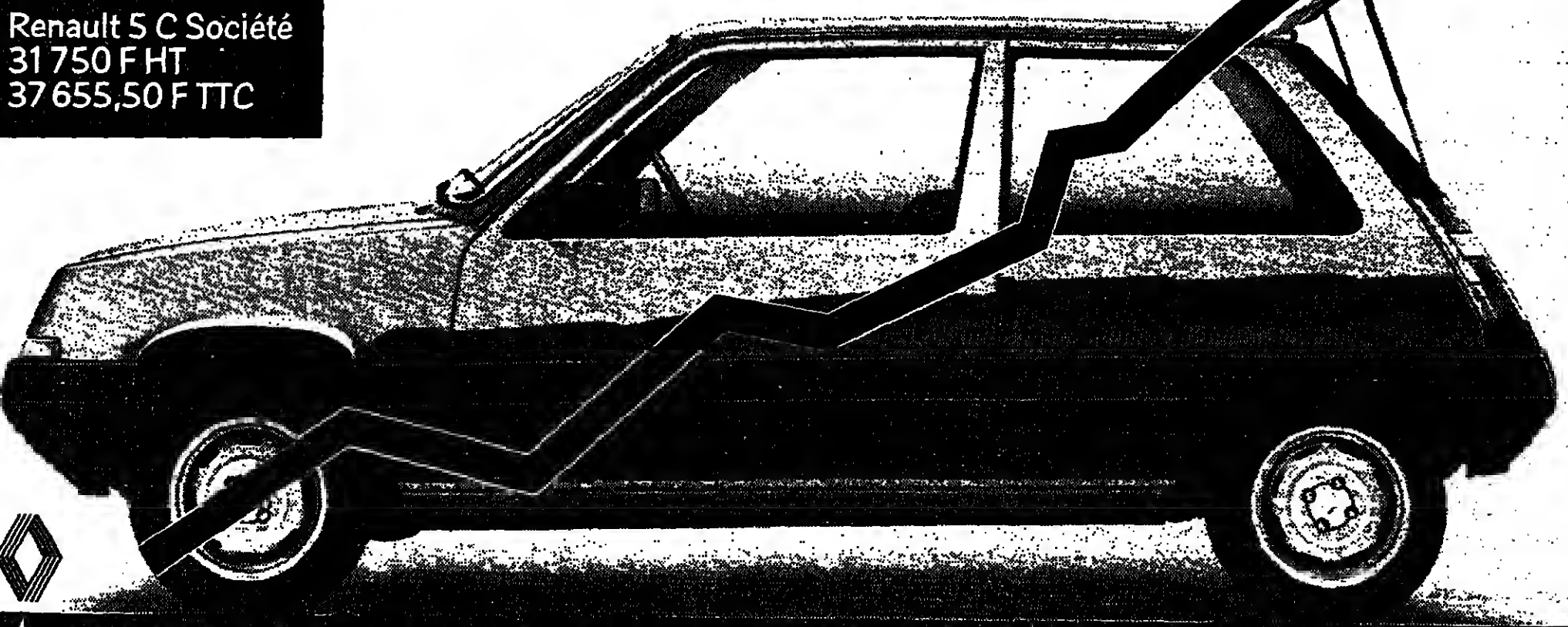
En affaires, j'aime être à l'aise. Mon poste de conduite fait tout pour ça : confort postural des sièges, équipement complet et insonorisation poussée. Mon train arrière à bannes de torsion permet une tenue de route irréprochable, sans roulis, à vide comme en charge.

Modèle présenté Renault 5 C Société 956 cm³. Prix clés en main Mars 85. Millésime 85. 2 versions : 956 cm³ (5 CV) et 1108 cm³ (6 CV).

RENAULT présente Elf

Renault Supercinç Société.

Renault 5 C Société
31 750 F HT
37 655,50 F TTC



Longueur totale 3,59 m.

Longueur de chargement 1,30 m.

Hauteur intérieure 0,84 m mini, 0,94 m maxi.

as anticipations ou le

Repères

La Découverte

150 من الأصل



L'offensive Bombardier

De la chenille à la roue :
la métamorphose
d'un constructeur québécois.

On ne peut plus se permettre d'ignorer Bombardier. Il vient d'en coûter 1 milliard de dollars canadiens (1) à Francorail pour avoir sous-estimé le constructeur de matériel de transport en commun québécois. Le concurrent à l'accent traînant est vif en affaires : c'est lui, et non la firme française, qui fournira les huit cent vingt-cinq voitures de la deuxième tranche du métro de New-York, le plus important contrat jamais signé en Amérique du Nord.

Les Français ont été surpris. Sûrs de leur affaire, ils s'estimaient techniquement supérieurs. Financièrement, leur proposition était alléchante. Mais ils n'obtiendront que la commande de la troisième tranche, trois fois moins importante. La nouvelle était d'autant plus rude que c'est leur technologie qui a mis le concurrent sur les rails de la réussite : la première production de transport en commun de Bombardier a été un métro sur pneus, destiné à Montréal, fabriqué sous licence française.

La société a, par la suite, fait sien la stratégie de la « technologie prouvée » : acheter les designs réalisés par d'autres économistes les frais de recherche et de développement et diminuer les risques. A l'inverse, le seul produit fabriqué par Bombardier, le train rapide LRC, souffre toujours de problèmes techniques après plusieurs années de rodage. Les produits ont donc les origines les plus variées : outre le métro français, le train transcontinental Superliner a été développé par l'américain Pullman, et le camion militaire Iltis est une création de l'allemand Volkswagen.

Bombardier se vante de n'avoir pas inventé la roue — si ce n'est la roue d'entraînement de chenille

qui lui sert d'emblème. Mais il bénéficie d'une réputation de qualité et de ponctualité qui ravit les régies de transport en commun, toujours pressées par des programmes stricts. « Nous sommes des assembleurs prouvés », confirme M. Raymond Royer, vice-président exécutif de la compagnie.

L'autre force est l'agressivité commerciale. On a évoqué l'existence de relations privilégiées avec le gouvernement canadien. Peut-être. Mais la société est aussi très attentive au marché. A New-York, elle s'attendait au renouvellement de la flotte de voitures. Elle a donc racheté la licence du métro sur fer — qu'elle n'avait pas encore — à Kawasaki, le constructeur de la première tranchée de modernisation. Avec raison, car une enquête a prouvé par la suite que la compatibilité du matériel canadien a été un avantage déterminant.

Dans la neige

A l'occasion de ce contrat, le concurrent américain déçu, Budd, a même accusé le canadien d'avoir bénéficié de subventions déloyales de la part de la SEE (Société pour l'expansion des exportations). En effet, grâce à la SEE, Bombardier a offert aux États-Unis des prêts de longue durée et des taux d'intérêt bas, normalement réservés aux pays en voie de développement. La société se défend d'avoir fait autre chose que de neutraliser des propositions françaises comparables.

Les Canadiens ne sont pas fiers des succès d'une société authentiquement nationale dans une économie où tout ce qui roule est d'abord américain. L'automobile canadienne, c'est le domaine de General Motors, Ford ou

Chrysler. Mais Bombardier règne sur le rail.

Valcourt, à 100 kilomètres de Montréal, est le berceau d'une firme qui a tout naturellement commencé à faire fortune dans la neige. Son fondateur, Armand Bombardier, a inventé l'auto-neige (bus, tracteur ou blindé sur chenilles) dans les années 20. Mais la compagnie n'a véritablement démarré qu'après la création de la moto-neige, un « chenille » adapté à la circulation individuelle. Cooqu comme un véhicule utilitaire, c'est comme un engin sportif qu'il est devenu l'objet d'une véritable industrie, avec dix millions d'adresses en Amérique du Nord. Du coup, le chiffre d'affaires de la petite entreprise familiale, créée en 1942, bondit de 10 millions à 100 millions de dollars canadiens de 1964 à 1971. La société entre en Bourse dès 1967, la famille conservant 68 % des parts. En 1984, le chiffre d'affaires a dépassé le demi-milliard de dollars.

Il y aurait aujourd'hui 1,5 million de motos-neige en circulation dans le monde — dont la moitié de marque Ski-Doo (Bombardier). La firme canadienne fournit, à elle seule, 30 % du marché mondial. Son principal concurrent, Yamaha, ne l'a pas encore doublé.

Or le Ski-Doo n'est plus la production principale de Bombardier. De 1971 à 1976, la crise de l'énergie a réduit le marché de 60 %. Pendant les hivers 1979-1980 et 1980-1981, c'est le man-

que de neige qui a rendu les chenilles inutiles.

Déçu par les aléas du marché récréatif, Bombardier se lance dans le transport en commun. En

mun, la Belgique en matériel militaire. Au total, Bombardier vend dans cinquante pays.

Sa prochaine cible n'est autre que le marché au plus gros potentiel de vente du monde, celui de son voisin nord-américain. L'entreprise québécoise a déjà l'avantage de la parenté de culture, et d'une réputation établie. Elle a aussi celui du potentiel de production sur place, indispensable pour tous les contrats qui

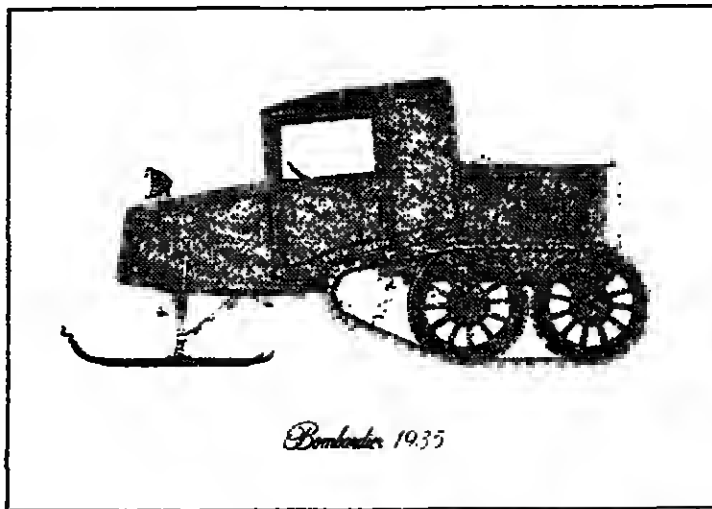
world. Or, comme le tramway, le monorail — construit sur une infrastructure en T — a l'avantage sur le métro classique de ne pas exiger de percement de tunnels, onéreux pour les villes moyennes ou impossibles pour des raisons techniques (2). D'après M. Royer, ces nouvelles régies de transport qui foisonnent aux États-Unis représentent un marché potentiel de 2 500 voitures sur dix ans, soit 250 millions de dollars tous les douze mois. Un rendez-vous à ne pas manquer.

Toutefois, rien n'est encore joué. Le protectionnisme gronde aux États-Unis, et les frontières du marché tant convoité pourraient se fermer du jour au lendemain. Un danger que pressent le constructeur — il exporte un produit sur deux vendus, — qui cherche à s'en défendre en ouvrant un bureau à Washington. Les acheteurs éventuels pourraient, d'autre part, demander un plan de financement aussi avantageux que celui de New-York. Le gouvernement fédéral va-t-il accepter de continuer à financer à bas prix les ventes de la firme ?

Cette dernière pourrait même renoncer à la sécurité de sa doctrine de la « technologie prouvée ». Poussée par les autorités québécoises, qui lui promettent un financement à 100 %, elle risque de construire son propre modèle de voiture sur fer. Les voitures seraient destinées au métro de Montréal, qui deviendrait un marché test pour des exportations futures. Au constructeur de prouver qu'il est capable de se dégager de la dépendance de la technologie étrangère.

DOMINIK BAROUCHE.

- (1) Un dollar canadien vaut 6,8 francs.
- (2) Le monorail peut transporter de 7 000 à 20 000 passagers par heure, le métro classique de 20 000 à 40 000.



Bombardier 1935

Il y a cinquante ans...

1974, la ville de Montréal sollicite le fabricant de motos-neige pour la fourniture de 423 voitures de métro. Deux ans plus tard, Chicago propose un contrat d'automotrices de banlieue, le client apportant le dessin.

Depuis, la compagnie poursuit sa diversification. Bombardier reste le spécialiste des « chenilles » pour pays froids — il est le fournisseur des Jeux olympiques en véhicules d'entretien de pistes, — mais il équipe aussi le Mexique en matériel de transport en com-

mun, la Belgique en matériel militaire. Au total, Bombardier vend dans cinquante pays.

Sa prochaine cible n'est autre que le marché au plus gros potentiel de vente du monde, celui de son voisin nord-américain. L'entreprise québécoise a déjà l'avantage de la parenté de culture, et d'une réputation établie. Elle a aussi celui du potentiel de production sur place, indispensable pour tous les contrats qui

Les anticipations ou le discours de l'oracle

(Suite de la page 19.)

Les recommandations ultimes de l'école des anticipations rationnelles sont très clairement doctrinales et idéologiques. Malgré certains apports positifs, l'école construit son analyse sur de faibles fondements. Tout d'abord, comme l'indique Bernard Walliser, l'anticipation est, pour cette école, le fait d'un seul agent, alors que, dans la réalité, chacun anticipe et modifie son comportement en fonction de sa connaissance de ce que font et prévoient les autres : les jeux sont plus complexes, les attitudes plus sophistiquées. Il existe un véritable art du comportement dans bien des situations, dans les négociations, dans les annonces de franc-tireurs et les retraites stratégiques, et le maître du jeu n'est pas toujours unique, heureusement.

Ensuite, il existe un grand nombre de situations où les moyennes en probabilité statistique ne coïncident pas avec les moyennes réalisées dans le temps historique. Il ne s'agit pas du jeu de la roulette au casino. L'avenir est par nature partiellement irréductible : il est en train d'être créé par les décisions cruciales. Le futur n'attend pas d'être découvert : il attend d'être initié, fabriqué, et l'entre-

preneur créateur n'est pas un robot. Le comportement humain, de manière ultime, est un bien, « une cause sans cause », au sens de l'économiste anglais Shackle.

Enfin, le monde réel est caractérisé par des plans incohérents en apparence, parce que l'information a un coût, qu'il est difficile de réviser instantanément son comportement, parce que des engagements à terme ont été pris qui rigidifient nos systèmes, parce que l'apprentissage prend du temps et enfin parce que tous les agents n'ont pas forcément le même modèle de l'économie en tête : en conséquence parce que la rationalité n'existe pas *a priori*. De telles remarques non exhaustives sont dévastatrices pour l'école des anticipations rationnelles, donc pour ses conclusions.

Le monde change

Cela ne signifie pas que l'Etat peut aujourd'hui se contenter d'appliquer les thérapies économiques. Il est clair que le monde change. L'ouverture de l'économie française, par exemple, et le vertige de la désindustrialisation — à l'image du Royaume-Uni — sont des situations nouvelles auxquelles l'Etat doit faire face. Mais il a besoin, là, du contraire de la démobilité.

Il est vrai que des interrogations existent aujourd'hui sur la légitimité de l'action publique. Elles ont des conséquences en termes de psychologie de l'impôt

et de demande sociale de rénovation de l'intervention économique et sociale. Les comportements des entreprises et des ménages s'appuient sur des informations de plus en plus nombreuses, de qualité meilleure (médias), et sur la série des expérimentations passées, françaises ou étrangères. Le rapprochement entre le coût de l'impôt ou de la cotisation sociale et le bénéfice tiré de l'existence de biens collectifs (défense, justice, éducation, santé, etc.) est rendu moins malaisé et conduit quelquefois à la dénonciation de certaines inefficacités bureaucratiques.

La confiance est en même temps limitée par la prise de conscience de l'incertitude. Mais, à l'inverse, une consolidation des valeurs est en cours — sur l'entreprise par exemple, — et des réseaux de solidarité ou de négociations possibles : l'économie et la société française ne sont pas désarticulées, comme celles de certains pays du tiers-monde. Un meilleur Etat, dotant l'entreprise de la sagesse et de la détermination, de la compétence et de la proximité, s'assignant des objectifs d'efficacité et de justice, peut être alors le véritable organisateur d'une nouvelle donne : les comportements de chaque joueur (Etat, entreprises, salariés et non-salariés) ne tendront pas à bloquer l'Etat. Ils lui serviront de stimulus pour que le futur entre dans le présent, sans retard et sans rupture.

MAURICE BASLÉ.



L'ESPRIT D'ENTREPRISE IGNORE LES FRONTIÈRES.

Elle a vu le jour en France, mais le Nouveau Monde en a fait son emblème : la Statue de la Liberté, symbole international d'un certain esprit, libéral, novateur et combatif, celui que l'on nomme, par delà les frontières, l'esprit d'entreprise.

Cet esprit, depuis plus d'un siècle, nous l'avons fait nôtre. Il a présidé à nos grandes options stratégiques.

Développement d'activités de pointe dans nos trois divisions, TÉLÉFLEX SYNERAVIA : équipements aéronautiques, militaires et nucléaires, TÉLÉFLEX MANUTENTION : équipements, installations et systèmes automatisés de manutention, FYLTIS : médias de filtration des liquides, solides et gaz.

Maîtrise technologique, grâce à un investissement soutenu en Recherche et Développement. Vocation internationale : leader national dans la plupart de ses activités, le groupe poursuit une expansion internationale rapide (42% de son C.A.) à travers ses quatre filiales Européennes et son réseau d'agents et de partenaires industriels implanté dans le monde entier.

Gestion décentralisée : initiative et responsabilité individuelles au sein d'unités autonomes à taille humaine.

Aujourd'hui, nous vivons une étape nouvelle. Le groupe développe sa stratégie vers ses activités de pointe, accroît ses moyens financiers en augmentant son capital, et change de nom. Tismetal Lionel-Dupont devient Téléflex Lionel-Dupont.

TELEFLEX LIONEL-DUPONT



Depuis 1865, l'esprit d'entreprise.

Dans la collection
Repères

Le budget de l'Etat

N° 33
31 F

A quoi servent nos impôts ? Faut-il moins d'Etat ?

aux Editions
La Découverte

ESSEC

« TECHNIQUES FINANCIÈRES »

L'ESSEC ouvre, en octobre 1985, un programme de formation, en un an, de spécialistes de techniques financières, comprenant notamment des enseignements en : trésorerie internationale, gestion du risque de change, nouveaux instruments financiers, informatique et micro-informatique appliquées à la finance, etc.

Les enseignants sont des professeurs du Groupe ESSEC et des experts financiers travaillant dans plusieurs grandes entreprises associées au programme.

Admission sur titre de titulaires d'un diplôme d'ingénieur, d'IEP, d'une maîtrise ou d'une grande école de commerce.

Informations et dossiers d'inscription :

M^{me} Elyane ROSELLO - Groupe ESSEC
BP 105, 95021 CERGY-PONTOISE CEDEX

ESSEC - ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

La chronique de Paul Fabra

MALGRÉ une population quatorze fois moindre et une superficie presque six fois plus petite que l'Inde, la France peut disputer sur un pied d'égalité avec Rajiv Gandhi. La raison en est que notre pays est en mesure de compenser ses handicaps de dimension par un produit national brut égal à environ le triple de celui du sous-continent indien. S'il est aujourd'hui à peu près admis que les statistiques tirées de la comptabilité nationale comparée déforment la réalité des choses, faisant sans doute apparaître plus grand encore qu'il n'est dans les faits l'écart entre les pays riches et les pays en voie de développement, il n'empêche qu'économiquement et financièrement la France dépasse l'Inde d'une très bonne longueur.

Pour banale qu'elle soit, cette constatation aide à mettre dans une véritable perspective le problème politique de l'unification de l'Europe occidentale, si manifestement en retard par rapport à celle de l'Inde en dépit de la fronde des Sikhs et des forces centrifuges qui ne cessent de se manifester au Cachemire et dans plusieurs États du Nord-Est.

Dans sa grande simplicité, l'argument central mis en avant par les partisans d'une intégration poussée des pays européens, est sans réplique. C'est un fait que, divisés entre eux, ces derniers sont incapables de faire le poids face aux États-Unis et à l'autre grand, l'Union soviétique. Mais la comparaison, si objectivement justifiée soit-elle, est, en dépit des apparences, de faible portée psychologique.

C'est qu'il en va probablement des sociétés humaines comme des individus : on envie les plus forts que soi, mais on se compare plus volontiers aux plus faibles. Tel est le moyen le plus « gratifiant », comme on dit, de se situer par rapport aux autres. À cela s'ajoute une autre considération : ceux qui sont très au-dessus de nous paraissent occuper une position inaccessible. Il est

L'avertissement de Henry Kaufman

rare qu'on cherche sérieusement à l'atteindre. Certains rêvent de la fortune des Kennedy ou d'un empire industriel à diriger : peu nombreux sont ceux qui nourrissent vraiment cette ambition et ont la force de caractère d'y subordonner leur existence.

Par contre, il est tentant de se mesurer à ceux qui sont au-dessous. Les satisfactions qu'on en retire ne sont pas forcément très reluisantes, mais l'avantage procure une facile consolation pour ses propres insuffisances. Tel qui souffre de ne pas gagner davantage se reconforte en se disant que sur l'échelle des revenus le sien se range dans la bonne moyenne. À y regarder de près, il est difficile d'échapper complètement à ce genre de petit calcul qui aide par exemple à vieillir. Jusqu'à un âge avancé, on est toujours « jeune » par rapport à quelqu'un d'autre.

Bien qu'elles ne soient plus au tout premier rang qu'elles occupaient dans un passé relativement récent, les nations les plus importantes de l'Europe occidentale peuvent encore, dans certains domaines, industriel et bancaire notamment, jouer les grandes puissances par rapport à presque tous les autres peuples de la planète, y compris par rapport au grand peuple indien, au grand peuple chinois, au grand peuple brésilien. Les Européens ne sentent sans doute l'urgence de leur unification que le jour où l'Union indienne ou la Chine se seront dotées d'une capacité de production moderne comparable à la leur.

APPELÉ à déposer devant une commission de la Chambre des Représentants, Henry Kaufman, le célèbre économiste de la firme Salomon Brothers de New-York, a lancé un très sévère avertissement. Ce que

certaines, aux États-Unis et ailleurs, présentent comme un « progrès irréversible », à savoir la « déréglementation » des marchés financiers, est en train, selon lui, d'abolir dangereusement les critères de liquidité et de solvabilité. « Nous nous dirigeons vers un système financier dans lequel il n'y aura plus de gardien pour la qualité du crédit », la *financial system in which credit has no guardian*. Propos très graves quand on s'avise que depuis qu'il existe des marchés dignes de ce nom, leur essor dépend du maintien de la sécurité des transactions, et que cela n'a jamais été possible sans une surveillance efficace des autorités publiques, ce qui n'a rien à voir avec le débat sur le libéralisme et la déréglementation.

En 1816, les fondateurs de la Caisse des dépôts et consignations, dont le rapport annuel sera rendu public cette semaine, donnaient à la nouvelle institution la mission d'être la « gardienne de la foi publique ». À cet égard, la préoccupation et le vocabulaire sont les mêmes.

Depuis plusieurs années déjà, Henry Kaufman s'inquiète du phénomène qu'il a dénoncé de façon particulièrement vigoureuse, le 5 juin à Washington. Il y a dix-neuf mois, il ma disait : « Nous assistons à un relâchement des normes de crédit bien au-delà de ce que je pouvais envisager. C'est à croire que les milieux financiers et les entreprises ont tout oublié et n'ont rien appris. » Il en est de même pour les ménages. Ceux-ci contractent désormais, faisait-il remarquer, le majorité de leurs emprunts hypothécaires à taux variable. Ils acceptent donc de prendre de gros risques pour une longue durée sur l'évolution du loyer de l'habitat.

La situation s'est encore, depuis lors, détériorée. Comme je l'interroge sur les raisons qui l'ont amené à pousser un

nouveau cri d'alarme, il commence par me dire à quel point les « institutions financières », banques et organismes d'épargne privés sont en position délicate : « Il arrive souvent que, premièrement, la proportion de leur capital par rapport au total de leurs actifs soit en forte diminution et, deuxièmement, que la valeur négociable de leurs actifs soit inférieure à leur passif. » On dirait en France que leurs fonds propres sont insuffisants et leur situation nette négative. Autrement dit, que beaucoup d'entre elles sont en faillite virtuelle.

LES partisans de la « déréglementation » à outrance partent de l'hypothèse que les activités financières se déploient sur « terrain plat et égalisé », une expression, dérivée du vocabulaire sportif (le court sur lequel on a soigneusement nivelé le terrain plat avant la partie de tennis), qu'on emploie à Wall Street pour exprimer l'idée que tous les concurrents courent les mêmes risques et ont droit aux mêmes chances. Or tel n'est pas le cas, selon Henry Kaufman, et cela pour au moins trois raisons. La première est que tous les dépôts ne jouissent pas de la même garantie. La seconde est que, les autorités fédérales ayant à plusieurs reprises manifesté leur refus de laisser s'écrouler une grande banque, les grands établissements ont un avantage sur les moyens et les petits. La troisième est qu'il n'existe pas de règles uniformes, applicables à toutes les entreprises, de nature financière ou non, concernant la tenue des comptes et l'information du public. Cette dernière remarque pourrait s'appliquer à la France.

Ce que dit encore Henry Kaufman montre à quel point le fonctionnement satisfaisant d'un système financier et de crédit est affaire de dosage subtil et

d'équilibre jamais définitivement assuré. La situation qu'il décrit pour son pays est en effet à minima égale inverse de celle qui existe en France. Pour lui, « un important garde-fou est en train de disparaître par suite du développement des marchés financiers. Le lien direct et permanent qui existait entre d'une part le prêteur — le banquier — et d'autre part son client s'évanouit, car, avec l'apparition d'instruments financiers de plus en plus nombreux, le schéma est désormais le suivant : une société qui a besoin d'argent émet telle ou telle catégorie de billets à ordre, de certificats de dépôt ou d'obligations, qu'un ou plusieurs établissements financiers achètent éventuellement dans la mesure de leur rendement à la première occasion. Chacun a ainsi le sentiment qu'il aura toujours le temps de se défaire d'une créance devenue soudainement irrecouvrable ».

En France, l'« intermédiation bancaire », comme on dit, est encore la règle dans la plupart des cas, étant donnée l'étroitesse d'un marché financier en plein essor pourtant, mais réservé en grande partie à l'État et aux grandes entreprises du secteur public. Cependant, la nature du lien entre l'entreprise et son banquier n'est pas très nette, en raison du rôle de véritable gestionnaire qu'il arrive à ce dernier de jouer. C'est la source d'une autre forme de confusion.

Enfin, Henry Kaufman est persuadé que le déficit budgétaire n'est pas étranger aux développements anarchiques des marchés, car l'État, à court d'argent, favorise la collecte de l'épargne par des moyens qu'on aurait naguère jugés imprudents. Les Français devraient savoir aussi, depuis les deux jokers « noirs » du marché parisien, celui du 8 novembre et celui du 6 décembre 1984, aux cours desquels on vit s'effondrer le cours des obligations, qu'en achetant des SICAV et autres placements réputés très sûrs, on court des risques.

Les bienfaits des licenciements ?

LES statistiques mensuelles du chômage, les évaluations trimestrielles ou annuelles des effectifs en activité, ne reflètent pas toute la réalité du marché du travail, bien plus complexe. Il faut également compter avec la fluidité que les chiffres de l'ANPE ou de l'INSEE, aussi précis soient-ils, ne permettent pas de mesurer.

A longueur d'année, des hommes et des femmes quittent un emploi, d'autres en trouvent un. Le chômage ne se traduit pas, et fort heureusement, par l'amoindrissement progressif d'un effectif salarié supposé stable. Les situations changent et les créations d'emplois, comme les disparitions, composent un environnement mouvant.

Ainsi, l'ANPE a établi, à l'occasion de son rapport annuel, que 4 millions de personnes s'étaient inscrites comme demandeurs d'emploi en 1984, mais que 3,7 millions, parallèlement, avaient quitté les registres du chômage. De même, pour vérifier ce mouvement, le ministère du travail a fait réaliser une longue enquête statistique, à partir des données fournies par les cotisations salariales de l'UNEDIC, en comparant les déclarations d'effectifs employés en décembre 1982 et en décembre 1983.

Il ressort de cette laborieuse recherche, effectuée pour la première fois en France, que

Une déréglementation n'est pas aussi prometteuse que certains l'espéraient.

340 000 établissements environ, de toutes tailles et tous secteurs d'activité confondus, avaient créé des emplois ou augmenté leurs effectifs pour un total de 1 337 266 salariés supplémentaires. De leur côté, 340 000 autres établissements environ, également de toutes tailles et de tous secteurs d'activité, disparaissaient ou diminuaient leurs effectifs ; au total, ils perdaient 1 548 713 emplois en un an.

Rigidités

La différence entre les deux chiffres correspond à la diminution du nombre des salariés en activité constatée pendant la même période. Mais cette enquête a aussi d'autres mérites : elle démontre qu'un mouvement de créations d'emplois existe, même s'il ne compense pas celui des disparitions. Elle prouve surtout qu'il n'y a pas de secteurs condamnés à la récession, tandis que d'autres seraient voués aux résultats dynamiques. Elle indique enfin que la création d'emplois n'est pas l'appanage des plus petites entreprises et la perte d'emplois celle des plus grosses (1).

La fluidité, certains y songent, pourrait encore être améliorée

par la suppression de rigidités. La flexibilité du marché du travail, assure par exemple le CNPF, permettrait de retrouver un courant plus fort de créations d'emplois. Les entreprises renouant avec le souplesse et le dynamisme, le chômage pourrait à son tour diminuer.

Bien entendu, de nombreuses études ont été réalisées pour corroborer, ou non, de telles affirmations. Ainsi, l'INSEE et le Commissariat général du plan se sont livrés, en 1984, à des simulations, à l'aide du modèle mini-DMS, sur deux points essentiels défendus par les tenants de la flexibilité : la baisse régulière de 1 % par an du taux de salaire réel et la suppression de tous les blocages pour les licenciements, dont la fameuse autorisation administrative par l'inspection du travail.

Que se passerait-il dans ces hypothèses, selon un document qui a été rendu public en août 1984 à l'occasion d'une conférence internationale à Stockholm ?

« La baisse du salaire réel moyen de 1 % tous les ans, en supposant un taux de chômage fixe, « provoque au bout de cinq ans (...) un accroissement du chômage de 10 000 personnes », selon le modèle DMS. Avec le modèle mini-DMS, plus sensible aux exportations, la même hypothèse entraînerait une diminution du chômage (- 31 000 au bout de cinq ans) et, surtout, aurait un résultat « globalement positif en termes d'emploi initial (+ 25 000) recouvrant une augmentation de 75 000 des effectifs industriels et une baisse de 50 000 » dans le secteur tertiaire ou des services.

Cela étant, les experts observent qu'en cinq ans une baisse de la durée du travail de 1 % par an non compensée serait plus efficace. Il y aurait, dans ce cas, 131 000 emplois de moins. Prolongée sur une durée plus longue, la simulation de « la flexibilité du salaire réel » est plus rapide avec la diminution de la durée du travail (29 000 chômeurs de moins au bout de 3 ans, 32 000 au bout de 5 ans) et plus lente avec la seule baisse des revenus (6 000 chômeurs de moins après 3 ans, 11 000 de moins après 5 ans et 32 000 au bout de 13 ans), en espérant toutefois que le taux de change ne soit pas modifié.

« L'ajustement instantané des effectifs » aurait, lui, de graves effets sur l'emploi et sur le chômage, même s'il produisait de bons résultats économiques. La première année, le pays perdrait

196 000 emplois (128 000 dans l'industrie, 68 000 ailleurs) et le chômage augmenterait de 101 000 personnes. Parallèlement, les prix à la consommation baisseraient de 2,7 %, entraînant un mouvement de désinflation, et les exportations s'accroîtraient, instantanément, de 1,4 %. Le produit intérieur brut, lui, ne progresserait que de 0,4 %.

Surtout, la simulation met en évidence la lenteur de l'ajustement. Certes, la désinflation amène la croissance, mais « le PIB n'est supérieur » que de 1,1 %, à son évolution normale, « douze ans après l'année de modification du comportement d'embauche ». Si la reprise permet de combler progressivement les pertes d'emplois initiales, il faut attendre 1992 pour que le solde redevienne positif dans l'industrie et 1995 pour qu'il en soit de même dans le secteur non industriel. L'augmentation du chômage s'annule en 1993, et on compte 22 000 chômeurs de moins en 1998.

La déréglementation en matière de licenciement ne paraît donc pas aussi prometteuse que pouvaient le croire certains observateurs. Il faudrait beaucoup de patience pour en mesurer les bienfaits, à condition, toutefois, que les taux de change demeurent inchangés. L'INSEE et le Commissariat général du plan soulignent en effet que, « avec une hypothèse de flexibilité du change, l'écart (pour le chômage) reste constamment négatif ».

A. L.

(1) Les entreprises de moins de 5 salariés ont créé 272 753 emplois, et en ont perdu 371 713. De 5 à 9 salariés, elles en ont créé 222 726 et perdu 219 552. De 10 à 19 salariés, elles en ont créé 160 657 et perdu 194 111. De 20 à 49 salariés, elles en ont créé 221 748 et perdu 263 966. De 50 à 99 salariés, elles en ont créé 121 755 et perdu 146 972. De 100 à 199 salariés, elles en ont créé 112 236 et perdu 126 056. De 200 à 499 salariés, elles en ont créé 106 399 et perdu 119 654. Au-delà de 500 salariés, elles en ont créé 118 992 et perdu 106 689.

PRÉCISION. — Dans l'article de M. Jacques Lesourne sur la sidérurgie française publié dans « Le Monde de l'économie » du 4 juin, la signification du texte a été perturbée à la suite d'une omission de lignes. La fin du paragraphe commençant par « Restent les activités non sidérurgiques » devait se lire ainsi : « Il faut certainement considérer l'abandon de la construction métallique, la fermeture de plusieurs usines de tréfilage, la rationalisation des fonderies et des forges ».

INVESTIR DANS LE TEMPS DE TRAVAIL

3 guide sur le temps de travail réalisé par l'Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail
Prix : 100 F TTC Franco de port

• rédaction
• aménagement
• organisation



Editions de l'ANACT

2, Bd Bonaparte-Rolland, 92126 MONTROUGE CEDEX. Tél. : (1) 667-13-30.



L'AMOUR PAR MINUTE : LES SECRETS DES MESSAGERIES CONVIVIALES.

16 F. EN VENTE PARTOUT.

LANGUES

Allemand - Anglais - Espagnol

la notoriété de l'ESCP pour garantie.

COURS COLLECTIFS
• Préparation aux examens des Chambres de Commerce
• Allemand - Américain - Britannique - Espagnol
• Préparation au Cambridge First Certificate
• Langues des affaires
• Langues courantes

COURS INDIVIDUELS
• Stages individuels intensifs.
• Perfectionnement téléphonique.
• Déjeuner - Langue.

FORMATIONS EN ENTREPRISE
• Nombreuses références

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
groupe escp

Centre de langues
79, avenue de la République - 75011 PARIS
Tél. : 355.36.08 poste 1284

Nom :
Adresse :
Tél. :
souhaite recevoir une documentation sur les cours de langues

IFAM
INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT

HARTFORD UNIVERSITY
NORTHEASTERN UNIVERSITY

une grande école internationale

- Créé et développé en association avec des universités américaines réputées Hartford U., (Conn.), Northeastern U., Boston (Mass.).
- 3 ans de formation supérieure à la gestion (2 ans à Paris, 1 an aux États-Unis).
- 2 diplômes : diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4^e année : obtention du diplôme MBA, Master in Business Administration.

admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales
admission parallèle en 2^e année (DEUG, DUT...)

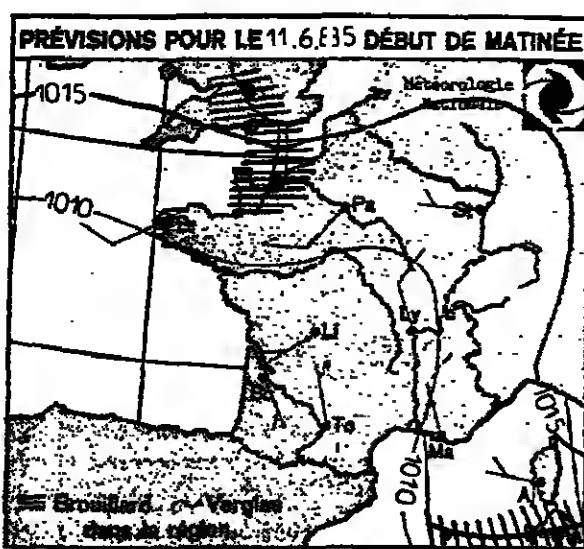
Renseignements : IFAM, 19, rue Cépé, 75015 Paris. Tél. : 734-38-23
Etablissement International d'Enseignement Supérieur Privé

Nom : Prénom :
Bac : 1^{re} langue :
Adresse : Tél. :

150 من الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 10.6.85 A 0 h GMT.

PRÉVISIONS POUR LE 11.6.85 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 10 juin à 0 heure et le vendredi 11 juin à 6 heures.

Des perturbations circulent dans un flux d'ouest, rapide en altitude, mais leur activité est surtout marquée sur les régions du Nord et de l'Est, les régions du Sud-Ouest restent protégées par un champ de pression relativement élevé.

Mardi, la zone de temps couvert et faiblement pluvieux qui atteindra le matin le nord de la Bretagne et la Normandie s'étendra rapidement au Bassin parisien, au Nord et à l'Est, sur les autres régions, le ciel sera souvent nuageux avec quelques formations brumeuses sur l'Aquitaine.

Au cours de la journée, les nuages resteront abondants au nord de la Seine et pourront être accompagnés de faibles précipitations; plus au sud, des éclaircies se développeront et seront même très larges sur une grande moitié sud de la France.

En soirée, une nouvelle zone pluvieuse active abordera les régions du Nord-Ouest, et sera accompagnée d'un renforcement des vents d'ouest.

Les températures, voisines de 9 à 14 degrés le matin, atteindront l'après-midi 15 à 25 degrés du Nord au Sud.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 juin; le second, le minimum dans la nuit du 9 au 10 juin): Ajaccio, 21 et 12 degrés; Biarritz, 18 et 12; Bordeaux, 17 et 11; Brétigny, 16 et 11; Brest, 16 et 11; Cannes, 11 (minimum); Clermont-Ferrand, 14 et 10; Dijon, 15 et 11; Dinard, 11 (minimum); Embrun, 18 et 4; Grenoble-St-M.-H., 20 et 11; La Rochelle, 17 et 14; Lille, 16 et 10; Limoges, 14 et 10; Lorient, 17 et 12; Lyon, 17 et 11; Marseille-Mariagnan,

22 et 14; Nancy, 15 et 10; Nantes, 17 et 13; Nice, 23 et 13; Paris-Montsouris, 12 (minimum); Paris-Orly, 17 et 11; Pau, 19 et 9; Perpignan, 23 et 15; Rennes, 19 et 12; Rouen, 16 et 10; Saint-Etienne, 16 et 11; Strasbourg, 15 et 11; Toulouse, 20 et 9.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 26 et 18; Genève, 16 et 10; Lisbonne, 25 et 15; Londres, 9 (minimum); Madrid, 25 et 9; Rome, 23 et 16; Stockholm, 16 et 8.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le conflit avec la presse

Après un mois, jour pour jour, d'interruption, le Monde reprend aujourd'hui la publication d'informations météorologiques. Reprise provisoire dans l'attente d'un règlement définitif du conflit qui oppose la direction de la Météorologie nationale et la presse.

Pendant des années, les éléments cartographiques et textuels nous ont été fournis, contre rémunération, par des membres du personnel de la Météorologie nationale regroupés au sein de l'Amicale des prévisionnistes. En avril dernier, la direction de cette administration publique qui dépend du ministère de l'Urbanisme, du logement et des transports annonçait à la presse sa décision de reprendre directement sous sa responsabilité la fourniture des informations météorologiques aux journaux et soumettait au Monde un projet de convention qui aboutissait à multiplier immédiatement par trois le prix des prestations fournies.

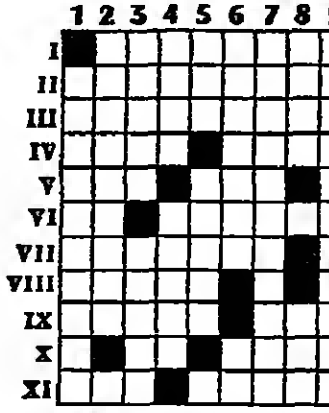
Sur ce dernier point, la direction de la Météorologie nationale admet implicitement la nécessité d'un paiement de la presse. Mais elle refuse de sa démission anticipée : elle nous proposa aujourd'hui, certes à titre provisoire, une série de prestations comparables à celles fournies précédemment à nos lecteurs, pour un prix à peine supérieur. Reste le principe d'une information de base gratuite fournie à tous les organes de presse que le Monde comme ses confrères continue à considérer comme intangible. Les négociations se poursuivent sur ce point capital entre le Syndicat de la presse parisienne et le cabinet de M. Quilès, ministre de l'Urbanisme, du logement et des transports.

Décision doublement inacceptable : un service public financé par le budget de l'Etat, donc par chaque contribuable, se doit de mettre à la disposition du public par l'intermédiaire de la presse des informations gratuites et ne faire payer que les données spé-

cifiques supplémentaires demandées par tel ou tel journal : le coût d'une prestation ne peut être multiplié du jour au lendemain par trois, surtout lorsqu'elle est fournie par une administration publique qui, par ailleurs, continue à surveiller de très près l'évolution des prix des services.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3984



HORIZONTALEMENT

1. La part du feu. - II. Ne manquent donc pas de réflexes mais ne sont pas mûres de leurs mouvements. - III. Œuvres pour batteurs. - IV. Ancien port d'Algérie. A nous-

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 9 juin :

DES DÉCRETS

● Portant publication de la convention internationale sur la recherche et le sauvetage maritimes, signée à Hambourg le 27 avril 1979.

● Relatif aux entreprises intermédiaires.

UN TABLEAU

● De classement et d'administration des réserves du service national pour l'année 1985.

UNE LISTE

● D'admission à l'Ecole militaire de l'air en 1985.

BREF

ILS SONT D'AILLEURS. - Le Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion organisée, du 10 au 15 juin, une exposition interculturelle, dans le but de faire connaître les richesses culturelles des différentes communautés vivant en France et de contribuer ainsi à la création d'une société où chacun s'enrichit de l'apport de l'autre. Dans le cadre de cette manifestation, on pourra assister à un spectacle de marionnettes pour enfants, admirer des peintures sur verre sénégalaises, des tableaux de peintres espagnols immigrés, s'initier à la calligraphie arabe, participer à un débat sur « les enfants issus de l'immigration et l'école », etc.

* Fraternité, 183, rue Saint-Julien, 76100 Rouen, de 10 h à 12 h 30, et de 14 h à 19 h. Pour tous renseignements : CLAP (35) 88-57-57.

veau consulté. - V. Fut importante à la période du Bénin. Loup de mer. - VI. Pièce étrangère. Exécute donc son numéro. - VII. Sont donc touchés par la disgrâce. - VIII. Hôte du dernier des hommes. Mit en service ou mit hors service. - X. Personnel. Lorsqu'il avance une idée, l'idée n'est pas avancée. - XI. On y descend quand on est « remoné ». Etc.

VERTICALEMENT

1. Contrôleur de débits de boissons. - 2. N'est donc pas seul au foyer. - 3. Peut s'incruster après avoir été plaqué. Source d'inspiration. - 4. Plus il est petit et moins il est important. Ne ressemble pas à la fourmi. - 5. Fin de service. Réduction de l'or. - 6. Pose encore un problème lorsqu'on a la solution. A mettre au rayon des antiquités. - 7. Causes de renvoi. - 8. Ville de Belgique. Évite les différences de milieux. - 9. Fait place nette.

Solution du problème n° 3983

Horizontalement

I. Capitulation. Un. - II. Ecope. Ara. - III. Neis. Eolites. - IV. Triomphaliste. - V. Renfermé. Asit. - VI. Ane. Cél. As. - VII. Fonctionnement. VIII. Etouffé. Et. - IX. Gérontocratie. - X. Nen. Eva. Tzu. - XI. Tennis. Guiranes. - XII. Ici. Passément. - XIII. Ohé ! R.P. Té. Ti. XIV. Nonnette. Ersatz. - XV. Sesterce. Ath.

Verticalement

1. Centrifugation. - 2. Acéré. Echo. - 3. Poit. Néroniens. - 4. Ipo facto. Ne. - 5. Te. Mentonnières. - 6. Epreintes. PTT. - 7. Ohm. Onon. Te. - 8. Aglaé. Nec. Gâter. - 9. II. Onéreuse. - 10. Intimée. Avis. Ec. - 11. Hs. Imitateur. - 12. Etale. AM. Sa. - 13. Ases. Euret. - 14. Ur. Tâte. Zénith. - 15. Nantis. Trust.

GUY BROUTY.

LOTO N° 23

TIRAGE DU SAMEDI 8 JUIN 1985

5 6 20 27 41 42 18

NUMÉRO COMPLEMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES : LE MERCREDI 12 JUIN 1985

ET LE SAMEDI 15 JUIN 1985

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)

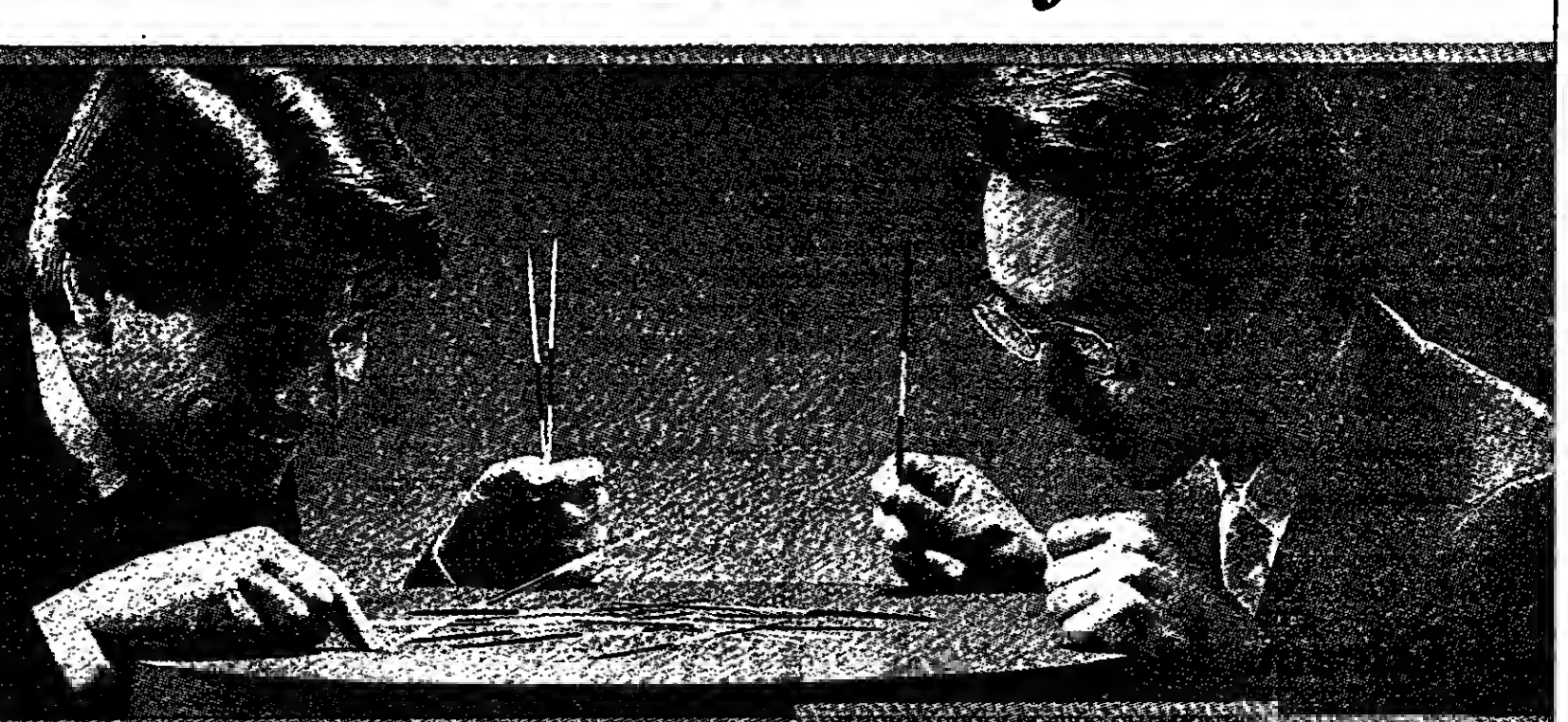
6 BONS N°	3	2 623 445,00 F
5 BONS N°	13	282 525,00 F
5 BONS N°	822	14 040,00 F
4 BONS N°	86 541	170,00 F
3 BONS N°	1 456 482	11,00 F

SUPER BONUS DE JUIN 133 034

3 BONS NUMÉROS + COMPLEMENTAIRE: 11,00F x 10 = 110,00 F

ROULETTE DE LA LOTERIE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL

MADE IN FRANCE AU JAPON



Dans la subtilité du « jeu d'adresse » de la concurrence internationale, s'implanter au Japon - et y réussir une association fructueuse - constitue une très honorable performance : c'est le pari qu'a gagné NORSOLOR, importante société de la Division Spécialités Chimiques du Groupe Cdf Chimie, en y prenant une part substantielle du marché des acrylates.

Ces produits appartiennent à la vaste gamme des monomères acryliques - les Norsocryl - largement utilisés dans de très nombreux secteurs industriels : matières plastiques, caoutchoucs, textiles, peintures, cuir, papiers, colles et adhésifs, liants. Seul producteur français de ces produits, NORSOLOR occupe à l'échelle mondiale une place de tout premier plan et réalise 60% de ses ventes à l'exportation. De même, ORGANICIM - autre société de la Division Spécialités Chimiques - se place dans le peloton de tête des grands pro-

ducteurs mondiaux d'acide isocyanurique et de ses dérivés chlorés pour le traitement des eaux de piscines. Par ailleurs, la Division Spécialités Chimiques conçoit, développe et commercialise des gammes de produits largement diversifiés : intermédiaires organiques de synthèse, matières plastiques, résines et matériaux composites, colles et adhésifs.

Cdf Chimie

Spécialités Chimiques - Polymérisation - Engrais - Plastiques - Encres - Huiles - Goudrons et Lèvres - Activités Internationales.

AU CŒUR DE LA COMPÉTITION

Division Spécialités Chimiques : Tour Gan, Cedex 11, 92082 PARIS - LA DÉPENSE 2, TEL. : (1) 776-4117

PARIS EN VISITES

MERCREDI 12 JUIN

« Le parc du château de Versailles et sa mythologie », 14 h 30, statue Louis XIV, cour d'honneur du château, autobus 171.

« L'hôtel de Lamoignon et son décor d'or de dix-septième siècle », 15 heures, 17, quai d'Anjou (R. Roman).

« La Montagne Sainte-Geneviève, de l'hôtel Lebrun à l'église Saint-Etienne-du-Mont », 15 heures, métro Cardinal-Lemoine (G. Bortone).

« Un parc du souvenir : le Père-Lachaise », 15 heures, entrée principale.

« De l'hôtel de la Sardine à l'hôtel des Cent Filles : les mystères du cinquième arrondissement », 15 heures, 13, rue Scipion-Sardini.

« L'étrange musée Gustave-Moreau et les folies du quartier de la Nouvelle-Athènes », 15 heures, 14, rue de La Rochefoucauld (Marion Ragnon).

« Les appartements royaux du Louvre », 14 h 30, porte Barbès-Joy.

« Cours et passages du faubourg Saint-Antoine », 18 h 15, métro Ledru-Rollin, sortie côté Charonne (Arcs).

« Cités d'artistes autour de Pigalle », 14 h 30, métro Blanche.

« Le Marais et la place des Voies Illuminées », 21 heures, métro Pont-Marie (Les Filineries).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Voies », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

CONFÉRENCES

6, place des Voies, 14 h 30 : « La maison de Victor Hugo » (M. Brumfeld).

26, rue Bergère, 20 heures : « Le druidisme mystique » (Dr Gwenc'hlan Le Scouezec).

1, rue Victor-Cousin (Bachelard), 19 h 30 : « De la naissance à la mort, les phases de développement de l'être humain : hérédité, individualité, destinée » (R. Quérido).

60, boulevard Latour-Maubourg, 20 h 30 : « L'hystérie ».

58, rue de la Folie-Méricourt, 20 h 30, conférence-débat : « Existe-t-il une prostitution juive », avec MARVARSOS, Ecoule juive, Florence Walser, Joseph Marceau.

O. FADEL

EXPORT EN ALGERIE

pièces détachées, véhicules

et machines industrielles

- DÉCODEURS T.V.

- TRACTEURS

- FROID

Études de marchés

pour licences d'import

152, rue de Tolbiac, 75013 PARIS

TEL. : 526.85-44-589-24-63

TELEX : 543251

INVESTIR LE TEMPS TRAVAIL

• retraite

• épargne

• crédit

• assurance

• investissement

• gestion

• conseil

• formation

• information

• analyse

• synthèse

• planification

• évaluation

• suivi

• contrôle

• ajustement

• optimisation

• amélioration

• innovation

• développement

• croissance

• prospérité

• réussite

• bonheur

• épanouissement

• harmonie

• sérénité

• paix

• amour

• confiance

• respect

• tolérance

• compréhension

• coopération

• solidarité

• fraternité

• humanité

• universalité

• totalité

• plénitude

• perfection

• idéal

• aspiration

• recherche

• découverte

• connaissance

• sagesse

• vérité

• justice

• équité

• honnêteté

• intégrité

• pureté

• simplicité

• modestie

• humilité

• gratitude

• reconnaissance

• amour-propre

• dignité

	Le Mois	Le Mois TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PRDP, COMM, CAPITAUX	204,00	241,84

ANNONCES CLASSEES

	Le Mois	Le Mois TTC
ANNONCES ENCADREES	59,00	69,97
OFFRES D'EMPLOIS	17,00	20,16
DEMANDES D'EMPLOI	45,00	53,37
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Déterminés selon surface de nombre de pages.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur administratif et financier

Lyon - Cette entreprise, leader sur son marché, est spécialisée dans la fabrication et la vente de produits métallurgiques en grandes séries. Elle recherche son directeur administratif, financier et personnel. Rattaché au président-directeur général, il sera le véritable bras droit, il prendra en charge l'ensemble de la fonction personnel, les comptabilités analytiques et générales, la trésorerie et les relations bancaires. Il devra également traiter tous les problèmes juridiques et fiscaux. Il sera assisté d'une petite équipe d'une dizaine de personnes. Ce poste s'adresse à un candidat diplômé ESSEC, ESC ou équivalent, âgé d'au moins 40 ans, possédant une parfaite maîtrise des fonctions administratives, financières et personnel acquises en PME. Cette mission de confiance nécessite d'excellentes qualités de gestionnaire. La rémunération sera ouverte et liée à l'acquisition professionnelle, ainsi qu'à la valeur personnelle du candidat retenu : elle saura motiver l'élément de premier plan que nous recherchons. Ecrire avec CV, photo et prétentions à M. FOBY en précisant la référence A/3889M.

PA

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur comptable

270.000 F

Un groupe international réputé pour la qualité de ses produits et accessoires parpharmaceutiques recherche son directeur comptable pour l'Europe du Nord : France, Belgique et Hollande. Basé en proche banlieue nord de Paris, il sera placé sous l'autorité du directeur financier, animera une équipe composée de 8 personnes et assurera l'ensemble des problèmes inhérents à la comptabilité des sociétés de ces trois pays : comptabilité générale bilan inclus, gestion des immobilisations, etc... Ce poste s'adresse à un candidat de formation type DECS ou équivalent, âgé d'au moins 30 ans et justifiant d'une solide expérience comptable qui lui ait permis de pratiquer l'informatique et le reporting tel qu'il existe dans les groupes anglo-saxons. Il s'adresse tout particulièrement à un cadre comptable qui souhaite participer activement à la vie financière de son entreprise et qui ambitionne d'y faire carrière. Le contexte international suppose une pratique courante de l'anglais. Fonction des compétences proposées, la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 270.000 francs. Ecrire à J.M. JACLOT en précisant la référence A/R 9108M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

directeur administratif et financier

PMI fabricant et commercialisant des articles de papeterie, appartenant à un groupe multinational recherche son

Il devra décharger le PDG de la fonction comptable et financière en supervisant le service comptable et le service informatique. Il devra créer des systèmes de gestion et implanter une comptabilité industrielle informatisée adaptée à l'entreprise et traiter les problèmes d'organisation. Il assurera également les relations avec la maison mère (reporting/finances). Le candidat recherché aura une formation supérieure (ESG ou DECS), une expérience pratique de 5 ans minimum notamment en informatique et en comptabilité industrielle. La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite (CV, photo et prétentions) en rappelant la référence LM 10 à C. KRAEMER 88, rue d'Angoulême 91100 Corbeil-Essonnes, qui transmettra en toute discrétion.

DIRECTEUR COMMERCIAL

«Sports»

35 ans mini

Le Directeur Général d'un Groupe de Sociétés Industrielles leader de son marché dans le domaine des produits sportifs recherche l'homme à qui confier la responsabilité de sa politique commerciale, de sa mise en œuvre et de son animation. Homme de terrain autant que de marketing, il aura un rôle polyvalent faisant appel à d'incontestables compétences en matière de négociation, de distribution, de promotion et de publicité, plus réalisateur que théoricien. Il s'impliquera dans l'action et coordonnera la politique de développement des différentes Sociétés du Groupe. Le poste sera confié à un diplômé d'Etudes Supérieures, parlant anglais et allemand et ayant déjà démontré sa capacité à obtenir des résultats. La fonction, particulièrement évolutive, comptera une part d'intéressement et des déplacements France et Etranger fréquents.

Pour informations complémentaires et organisation accélérée d'une rencontre, appelez le 763.11.15 référence 188. RH Conseil 65, avenue de Wagram 75017 PARIS.

RESSOURCES HUMAINES CONSEIL



DIRECTEUR DU PERSONNEL

Avec un effectif de 650 collaborateurs, nous sommes l'un des leaders du prêt-à-porter féminin haut de gamme. Au sein de cette entreprise dynamique qui consacre une large place au développement de ses ressources humaines, vous assurerez la fonction personnel.

La trentaine, de formation juridique, vous maîtrisez, grâce à une expérience similaire de 4 à 5 ans, tous les aspects de cette mission. Rattaché directement au Directeur Général et Membre du Comité de Direction, vous serez responsable des relations avec les partenaires sociaux, du recrutement des cadres et techniciens de 5 établissements, ainsi que du suivi des contrats de travail et des rémunérations.

Basé à CHOLET, avec des fréquents déplacements en France, ce poste-clé requiert autonomie et capacité de décision.

Nous étudierons confidentiellement votre candidature et vous remercions d'adresser C.V., photo et prétentions à : Nicolas HENRI-ROUSSEAU, GASTON JAUNET, B.P. 985, rue Grandjean, 49309 Cholet Cedex.



gaston jaunet PARIS

directeur de personnel.. à terme

Dans les activités de notre Groupe, HACHETTE DETAIL (1 200 personnes, CA 3 milliards) occupe une place originale.

Sa vocation : diffuser des produits de lecture et d'information et des produits de détente par l'intermédiaire de 900 points de ventes pas comme les autres dans les gares, le métro, les aéroports, les hôpitaux... devant lesquels passent 5 millions de Français qui voyagent chaque jour. Cela implique une mentalité tournée vers le terrain, la résolution rapide des problèmes matériels et humains.

Pour succéder le D.R.H. de cette Branche gèrer un personnel en



HACHETTE

majorité loin du siège de Levallois, le recruter, le former, le conseiller, l'aider à évoluer, nous cherchons un diplômé d'études supérieures déjà rompu aux techniques d'une fonction personnel très opérationnelle.

Homme de dialogue, vous savez faire évoluer les situations, créer, vous trouvez les solutions ; pragmatique, vous vous investirez pour l'instant dans l'action immédiate pour évoluer vers de plus larges responsabilités à la mesure de vos compétences.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV), sous réf. 585, au Service Gestion des Cadres, 12 rue François 1er - 75008 Paris.

Notre richesse : les hommes et les femmes de notre entreprise

Nous sommes un grand groupe de construction, nous développons notre activité sur l'ensemble du territoire. Nous avons le souci de lier notre productivité à la qualité des hommes et des femmes qui font notre entreprise : c'est pourquoi nous recherchons notre :

Directeur du développement social

400.000 F

Membre du comité de direction, il prendra en charge la gestion de carrière des 5000 collaborateurs de la société. Pour préparer notre personnel à une mutation inévitable, il assurera sa formation. Les négociations avec les partenaires sociaux font aussi partie de sa mission.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure de type HEC ou juridique ayant une expérience d'un poste similaire, si possible dans l'immobilier.

Notre Conseil vous assure une totale discrétion. Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV) sous réf. 25M/180, à Mme GIACCHETTI CPA, 3, rue de Liège 75009 PARIS.



Président Directeur Général

Nous sommes l'un des grands groupes européens leader dans la fabrication et la vente de structures et d'ensembles à ossature acier et composants. Dans le cadre de l'expansion continue du Groupe en Europe, nous souhaitons confier à un P.D.G. dynamique le développement de notre filiale française (100 MF, 170 pers.).

Celle-ci possède une place d'avenir sur le marché grâce à une politique d'investissements importants et de produits performants. Dépendant du Président du Groupe et s'appuyant sur des équipes techniques solides, il prend en charge la gestion générale dans un souci prioritaire de rentabilité des opérations, le développement commercial en France et à l'export (lancement de nouveaux produits, recherche de marchés) ainsi que le reporting au Groupe. Ce poste de haut niveau s'adresse à un Manager de formation supérieure, ayant impérativement exercé des responsabilités de Direction Générale opérationnelles, si possible dans un domaine d'activités proches. Bilingue français/anglais, disponible, ses qualités d'animateur, de gestionnaire et de commercial sont indispensables pour réussir ce challenge. Poste basé près d'une grande ville universitaire de l'Est. La rémunération de l'ordre de 500 000 F comporte une voiture et une participation aux résultats.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel s/réf. 40206 M à R. von Raesfeldt, TEG, 113, rue de l'Université - 75007 Paris.

The Executive Group

Une société d'ingénierie en papeterie (PARIS Ouest), de structure légère mais de portée internationale recherche son

DIRECTEUR administratif et financier

dont le domaine d'intervention couvre : finances et comptabilité, informatique, élaboration des contrats internationaux, relations sociales et humaines, achats.

Ce poste convient à un diplômé d'école de gestion ou équivalent, rigoureux, négociateur, prêt à s'investir dans une équipe jeune (moyenne : 35 ans), maîtrisant l'anglais des affaires.

Salaire de base + intéressement personnalisé, à la hauteur des performances de l'homme.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions, sous référence 501 à

ETCHEVERRY S.A. 32, rue Piellet - 92200 NEUILLY

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Société de services informatiques recherche l'homme ou la femme capable de prendre en charge la responsabilité de l'organisation, de l'informatisation et du suivi de la gestion de la société.

Véritable conseiller du Président dont vous serez le collaborateur direct, vous devrez aussi avoir manager, une équipe de professionnels compétents et entretenir d'excellentes relations avec les différents départements de la société ainsi qu'avec les partenaires extérieurs.

Ce poste clé dans une société en pleine expansion nécessite une formation supérieure type HEC consolidée par quelques années d'expérience et de solides connaissances en comptabilité, fiscalité et contrôle de gestion. Le critère déterminant de notre choix portera sur une personnalité capable d'allier les qualités de rigueur d'un organisateur à la chaleur d'un contact humain.

Nous vous remercions de bien vouloir nous adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 12101 à CONFESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONFESSE PUBLICITE - 20, AVENUE DE L'OPERA (75040)

150 من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

DIRECTEUR FILIALE

Un important fabricant français de produits de second œuvre du bâtiment recherche 3 Directeurs de Filiale pour :

- Région Languedoc - réf. 652/13M
- Région Est - réf. 652/14M
- Région Bretagne - réf. 652/15M

Leur mission sera essentiellement commerciale. Ils auront fait leurs preuves dans une expérience de terrain significative et auront déjà manifesté de réelles qualités de gestionnaire. Ils auront 35 ans environ, une formation supérieure et une solide expérience d'une force de vente, si possible dans le secteur bâtiment.



Adressez CV détaillé en précisant la référence du poste choisi à :
22, rue Saint-Augustin 75002 PARIS.

DIRECTEUR COMMERCIAL / MARKETING

• PARIS - réf. 752/01M

La Société est une Centrale d'achats et de distribution, filiale d'un des premiers groupes français de produits de protection et décoration grand public et bâtiment.

Ce Cadre sera chargé des responsabilités : marketing, organisation et promotion des ventes, contrôle de l'administration commerciale et logistique des départements PAPIERS PEINTS ET REVÊTEMENTS MURAUX.

— Important rôle de coordination avec les différents départements du groupe et les sociétés filiales de distribution.

— Animation d'une équipe spécialisée.

Formation supérieure, solide expérience en marketing, anglais pour ouverture à l'exportation.

COMPOSANTS ELECTRONIQUES

Nous sommes un important Groupe Industriel Français (3500 pers., 11 filiales dont 7 à l'étranger). Notre CA est de plus d'1 milliard dont près de 60% à l'export.

Notre activité liée à des secteurs de pointe en pleine expansion, connaît une croissance continue. Afin de poursuivre ce développement une de nos divisions recherche un Directeur Technique.

DIRECTEUR TECHNIQUE

Rattaché au Directeur de Division, il est responsable du DÉPARTEMENT DÉVELOPPEMENT. Animateur d'une équipe d'une vingtaine de personnes (17 techniciens, 4 cadres) il assure la définition technique, l'élaboration et le développement des produits, y compris la mise en place des outillages et des moyens de production. Nous recherchons un homme d'idées et de réalisation sachant mener de front plusieurs projets. De formation supérieure, il aura une expérience d'au moins 5 ans en mécanique de précision dans l'industrie de série et aura exercé des responsabilités de même niveau. La connaissance de l'anglais est indispensable. Poste à pourvoir rapidement dans l'Ouest (200 km de Paris).

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 4820 à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.

Diriger et Animer un Magasin de Prestige

200 MF - 100 Personnes

NOUS SOMMES UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CRÉATION DE PRODUITS DE LUXE DE RENOMMÉE MONDIALE.

Notre Magasin du Faubourg Saint-Honoré est le point de mire de notre réseau international.

Vous êtes un homme ou une femme de dialogue et de contact, parfaitement bilingue anglais, vous possédez de réelles qualités d'animateur et justifiez d'une solide expérience de la gestion d'un magasin de vente au détail de cette importance, de préférence dans le Secteur Prêt-à-Porter et Accessoires.

Nous vous proposons de devenir notre Futur Directeur de Magasin.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 6327 M, à Affluents 49, avenue Trudaine 75009 Paris, qui transmettra.

Centre hospitalier
banlieue Paris - Sud

Directeur Adjoint

220 000 F +

Le Directeur d'un Centre Hospitalier de grande notoriété (loi de 1901) participant au Service Public, cherche son Directeur Adjoint. Encadrant l'ensemble des services du personnel, technique (entretien et travaux neufs), administratif et de gestion, il secondera le Directeur dans l'ensemble de ses fonctions et participera à la réalisation et au suivi d'un important programme de modernisation. Ce poste convient à un cadre de direction diplômé de l'enseignement supérieur (maîtrise droit ou gestion, ENS Rennes ou service de santé des Armées) ayant 5 à 10 ans d'expérience de fonctions administratives. Rémunération 220 000 F ou plus si l'expérience a été acquise dans un milieu similaire.

Perspectives d'évolution. Logement de fonction.

Merci d'adresser lettre man., C.V. sous réf. 23717M, à Mme FOURNIAT, 546-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.



LA FONDATION ROYAUMONT

recherche un
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Établissement culturel de rayonnement international en art, développement, la Fondation développe à l'abbaye de Royaumont deux domaines complémentaires d'activités : programmes propres (Centre de la Voie, Centre Universitaire), promotion et accueil de séminaires et colloques. Budget 1985 : environ 11 millions. Personnel : 34 dont 9 d'encadrement.

Elle recherche un directeur administratif et financier qui :

— sera responsable de l'élaboration et du suivi des budgets, du contrôle de gestion, de la supervision du service comptable, de l'organisation administrative, de la gestion du personnel et de la mise en place d'un système de gestion informatisé ;

— souhaite participer, au sein de l'équipe de direction, au développement général de l'activité de la Fondation.

Il travaillera en liaison directe avec le Directeur de la Fondation.

Profil préférentiel : jeune diplômé(e) HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent ayant acquis une première expérience professionnelle dans le domaine de la gestion (3-6 ans) motivé par le domaine de la culture et par le travail en équipe.

Fourchette de rémunération envisagée : 150.000-200.000 F.

Adressez lettre manuscrite et C.V. au Directeur de la Fondation Royaumont, 95270 ASNIÈRES-SUR-OISE.

Importante société de TUYAUTERIE-CHAUDRONNERIE INDUSTRIELLE

recherche

LE DIRECTEUR DE SON AGENCE DU NORD

Le poste nécessite une formation de niveau INGÉNIEUR et comporte une large autonomie. Le candidat devra justifier d'une expérience de plusieurs années dans un poste impliquant les différentes fonctions de négociation commerciale.

gestion des affaires et de direction du personnel. Une bonne connaissance du milieu industriel de la région sera appréciée.

Le poste à pourvoir se situe à DUNKERQUE. Adressez C.V. avec photo et prétentions M.F.A. n° 5966, B.P. 2355 - 69216 LYON CEDEX 02.

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

Institution bancaire de la Communauté Européenne pour le financement à long terme, finance des projets dans les pays membres de la CEE et dans plus de soixante-dix pays de la Méditerranée, d'Afrique, du Pacifique et des Caraïbes.

Ses agents, recrutés dans les pays membres, travaillent dans un environnement multinationale. Actuellement, la Banque recherche un (m/f)

TRADUCTEUR REVISEUR

(réf. AG 8507)

De langue maternelle française, le (la) candidat(e) aura une formation de niveau universitaire ainsi qu'une excellente connaissance de l'anglais et d'au moins une autre langue communautaire ou de l'espagnol ou du portugais.

Le poste requiert de solides connaissances économiques et financières et une pratique de la traduction de plusieurs années, acquise de préférence dans une institution internationale.

Ce poste pourrait également convenir à un économiste, cadre bancaire, etc., ayant d'excellentes connaissances linguistiques.

La Banque offre de très bonnes conditions d'emploi, une rémunération intéressante, en fonction des qualifications et de l'expérience, et de nombreux avantages sociaux.

Les personnes intéressées possédant la nationalité d'un des pays membres de la Communauté sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé et une photographie, en indiquant la référence AG 8507, à la :

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT
Division Recrutement - Formation
100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 LUXEMBOURG

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.



SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE RECHERCHE POUR SESSION DE FORMATION DE SIX MOIS (JUILLET À DÉCEMBRE 1985)

DANS PAYS SUD-EST ASIATIQUE :

2 ENSEIGNANTS en Français
1 ENSEIGNANT en mathématiques

- NIVEAU MAÎTRISE MINIMUM
- BONNE PRATIQUE DE L'ANGLAIS
- EXPÉRIENCE FORMATION D'ADULTES SOUHAITÉE

Adressez curr. vitae détaillé sous n° 7.368 le Monde Pub., service Annonces classées 5, rue des Italiens, 75009 PARIS, qui transmettra.

INDUSTRIE ITALIENNE LEADER DANS LE SECTEUR RECHERCHE :

AGENT bien introduit auprès de revendeurs en gros, importateurs et distributeurs de textiles pour rideaux verticaux, plissés, à rouleau et occultants en fibre de verre munis de certificat de classification international contre le feu y compris M1, en polyester et coton.

ITI ARREDO S.p.A. Alzaia Naviglio Pavese, 68-20136 MILANO (Italie). Télex 0.331580.

EXECUTIVE ASSISTANT

Reporting to President of rapidly expanding Canadian hi-tech design and venture capital company, the successful candidate will assist in the promotion of the international product, as well as possibly being featured in the image campaign. Ability to travel and possibly relocate is essential. Fluency in English is required. Artistic creativity and/or marketing experience an asset. Modelling experience would be helpful. Starting salary: \$ Can. 30 000 per annum. Please apply in confidence, with résumé and identity photo, if possible, to : 7 340 le Monde Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



Le FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF), basé à New-York et avec des bureaux dans le monde entier, qui collabore avec les gouvernements des pays en développement afin d'apporter aux enfants défavorisés et à leurs mères l'essentiel de ce dont ils ont besoin pour survivre et se développer.

UN RESPONSABLE MANIFESTATIONS SPÉCIALES

Genève (Suisse - Réf. VN 529)

qui travaillera sous l'autorité directe du Directeur de l'Unicef pour l'Europe et en étroite collaboration avec le Responsable Manifestations spéciales et Expositions de l'Unicef au siège de New-York ; jouera le rôle de centralisateur en Europe pour toutes les questions concernant les Manifestations spéciales en faveur de l'Unicef ; contactera les personnalités qui proposent leurs services à l'Unicef ; participera à l'organisation de manifestations culturelles et sportives, et coordonnera les efforts de promotion entrepris avec les sociétés, les particuliers, et les Comités nationaux de l'Unicef.

Qualifications : Diplôme universitaire. Les candidats doivent connaître parfaitement les environnements culturels des différents pays européens, et être bien introduits dans les milieux artistiques et sportifs et auprès des médias. L'expérience pratique des rapports avec les personnalités de la presse et de l'audiovisuel, les responsables des milieux artistiques, les vedettes du sport et leurs hommes d'affaires, les sociétés de disque et la communauté des affaires est une condition importante. La pratique courante des principales langues européennes, particulièrement du français et de l'anglais est indispensable. Connaissance d'autres langues appréciée.

Salaire en rapport avec les qualifications et l'expérience. Nombreux avantages sociaux.

Envoyer un curriculum vitae détaillé au plus tard le 2 juillet 1985 à :

Michael K. Corbett,
Responsable du recrutement et du placement,
UNICEF 866 UN Plaza, New-York, U.S.A.



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

Contrôleur administratif et financier à Douala

Après votre diplôme d'Ecole de Commerce, de Sciences Politiques ou Economiques, vous avez complété votre formation comptable en passant le DECS. Par la suite votre intérêt pour l'Afrique vous a peut-être conduit à choisir la coopération. Aujourd'hui, après quelques années d'expérience professionnelle dans un service comptable en entreprise ou dans le conseil, vous souhaitez assumer des responsabilités complètes, disposer d'une large autonomie.

C'est ce que vous trouverez en prenant ce poste de contrôleur administratif et financier au Cameroun. A la tête d'un service d'une dizaine de personnes; vous assurerez la comptabilité de plusieurs sociétés industrielles ou commerciales appartenant à un groupe solidement implanté en Afrique. Vous aurez à concevoir et mettre en place une véritable comptabilité analytique, vous appuyant sur l'informatique.

Si votre épouse et vous-même êtes tentés par une nouvelle expérience outre-mer, appréciant la qualité de vie que l'on y trouve et les avantages matériels évidents que vous en tirerez, écrivez rapidement sous référence 8542 LM aux consultants du Cabinet CLEAS.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS
MEMBRE DE SYNTIC

Equipe de direction recherche pour un important groupe français, leader mondial dans sa branche, et exemple pour son développement tant en France qu'à l'étranger, un

Patron profil commercial

pour diriger une filiale dans un pays européen. Cette offre s'adresse à un manager d'expérience maîtrisant au moins une langue étrangère (l'anglais, l'allemand ou l'italien). Adressez votre candidature sous double enveloppe en mentionnant les sociétés auxquelles elle ne doit pas être transmise, sous réf. 268 à Média-System, 93 rue Edouard Belin, 69002 Lyon qui transmettra. Discretion absolue et réponse garantie.



emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

Bougez, Vivez... à Valbonne Sophia-Antipolis

La Division Terminals (Europe) et le Centre Technique (Europe) de Digital Equipment continuent leur important développement. Pour faire face à cette progression, nous créons deux nouveaux postes :

Comptable Industriel niveau DECS ou équivalent

réf. 81M

Vous possédez 3 à 5 ans d'expérience professionnelle dans une société internationale. Vous vous êtes familiarisé avec les systèmes de gestion, dont la production.

Dans le cadre de ce poste, vous serez chargé de développer et d'administrer notre système d'information pour les opérations comptables de production.

Vous serez responsable de la validation des mouvements comptables concernant les coûts industriels et de la réconciliation avec la comptabilité générale.

Réalisant l'interface avec le système de gestion de production, vous aurez la responsabilité de la maintenance des fichiers, des coûts standards, des prix de transferts et de cession.

Comptable Qualifié(e)

DECS

réf. 82M

Vous possédez une première expérience de la fonction, de préférence dans une société internationale.

Vous aurez pour missions principales :

- la gestion des comptes bancaires
- la réconciliation avec les systèmes auxiliaires
- la prévision de trésorerie à long terme
- la participation à l'élaboration des plans de financement à moyen terme
- la révision des comptes de bilan.

Votre goût du travail en équipe et votre sens des responsabilités seront des atouts pour réussir dans cette fonction puis évoluer.

N° 2 mondial de l'informatique

Pour ces deux postes une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. Si vous correspondez à ces profils, écrivez-nous en indiquant la référence du poste souhaité, à DIGITAL EQUIPMENT, Division du Personnel, B.P. 29, Sophia-Antipolis 06560 VALBONNE.

digital

Pour animer notre bureau d'études un A.M., INSA CENTRE DE LA FRANCE

NOTRE SPECIALITE : la fabrication d'appareils de mesure et régulation, de produits de comptage et automatismes de conduite de process.

Notre société, filiale du groupe ELF AQUITAINE, crée dans son Etablissement (400 personnes) situé au cœur de l'Hexagone, le poste de

chef du service études mécaniques

INGENIEUR de type AM, INSA ou similaire en Mécanique Générale, vous possédez une expérience d'environ 5 ans en B.E. Vous assurerez l'encadrement administratif et technique d'une équipe de 9 personnes dans les activités suivantes :

- développement de produits nouveaux dans les domaines "Instrumentation et Bureautique",
- traitement des affaires "clés en main".

Des connaissances en instrumentation, nouveaux matériaux, plasturgie seraient appréciées. ANGLAIS souhaité.

Déplacements de courte durée en France et à l'étranger. Merci d'envoyer C.V., photo et préférences sous la référence 6696 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui trans.

Formation

LYON

Nous sommes une équipe d'intervenants-Formateurs d'une dizaine de personnes, fondée en 1973.

Nous intervenons pour bâtir et mener des actions de formation dans les entreprises sur le territoire national.

Nous recherchons celui qui viendra renforcer notre équipe. Il sera chargé progressivement de plusieurs missions :

- animer des actions de formation et assurer la suivi,
- créer de nouveaux axes de formation et les développer.

Vous êtes un généraliste, vous avez au moins 30 ans, une formation supérieure, une expérience de terrain dans un poste à responsabilité hiérarchique d'environ 5 ans, une motivation pour les problèmes humains de l'entreprise.

Envoyez-nous votre C.V. : **faral** 132, Crs Charlemagne 69002 LYON

En créant la section BTS (septembre 85), cet Etablissement de formation supérieure agricole du Finistère Nord intègre à son équipe pluridisciplinaire

ADJOINT DU RESPONSABLE DE FORMATION (H-F)

Ingénieur agro ou agri (style conseil en gestion),

- motivé par la formation des jeunes adultes,
- ayant fait preuve dans ses activités antérieures de ses qualités de pédagogue.

Il sera chargé de l'enseignement du programme de comptabilité/gestion/fiscalité.

Animateur de stage, il établit la relation sur le terrain avec les Exploitants - Organisations Professionnelles - Administrations.

Concerné par les enjeux économiques de la région, son souci, comme le nôtre, sera de former les futurs animateurs : responsables de leurs entreprises, du développement de leur profession et de son organisation.

Ecrire s/réf. 622 - lettre manuscrite - C.V. détaillé et motivé - photo - rémunération actuelle à CEIP 29 - Conseil d'Entreprises/Ressources Humaines - 5, av. du Lyonnais 29210 Morlaix. Tél. (98) 88.18.67. Réponse et discrétion assurées.



CENTRE DE RECHERCHES Rhône-Alpes, recrute un

INGENIEUR Chimie Organique

pour recherche appliquée, domaine biologie moléculaire. Formation souhaitée : Grandes Ecoles (ENS-CHIMIE) ou thèse de doctorat.

Merci d'adresser vos candidatures ss réf. 41529 à CONTEXTE PUBLICITE 74, rue Bécheweil 69363 LYON Cedex 07.

LES MINES DE POTASSE D'ALSACE

Filiale d'EMC - (10 000 pers.) recherche pour sa direction des études, un

INGENIEUR DE PROCESS

Diplômé ENSG ou ENS Mines (spécialisation en métallurgie/valorisation des minerais), ou ENSI Gérie Chimique.

Une expérience d'au moins 5 ans l'aura familiarisé avec les traitements de minerais. Des connaissances particulières en minerais phosphatés seront appréciées. Les activités au sein du groupe d'études le conduiront à effectuer des missions d'ingénierie à l'étranger.

Anglais utile. Ecrire avec CV explicite s/réf. P/AP à CETAGEP - 30, avenue Amiral Lemonnier 78160 MARLY LE ROI

CETAGEP

Maintenance et entretien de notre outil de production

A 33 ans minimum, ingénieur diplômé d'une Ecole Electromécanique, Electrotechnique ou équivalent, vous avez une expérience de 5 ans environ de Direction d'un Service Entretien, Maintenance et Travaux neufs, de préférence dans l'industrie lourde, utilisant des process industriels à lignes fortement automatisées. Vous savez ce que représente l'encadrement d'une équipe postée en 3/8 ou 4/8.

Rejoignez notre Société (200 personnes), attachée à un groupe International, spécialisée dans la fabrication de produits minéraux. Le poste est à pourvoir en région champenoise, lieu où les structures industrielles et culturelles sont très dynamiques (à 1h10 de Paris).

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature manuscrit et détaillé avec salaire actuel sous référence 66250M à notre Conseil,

17, rue Courmeaux - 51054 Reims Cedex
58, avenue de Wagram - 75017 Paris
7, rue Victor Hugo - 69002 Lyon

MOORE CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication

Afin d'accroître encore la compétitivité de son matériel roulant (800 véhicules), notre société, l'une des toutes premières sociétés françaises de transport rapide de messageries souhaite adjoindre à son Responsable Technique du Parc un

jeune ingénieur motoriste

Vous êtes débutant ou vous avez 1 à 2 années d'expérience. Nous vous confions, après une période de formation interne, la gestion technique des véhicules en service. Votre mission consistera essentiellement dans l'optimisation du rendement des consommateurs (énergie notamment) et dans l'organisation de la maintenance, préventive et curative. Par ailleurs, vous serez fortement associé à la mise en place d'un nouvel outil informatique de planification et prise en compte en temps réel de tous les événements concernant le matériel roulant. Connaissances approfondies requises : combustion des moteurs diesel, lubrification, électronique. Aptitudes nécessaires : relations sociales notamment (effectif du personnel atelier 50 personnes) et gestion budgétaire. Possession de la langue anglaise vivement souhaitée. Poste basé à RENNES - Prise de fonction à la rentrée prochaine.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre manuscrite et C.V. sous référence 6636 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

CARTE Blanche A UN ENTREPRENEUR

Ce n'est pas seulement parce que notre groupe développe une activité électronique et que nous sommes implantés en Haute-Savoie que nous proposons ce challenge. C'est aussi et surtout parce que nous croyons aux vertus de l'autonomie, de la responsabilité, du risque, en un mot à l'esprit d'entreprise.

NOTRE PROJET : vous confier notre activité électronique, jeune et en forte croissance (80 personnes, C.A. 25 Mfr), pour en faire, à horizon 1990, un pôle majeur de développement et de diversification de nos activités actuelles (automatismes électromécaniques et électroniques).

VOTRE AMBITION : donner enfin votre pleine mesure en assumant, dans un contexte international, les responsabilités d'un directeur de division disposant d'une bonne équipe en Recherche-Développement et en Production et de l'assistance de Services Centraux (Gestion, Administratif, Personnel) ; le commercial, c'est directement votre affaire au moins dans un premier temps.

Bien sûr, la Direction Générale sera attentive à vos résultats et elle vous y intéressera.

Vous avez le tempérament, la compétence, l'expérience pour relever ce défi. Alors, écrivez-nous rapidement, CARPANO ET PONS, Direction du Personnel, B.P. 45, 74301 CLUSES Cedex.

CARPANO ET PONS

501 من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Métropole Lilloise

Au-delà du contrôle de gestion optimisez l'organisation interne et le système logistique de notre centrale d'achat Auchan

La Direction Produits Base, unité autonome, crée le poste de Contrôleur de Gestion. Membre de l'équipe de direction, il mène une action dynamique sur la diminution des coûts et l'accroissement de la rentabilité.

- Contrôleur de Gestion à part entière, il analyse et suit les résultats de chaque ligne de produits, définit un système de fonctionnement interne, met en place des procédures afin d'optimiser le rapport efficacité/coût des prestations de la direction produit.
- Avec le responsable marketing, il étudie les projets et opportunités, contrôle la pertinence des investissements, les prévisions de rentabilité.
- En appui de la direction logistique, il recherche les circuits d'approvisionnement les plus économiques, trouve les solutions pour améliorer les flux produits.

28 ans minimum, vous êtes diplômé d'école supérieure de commerce ou de gestion - ESSEC, Sup de Co... Une expérience de Contrôle de gestion de 5 ans environ dans un centre de profit (secteur de la Distribution), ou chez un fabricant de produits de grande consommation, vous a permis de prouver votre aptitude à l'organisation.

Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement sous la référence 5140 LM, en précisant votre niveau actuel de rémunération.

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49
PARIS - LILLE - MONTREAL

Etablir nos résultats et gérer notre fiscalité

JEUNE FINANCIER HF

CIAT Importante banque régionale du groupe CIC, le Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine emploie 2700 personnes à son siège social de Strasbourg et dans ses 150 agences locales. Suite à la promotion interne de l'actuel titulaire du poste, elle recherche un jeune financier.

Rattaché à la direction financière et comptable, il aura la responsabilité d'un service de 4 personnes chargées d'établir les résultats sociaux et analytiques et d'assurer la gestion fiscale de l'entreprise. Il participera à la mise en place d'un système de reporting mensuel.

Le poste est basé à Strasbourg. Outre de bonnes possibilités d'évolution au sein du groupe (26 000 personnes), le CIAT offre un cadre de travail très agréable et une fonction dépassant largement les attributions comptables et fiscales traditionnelles.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M30/1418 A, à :

EGOR REGION EST
18, rue Auguste Lamey 67000 Strasbourg
ou **EGOR S.A.**
8, rue de Berni 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO

egor MONTREAL

Ouest Atlantique

ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL

Cet important groupe industriel régional (650 personnes, 250 millions de chiffre d'affaires) fabrique et commercialise des pièces mécaniques et composants pour tous types d'industries (automobile, aéronautique, nucléaire...). Recherche un adjoint au chef du personnel.

Rattaché à celui-ci, il aura pour missions principales : la participation à la gestion prévisionnelle du personnel, la prise en charge de la formation, le développement de l'information de la gestion et de l'administration du personnel, la réalisation d'études ponctuelles (tableaux de bord, bilan social...).

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (Droit, gestion plus IAE ou DESS gestion de personnel) et possédant une expérience de quatre à cinq ans dans la fonction personnel acquise de préférence en milieu industriel. Sa personnalité affirmée, ses qualités d'animation, d'aptitude aux relations humaines faciliteront son intégration. La connaissance des outils informatiques est indispensable. L'anglais serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M17/750 A, à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 Nantes

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO

egor MONTREAL

Electronique et Plasturgie

INGENIEURS QUALITE

Le Centre technique européen de Digital Equipment Corporation (73.000 personnes, 4,5 milliards de \$), situé à SOPHIA ANTIPOLIS (AM) recherche, afin de combler les composants pour terminaux :

UN INGENIEUR «COMPOSANTS ELECTRONIQUES»

Cet ingénieur explore le marché des fabricants européens de composants électroniques et électroniques, assure leur potentiel technique et le niveau de qualité des productions, définit et met en place un programme de qualité, participe à la sélection et à la qualification des fournisseurs et des produits. Réf. M5/1410 A

UN INGENIEUR «COMPOSANTS PLASTIQUE»

Son rôle est identique dans le domaine des pièces plastiques et métalliques pour terminaux. Réf. M5/1410 B

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés, (électroniciens pour la référence A et plasturgistes pour la référence B) ayant une double expérience, de 5 ans ou plus, de fabrication et de qualification de composants électroniques ou similaires. La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Le poste, basé à SOPHIA ANTIPOLIS, suppose de nombreux et courts déplacements.

Merci d'adresser lettre de candidature, sous réf. choisie, à :

EGOR TECHNOLOGIES
Département Informatique,
19 rue de Berni 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO

egor MONTREAL

Importante Société d'Expertise Comptable recherche pour **CLERMONT FERRAND BRIVE ou LIMOGES RENNES et TOURS**

EXPERTS COMPTABLES DIPLOMES HF

ayant si possible formation supérieure complémentaire (Université et/ou Ecole de Commerce) pour

- assumer la responsabilité d'une délégation régionale et des secteurs qui y sont rattachés
- contrôler et animer une équipe de collaborateurs chargés d'effectuer des missions auprès de la clientèle.

Voiture indispensable.

Envoyer CV, photo et prétentions s/réf. 54492 à PROJETS 12 rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre.

CONSTRUCTEUR DE BIENS D'EQUIPEMENT implanté dans le Sud-Ouest spécialisé dans supports tuyauteries, appareils sous pression et modules de séparation destinés au secteur pétrolier et énergie recherche

AGENT TECHNIQUE-COMMERCIAL

exclusif sur Paris pour prospection, contacts suivi et négociations avec clientèle française

Adresseur C.V. + lettre + photo sous réf. 305.864

REGIE-PRESSE
7, r. de Montcaury, 75007 Paris

LYCEE PERCEVAL (PÉDAGOGIE STIMIER) 6, avenue d'Epineuil 78400 Chateaufort

cherche : ENSEIGNANTS pour math, phys., musique, gym, prié : personnes polyvalentes, entier, disponible.

Appartenant au Groupe COMPUTER AIDED SYSTEMS DE SCHLUMBERGER, SENTRY (basé en Californie) est leader mondial dans le domaine du **TEST DE CIRCUITS INTEGRES**

Notre filiale européenne comprend des agences commerciales en Allemagne, en France et en Angleterre ainsi qu'un centre d'études et de production à St-Etienne.

Pour le Département Etudes, nous recherchons un

Ingénieur électronicien

(2 à 5 ans d'expérience)

Il participera à la conception, à la réalisation et à la mise au point d'un nouveau testeur aussi bien en hardware qu'en software. Le domaine étudié est l'électronique digitale

rapide. La technologie fait appel aux circuits hybrides, aux circuits prédiffusés rapides (GATE-ARRAY) ainsi qu'à des circuits imprimés multicouches.

Merci d'envoyer votre C.V., photo et prétentions au Service du Personnel 34, rue Necker, ZI Montreynaud, 42028 ST-ETIENNE.

SENTRY
Schlumberger

Importante société de **TUYAUTERIE-CHAUDRONNERIE INDUSTRIELLE** recherche

UN RESPONSABLE LIGNE DE PRODUITS

La mission couvre l'ensemble des fonctions, productions commerciales et gestion de l'atelier de production. Il s'agit d'une création de fabrication et de poste. Le candidat recherché aura une formation ou un niveau **INGENIEUR (AM, ECAM, INSA)**

Il possèdera une expérience technique en chaudronnerie, montage, métaux spéciaux et aluminisme et une expérience de direction ou d'adjoint d'une unité autonome.

Le poste à pourvoir est à LYON

Adresseur C.V., photo et prétentions

M.P.A. n° 5.967, B.P. 2.355, 69216 Lyon Cedex 02.

2 chefs d'agence

(04) Alpes de Haute-Provence

MANOSQUE

ORAISON

Pour développer les résultats de ces agences, ainsi que des bureaux qui leur sont rattachés, par vos actions sur l'organisation, l'encadrement du personnel (35 personnes à Manosque, 18 à Oraison), et surtout par vos contacts commerciaux auprès des clients importants.

Dynamique, vous avez un sens aigu de l'obligation et du dialogue, des responsabilités et de l'organisation. Votre expérience éventuelle du réseau bancaire est un avantage. Vous trouverez chez nous un travail motivant, dans un environnement de qualité, assorti des avantages liés à la fonction bancaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt. à M. le Directeur du Crédit Agricole des Alpes de Haute-Provence - B.P. 202 - 04100 MANOSQUE Cedex

ingénieur d'études

CENTRALE, AM, INSA, ENSI

Une importante Société fabricant des matériels de laboratoire (150 km au Sud de Paris), filiale d'un Groupe Français de dimension internationale souhaite intégrer dans l'équipe jeune et dynamique du Bureau d'Etudes un Cadre de valeur.

Il sera chargé du développement d'appareillages scientifiques et de laboratoires, de la conception à l'industrialisation.

Ce poste sera confié à un ingénieur diplômé, sachant travailler en équipe et ayant par une première expérience fait la preuve de son esprit créatif ainsi que de sa rigueur d'organisation dans la réalisation des projets.

La rémunération est ouverte en fonction de l'expérience.

Adressez au Cabinet R.C.C. lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle en précisant la référence 549-M.

Recherche / Conseil / Cadres
6, AVENUE DU COQ - 75009 PARIS

BAHLEN S.A.
Snacks - Biscuits,
recherche pour NOYON (60), un

CONTROLEUR HF GESTION DE PRODUCTION

Formation : Maîtrise de Gestion, Ecoles de Commerce ou IUT...

Rattaché au Directeur de Production, il est chargé :

- de la mise en place et du contrôle des budgets en liaison avec les deux usines et le contrôle de gestion du siège,
- de l'analyse des coûts et des ratios de production,
- de participer à la conception et de mettre en œuvre les nouvelles applications informatiques,
- du suivi des prix de revient.

Très pragmatique, doté d'une bonne aisance dans les contacts pour sensibiliser efficacement à la gestion les différents services, il a réussi une première expérience de préférence en milieu industriel.

Merci d'écrire, en précisant la rémunération actuelle, sous réf. 603 M à Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

PAULSTRA hutchinson

550 MILLIONS F - 2.100 PERSONNES
STÉ DU GROUPE HUTCHINSON
(19 USINES EN FRANCE)
rach. pour son Dépt JOINTS et USINE de Segré (49), à 35 KM D'ANGERS

Responsable des RELATIONS SOCIALES (600 personnes)

Membre de l'équipe de direction AVEC LA DÉFINITION LA PLUS LARGE DE LA FONCTION : Gestion-Parsonnel-Paie-Formation-Sécurité-Accueil-Participation active aux réunions avec les partenaires sociaux. En plus, CORRESPONDANT INFORMATIQUE pour la mise en place et la suivi de nouveaux programmes.

- UN «PROFESSIONNEL» des R.S. : Jeune (moins de la quarantaine) avec une formation générale solide (si possible spécifique à la fonction). Bonne connaissance du droit du Travail
- EXPERIENCE INDISPENSABLE : de la fonction PERSONNEL et R.S. - en milieu INDUSTRIEL (usine)
- Habitué à l'utilisation de l'INFORMATIQUE

S.C. vous garantit une DISCRETION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8257 à

sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Ingénieurs Généralistes Débutants

Commencez votre carrière chez le n°1 de l'alimentaire

GERVAIS DANONE FRANCE, LES VERRERIES DE MASNIÈRES, LA SOCIÉTÉ DES EAUX D'ÉVIAN, entreprises performantes et en constante progression sur leurs marchés, vous proposent de participer à leur développement et vous incitent à rejoindre leurs équipes d'ingénieurs.

Plusieurs postes opérationnels vous sont offerts en production : vous y assumerez des responsabilités concrètes impliquant d'emblée pour la plupart des postes, l'animation d'équipes.

Vous profiterez ensuite des perspectives de carrière particulièrement ouvertes et attractives que le GROUPE BSN (38.000 personnes, 28 Md de F de C.A.) propose à des jeunes ingénieurs à fort potentiel.

Vos qualités personnelles de dynamisme, de contact et d'ouverture seront des éléments majeurs de votre réussite. Différentes implantations géographiques sont concernées : Paris, Lyon, Lille, Cambrai, Strasbourg, Evian.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R 28 M, en précisant, si nécessaire, la région que vous choisissez, à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Tabernat - 75381 PARIS Cedex 08.

CERAM

1983 : La Chambre de Commerce et d'Industrie de Nice a créé le CERICS, 1er Centre Européen de Génie Logiciel en association avec le Groupe Bull, l'INRIA et le soutien de l'Agence de l'Informatique. **1985 : Nous lançons un Programme européen de management des technologies de l'information.** Dans le cadre de ce développement nous procédons aux recrutements suivants :

DIPLOMÉS GRANDE ÉCOLE (Scientifique : X, Supélec, Mines, Centrale, Maitrise, ... Gestion : Hec, Esap, Ceram, Sciences Po, Esc, Maitrise, ...)

De grandes Entreprises et le CERAM - Informatique offrent à une vingtaine de diplômés du second cycle de l'enseignement supérieur des Bourses d'études leur permettant d'accéder aux fonctions d'INGÉNIEUR CHEF DE PROJET en informatique, à l'issue de 9 mois de formation intensive d'un M.S. en technologies de l'information.

Demandez un dossier de candidature et d'information à : CERAM-Informatique BP 20 - Sophia Antipolis - 06561 VALBONNE Cedex - Tél. (93) 33.95.95. **SOPHIA-ANTIPOLIS**

LABORATOIRES DU TILLET

Leader en assistance médicale informatique dans le domaine de la nutrition recherche pour Nancy **INFORMATICIEN CHEF DE PROJET** sur IC, ME 29 - 29 55 Disponibilité immédiate. Téléphones : (6) 330-45-46.

École Ingénieurs Tarbes cherche Ingénieur du maître la Science + DEA, formation physico-chimie, master, Bourses industrielles, masters dans cadre contrat IF pour doctor, en deux ans sur fatigue master, concours. Envoyer candidatures + C.V. à : M. Petit, ENI Tarbes, Chem. Azémar, 65015 Tarbes.

ANNONCES CLASSÉES

TÉLÉPHONÉES

555-91-82

MARSEILLE

BANQUE REGIONALE en forte croissance, recherche

RESPONSABLE ETUDES

Vous avez une première expérience bancaire (crédits) et vous aimeriez élargir vos responsabilités.

Soyez notre Responsable Etudes ; dans un premier temps, ce poste évolutif vous permettra de concevoir et de mettre en place de nouveaux produits financiers.

Placé auprès du Directeur des Engagements vous serez autonome, dynamique et disponible. Une bonne base juridique serait un plus.

S'il vous paraît que l'un de ces profils correspond à votre carrière et à vos attentes, contactez-nous en adressant lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions en précisant le poste qui vous intéresse au Département des Relations Humaines

FEDERATION DU CREDIT MUTUEL MEDITERRANEE

521 AVENUE DU PRADO, 13008 MARSEILLE.

Crédit Mutuel

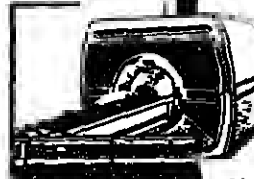
LES UNES LES AUTRES

CONTROLEUR FINANCIER

De formation supérieure en gestion et comptabilité, vous présentez une expérience réussie en entreprise ou cabinet d'audit.

Vous dirigerez notre service Contrôle Financier et serez chargé de la tenue du tableau de bord financier du groupe d'études de synthèse, de la gestion de moyens, du suivi de la réglementation.

Votre personnalité fera de vous un chef de service responsable et performant.



THOMSON CGR DES ÉQUIPEMENTS DE HAUTE TECHNOLOGIE AU SERVICE DE LA SANTÉ

Nous sommes l'un des leaders mondiaux dans la conception, la production et la commercialisation d'équipements d'imagerie médicale.

CHEF DU SERVICE TECHNIQUE

Vous dirigerez le Service APRÈS-VENTE de notre Région Nord (3 succursales : Rouen, Lille, Reims - effectif technique, de 70 personnes).

Vous aurez pour objectifs la qualité et la rentabilité du service d'installation et de maintenance de nos matériels.

INGÉNIEUR, vous avez assuré pendant environ cinq ans une responsabilité comparable.

Pour ce poste basé à LILLE, nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) au Service du Personnel, THOMSON-CGR

B.P. 50 - 75755 PARIS CEDEX 15.

THOMSON

ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

Organisateur d'agence

Vous avez une expérience de 2/3 ans en organisation, vos compétences et vos qualités personnelles vous donnent aujourd'hui les atouts nécessaires pour progresser dans une entreprise en plein développement.

Nous vous proposons, avec les utilisateurs, de détecter, d'analyser leurs besoins. Pour eux, vous trouverez des solutions originales, les concevrez et assurerez leur mise en place.

Merci d'adresser CV manuscrit, photo et prêt. à : Banque Populaire - Relations Humaines - 106, rue du Km 400 - 71008 MACON Cedex.

Banque Populaire

DE SAONE-ET-LOIRE ET DE L'AIN

Pour des missions d'assistance technique

10 ingénieurs et techniciens supérieurs passionnés

d'automatismes et de robotique

trouveront chez nous :

- des conditions de travail attrayantes,
- autonomie et initiative,
- des moyens techniques exceptionnels.

Merci d'envoyer rapidement C.V. détaillé, photo à RÉGIE PRESSE, n° 307.300 M.

7, rue de Montessuy, 75007 Paris. Nous prendrons contact avec chaque candidat.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LE MONDE DE L'INFORMATIQUE

Mardi 11 Juin

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

offres d'emploi du journal

Le Monde



CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

Dans le cadre de sa nouvelle politique en méthodes, la Direction Informatique de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, recherche :

un Ingénieur Méthodes Informatiques

- pour :
- animer l'implantation de la méthode de conception MERISE;
- intervenir comme conseil auprès des équipes de développement;
- définir les outils nécessaires à MERISE.

Ce poste requiert une expérience de plusieurs années en informatique et une pratique de la méthode MERISE.

un Ingénieur pour la Gestion de Données

- pour :
- conseiller les équipes de développement dans la conception de leurs architectures de données;
- implémenter et développer l'utilisation d'un dictionnaire de données.

Ce poste requiert une expérience de plusieurs années en informatique et une aptitude à la synthèse et au dialogue.

Intégrés dans un service d'études et de recherche, ces deux postes, très formateurs, offrent de nombreuses possibilités d'évolution dans le CAM.

Envoyer CV, photo, salaire et prétentions sous réf. SB 0632 à CNCA

Gestion des Personnes - 75010 Paris 13ème

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

هنا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

RHÔNE-POULENC SPECIALITES CHIMIQUES

Pour répondre au défi des années futures RHONE-POULENC souhaite intégrer des maintenant plusieurs Jeunes Ingénieurs à fort potentiel pour qu'ils puissent leur être confiés à terme d'importantes responsabilités.

INGENIEURS MAINTENANCE CENTRALE, AM, INSA, ENSI

- Premier emploi ou doté d'une première expérience (Pétrole très appréciée).
- En première insertion ils interviendront comme Ingénieurs de secteur, sur des installations chimiques existantes.

(Réf. 545-M)

INGENIEURS PROCESS

CENTRALE, AM, ENSIC, IGC, IFC, IFOCA

- Dotés d'une première expérience 5-10 ans (Pétrole et Elastomères très appréciés).
- En première insertion ils seront intégrés au sein d'une équipe de production dans une optique de développement technique. Leur mission comportera 3 grands axes : assister la fabrication, améliorer les procédés existants (automatisation - informatisation), mettre en place de nouveaux procédés.

(Réf. 547-M)

Le Groupe dispose de sites répartis sur l'ensemble du territoire.

Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle, en précisant la référence du poste souhaité à :

RHONE-POULENC - SPECIALITES CHIMIQUES
Direction des Relations Humaines - Développement Cadres
Cedex 29 - 92097 Paris La Défense



THOMSON-CSF

DÉPARTEMENT AVIONIQUE GÉNÉRALE

La très haute technicité de nos produits et la compétence de nos équipes permettent à notre Département Avionique Générale d'obtenir de nombreux succès dans un secteur de pointe. Notre développement nous conduit à recruter 3 INGENIEURS GRANDES ÉCOLES (X, ESE, A & M, ENST, ENSAE, ENSTA, ISEP...).

INGÉNIEUR MÉTHODES
Montage Câblage, Pos. I ou II

MISSION :

- Encadrement des Préparateurs.
- Gestion du service Méthodes : suivi des dossiers, des modifications et des coûts, création de gammes, fiches d'instruction.
- Réalisation des études technologiques à court et à moyen terme, en THT, Optomécanique, composants futurs.
- Mise en place d'un suivi Informatique temps réel.

Une première expérience réussie d'au moins 2 ans en Mécanique et/ou en Électronique permettra à un candidat de valeur de déboucher, à brève échéance, sur la responsabilité d'un service Montage-Câblage et microélectronique de 35 à 40 personnes.

(Réf. MMC)

INGÉNIEUR APPROVISIONNEMENT
Pos. II

MISSION :

- Études de marchés.
- Marketing achats (matériel et composants électroniques).
- Études économiques et technologiques relatives à l'évolution des technologies chez les fournisseurs.
- Suivi des produits stratégiques se rapportant aux matériels réalisés par le Département.
- Liaisons avec les services techniques et Bureau d'Études, afin de promouvoir les produits.
- Assistance des Acheteurs dans le cadre de contrats importants.

De formation Électronique et d'expérience en Labo. ou B.E. vous travaillerez en étroite collaboration avec le chef du Service Achats-Approvisionnement.

(Réf. APP)

INGÉNIEUR MÉCANICIEN
Bureau d'Études, Pos. I ou II

FONCTION :

Responsable de la technologie et des définitions mécaniques. Vous serez rattaché au B.E. travaillant sur des systèmes aéronautiques.

Après une formation interne, vous évoluerez à terme sur la CAO dans le domaine Mécanique : calcul de structures aéronautiques, calcul de thermie, simulation en vibrations.

De formation mécanique, débutant ou avec 1 ou 2 ans d'expérience, vous avez le sens des contacts humains.

Connaissance de l'anglais nécessaire. (Réf. MBE)

Ces 3 postes sont à pourvoir à ISSY-LES-MOULINEAUX.

Tous nos postes peuvent être tenus par des Ingénieurs débutants à haut potentiel à qui nous offrons des possibilités d'évolution au sein de notre Division.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) en précisant la référence du poste choisi à Mme COLLET - THOMSON-CSF - 31, rue Camille-Desmoulins, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.



CAP GEMINI SOGETI

premier groupe européen de services informatiques

Paris - Province

Vous êtes un **gagneur**, venez augmenter vos chances avec nous.
Vous êtes un **vendeur**, venez vendre les services qui font notre réputation.
Vous êtes un **leader**, venez piloter l'une de nos agences.
Vous êtes un **informaticien** expérimenté, venez exercer et renforcer vos talents sur notre palette de chantiers très diversifiés.
Vous êtes un **gestionnaire** rigoureux et convaincant, venez nous aider à avoir des résultats encore meilleurs.

Votre place est parmi nous car notre expansion nous permet d'offrir à ceux qui sont en même temps, mais dans des proportions variables, des **gagneurs, des vendeurs, des leaders, des informaticiens** et des **gestionnaires** des métiers très variés :

Directeurs d'agence
Ingénieurs commerciaux
Ingénieurs principaux
Ingénieurs en chef

Françoise Doutriaux attend votre dossier de candidature, sous réf. 4334, à CAP SOGETI OPERATIONS, 92 Bd du Montparnasse, 75682 Paris Cedex 14.

Jeune diplômé d'école de commerce :
une carrière
dans l'industrie pharmaceutique

Avez-vous pensé pour votre premier poste, à prendre d'emblée, une position d'interface active entre la production, la gestion, la recherche, les méthodes, nos fournisseurs et le marché pharmaceutique dans son ensemble ?

C'est ce que nous vous proposons en vous confiant une fonction clef de notre entreprise : les Achats. Intégré à une équipe qui saura vous former, très autonome et assisté de moyens appropriés (assistante, logistique, informatique...), vous pourrez prouver votre dynamisme, développer votre sens de la négociation, de l'organisation et de la gestion.

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions), sous la référence CDIA/IF/LM, à notre Conseil qui vous expliquera vos perspectives d'avenir dans le Groupe.

ARCOREM



Raymond Poulin Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

GEP! responsable export

Nous sommes l'un des plus importants industriels français du secteur chaussures (500 Millions de Francs de CA, 1800 personnes). Notre distribution à l'étranger est assurée par un réseau d'agents et des filiales. Notre Directeur Export recherche aujourd'hui le responsable de la zone germanique pour développer notre implantation sur l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse. Il devra étudier les besoins de ces 3 marchés, mettre en place des structures adaptées, négocier avec les plus importants clients et participer à tous les salons. C'est un professionnel de l'export et surtout un homme de terrain que nous recherchons. Il devra justifier d'une première expérience acquise dans le domaine des produits de grande consommation si possible influencés par la mode. Il devra être parfaitement bilingue Français-Allemand. La pratique de l'Anglais serait appréciée. Le poste est basé à Colmar ou dans ses environs.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous la réf. 497.85 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC

NOUS SOMMES : une très importante société de construction mécanique de la banlieue ouest.

VOUS AVEZ :

- Un B.T.S. Comptabilité ou un D.U.T. finances-comptabilité.
- 25 à 35 ans.
- Une expérience souhaitée de 2/3 années de comptabilité analytique, le goût des contacts, de l'initiative...

NOUS OFFRONS : Un poste d'ANALYSTE-COMPTABLE, chargé :

- De l'amélioration des organisations.
- Des études, mise en place, suivies d'application et de procédures comptables.
- Des relations avec les secteurs comptables, gestion et informatique.

Les dimensions de notre société nous permettent de vous assurer une évolution certaine.

Adresser votre candidature, curriculum vitae

+ photo + prétentions à :

PUBLICITE FRANÇAISE, qui transmettra.
23-27, avenue de Neuilly, 75116 PARIS

sous référence 22.627 (n° à préciser sur l'enveloppe).

Regional Audit Manager Europe

Une des toutes premières banques américaines

Nous accentuons notre progression (- 25% /en) en Europe au travers d'une diversification de nos opérations. Bien maîtriser cette expansion, implique le renforcement et la réorganisation de l'audit interne.

La Regional Audit Manager que nous recherchons va conduire cette évolution. Il définit en accord avec la Direction Audit International à Londres, le plan d'audit interne pour l'Europe et le Moyen-Orient, coordonne et contrôle l'ensemble des missions, analyse et teste l'efficacité des opérations, systèmes et procédures au travers d'équipes d'intervention (15 pers.) et assure leur conformité avec celles du groupe. L'impact de votre fonction est large : elle recouvre toutes les opérations de la banque ainsi que de ses nombreuses filiales et succursales (plus d'une cinquantaine).

Véritable patron de l'audit interne régional, vos quelques années d'expérience en cabinet d'audit anglo-saxon ainsi que 4/5 ans dans l'audit en milieu bancaire international vous ont permis d'occuper des responsabilités d'animation et de management d'équipes multinationales (la maîtrise du Français et de l'Anglais est indispensable), et de maîtriser les techniques et concepts d'audit bancaire.

Le poste basé à Paris requiert des déplacements nombreux en Europe et au-delà. La rémunération importante est fonction de l'acquis professionnel des candidats.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence M 39905 à Rudolph von Raasfeldt, TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Reckitt & Colman

est une importante société internationale spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits grande consommation. Ses 4 filiales françaises réalisent un C.A. consolidé de 900 000 000 de F.

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE GENERALE

telles sera la fonction du CADRE FINANCIER que nous souhaitons recruter.

De formation supérieure (Grande Ecole + DECS appréciée), vous pouvez justifier d'une expérience réussie de 2 à 3 années minimum dans une société internationale ou dans un cabinet d'audit. Dirigeant une équipe de 5 personnes, vous serez responsable de la comptabilité générale et de la base de données comptables informatisées, de la gestion des immobilisations (2 usines et 1 centre de stockage), des déclarations fiscales et de la préparation des comptes sociaux, ainsi que du reporting auprès de la société mère.

La pratique de la langue anglaise est vivement souhaitée.

Voire fort potentiel vous permettra de trouver à travers ce poste des possibilités d'évolution.

Adressez votre lettre manuscrite avec C.V. et photo à RECKITT & COLMAN Direction des Relations Humaines 15, rue Ampère - 91301 MASSY.

Chef des ventes grande distribution (bureautique)

SOCIÉTÉ FILIALE D'UN GRAND GROUPE EUROPEEN commercialisant des produits de bureautique crée un nouveau service commercial pour accentuer ses ventes de produits grands publics et semi-professionnels.

Elle recherche son Responsable des Ventes qui devra :

- préciser la stratégie commerciale ainsi que les objectifs à atteindre,
- définir les moyens à mettre en œuvre (internes et externes) pour assurer le développement des ventes,
- assurer personnellement le démarrage de cette activité (référencement, suivi commercial, conditions de vente, négociations) auprès des centres d'achat, de la VPC, des catalogistes professionnels...
- à moyen terme diriger, animer et gérer le service commercial correspondant.

Ce poste sera confié à un candidat pouvant faire la preuve à travers son expérience professionnelle dans le domaine de la grande distribution et de commerce moderne (si possible bureautique), non seulement d'une parfaite connaissance des circuits de distribution mais également de qualités incontestables de "stratégie" et d'animateur. Anglois apprécié.

Poste : très proche banlieue nord-ouest Paris.

Rémunération motivante basée sur résultats et expérience (à définir avec le candidat).

Ecrire sous réf. PA 501 AM Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris



Membre de Syntec

GRUPE HOTELIER INTERNATIONAL recherche pour son siège Paris 8^e

Contrôleur budgétaire

En relation directe avec le Contrôleur de Gestion du Groupe il interviendra dans l'élaboration et le suivi des budgets des établissements implantés à l'étranger et sera chargé de la consolidation des résultats de ces établissements.

De formation supérieure (type écoles de commerce) il aura déjà acquis une expérience de 2 ans de préférence dans une entreprise à établissements multiples. La connaissance de la micro-informatique est un atout.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature, sous réf. 4498 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris

Responsable comptable et financier

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE PREMIER PLAN recherche le Responsable Comptable et Financier d'une de ses filiales (450 personnes - CA 500 millions).

Ce poste conviendrait à un candidat ESC, DECS ou équivalent, ayant une solide expérience professionnelle, capable d'assumer la responsabilité, pour la société :

- de la comptabilité générale et analytique,
- de la gestion de trésorerie,
- des contacts extérieurs (banques, commissaires aux comptes, administrations) et intérieurs (contrôle de gestion et informatique),
- de l'animation d'une équipe.

Poste intéressant impliquant la polyvalence de la PME et la rigueur d'un grand groupe.

Poste à Beauvais.

Ecrire sous réf. JU 495 AM Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris



Membre de Syntec

Optimiser les performances d'une nouvelle usine très automatisée

Une unité récente (420 personnes, leader en Europe dans sa branche), appartenant à un groupe français important, souhaite, maintenant sa phase de démarrage achevée, renforcer sa Direction Technique, afin d'optimiser l'efficacité et la fiabilité de ses installations basées sur des technologies modernes.

Elle recherche DEUX INGÉNIEURS

- l'un pilotera le service Electricité-Automatismes-Régulation (10 personnes) avec pour objectif l'assistance technique aux opérationnels, le respect des programmes et méthodes de maintenance, l'orientation des études et le suivi des réalisations nécessaires à l'amélioration des matériels.

référence CN 489 AM

- l'autre dirigera les équipes opérationnelles de maintenance (25 personnes) après une première mission où il offrira les méthodes et outils de gestion de l'entretien et animer leur mise en œuvre.

référence DO 490 AM

L'importance stratégique de ces responsabilités exige une formation d'ingénieur AM, IDN, ECL... une expérience industrielle de 5 ans ou moins acquise dans une usine à feu continu, des compétences significatives sur le plan des techniques (électricité, électronique, régulation...) et de l'animation des hommes, des qualités marquées de disponibilité et de battant.

Des perspectives d'évolution intéressantes seront offertes à des candidats de valeur motivés par le dynamisme nécessité par les hautes technologies appliquées dans cette unité.

Postes basés dans le sud-est de la France.

Ecrire en précisant la référence, Madame SANTAMARIA 11, rue Calvé, 33000 Bordeaux Discretion absolue



Membre de Syntec

Ingénieur électronicien

LE SERVICE TECHNIQUE DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES recherche pour l'un de ses groupes techniques un Ingénieur Electronicien.

Il sera intégré dans une équipe d'une dizaine de personnes et conduira, depuis les spécifications jusqu'aux essais, l'étude, le développement et la réalisation de matériel électronique de pointe et de haute fiabilité en relation avec les industriels coopérants.

Ce poste s'adresse à des ingénieurs diplômés, possédant des bases solides en électronique et si possible des notions d'informatique.

Une expérience industrielle d'études et de développement serait appréciée mais les candidatures de débutants seront examinées.

Poste à Paris.

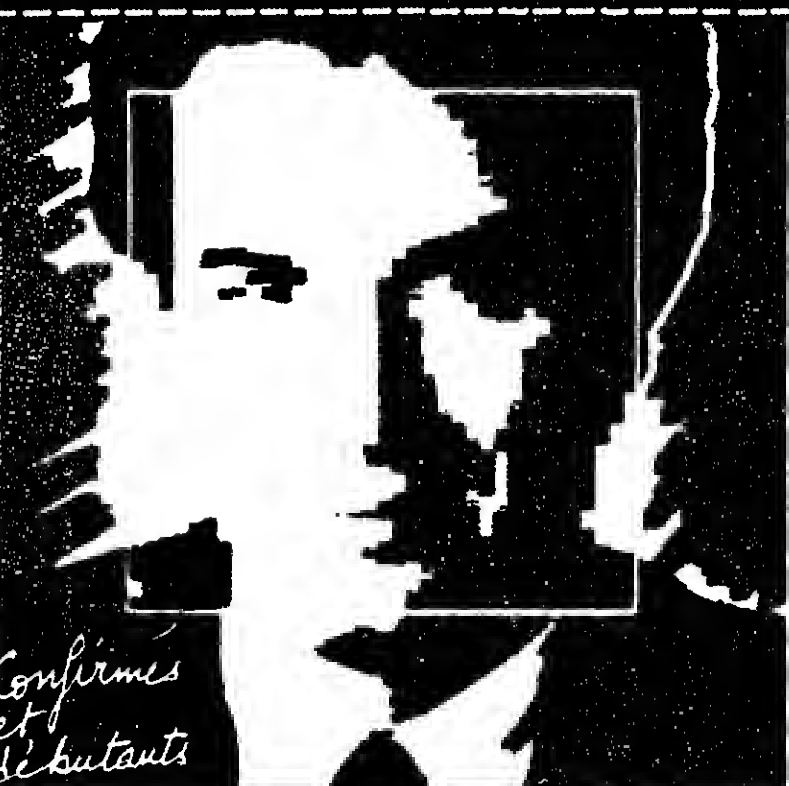
Ecrire sous réf. GR 492 AM Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris



Membre de Syntec

VOUS AVEZ L'ENERGIE, NOUS AVONS L'INDUSTRIE. CGEE ALSTHOM



VOUS PREFEREZ CONTACT

Confirmez et débutez

Automatiser, réguler, superviser les procédés industriels dans le monde entier, c'est le Contrôle Industriel CGEE ALSTHOM. Nous recherchons donc, diplômé(e)s grandes écoles :

Ingénieurs Informaticiens "temps réel"

Etudes et/ou réalisations pour les automatismes temps réel, la C.A.D. (M.A.X) et les régulations d'ensembles. Connaissances : systèmes, réseaux industriels de communication, bases de données.

Ingénieurs Micro-électroniciens

Conception de schémas électroniques et mise en œuvre de leur logiciel pour réaliser des équipements d'automatismes. Connaissances : télétransmissions, traitement de signal, asservissements.

Ingénieurs Automatiseurs

Conception et mise en œuvre d'architectures d'automatismes industriels. Connaissances : mini-calculateurs, microprocesseurs, automates programmables, réseaux.

Ecrire à Fabienne Ducret - C.B.E.E. ALSTHOM - 13, rue Antoine-Raynaud - 92308 Levallois-Perret Cedex.



CGEE ALSTHOM



Les A.G.F. recherchent un CHARGE D'ETUDES INFORMATIQUES pour le Département Contrôle de Gestion de leur Direction Commerciale VIE.

Les différentes missions consisteront à :

- procéder à la maintenance et au développement des systèmes informatiques,
- assurer le traitement de données de façon à répondre aux demandes de la Direction,
- procéder à des simulations de résultats en fonction des scénarios définis par l'encadrement de la Direction,
- mettre en œuvre un système informatique de contrôle de gestion en liaison avec le Département de l'Organisation Commerciale.

Vous êtes titulaire d'un MIAGE ou équivalent avec éventuellement quelques années d'expérience.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence DCV/1, aux AGF - Département Gestion de l'Emploi du Personnel Administratif - 33, rue Lafayette - 75009 PARIS.



Membre de Syntec

Traducteurs techniques anglais - français HF

De formation Ingénieur ou équivalent, les candidats devront posséder une bonne compréhension de l'anglais, de solides connaissances en informatique ainsi qu'une grande aptitude à rédiger en français.

Les ouvrages à traduire traitent de l'informatique sous tous ses aspects : matériels, logiciels, gros et moyens systèmes, micros, réseaux, bureautique, etc...

Des moyens techniques importants sont mis à la disposition des traducteurs dans un environnement de travail attractif.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) sous réf. 1913M à

SOURCES

144 rue de Rivoli 75001 Paris qui transmettra

Ingénieur, vous voulez changer de carrière... Quittez la technique pour le tertiaire international.

180 000 +

Dans notre secteur, au plan mondial, nous sommes l'un des 5 premiers. Dans une activité tertiaire de haut niveau comme la nôtre, nous faisons appel à des compétences multiples d'hommes venant d'horizons divers.

Pour permettre le développement de l'un de nos départements dont l'activité est très liée à l'analyse des risques industriels, nous souhaitons recruter un ingénieur : AM, IDN, HEI, ECL... que nous formerons à notre métier.

Vous serez, en tant qu'adjoint du responsable du secteur, celui qui partage, sur toutes les affaires, l'ensemble des responsabilités. La trentaine, l'envie d'apprendre un métier nouveau, de vous impliquer dans un secteur porteur d'avenir, votre expérience peut être fabrication, méthodes, contrôle qualité... Pour ce poste basé à Paris, mais qui vous amène à voyager dans le monde entier et à rencontrer des dirigeants et des décideurs, vous devez parler anglais.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 2195M - 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

501 من الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**ECOLE D'AFFAIRES
ET DE COMMERCE INTERNATIONAL**
recherche
**POUR SON PROGRAMME
INTERNATIONAL BA ET MBA**

PROFESSEURS

- Gestion
- Management
- Marketing
- Publicité
- Droits des Affaires et
du Commerce International
- Techniques de Commerce International

Certains cours sont impérativement
bilingues - Français/Anglais

En vacataire, quelques heures par semaine

Envoyer C.V. et prétentions à :
Publicité Claude Michel
82, bd de Sébastopol - 75003 Paris
qui transmettra.

ÉLECTROTECHNIQUE
Ingénieur
recherche et développement
fort potentiel

**UNE FILIALE DE LA CGE, leader mondial dans son
domaine (biens d'équipement électrotechnique)** propose au
sein de son service Recherche et Développement un poste intéressant et évolutif à
un Ingénieur de valeur.

Il sera d'abord solidement formé aux produits de la Société afin de le rendre à
même d'exercer à l'échelon international des responsabilités impliquant :

- la valorisation des produits existants,
- le développement de produits nouveaux.

La réussite dans ce poste nécessite :

- une formation ingénieur grande école : ECP, ESE, Mines, AM...
- une parfaite maîtrise de l'anglais,
- de préférence une première expérience professionnelle dans un poste de
développement et dans le domaine électrotechnique,
- un dynamisme marqué conjugué avec d'excellentes capacités de contact,
d'animation et le goût de la technique.

Poste : Région Vichy.

Ecrire sous réf. OZ 500 CM
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Expert-comptable
Chef du service
comptabilité générale et trésorerie

**UNE GRANDE SOCIÉTÉ RATTACHÉE A UN GROUPE
INDUSTRIEL NATIONALISÉ, recherche son Chef de Service
Comptabilité Générale et Trésorerie.**

Ce poste conviendrait à un jeune expert-comptable (ou niveau équivalent) ayant
5 à 10 ans d'expérience, disposant de solides compétences techniques en comptabilité
et en fiscalité, capable de gérer une trésorerie importante, d'animer une
équipe, de développer les procédures d'organisation comptable en liaison avec
l'informatique.

Le poste sera basé dans une grande ville de la région Rhône-Alpes.
L'évolution de carrière du candidat, ou sein du groupe, peut impliquer une mobilité
géographique en France.

Ecrire sous réf. HS 493 AM
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Un jeune manager
pour diriger un centre de profits

- Vous avez l'ambition et la capacité de diriger et de développer une affaire,
- Vous avez ou minimum 5 ans d'expérience professionnelle qui vous ont donné le
sens de la gestion, l'habitude d'animer du personnel la pratique des relations
commerciales,
- Vous disposez d'une formation supérieure (ingénieur ou école de commerce).

Rejoignez notre équipe.

- Nous sommes une Société de Services de plus de 600 personnes comprenant
plusieurs centres de profits et votre activité se situe dans un créneau en
expansion,
- Nous avons triplé notre CA en 5 ans et nos résultats sont bons,
- Nous vous proposons de diriger un de nos centres de profits de 100 personnes
situé en Normandie.

Rémunération : 250.000 F.

Ecrire sous réf. MX 498 AM
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

**ENTREPRISE
PROCHE BANLIEUE PARISIENNE
REGION SUD**
recherche

**JEUNE
INGENIEUR D'ETUDE**

**GRANDE ECOLE
(X, CENTRALE, TELECOM...)**

Pour la définition de systèmes à base de techniques
de pointe : physique nucléaire, thermique, mécanique
des fluides, informatique.

Bonne connaissance de l'anglais.

Adresser C.V. et prétentions à
PIERRE LICHOU S.A. - s/réf. 11064
BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02
qui transmettra.

**ENTREPRISE
PROCHE BANLIEUE PARISIENNE
REGION SUD**
recherche

**JEUNE
INGENIEUR**

**GRANDE ECOLE
(X, SUP. AERO, CENTRALE...)**

pour études de définition des Systèmes Aéronautiques
de demain.
Compétences en aéronautique et électronique, pratique
de l'informatique, anglais courant souhaité.

Adresser C.V. et prétentions à
PIERRE LICHOU S.A. - s/réf. 11063
BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Juriste d'entreprise

**UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU SECTEUR ALIMEN-
TAIRE, leader dans son domaine, CA supérieur à 1 milliard, recherche
un jeune Juriste d'Entreprise.**

Ce poste conviendrait à un candidat maître de droit, ayant environ deux ans
d'expérience professionnelle dans un secteur de produits de grande consommation,
lui ayant donné de bonnes connaissances en droit commercial et particulièrement
en droit des "marques".
Poste actif et intéressant pour candidat rigoureux et de bon contact.

Poste : banlieue immédiate nord Paris.

Ecrire sous réf. RC 502 AM
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

**Adjoint du chef
des services comptables**

**UNE SOCIÉTÉ DE BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
RENOMMÉE (750 personnes) recherche l'Adjoint du Chef des Servi-
ces Comptables.**

Il participera à l'ensemble des activités du service sur les plans technique, anima-
tion de personnel, organisation. Ce poste conviendrait à un candidat DECS ou
équivalent, ayant au minimum 5 ans d'expérience acquise de préférence dans une
société de BTP ou dans une société industrielle, témoignant de bonnes connais-
sances en fiscalité, dynamique, méthodique et de bon contact.

Poste : côte méditerranéenne.

Rémunération : 200.000 F.

Ecrire sous réf. BM 488 AM
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

**Ingénieur fiabilité-qualité
TOULON**

PUISSANT ORGANISME D'ÉTAT recherche pour l'un de ses
groupes d'études impliqué dans des projets de pointe, un Ingénieur Fiabilité-
Qualité confirmé.

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire chargée de définir et de développer des
systèmes complexes et de haute technicité destinés aux bâtiments de la Marine
Nationale, il aura pour mission :

- de définir les objectifs et la politique de fiabilité,
- d'orienter et de suivre les solutions techniques permettant de la respecter.

Ingénieur de formation, il possèdera une expérience industrielle importante de la
fiabilité (méthodes de fiabilité prévisionnelles et opérationnelles...) si possible dans
le domaine des équipements sophistiqués (aéronautique, spatial, militaire...).

Poste : Toulon

Rémunération selon expérience.

Ecrire sous réf. EP 491 AM
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

**LA CREATION D'UN CABINET
DE RECRUTEMENT EN INFORMATIQUE
POUR UN JEUNE CONSULTANT H/F**

Société de traitement et de conseil en informatique, nous avons tout
récemment décidé de créer un cabinet de recrutement spécialisé dans la
recherche de cadres informatiques par annonce ou par approche directe.
Notre objectif : optimiser nos contacts techniques et développer d'autres
canaux de clientèle.

Nous souhaitons en confier la direction à un jeune consultant ayant déjà
une expérience confirmée en recrutement, bien introduit dans le milieu
informatique, mais ayant avant tout la volonté de réussir dans un poste à
forte tonalité commerciale.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous
réf. 11107 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 Paris qui transmettra.

**Vous pensez à votre
avenir, nous aussi...**

- 30 ans environ
- une formation commerciale
supérieure
- 2 ans d'expérience réussie, par
exemple dans un cabinet de
consultant

- filiale d'un groupe multinational
implanté dans une dizaine de
pays
- des challenges ambitieux sur
notre marché

- de diriger notre service Gestion
Clients, fonction clé dans notre
activité
- et de développer la conception
de notre nouveau système infor-
matique en relation avec les utili-
sateurs et les informaticiens.

Après avoir réussi votre première mission, nous vous confierons la responsabilité
d'une importante unité opérationnelle.
Merci d'envoyer C.V. photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la
réf. 5637, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui
transmettra.

**SILEC
DSI**
la communication avancée
DIVISION SIGNALISATION INDUSTRIELLE
69, rue Ampère-75017 Paris

Un avenir : des objectifs ambitieux nous permettent de vous l'offrir. La Division Signalisation Industrielle, le vôtre, étend ses activités sur
un plan européen et diffuse ses produits sur des marchés porteurs tels que l'Aviation, les Télécommunications, les Services des Armées, les
Mines et l'Industrie en général.

La transmission chez nous n'est donc pas un vain mot, nous croyons à la COMMUNICATION AVANCÉE, une lettre manuscrite accompa-
gnée d'un C.V., d'une photo et de votre rémunération actuelle sera d'autant plus la bienvenue.

A l'écoute d'une ligne de produits.

En évoquant l'acoustique, les phénomènes vibratoires ou l'électronique BF, domaines d'activités qui jalonnent votre vie professionnelle depuis 3 ans ou
plus, l'intérêt de l'INGÉNIEUR D'ETUDE que vous êtes ne manquera pas
d'être suscité.

Rigoureux de nature, vous demandez à voir, votre esprit d'analyse souffre
d'un manque évident d'information !

Répondons alors à votre besoin de RESPONSABILITÉ, D'INNOVATION et
de CONCEPTION, à l'image du poste que nous vous proposons.

Constatez : En aval, un bureau d'études et une unité de fabrication, en amont,
une équipe technique compétente où votre faculté d'intégration vous permettra
de participer pleinement à l'ETUDE et au DEVELOPPEMENT de produits
électroacoustiques de haute technologie. A vous de devenir l'homme
orchestre à l'écoute de cette ligne de produits, depuis l'établissement du
cahier des charges jusqu'au lancement et pourquoi pas évoluer vers des res-
ponsabilités accrues.

**INGENIEURS
D'AFFAIRES**

GRANDE ECOLE + EXPERIENCE



Leader de l'assurance des risques
d'entreprises, les AGF recherchent
des Ingénieurs d'Affaires pour les
départements des risques
techniques et des risques incendie
industriel.

Vous êtes diplômé d'une école
d'ingénieurs (formation générale
et/ou spécialisation en
électromécanique, électronique,
informatique). Vous bénéficiez
d'une première expérience
industrielle de 2 à 5 ans, vous
parlez couramment anglais ou
allemand.

Ces départements traitent
principalement de l'assurance des
biens industriels; dans ce cadre,
vous inspecterez et analyserez les

risques sur le plan technique et
prévention.

Vous participerez à la négociation
des contrats et en assurerez le
suivi.

Ces postes, basés à Paris,
nécessitent de courts déplacements
en France ou à l'étranger.

Vous avez le sens des contacts
humains, nous vous offrons, afin de
vous rendre rapidement
opérationnel, une formation à nos
techniques et méthodes de gestion.

Merci d'adresser lettre manuscrite,
C.V., photo et prétentions en
précisant la réf. RTI/1 aux AGF -
Département Gestion de l'Emploi -
33, rue Lafayette - 75009 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Le Département Approvisionnement, pour renforcer son équipe, recrute

2 ACHETEURS CONFIRMÉS HF

Ces postes sont à pourvoir au Siège Social d'IBM Europe, à Paris-La Défense.

Leurs missions, dans un environnement international: prendre la responsabilité des achats nécessités par la vie d'un site regroupant plus de 2000 personnes.

Acheteur Travaux neufs et Maintenance

Chargé des achats de fournitures, travaux et services concernant l'exploitation d'un ensemble important de bâtiments et locaux (dont deux I.G.H.).

Ce poste conviendrait à un acheteur professionnel (environ 5 ans d'expérience).

● titulaire d'un diplôme d'ingénieur (type AM, INSA, ESME).

● ayant une EXCELLENTE CONNAISSANCE DES PRINCIPAUX MÉTIERS DU BÂTIMENT

(R&L FR 21)

Acheteur Services et Logistique générale

Responsable de la négociation et de la gestion des contrats de prestation de service des différentes directions et unités fonctionnelles du siège et ce, notamment, dans les domaines suivants:

- prestations de services généraux, logistique, transport, transit/déménagements, manifestations extérieures. Il s'agit d'un poste clé pour lequel la notion de QUALITÉ DE SERVICE est fondamentale. Ce poste conviendrait à un PROFESSIONNEL DE L'ACHAT (F ou H), titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur (École de Commerce ou de Gestion), ayant plusieurs années d'expérience polyvalente (de préférence dans une grande entreprise).

(R&L FR 22)

Pour ces deux postes, les candidats:

- auront complété leur expérience professionnelle par un cycle long de perfectionnement aux Achats (ESAP, INA, MAI).
- pourront faire de la langue anglaise leur langue de travail.

Adressez votre C.V. accompagné d'une lettre et d'une photo, sous référence du poste choisi, à Jacques Giuliano, Conseil en Achats et Approvisionnement
38 bis, boulevard du Château, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Chez nous le contrôle de gestion est une fête

Filiale agro-alimentaire importante (1,3 milliard CA - 700 personnes) d'un grand groupe français (22 milliards CA) en développement constant dans un marché porteur en pleine mutation dont elle est l'un des leaders grâce à une large diversification:

- Production: semi produits et produits consommateurs - 2 unités - importants investissements en cours.
- Exportation: 20 % CA.

Recherche Contrôleur de Gestion très pointu qui coiffiera également le Plan Informatique, susceptible de l'aider à se remettre en cause en s'intégrant à un petit état major, enthousiaste, passionné, souple, très opérationnel, fortement soudé, pratiquant la responsabilisation et le travail d'équipe. L'intéressé collaborera non seulement avec le PDG et les DG de notre société mais également avec le contrôle de gestion de la maison-mère auquel elle doit rendre compte.

Convient à un spécialiste de formation supérieure (HEC, ESC ou équivalent), doté d'une forte personnalité, possédant une expérience de 5 ans environ, de préférence dans un milieu industriel. La rémunération est motivante, le poste est basé à Paris avec des déplacements en province. Ecrire aux consultants de Sirca sous référence 389 212M.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

CONSEILLERS DE GESTION



LA PASSION
DE L'AUTOMOBILE!

Devenez l'un de nos conseillers de gestion, chargé de superviser la gestion et la comptabilité des concessionnaires d'une des régions de notre réseau.

Adressez-nous C.V. détaillé, photo et prétentions à la Direction du Personnel - FIAT AUTO - 80-82, quai Michelet - 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex.

FIAT

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE INFORMATIQUE
implantée en France et à l'étranger, comptant une clientèle de premier plan dans les secteurs Publics et Privés recherche pour renforcer ses équipes

Ingénieurs en Organisation

Sciences Po (Eco. Fi) - H.E.C. - ESSEC - 3 à 6 ans d'expérience

Mission: Chargée de valoriser, d'orienter et développer les activités de Conseil et d'Ingénierie dans certaines branches professionnelles (établissements financiers, assurances, distribution...), vous serez responsable de l'étude préalable au dossier que vous rédigerez en apportant les solutions aux problèmes d'organisation de nos clients dans les domaines de l'informatique, la bureautique, la télématique, la monétique.

Profil: Agée d'environ 30 ans vous avez déjà une première expérience similaire et vous avez participé au tant qu'organisateur ou utilisateur à la conception d'un système de gestion informatisée. Méthodique, vos qualités rédactionnelles ainsi que votre facilité de contact, votre ouverture d'esprit et votre dynamisme seront indispensables à votre évolution dans la société.

Adressez C.V., lettre et photo sous référence 6/C/LM II, à:

centi
profile

Eliana KERSALÉ, Centi Profile
128, rue de Rennes 75006 Paris

Conseil en Recrutement Informatique

MANAGER DU CENTRE DE RESERVATIONS HF

un poste alliant la technique à l'humain

HERTZ recherche le responsable de son Centre de Réservations téléphoniques à Courbevoie (Centralisation des appels en France et transmission informatisée au Centre de Réservation mondial).

La mission est double:

- Gérer ce Centre de 35 personnes dans le sens de la meilleure efficacité: nombre d'appels pris, nombre de réservations enregistrées, supervision de la gestion informatisée.
- L'animer, par une gestion du personnel humaine et efficace qui conditionne la réussite économique.

Le profil:

- Aptitude à l'animation en direct d'une équipe importante: sens des relations sociales autant qu'humaines - capacité à motiver son personnel.
- Une certaine connaissance de la technique informatique.
- L'expérience peut être celle d'une fonction identique dans le domaine du transport aérien, du tourisme, elle peut être tout autant celle du commandement en direct d'une équipe importante, dans un secteur tertiaire moderne ou une industrie évoluée.
- Formation: Bac + 2 à 4, ou bonne expérience.
- Age: 30 à 45 ans environ.
- Un esprit positif, réellement motivé par cette fonction, et une connaissance correcte de l'anglais sont aussi nécessaires à la réussite dans ce poste.
- Rémunération ouverte.



Merci d'envoyer lettre manuscrite + CV, sous référence RM, à Direction du Personnel, HERTZ France, 2 rue de Marly 78150 Le Chesnay. (Les entretiens auront lieu dans la dernière semaine de juin).

NO 1 MONDIAL DE LA LOCATION DE VOITURES



Leader en ÉLECTROTHERMIE

VULCANIC

fabrique des éléments chauffants pour l'industrie, le nucléaire, l'armement, l'aérospatiale recherche

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

ÉLECTROMÉCANICIEN de formation, ou mieux THERMICIEN, mais surtout très bon NÉGOCIATEUR ayant 5 ans minimum d'expérience dans la fonction. Après une période de formation à nos produits, il prendra la responsabilité d'affaires diversifiées et d'importance variable (de 100 KP à 3000 KP environ) depuis l'établissement de l'offre jusqu'à la recette en usine.

La technique de ces affaires, réalisées dans le cadre d'une assurance de la qualité, nécessite que l'AISANCE COMMERCIALE soit allée au SOUCI de la RIGUEUR et de la PRÉCISION dans leur traitement.

ANGLAIS souhaités.

Belles PERSPECTIVES DE PROMOTION si réussite au poste.

Adressez C.V., photo et prétentions à:

MÉTANIC S.A. Division VULCANIC

Melle DEVALUX

ZI les Charnières - 48, rue Louis-Ampère

93330 NEUILLY-SUR-MARNE

jobs d'étudiants

Paris

pour la rentrée 85

Mission: faire visiter un centre de recherches et présenter les installations techniques à des publics variés. Formation assurée. Vacations de 2 jours par semaine toute l'année. Rémunération intéressante.

Profil: étudiants (es) préparant maîtrise ou doctorat, soit dans le secteur Scientifique (Physique, Chimie, Electronique), soit dans le secteur Economie et Gestion d'entreprises après un BAC C ou S. Sens de la communication, aisance en public, bonne présentation.

Envoyer lettre manuscrite + CV, sous la référence C025/M, à Christine Bernier, Sema-Selection: Centre Motra 18/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

sema selection

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse



Leader de son marché du chauffage électrique industriel recherche son

Ingénieur Technico-Commercial

RÉGULATION ET COMMANDE DE PUISSANCES

Environ 35 ans. Titulaire d'un BTS en électrotechnique avec de solides connaissances en régulation de température (il assure depuis, ou moins 5 ans, la commercialisation directe de produits similaires auprès d'une clientèle industrielle).

Son rôle a un double objectif:

- Stimuler et centraliser la prospection des commerciaux sur ces produits pour exploiter leurs informations.
- Assurer personnellement l'approche de clients potentiels.

La rémunération ouverte, tiendra compte de l'expérience et des résultats. Il retirera de son action réussie, de belles perspectives de promotion dans le cadre de notre régulière expansion.

Le poste est basé à NEUILLY-SUR-MARNE, mais nécessite des déplacements dans toute la France.

Adressez C.V., photo et prétentions à: **MÉTANIC S.A.** Division VULCANIC

Melle DEVALUX - 48, rue Louis-Ampère, 93330 NEUILLY-SUR-MARNE

Jeune diplômé, débutez votre carrière par le contrôle de gestion...

HEC, ESSEC, SUP de G.O.

... dans une entreprise en expansion forte et régulière depuis sa fondation (CA 1984 : 500 MF).

Filiale commerciale d'un très important groupe industriel français, elle a su définir dans son domaine, la vente, les éléments de sa progression en France et à l'étranger.

Votre mission: Adjoint au Contrôleur de Gestion, vous prendrez en charge progressivement les différents aspects de la fonction: en relation avec les opérationnels, vous établirez les budgets, contrôlerez nos procédures comptables et de gestion de l'entreprise, suivrez les activités de nos filiales à l'exportation. Vous aurez également à élaborer le plan de trésorerie.

Votre profil: débutant (option finance/comptable de gestion, vous êtes rigoureux et organisé. Vous aimez rechercher la réalité derrière les chiffres et les tableaux.

Discrétion, curiosité naturelle, sens du contact et un tact qui n'exclut pas la détermination sont vos atouts reconnus.

Si ces propositions vous intéressent, adressez votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV + photo, prétentions) à Bernard Roux BP 44 - 92215 Saint-Cloud Cedex, en précisant sur l'enveloppe la référence CG08.

150 من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

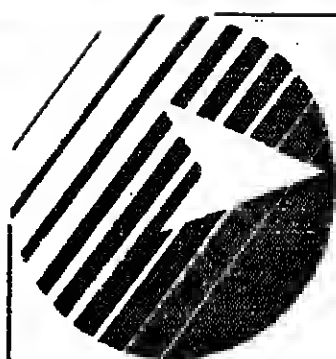
Pour faire face à un nouveau programme de recrutement d'Ingénieurs et Cadres
Notre société recherche la collaboration de

Spécialistes en psychologie industrielle H/F

possédant la formation adaptée et plusieurs années d'expérience.

- Lieu de travail : PARIS.
- Statut : prestataire de services.

Merci d'adresser lettre et curriculum vitae complet, sous référence 307953 M, à REGIE PRESSE 7, rue de Montessuy 75007 PARIS.



Jeunes Ingénieurs HF

GROUPE MATRA
DES PROJETS EXCITANTS
DES MOYENS POUR LES DEVELOPPER
DES TECHNOLOGIES DE POINTE
DES PERSPECTIVES D'EVOLUTION

... BIEN REMUNERES

Nous utilisons abondamment l'Electronique, l'Informatique et la Micro-Informatique. L'Automatique est notre passion, les Transports du futur notre présent. Diplômé d'une Grande Ecole, riche d'une première expérience, vous êtes vous-même passionné par ces disciplines.

Dans le cadre de l'activité Recherche et Développement, pilier de notre expansion, vous vous intégrerez à nos équipes de «systémiers» en apportant à la conception de nos produits outre votre compétence technique, votre créativité et votre ouverture d'esprit. (Réf. CDL/JIS)

Pour mettre en place notre PLAN d'assurance qualité et le faire vivre, vous aurez à faire la synthèse de vos propres qualités... Curiosité de tous les aspects touchant à l'étude et à la réalisation de nos systèmes. «Esprit d'Entreprise pour coordonner, négocier, convaincre vos interlocuteurs, (tant en interne que vis-à-vis de nos sous-traitants) de votre vision de ce que doit être la qualité des produits que vous défendez. (Réf. CDL/JIQ)

Merci d'adresser votre dossier complet (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous la référence du poste retenu à notre Conseil qui vous expliquera vos perspectives d'avenir dans le Groupe.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Assurance et Marketing : Jeune chargé d'études

Groupe d'assurance privé français en forte croissance, nous développons nos produits en permanence pour les adapter aux besoins du marché. Nous renforçons notre équipe d'hommes produits et recrutons un jeune chargé d'études.

Il participera à l'élaboration de nouveaux contrats et à la mise à jour constante des contrats existants, dans toutes les branches d'assurance : études de concurrence, recherche de nouvelles garanties et de tarifs, etc... Sa contribution personnelle sera axée plus spécialement sur les aspects économiques et statistiques de ces études.

Une formation supérieure en Sciences Economiques ou Mathématiques Appliquées est indispensable, ainsi qu'une première expérience de l'Assurance, acquise en Compagnie ou dans le courtage. Une habitude de la micro-informatique serait un atout supplémentaire.

Ce poste, varié et formateur, pourra évoluer vers des responsabilités diverses et intéressantes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle s/réf. 40406 M à Nicole MARICHEZ, TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS.

division de SYSTEMA



ENERTEC

Société du Groupe Schlumberger.

Chef de projet

ESE - ECP - INSA Lyon ...

Notre Division conçoit et réalise des enregistreurs magnétiques de haute performance. Notre activité spéciale développe d'importants projets et renforce ses équipes.

- Vous aurez à :
- Diriger, coordonner et contrôler une équipe d'environ 5 personnes poursuivant l'étude d'un enregistreur magnétique satellisable de très haute performance.
 - Assurer le suivi du développement de l'électronique spatiale chez un sous-traitant.
 - Participer aux essais de qualification.
 - Assister la production pour les modèles de vol.

De formation électronique Grande Ecole, vous avez une première expérience d'Etudes, une connaissance de la méthodologie logicielle serait appréciée.

Ce poste est basé à Vélizy. Nous offrons à un candidat de valeur de réelles possibilités d'évolution au sein d'un Groupe international.

Adresser lettre, CV, photo et prétentions, sous réf. CP106/M, au Service du Personnel, ENERTEC, 1 rue Nieuport, 78140 Vélizy.

ENERTEC

Schlumberger

SECONDS D'AGENCE

Si vous avez 50 ans environ et possédez une REELLE EXPERIENCE BANCAIRE, le Crédit Agricole Mutuel de l'île de France vous offre comme opportunité d'être les seconds de ses agences de Paris ou de sa proche banlieue.

Votre goût des contacts, avec la clientèle, vos qualités commerciales et votre capacité à animer une équipe vont vous permettre d'assister le Chef d'Agence dans toutes ses missions : • Gestion • Développement commercial • Rentabilité.

Ces postes très formateurs par leur pluridisciplinarité, vous offrent de bonnes possibilités d'évolution au sein du Groupe.

Merci d'adresser CV, et prétentions au Service du Recrutement.

26, Quai de la Rapée 75012 PARIS.



Le bon sens près de chez vous.



France

recherche pour ses

services financiers et de contrôle de gestion

des diplômé(e)s

HEC • ESSEC • ESCP • ESCAE

- Débutants ou ayant un à trois ans d'expérience professionnelle.
- Une bonne connaissance de l'ANGLAIS est nécessaire.
- Les postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE.

Adresser lettre de candidature et CV, sous référence M10/6 à : IBM France - Département Recrutement - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS.



Assurances - Produits Financiers - Loisirs - Formation
Conseils aux collectivités et entreprises

poursuivant un important développement recherche pour ses Sociétés Financières

GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE HF obligations

- de formation supérieure. • Capable de prendre dès son entrée une responsabilité opérationnelle.

Adresser votre CV, photo, lettre manuscrite sous la référence 628/M GROUPE CRI - Direction du Personnel 5, avenue du Général de Gaulle - 92800 PUTEAUX



Rowntree Mackintosh

Leader sur le marché français du chocolat
Nous recherchons pour notre site de NOISIEL (siège et usine) 20' Est de Paris

INGENIEUR PROJETS INDUSTRIELS

Rattaché au Directeur de l'Ingénierie, vous intégrerez l'équipe existante (3 ingénieurs et 3 dessinateurs) et vous serez le maître d'œuvre de vos projets. Ce poste évolutif, du fait de la variété de nos produits, du dynamisme de notre marché et du progrès technologique, s'adresse à un candidat pragmatique, ouvert au dialogue et ayant le goût des réalisations pluridisciplinaires.

Vous êtes diplômé CENTRALE, A.M., et vous possédez de bonnes connaissances en anglais et une expérience de 3 ans minimum (alimentaire si possible).

La candidature d'ingénieurs débutants sera étudiée avec soin en fonction de leur enveloppe personnelle et de leur capacité d'évolution.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à M. Denis MOITEAUX, Rowntree Mackintosh SA, Noisiel, 77422 Mors-la Vallée Cedex 2.

Nous renforçons notre division achats par un spécialiste pour un poste à la fois d'études et de terrain.

UN CADRE ACHATS ANALYSE DE LA VALEUR

Votre mission sera :

- d'initier, coordonner et faire aboutir toutes les actions visant à améliorer un produit acheté en vue de lui faire remplir une fonction au coût optimum
- d'établir des coûts d'évaluation de nouveaux produits à acheter
- d'assister les acheteurs dans des actions de réduction de coût.

Votre profil :

- un goût pour le contact et l'analyse qui lui fait de vous une personne voulant s'exprimer dans un poste où sens commercial et aptitude technique sont étroitement liés.

Fort d'une expérience de 5 ans au minimum en industrie, dans un secteur études ou méthodes (connaissance de l'analyse de la valeur et de l'anglais souhaitée), venez nous rejoindre en Franche-Comté et écrivez-nous à :

Bull Périnphenques
Service Recrutement
6, avenue des Usines
90001 Belfort

Bull



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ENERTEC

Société du Groupe Schlumberger.
Notre activité spatiale développe d'importants projets et renforce ses équipes.
Notre Division conçoit et réalise des enregistreurs magnétiques de haute performance.

Ingénieurs mécaniciens

ENSAM, ENSEM, ...

Ingénieur d'études R&D/106/M

Au sein d'une équipe de 6 personnes et dans le cadre d'un projet de longue durée, vous aurez à réaliser une maquette mécanique pour un enregistreur de grande fiabilité embarquable à bord d'un satellite.

De formation mécanique Grande Ecole, vous avez le goût ou l'expérience des essais de vibration pour matériel aéronautique.

Les postes sont basés à Vélizy. Nous offrons à des candidats de valeur de réelles possibilités d'évolution au sein d'un Groupe international.

Adresser lettre, CV, photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, au Service du Personnel, ENERTEC, 1 rue Nieuport, 78140 Vélizy.

Ingénieur process R&D/106/M

Afin d'assurer la fabrication de têtes magnétiques embarquables sur satellites, vous aurez à mettre au point les processus d'usinage (rectification, rodage, glaçage) de têtes magnétiques et en réaliser l'industrialisation.

De formation mécanique Grande Ecole, vous avez acquis une expérience de l'usinage.

ENERTEC

Schlumberger

jeunes ingénieurs informaticiens

Paris - Le bureau informatique de la Direction des Constructions Navales assure la coordination des services informatiques de ses différents établissements industriels. Il a pour mission la définition de la politique informatique en matière de gestion, de bureautique et de techniques avancées (CAO, DAO, intelligence artificielle). Afin de faire face à ses besoins, il recherche deux jeunes ingénieurs de haut niveau :

un ingénieur concepteur, organisation informatique R&D/1028/M

Il a pour mission la coordination des études d'automatisation de gros projets (gestion administrative et industrielle) entre plusieurs établissements, selon la méthode MERISE, ainsi que la coordination d'études de bureautique intégrée. Il participera au schéma directeur du système d'information et aux études de demandes d'acquisition de matériels et logiciels.

Ce poste exige une expérience de projets sur de gros ordinateurs avec réseaux et bases de données.

un ingénieur méthodes et moyens techniques R&D/1029/M

Il sera chargé de la planification des moyens matériels et logiciels des services informatiques de la DCN et participera à l'élaboration du plan informatique à cinq ans. Responsable des études «méthodes-système», il assurera la coordination d'actions du domaine «calcul scientifique» et la prospective des technologies avancées (intelligence artificielle).

Ce poste requiert une expérience de développements de projets informatiques en techniques transactionnelles, si possible avec bases de données et réseaux.

Ces deux postes s'adressent à des jeunes ingénieurs diplômés ayant 3 à 5 ans d'expérience informatique, de préférence sur matériel Bull, dans les domaines ci-dessus et connaissant les techniques de management et de gestion industrielle des entreprises. Ils requièrent en outre des qualités de rédaction et d'animation de groupes. La DCN offre toutes possibilités de formation complémentaire dans les domaines de pointe.

Ecrire avec CV, photo et prétentions, en précisant la référence, à H. Bouet, Sema-Selection : Centre Metra 18/18, rue Barbès 92128 MONTRouGE.

sema selection Paris Lille Lyon

Diriger, à 30 ans, l'administration des ventes d'une agence...

Nous sommes une société française à vocation industrielle et commerciale, en forte expansion. Nos effectifs (800 personnes) sont distribués autour d'un siège, d'une unité de production et de 15 agences commerciales régionales. A l'intérieur de chacune desquelles se trouve créé un poste de responsable administratif. Bras droit du Directeur d'Agence, ce cadre partage ses responsabilités entre l'administration des ventes de cette unité (enregistrement et suivi des commandes; règlement de certains litiges), avec l'aide d'une équipe d'assistantes commerciales qu'il anime et supervise; la suivi de la balance clients et le recouvrement des créances.

Il est soutenu par une logistique performante et aidé d'un système de télétraitement, permettant une gestion en temps réel de nos stocks et de nos commandes, en même temps qu'un suivi actualisé de nos comptes clients.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure (ESG ou équivalent), jeunes, comme le plupart de nos collaborateurs, mais déjà confirmés par 2 à 5 ans d'expérience de préférence dans le domaine de la gestion, capables d'allier rigueur, pragmatisme, sens de la négociation et du "service clientèle".

Nous leur proposerons avec nous, de faire franchir à notre chiffre d'affaires le seuil du milliards de francs...

Trois postes sont à pourvoir : 1) Région Rhône Alpes 2) Sud Ouest 3) Ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 1055 (à préciser sur l'enveloppe) à L.T./Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Réponse et discrétion assurées.

BANQUE INTERNATIONALE ET MULTINATIONALE

PARIS 8e, recherche

Responsable crédits acheteurs

CLASSE VI

Très bon gestionnaire, c'est un cadre qui a 5 à 6 ans d'expérience bancaire.
Apté à la négociation, il aura des contacts à haut niveau. COFACE, grandes entreprises.
La connaissance de l'ANGLAIS est nécessaire. (Ref. 01)

Gestionnaire de fortune

CLASSE IV ou V

Expérience de 3 ou 4 ans dans un service de gestion sur les Marchés Français ou Etrangers.
La connaissance de la langue anglaise serait appréciée. (Ref. 02)

Analyste-programmeur

IBM 38

Expérience de 3 ans sur ce matériel, dont 1 an dans un établissement de Crédit;
ayant participé au développement de projets informatiques bancaires.
ANGLAIS souhaitable. (Ref. 03)

Adresser lettre manuscrite, CV, détail, photo et prétentions en précisant bien la référence du poste à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.
Une totale discrétion vous est garantie.

LE CREDIT MUTUEL D'ILE-DE-FRANCE

recrute pour PARIS

Analyste de crédit (gradé)

Il se verra confier l'étude et la mise en place des crédits aux personnes morales ou aux particuliers. Ce poste nécessite une bonne connaissance en matière d'analyse de bilans et de la réglementation du crédit. Le candidat s'intégrera au sein d'une équipe et participera également à un travail de recherche et de mise en place de procédures et de produits nouveaux. Une solide formation bancaire (niveau I.T.B.), de bonnes bases juridiques sont nécessaires. Une première expérience dans la fonction est souhaitée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo + rémunération actuelle en précisant la référence AC 106, à la Direction des Relations Humaines et Sociales, Crédit Mutuel d'Ile-de-France, 19 Cité Voltaire, 75541 Paris Cedex 11.



Crédit Mutuel d'Ile de France

Dans le cadre de l'expansion de notre département GÉNIE LOGICIEL, nous recherchons

ingénieurs informaticiens

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA maîtrise.

De 0 à 5 ans d'expérience.

Déterminer exercer leur activité dans les domaines suivants :

- traduction de langages
- systèmes d'exploitation (UNIX)
- monteurs temps réel
- analyseur de complexité
- atelier logiciel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf.

M 106/PM à GROUPE SYSECA -

Direction du Personnel,

315, Bureaux de la Colline,

92213 SAINT-CLOUD

CEDEX

GROUPE SYSECA

SYSECA

(280 MF de

C.A. 800 per-

sonnes) est une

Société de services

et d'ingénierie tutor-

matique, partenaire d'un

groupe industriel de taille

internationale.

MILLIPORE

Le Siège Européen de Millipore Corp. USA, leader mondial dans les domaines des techniques de filtration et de séparation ainsi que de chromatographie en phase liquide, recherche dans le cadre du renforcement de ses services financiers un

European administrative and accounting manager

MBA, HEC, ESSEC, ...

Au sein des Services Administratifs européens, vous serez responsable de l'organisation, l'analyse et de la transmission de la clôture mensuelle. Vous en assurerez la consolidation et la «traduction» en comptabilité anglo-saxonne (GAAP).

A l'interface des Services Administratifs du siège US et de ceux du siège européen, vous aurez également des liaisons avec nos services fonctionnels (Informatique, administration générale) et avec nos différentes filiales européennes.

Vos études supérieures ont, si possible, été complétées par un DECS, un CPA ou un CAM et vous avez passé cinq ans au moins dans une multinationale anglo-saxonne (ou chez l'un des «Big Eight»).

Votre pratique de l'anglais est bien entendu courante et vous êtes disponible pour des déplacements (Europe, USA) à 1/3 de votre temps.

La rémunération et les possibilités d'évolution offertes pour ce poste basé à St-Quentin-en-Yvelines est à la mesure de nos exigences.

Adresser lettre manuscrite, CV, détail, photo et rémunération actuelle, sous réf. 60605 M à notre Conseil qui vous garantira son entière discrétion.

Staff Consultants

91, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

STASSBOURG

PARIS

LYON

NEW YORK

POLITIQUES DE RÉMUNÉRATION

Groupe industriel puissant et diversifié (8.000 personnes), nous proposons à un cadre d'affaires sociales de prendre en charge un domaine essentiel de la gestion du personnel.

En tenant compte des évolutions rapides, des exigences du marché et des contraintes de l'entreprise, il faut élaborer en permanence les politiques permettant une gestion salariale souple, dynamique, diversifiée, tant pour la société-mère que pour ses filiales.

La mission comprend un aspect étude (conception des politiques) et un aspect opérationnel (mise en œuvre et gestion

des politiques retenues, suivi de l'ensemble des éléments et indicateurs relatifs aux systèmes de rémunération).

En outre, elle permet de participer à d'autres études sociales variées.

Ce poste convient, soit à un spécialiste des rémunérations souhaitant approfondir son expérience, soit à un cadre pour qui il constituerait un enrichissement professionnel dans une carrière évolutive que peut lui offrir le Groupe.

Poste basé à Paris-La Défense.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, sous réf. 81585/L.M. à HAVAS-

CONTACT, 1, place du Palais-Royal,

75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

OFFRES D'EMP

LE MARK

LEVER

Consultants animateurs

Bernard Jullien Psycom

Actuaire

Chef comptable

PA

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Nous recherchons pour notre établissement de VILLAROCHE près de MELUN (77)

CADRE COMPTABLE expérimenté

Il sera adjoint au Chef Comptable de la division comptabilité et gestion.

Ce poste qui implique l'animation d'une équipe d'une vingtaine de personnes sera confié à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur titulaire du DECS ayant une première expérience dans le domaine de la comptabilité analytique.

Merci d'adresser sous référence 169/85, lettre manuscrite, CV et prétentions à SNECMA - Département Encadrement - 2, boulevard Victor 75724 PARIS CEDEX 15.

SOCIÉTÉ NATIONALE nous sommes spécialisées dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires. Largement exportateur, notre GROUPE (26.000 personnes, dont 3.200 cadres) poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

GROUPE SNECMA

CONTRESELEBRIÉTÉ: UTILISER VOTRE MINUTE (1) 201.50.15



PRODUITS DENTAIRE PIERRE ROLLAND GROUPE sanofi

sortez des sentiers battus

Vous avez moins de 35 ans, une expérience du secteur dentaire, une envie terrible de réussir, une volonté de sortir du lot et habitez la Région Parisienne. Nous sommes une équipe jeune, motivée, reconnue par sa réussite, qui n'hésite pas à sortir des sentiers battus. Nous lançons des produits de haute technicité avec l'appui d'une technique de vente de pointe.

Venez nous rejoindre dans ce challenge. Nous vous proposons un salaire motivant : fixe important + commissionnement + prime, frais et véhicule de société.

Envoyez-moi tout de suite votre C.V., nous avons hâte de vous engager. Nicole Barreault, Produits Dentaires Pierre Rolland, 19 rue Réaumur 75003 Paris.

Filiale d'une Multinationale Américaine recherche pour sa division Métallurgie Automobile, Siège (92) Sarcelles, usine de 300 personnes, son

Contrôleur de Gestion

Formation supérieure: Ecoles de Commerce et de Gestion. Expérience de gestionnaire ou d'audit de 3 à 5 ans, avec pratique des procédures anglo-saxonnes en entreprise ou en Cabinet important. Maîtrise exigente de l'anglais. Age 28/35 ans. Poste évolutif. Fonctions polyvalentes avec large délégation. Rôle de Conseil auprès de la Direction. Envoyer Curriculum-Vitae sous référence 190, A.L.P.A.-GENEVAX, 11 square Jasmin 75016 Paris.



THE ARRAY PROCESSORS

RECHERCHE

INGÉNIEUR COMMERCIAL

CONFIRMÉ

en informatique scientifique

- De très haut niveau.
- De forte personnalité.
- Pouvoir et désirant évoluer vers des Fonctions de Direction.

RÉMUNÉRATION MOTIVANTE

LIEU DE TRAVAIL : BANLIEUE SUD DE PARIS

Appeler : JON. FADIMAN. Tél (1) 632-37-54

LA BOURSDIÈRE - RN 188

92357 LE PLESSIS-ROBINSON CEDEX

FILIALE INDUSTRIELLE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

recherche pour son activité de services pétroliers

Ingénieurs

Mécanicien - Electromécanicien - Electronicien

Au sein de nos unités situées à Paris et dans les grandes villes de province, vous pourrez assumer des fonctions de formation, d'assistance technique ou prendre des responsabilités dans un secteur technico-commercial.

De larges possibilités d'évolution sont ouvertes au sein du Groupe.

Adresser un dossier de candidature complet sous la référence 4437 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris.

Les Laboratoires HOECHST recherchent pour le Service Biométrie du Département Médical

STATISTICIEN-INFORMATIEN

Votre mission comprendra l'analyse statistique des résultats d'études cliniques ainsi que la réalisation et le suivi d'applications en FORTRAN (statistique, gestion de fichiers) sur mini-ordinateurs (HP 1000, HP 3000).

Pour réussir, il vous faut :
- une formation supérieure en statistique complétée, si possible, par une expérience SAS, BMDP,
- un intérêt certain pour la mini-informatique,
- une bonne maîtrise de l'anglais.

TECHNICIEN SUPÉRIEUR EN STATISTIQUES

Assistant de 2 statisticiens, vous réaliserez l'analyse statistique d'études cliniques. Nous demandons une formation de technicien supérieur en statistique (IUT), la pratique du FORTRAN, une bonne connaissance de l'anglais (fu).

Merci de nous adresser photo et C.V. à la Direction des Relations Humaines Laboratoires HOECHST - Tour Roussel-Nobel Cedex 03 - 92080 PARIS - LA DEFENSE.

Notre Groupe spécialisé dans les moyens de paiements, présents et futurs s'est doté des moyens nécessaires pour développer son activité

Traitement de la carte et recherche

Un Ingénieur Commercial

Paris 260.000 +

Afin de poursuivre cette évolution, nous souhaitons vous confier une partie de ce développement.

Rattaché à notre direction, responsable de la gestion de votre temps, vous serez l'interlocuteur de nos clients (banquiers, distributeurs, informaticiens), tous de haut niveau.

De formation supérieure, justifiant d'une expérience réussie dans ce secteur ou informaticien désirant évoluer vers des fonctions commerciales, vous avez obligatoirement des connaissances solides de banque, soit d'informatique.

Techniquement "solide", motivé pour évoluer dans un groupe en pleine expansion, nous vous remercions d'écrire sous référence 452 à A.L. CONSEIL, 102, Bd. Malesherbes 75017 PARIS que nous avons chargé de cette mission et qui vous garantit discrétion et réponse.

A.L. conseil

JOURNALISTE FINANCIER

L'AGENCE REUTERS, la première agence de presse internationale d'informations générales, économiques et financières, recherche journaliste expérimenté pour son service économique et financier en langue française.

Une excellente connaissance de l'anglais est indispensable. Disponibilité rapide souhaitée.

Ecrire avec C.V., références, rémunération actuelle et photo à l'Agence Reuters, à l'attention de M^{me} Bourillon, 101, rue Réaumur, PARIS 2^e.



BANQUE PRIVÉE RÉGION MÉDITERRANÉE

recherche

ADJOINT CHEF SERVICES TITRES

ayant une bonne expérience de la gestion administrative d'un important service Titres (15 personnes).

Le candidat recherché doit être apte à maîtriser tous les aspects du travail de ce service ainsi que des traitements informatiques et devra faire preuve d'une bonne capacité d'organisation et d'animation.

Réf. 734 F

BANQUE PARIS BP
Filiale d'un Grand Groupe Industriel recherche pour son service Engagements

GRADE H/F

Le candidat sera chargé :
- de l'analyse de documents comptables (bilans, comptes d'exploitations, mouvements de comptes),
- du suivi administratif des dossiers de crédit. Il devra justifier d'une expérience de 3 ans dans un poste similaire et posséder une formation de type BP de Banque, BTS comptabilité.

Réf. 846 M

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, et prêt, s'il est possible, du poste choisi à OC&F, 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris.

BANQUE PARISIENNE recherche pour sa DIRECTION INTERNATIONALE

ADJOINT DU DIRECTEUR

Vous possédez 10 ans d'expérience dans les domaines de l'exploitation d'entreprises, correspondant banking, opérations sur l'étranger, trésorerie, financements internationaux. Le poste nécessite l'anglais courant, une bonne connaissance de l'outil informatique, ainsi que la coordination d'une centaine de personnes.

FONDÉ DE POUVOIR EXPLOITANT

Chargé de la gestion de comptes d'Entreprises Etrangères. Vous justifiez d'une expérience bancaire de 3 ans minimum au niveau des entreprises et possédez une bonne connaissance de tous les produits internationaux (avances en devises, opérations de change, financement en devises import-export). Basé à Paris, vous aurez à prévoir quelques déplacements à l'étranger. L'allemand ainsi que l'anglais sont indispensables.

Nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite (CV, photo et prétentions) en rappelant la référence du poste choisi à PROJETS 12 rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre en toute discrétion.



recherche pour son siège social de (92) PARIS LA DEFENSE

CADRE JURIDIQUE

3 à 4 ans d'expérience

- DEA ou DESS de DROIT.
- Très bonnes connaissances juridiques générales, en particulier dans les domaines fiscaux, immobiliers, contentieux.
- Anglais courant.

DISPONIBILITÉ IMMÉDIATE

Adresser sous référence 11696 lettre manuscrite, CV et photo à MOBIL OIL FRANÇAISE - Service Central Recrutement Tour Septentrion 92081 PARIS LA DEFENSE Cedex 9.

UN GRAND DE L'AUDIT ET DU CONSEIL MEMBRE D'UN RESEAU INTERNATIONAL recrute pour ANGERS - LYON - PARIS - LIBREVILLE :

auditeurs

Vous êtes un professionnel de l'Audit ayant 3 ou 4 ans d'expérience et nous vous confierons la responsabilité de Chef de Mission d'Audit.

conseils confirmés

Vous avez 3 ou 4 ans d'expérience dans un Cabinet d'Expertise Comptable et vous serez responsable de missions d'Expertise Comptable et de Conseil auprès de PME-PMI.

Nous offrons de réelles possibilités de carrière au sein d'une organisation internationale comptant 650 professionnels en France, une formation permanente et pluridisciplinaire, des méthodes de travail rigoureuses, une rémunération motivante.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à Hélène LIPPUNER, Tour Manhattan, cedex 21, 92085 Paris-La-Defense 2.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Plus de 2000 personnes en France, 2 usines, filiale d'un Groupe International, nous concevons, fabriquons et commercialisons des équipements de haute précision pour le secteur automobile. Nous recherchons pour notre unité de production d'AMIENS (1300 personnes) le

CHEF DU DEPARTEMENT DU PERSONNEL

Rattaché au Directeur de l'Etablissement, membre de l'équipe de Direction et en relation avec le Directeur du Personnel du Groupe, le titulaire est responsable de la fonction et en particulier :

- Assistance des responsables hiérarchiques dans la gestion du personnel (recrutement, qualification, mutations, promotions, salaire).
- Relations avec les partenaires sociaux pour le maintien d'un climat social basé sur le dialogue et l'information.
- L'animation d'une politique de développement par la formation, l'appréciation des performances, la promotion interne.
- Les relations avec les organismes extérieurs.
- La participation à l'élaboration de la politique du Groupe.

Plus encore que la formation générale et l'expérience indispensable de 5 à 10 ans dans la fonction, nous attendons du titulaire des qualités de rigueur, de dialogue, d'animation et du respect des autres.

Merci d'adresser votre C.V., lettre manuscrite et photo à A. ELIAKIM, Direction du Personnel, 125, rue de Montreuil 75011 PARIS

Nous sommes L'ORGANISME DE FORMATION D'UN IMPORTANT GROUPE BANCAIRE. Pour renforcer notre département « management », nous créons un poste de :

FORMATEUR-CONSULTANT

Votre mission sera de définir et de négocier, en liaison avec les dirigeants des banques régionales de groupe, des actions de formation-action ou de conseil, de concevoir celles-ci et de les conduire à tous les niveaux de l'entreprise.

Vous avez :

- 30-45 ans ;
- une formation supérieure ;
- une solide expérience en entreprise ;
- une expérience de la pédagogie et de la négociation à un haut niveau ;
- de bonnes capacités de créativité et d'autonomie.

Une pratique de la mise en place et du suivi de cercles de qualité sera appréciée.

Le poste, basé à Paris, comporte des déplacements fréquents en province.

Merci d'adresser au journal votre curriculum vitae et une lettre de candidature manuscrite avec votre recommandation actuelle.

Ecrire sous le numéro 7388 Le Monde Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ALSTHOM ATLANTIQUE

MATERIELS FERROVIAIRES

Premier constructeur européen, 3^{ème} mondial, titulaire du record du monde de vitesse sur rail avec le TGV (380 km/h), 5 000 locomotives électriques et diesel électriques produites en 25 ans circulent sur 50 réseaux dans le monde. ALSTHOM ATLANTIQUE fournit également des métros clés en main, tramways, des équipements d'automatisme et de signalisation.

Groupe ALSTHOM ATLANTIQUE : 50 000 personnes, 21 milliards de C.A.

recherche, pour nourrir son expansion, assurer le développement de nouvelles technologies en matière de systèmes électroniques, des

Ingénieurs Electroniciens

débuts ou ayant quelques années d'expérience

Vous êtes attirés par la vie de chantier pour assurer la mise en service de notre matériel chez nos clients, en France, et dans toutes les parties du monde. Vous serez à l'origine de nombreux déplacements accompagnés de longs séjours.

Nous vous demandons d'être Ingénieur Grande Ecole, de parler couramment l'anglais, et surtout d'être de ceux qui apprécient de se confronter avec le terrain, la technique, les hommes.

Des possibilités d'évolution existent au sein de notre Groupe.

Merci d'envoyer rapidement lettre manuscrite, C.V. sous référence 85806 M. à Madame Claude FAVEREAU : CENTOR EMPLOI - 13 bis, rue Henri Monnier 75008 Paris.

Responsable DU DEVELOPPEMENT

Cette société filiale d'un groupe industriel français est spécialisée dans l'étude et la réalisation de systèmes de fixation rapide élaborés en étroite collaboration avec ses clients, en particulier dans le secteur automobile.

Directement rattaché à la Direction Générale, le titulaire du poste a pour principale mission la coordination de l'action commerciale du département et le développement de nouveaux marchés.

En relation avec le Directeur d'usine, il assure le suivi auprès des différents services de la société jusqu'à la production en série. Il anime et supervise deux ingénieurs technico-commerciaux.

Pour ce poste à responsabilité nous souhaitons rencontrer un professionnel confirmé, âgé d'environ 35 ans. Il est ingénieur diplômé de formation mécanique. Après une expérience technique dans le domaine des pièces de série, il a évolué vers la négociation commerciale.

Le poste est basé au siège en proche banlieue Est. Les perspectives de la société, l'ambiance de travail et les conditions offertes sont susceptibles d'intéresser des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M19/1392 A, à :

EGOR INDUSTRIE

19, rue de Belfort 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

egor

UN CHEF DE PRODUIT

pour sa division matériel aéronautique.

- Il sera chargé de la conception, de l'étude et de l'industrialisation de produits nouveaux, ainsi que de l'assistance auprès de nos ingénieurs commerciaux.
- Homme innovateur, il doit avoir des connaissances en aéronautique, thermique et informatique.

La pratique de l'anglais est souhaitée.

Ce poste nécessite une expérience de plusieurs années dans l'industrie ou un organisme de recherches et conviendrait à un ingénieur diplômé souhaitant rejoindre une entreprise dynamique.

Envoyer CV, photo et prétentions à LUMA Service du Personnel, 14, avenue de la Plage 93440 JOINVILLE LE PONT

BANQUE PRIVEE PARIS RECHERCHE POUR SON SERVICE INFORMATIQUE EN EXPANSION (VS - 100 TERMINAUX - IBM SERIE 1...)

UN (E) ANALYSTE

Il (elle) sera chargé (ée) de :

- Poursuivre les développements existants (bourse, trésorerie...)
- d'aborder de nouvelles applications (messageries, graphiques, ...)
- a une formation supérieure (Bac + 4) une expérience d'analyste d'au moins 5 ans.

Envoyez C.V. + photo et prétentions sous réf. 1 278 à PUBLICITE GAUTRON 29, rue Rodier - PARIS 9ème

FIDUCIAIRE EXPERTISE COMPTABLE PARIS recherche pour Septembre

COLLABORATEURS MF

Niveau B.T.S. - D.E.C.S. pour missions d'Assistance et d'Audit.

2 ans d'expérience cabinet.

Activité variée et très formative au sein d'une équipe dynamique.

Bonne rémunération.

Env. lettre manuscrite avec prétentions, CV et photo à N. 4634 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris. Réponse assurée.

CABINET DE CONSEILS EN BREVETS

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

GÉNÉRALISTE OPTION ÉLECTRONIQUE ou ENST, ESE, ENST

Débuteur ou quelques années d'expérience. Propriété industrielle non exigée mais appréciée.

Envoyer C.V., prétentions et photo à REGIE-PRESSE, sous référence n° 307.287 7, rue de Montreuil, 75007 PARIS.

IMPORTANT CABINET COMMISSARIAT AUX COMPTES ET AUDIT

recherche candidats (et) de formation supérieure (Ecoles de commerce souhaitée) pour postes :

- CHEF DE MISSION : 4 à 6 ans d'expérience dont 2 au minimum en cabinet de révision.
- RÉVISEURS : 2 à 3 ans d'expérience en cabinet (pratique de l'audit informatique appréciée).
- ASSISTANTS DÉBUTANTS.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à : CABINET PAYER - 16, av. Hoche, 75008 PARIS.

jeune juriste fiscaliste

Serete est une importante Société d'Ingénierie Française. Nous sollicitons de grands projets industriels dans des domaines variés : techniques avancées, pétrochimie, agrochimie, etc. Notre Direction Juridique recherche un jeune juriste fiscaliste. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur. Vous avez une première expérience en droit des sociétés et fiscalité. Vous avez la responsabilité des études fiscales France et export de nos clients. Vous participez à la constitution, ou à la transformation des sociétés du groupe et assurez leur gestion ; Conseil d'Administration... Merci d'adresser votre candidature sous référence 85-80-94 à Serete, Service Recrutement, 88, rue Mégarik, 75008 Paris Cedex 13.



NEIMAN

Antivols Neiman recherchent pour Crouy-sur-Seine (78) un

Electronicien d'études confirmé BTS ou DUT

Diplômé en électronique vous avez une expérience concrète d'au moins cinq années des applications « grand public » ou « automobiles », et possédez de bonnes connaissances en électronique analogique et numérique.

Vous participerez au sein du Laboratoire Etudes et Développement à la création de produits nouveaux appliqués à l'automobile (télécommandes TIR, alarmes, capteurs, ...).

Adresser CV, photo et lettre manuscrite à Neiman, BP 38, 78290 Crouy, sous réf. 85/102.

Accor

Nous recherchons pour le Département Trésorerie et Finance

Gestionnaire Trésorerie France

Il sera chargé de :

- l'analyse quotidienne des informations,
- l'entrée sélective des données en informatique,
- le suivi et l'équilibrage des comptes.

Cette fonction de gestion de trésorerie au jour le jour conduira à un candidat de formation supérieure (ESCAE, Université), débutant ou ayant réalisé une année d'expérience et désireux de se préparer au développement de carrière que peut offrir un Groupe en forte expansion.

Le poste est situé à Paris.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle), sous réf. 393 BT, à :

SCOTI

33 rue de Miromesnil 75008 Paris. Discretion assurée.

120000F

IEP, maîtrise de droit : débiter dans une fonction ouverte et évolutive

Filiale d'une grande banque française, nous sommes une société de placement et de gestion immobilière.

Nous souhaitons accueillir dans notre équipe, auprès de l'un de nos directeurs qui assure le Secrétariat Général, un(e) jeune diplômé(e) à qui nous offrons un début de carrière formateur et valorisant.

Sa participation à l'information des investisseurs et à la gestion des immeubles implique de nombreuses relations avec tous les services de la Société. Curiosité d'esprit, facilité d'adaptation, rédaction aisée sont liées à des qualités personnelles de sérieux et de rigueur. Ce poste permet de développer compétences et polyvalence.



PARIS

Cabinet d'études très bonne renommée recherche Jeune Femme

CADRE CHARGÉE DEVELOPPEMENT

Profil : expérience vente haut niveau pour promotion et prise de contacts.

Niveau études supérieures, bilingue anglais, disponible, très bonne présentation et expression orale, travail et sens commercial. Travail dans équipe dynamique et une ambiance motivante.

Ad. lettre manuscrite, C.V. et photo s/réf. 12.051 à Compagnie Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

PROFESSEURS

- D'ANGLAIS

- DE FRANÇAIS

(Langue étrangère, Français des adultes, Vocabulaire, Bac + 4. Ecr. s/réf. 7.395 Le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

NORTON

Pour une fabrication spécialisée en expansion dans son usine de LA COURNEUVE (Paris Nord) recherche

INGENIEUR PROCÉDES

FORMATION A.M. OU EQUIVALENT

30 ans environ avec première expérience en automatismes et informatique de base.

Nous vous proposons la recherche et la mise au point de nouveaux procédés de fabrication puis avec G.P.A.O. la responsabilité de la production (délais, coûts, etc...)

Veillez adresser candidature manuscrite, C.V. et photo à NORTON S.A., Bureau 339, B.P. 103 93123 La Courneuve Cedex DISCRETION ASSURÉE

Pour renforcer ses équipes chargées de la mise en œuvre de grands projets dans le domaine de :

- Systèmes d'informatique distribués et télématique
- Réseaux et micro-processeurs

Notre Division des Applications Systèmes recherche

INGENIEURS INFORMATIENS

Diplômés d'une Grande Ecole d'ingénieurs ou de l'Université, vous avez acquis une spécialisation en informatique, durant vos études ou au cours d'une expérience professionnelle.

Vous serez responsable de développement de logiciels systèmes et de missions d'assistance technique auprès de nos clients.

Postes basés en Région Parisienne.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 232 M à

Nadia Cherkasky
C/o Honeywell Bull
Recrutement
78780 av. Gallieni
93174 Bagnolet Cedex



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Seita

Société Nationale de 8 500 personnes, nous assurons par l'intermédiaire de 12 unités régionales réparties sur tout le territoire la distribution de la quasi-totalité des tabacs vendus en France.

Nous recherchons pour occuper les fonctions d'adjoints des directeurs d'unités des

Diplômés ESC maîtrise de gestion PARIS ET TONNEINS.

Après une période de formation, nous vous confierons, aux côtés du directeur, la responsabilité de la gestion de la distribution ; vous animerez et coordonnerez les activités de la comptabilité, du recouvrement, de la gestion des stocks et du traitement des commandes. Interlocuteur des agents commerciaux, vous améliorerez la qualité des relations commerciales avec nos clients.

Nous recherchons des diplômés ESC/maîtrise de gestion, motivés par la comptabilité, la gestion et l'informatique, disponibles, capables de réagir avec efficacité aux imprévus, rigoureux et organisés.

Merci d'adresser sous références 681/1M pour Paris, 682/1M pour Tonneins (CV+photo) à Bernard Juhiet Psycor, 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Juhiet Psycor

Membre de Syntec

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE, SPÉCIALISÉE DANS L'AGRO-ALIMENTAIRE recherche

Analyste de marché junior

Nous recherchons des diplômés de formation économique, commerciale ou agronomique débutants ou possédant une première expérience, pour intégrer une petite équipe expérimentée.

La maîtrise du traitement statistique et micro-informatique des données est requise.

Souplesse, disponibilité, adaptabilité et goût des contacts lui permettront d'assurer la responsabilité d'un domaine propre de recherche.

La pratique de langues étrangères dont l'anglais est nécessaire. Ce poste est basé à Paris, des déplacements à l'étranger sont à prévoir. Merci d'adresser CV, photo, lettre manuscrite à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, en précisant la réf. 5602 sur l'enveloppe.

Psychologues niveau maîtrise ou DESS

Nous sommes un cabinet de Conseil en Ressources Humaines implanté à Paris 8.

Nous recherchons des psychologues psycho-praticiens ou spécialistes en psychologie industrielle pour intervention en province (Est).

Les débutants sont acceptés.

Contrat à durée déterminée.

Téléphone à Nathalie Mascart au 399 22 97 le matin entre 10 h et 12 h.

ONOMA

ÉTABLISSEMENT FINANCIER recherche pour renforcer son équipe

ASSISTANT DE GESTION OBLIGATAIRE

- Aptitude à la négociation.
- Bonne formation économique.
- Connaissance de l'informatique souhaitée.

Le candidat retenu participera aux activités de contrepartie à la gestion des instruments de placement collectif (SICAV, Fonds Commun...) ainsi qu'à l'amélioration des outils d'aide à la décision.

Envoyer curriculum vitae et présentations à : RÉGIE PRESSE, sous réf. 307.247 M, 7, rue de Montzamy, 75007 PARIS.

CABINET D'EXPERTISE-COMPTABLE recherche

COLLABORATEUR CONFIRMÉ

Minimum DECS + un certificat supérieur pour supervision dossiers

DÉBUTANTS

Niveau BTS ou DECS, expérience appréciée

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo à Pierre PANNETIER 88, rue de Provence, 75008 Paris.



laboratoires **BIOTHERAX**

filiale d'une des dix premières entreprises pharmaceutiques mondiales recherche son

Chef de Service Administration-Gestion

Placé sous l'autorité du P.D.G., il aura pour mission :

- la comptabilité générale et analytique ;
- les rapports économiques et financiers de la Société ;
- le développement de l'information ;
- la formation supérieure ESCP, ESC, maîtrise de gestion (DECS apprécié), vous avez acquis une première expérience réussie dans une fonction similaire. Homme de dialogue et de décision, vous souhaitez évoluer en toute autonomie vers de plus larges responsabilités. Anglais ou Allemand indispensables. Poste basé près de Compiègne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photographies sous référence 0521 M, à :

Personnel conseil 86, rue de Lille 75007 PARIS

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE CONSEIL

(60 PERSONNES - PARIS 17^e)

RECHERCHE pour des missions d'organisation :

1 CHEF DE PROJETS H. ou F.

De formation supérieure (Ecole de gestion ou Université) complétée par DECS, 30 ans minimum, il (ou elle) aura une expérience de 7 à 10 ans acquise en entreprise et/ou en cabinet d'organisation dans la mise en place de systèmes de gestion, comptabilité générale et analytique notamment.

Romp(e) aux méthodes d'organisation et disposant de bonnes connaissances en informatique, il (ou elle) devra faire preuve d'initiative dans la conduite des projets (propositions de solutions, décisions, encadrement...) et participer à la rédaction des analyses fonctionnelles.

Envoyer C.V. et présentations à : RÉGIE PRESSE sous réf. 307.276 M, 7, rue de Montzamy, 75007 PARIS.

ETABLISSEMENT FINANCIER PARISIEN

Leader dans son domaine à couverture Nationale et Internationale recherche

jeune cadre contrôleur

chargé de courtes missions d'audit.

- Formation comptable, niveau D.E.C.S.
- Expérience Cabinet Comptable appréciée.

L'évolution du poste conduit vers des fonctions d'encadrement, d'études de financement de crédit aux Entreprises.

- Nombreux avantages sociaux.

Envoyer C.V., photo, présentations sous référence 4946/JN à :

A.M.P. - 40, rue Olivier de Serres 75015 PARIS (qui transmettra)

La communication d'entreprise est votre passion vous avez l'expérience du terrain, de la créativité une formation technique vous savez rédiger, vous avez une culture vous êtes un (e)

ATTACHÉ (E) DE PRESSE

méthodique et rigoureux (se), vous souhaitez rejoindre une équipe dynamique

Envoyez votre C.V. détaillé, avec lettre manuscrite et présentations à

MANCOM

RESSOURCES HUMAINES

2, rue du Parc - 92300 LEVALLOIS.

Dans le cadre de son expansion, Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes d'importance nationale, recherche pour son bureau de Paris

3 chefs de missions

Expérience requise 4 ans minimum

6 experts comptables stagiaires

Expérience requise 1 an minimum

2 assistants(tes) très confirmés

Expérience requise établissement des comptes annuels

2 assistants(tes) confirmés

Expérience Payes et Droit social.

Rémunération motivante et possibilité de promotion rapide pour candidats de valeur.

Adresser C.V. et présentations / référence 78.407

PUBLICITE ROGER BLEY

101 rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

STEP INTO A BRIGHTER FUTURE...

Importante Société Française recherche pour Paris Sud

INGÉNIEURS SYSTEMES IBM

- Spécialiste MVS et connaissances CICS souhaitées.

- DOS VSE connaissances VTAM/NCP requises.

Une formation supérieure serait un atout supplémentaire.

La connaissance de l'anglais lu est indispensable.

Si vous souhaitez rejoindre une société performante et porteuse d'avenir, Adressez votre CV, photo et salaire actuel au

CABINET CLAUDE VITET 6, rue Lauriston 75016 PARIS

sous référence 8523.

ETAMIC Industries mécaniques

Patron commercial export

Assumer pleinement dans un cadre budgétaire la responsabilité de l'activité export (choix des priorités, définition des actions planifiées...). Animer en la motivant l'équipe en place. Développer de façon intensive le réseau européen (salaires, distributions, filiales...). Prendre en charge en plus de la commercialisation de la gamme, le développement d'une activité spécifique auprès d'industriels de la machine outil.

C'est la mission que vous propose ce fabricant d'équipements et systèmes de mesure en production, de réputation mondiale.

Ingénieur de formation, votre expérience commerciale s'est déroulée dans la commercialisation de produits auprès de l'industrie mécanique, hydraulique des outils de coupe machines outils... au niveau au moins européen.

Commercial de tempérament, vous souhaitez aujourd'hui prendre en charge une véritable fonction d'ensemble.

Le marché, la volonté politique de l'entreprise, la maîtrise de ses technologies donneront ce poste un intérêt et un avenir tout-à-fait remarquables.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M193-A à Olivier Chaurmette, OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

CADRE D'ÉDUCATION

Entrée 1985

École secondaire générale

REGION PARISIENNE recherche

Pour une mission d'internat

Qualités intellectuelles et d'animation exigées

Ecrire sous réf. 48.301

HAVAS CONTACT

1, place du Palais-Royal 75001 PARIS.

L'APPEL MÉDICAL

1^{er} Institut médical

recherche pour

JUN-JUILLET

ETUDIANTS (ES)

EN MÉDECINE

9^h matin, mercredi (fée)

pour SONS A DOMICILE

PARIS et SECT. NORD

Télé. haut voltage

Frais remboursés

Téléphone : 208-10-42.

INGÉNIEUR

GRANDE ÉCOLE

diplômé de section

spécialisée, Ing. C.V. à

Direction du Personnel

Centre Hospitalier d'Orsay

91400 ORSAY.

INGÉNIEUR

COMMISSION DES

SYSTEMES DOCUMENTAIRES

et/ou des TRAITEMENTS

LINGUISTIQUES.

Ecrire rapidement avec C.V.

à M. DUPRE, 7, rue d'Alençon

75015 PARIS.

INGÉNIEUR

variant anglais et connaissance

français, 5 à 10 ans d'expé-

rience en bureau d'études ou en

gestion technique d'affaires.

Ing. C.V. sous réf. 7.376, le mardi

service ALPHACON.

1, r. des Italiens, 75008 Paris.

ou téléphoner au 01 873-37-16.

FLOW LABORATOIRES S.A.

recherche

dans le cadre de son expansion

UN TECHNICO COMMERCIAL (H. ou F.)

pour la région parisienne et le Sud-Ouest

Envoyer C.V. + photo + présentations

à Sylvie Jacquelin

FLOW Laboratoires S.A.

BP 50

92802 PUTEAUX CEDEX.

SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES (Paris 7^{ème}) recherche

• Chef de Mission • Auditeurs débutants

Les candidats retenus

• devront, pour les débutants, être diplômés

de l'enseignement supérieur, et en particulier

avoir un bon niveau de connaissances en

comptabilité, fiscalité, droit des Sociétés.

• devront, pour les candidats expérimentés,

avoir acquis en Cabinet la pratique de l'audit.

• interviendront auprès de Sociétés appartenant

à des secteurs d'activités variées.

• bénéficieront d'une formation diversifiée

préparant au diplôme d'expertise comptable.

Envoyer CV manuscrit et présentations

sous réf. 54526 à PROJETS

12, rue des Pyramides 75001 Paris

qui transmettra.

Société d'assurances, recherche pour son

service CONTENTIEUX SINISTRE, un

REDACTEUR EXPERIMENTE

Chargé de renforcer une équipe dynamique et

performante gérant le risque responsabilité civile.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de

formation juridique (licence/maîtrise de droit)

possédant une expérience de 5 ans environ dans

ce domaine.

Outre la rigueur, ce poste exige le goût et le sens

du contact, et permet d'envisager une évolution

ulérieure.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en

précisant rémunération actuelle, sous réf. 602 M

à Catherine MANGET

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 PARIS

Conseils en ressources humaines.

55 من الأصل

LE CARNET DU Monde

Naissances

- Monique DAGNAUD, Michel BAUER et Rebecca ont la joie de faire part de la naissance de

Raphaël.

Paris, le 26 mai, 17, rue Berthollet, 75005 Paris.

Décès

- Ses amis ont la profonde tristesse de faire part du décès, le 3 juin 1985, de

Nathalie BREWDA, née Werchawski.

Elle sera inhumée le mardi 11 juin, à 10 h 45, au columbarium du Père-Lachaise.

- M. et M^{me} Marcel Trillat, M. Bernard Trillat, M. et M^{me} Miralles et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père, arrière-grand-père,

M. Joseph CHATAGNER, professeur O.A., ancien député, ancien sénateur de l'Ain.

01250 Ceyzériat.

- M^{me} Louis Gérard, son épouse, M. et M^{me} Jean Gérard, ses enfants, M. et M^{me} Eric Gérard, ses petits-enfants, Julien et Florian, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis GÉRAUD, chevalier de l'ordre national du Mérite, vice-président honoraire de la Fédération française d'athlétisme, ex-chef de centre des ébèques postaux de Paris,

survenu le 2 juin 1985 à Lisieux.

L'inhumation a eu lieu le 6 juin, dans le caveau de famille, à Toulouse, dans la plus stricte intimité, selon les vœux du défunt.

Cet avis tient lieu de faire-part.

28, chemin du Sap, 14100 Lisieux, 7, rue Campagne-Première, 75014 Paris.

- Le président Jacques Soppelsa et le conseil de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

professeur Vladimir JANKÉLEVITCH, leur maître.

(Le Monde du 8 juin.)

- La Richardais. Paris. Strasbourg. Rennes.

M. et M^{me} Claude Ruellan et leurs enfants, M. et M^{me} Alain Ruellan et leurs enfants, M. Jean Ruellan,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Francis RUELLAN, née Assmette Schaefer,

survenu dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le vendredi 7 juin 1985, à La Richardais (Ille-et-Vilaine).

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue du Suet, 35780 La Richardais.

Remerciements

- M^{me} Jean Baboulène, Ses enfants, Sa famille, remercient vivement toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur lors de la disparition subite de

M. Jean BABOULÈNE.

Cuisiat, 01370 Saint-Etienne-du-Bois.

Not abonnés, bénéficiez d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Anniversaires

- Pour le premier anniversaire de la disparition brutale de

Ch. KOZLOWSKI, secrétaire national du MRAP,

sa femme Hélène demande à ses amis et camarades une pensée pour lui.

Avis de messes

- La messe du mercredi 12 juin, à 18 heures, à Notre-Dame-des-Victoires, Paris-2^e, sera célébrée à l'initiative de

Fabrice EMAER,

décédé le 10 juin 1983 à Paris.

Communications diverses

- TRAVAIL A TEMPS PARTIEL vraies ou fausses contraintes mardi 11 juin 1985, de 14 à 18 h Colloque organisé par POPULATION ET AVENIR et DÉVELOPPEMENT ET EMPLOI

TEL: (1) 225-18-81.

- Enfin... Création action de réaction aux aberrations. Présentation 14 juin, 19 h 30, au Sénat. Renseignements: UMPS, 15, rue Erlanger, 75016 Paris. 527-78-76.

MÉDECINE

LE FORUM DE LA MÉDECINE A MONTPELLIER

Au contact des malades et du public

De notre correspondant

Montpellier. - Les premières rencontres d'Euro-médecine de Montpellier, sur le thème de la cellule humaine, qui visent de se terminer, n'ont pas seulement des colloques au plus haut niveau entre spécialistes français et étrangers. Elles ont été aussi, pour la première fois, l'occasion de donner la parole aux malades et au public. Ayant coûté quinze millions de francs, ces rencontres ont rassemblé trente mille visiteurs, sept mille médecins et deux cents exposants.

« Je crois, disait le professeur Jacques Mirouze, président de l'Union de Montpellier-I, que cette fonction sociale du médecin, à travers le dialogue avec le public, est primordiale. » A ce titre, ces premières rencontres ont cherché à établir les besoins du malade par rapport aux moyens thérapeutiques. La progression de ces moyens et la manière de s'en servir tendent vers un idéal qui déclare le professeur Margulis, de San-Francisco, « ne sera jamais atteint dans l'absolu ».

Le contact était donc utile pour équilibrer le possible et l'indispensable. Les nouveaux matériels qui, d'ici au début du vingt et unième siècle, devraient avoir remplacé 90 % des appareils actuels, sont d'un coût élevé et posent, a souligné le professeur Jean-Louis Lamarque, un problème de choix pour les crédits

d'équipement, mais devraient apporter à terme une économie des coûts par la sûreté du diagnostic.

Le professeur Pierre Rabichong, de Montpellier, a présenté un projet de village où le handicap n'existe pas grâce à ses pièces accessibles pour tous et à ses équipements adaptés à la fois pour les handicapés et les valides. Situé près de Ganges, dans la vallée de l'Hérault, ce village pourrait abriter mille cinq cents personnes et entraînerait trois cent cinquante emplois nouveaux. Les travaux devraient commencer l'an prochain.

Le docteur Paul Virapin, chirurgien dentaire français d'origine indienne installé à Montpellier, a montré au public un dispensaire de brousse mobile et autonome à énergie solaire, équipé d'une éolienne, dispensaire imaginé et conçu par lui, lequel, pour les pays du tiers-monde, peut se transformer en cabinet dentaire ou médical, ou encore en salle d'opération.

Les rencontres auront probablement des retombées économiques. En tirant le bilan de la semaine, M. Georges Frêche, député et maire de Montpellier, a annoncé l'implantation sur place de plusieurs laboratoires pharmaceutiques ou médicaux, parmi lesquels la société américaine Phoxar-Europe.

ROGER BÉCRUAUX.

SCIENCES

L'ÉQUIPAGE DE SOYOZ REJOINT SALIOUT-7

Le vaisseau spatial habité Soyuz-T-13, que les Soviétiques ont lancé le 6 juin depuis le centre de tir de Baïkonour, a rejoint, samedi 8 juin à 12 h 50 (heure française), la station orbitale Saliout-7. D'ordinaire, cette manœuvre de rendez-vous avec le Saliout ne réclame pas un temps aussi long. Aussi ne peut-on manquer de s'interroger sur les raisons qui ont conduit le commandant de bord de Soyuz-T-13, Vladimir Djimbekov, et son ingénieur de bord, Victor Savinykh, à rejoindre tardivement Saliout-7.

Selon l'agence Tass, les deux cosmonautes auraient testé pendant cette période « de nouveaux systèmes de contrôle de vol ». Quant à l'approche finale, elle « aurait été effectuée manuellement » et en parfaite harmonie avec le plan de vol dans la mesure où « les actions précises de l'équipage, ajoute Tass, ont permis de mener à bien les manœuvres d'approche et d'arrimage en temps voulu ».

L'opération Kaiko

LES CHERCHEURS DÉCOUVRENT DES OASIS DE VIE DANS UN FOSSE MARIN

Comme on l'espérait, l'opération franco-japonaise Kaiko de plongées dans les fosses profondes de l'archipel nippon a fait découvrir, dès ses débuts, des oasis de vie sous-marine où prospèrent de grandes bivalves, des crabes, des vers de tailles diverses et des gastéropodes. Une découverte analogue avait été faite en 1984 à l'autre bout du Pacifique, au large des côtes américaines, dans une zone où une plaque plonge sous sa voisine, comme c'est le cas au large du Japon.

Toutes ces oasis sont liées à des sources hydrothermales riches en sels minéraux, grâce auxquels cette faune peut exister dans l'obscurité totale et donc en dehors de toute activité de photosynthèse. L'équipage du petit sous-marin français Nautille a pu prélever des échantillons d'eaux et de sédiments, ainsi que divers animaux vivants.

« L'expérience Hydra V a été un succès. L'expérience de plongée profonde Hydra V, qui avait commencé le 4 mai (Le Monde daté 26-27 mai), s'est achevée, le 7 juin, par la sortie de la deuxième équipe de trois plongeurs des caissons du centre hyperbare de la Comex à Marseille. Elle a prouvé que le mélange respiratoire hydrogène-oxygène facilitait beaucoup le travail à grande profondeur et améliorait largement le confort des plongeurs. Une prochaine expérience, Hydra VI, est prévue pour mars-avril 1986 : des hommes devraient alors vivre sous une pression de 70 bars (équivalent à la pression régnaant à la profondeur de 700 mètres).

LES SOVIÉTIQUES LARGUENT UNE SONDE DANS L'ATMOSPHÈRE DE VÉNUS

La sonde spatiale soviétique Vega-1, lancée en décembre 1984 et à bord de laquelle des expériences scientifiques françaises ont pris place, a largué, dimanche 9 juin, un module de descente dans l'atmosphère de Vénus. Tandis que le reste de la sonde se dirige maintenant vers la comète de Halley, qu'elle survolera en mars 1986, le module s'apprête à se poser au sol, mardi 11 juin, à la surface de la planète (1). Auparavant, il larguera un ballon-sonde, qui devrait dériver environ quarante-huit heures dans l'atmosphère de Vénus.

Une sonde jumelle, Vega-2, devrait elle aussi larguer un module de descente qui se posera le 13 juin. Ces deux missions, qui devraient avoir pour site d'atterrissage la région de Vénus connue sous le nom de « Queue du Scorpion », permettront peut-être d'en avoir un peu plus sur les grandes questions du moment, à savoir : Existe-t-il un volcanisme actif sur Vénus ? Quelle est l'origine de la super-rotation de l'atmosphère de la planète ? Enfin, y a-t-il eu de l'eau et en quelle quantité sur Vénus ?

(1) « Le Monde des sciences » du mardi 11 juin (daté mercredi 12 juin) consacre un article au volcanisme de Vénus.

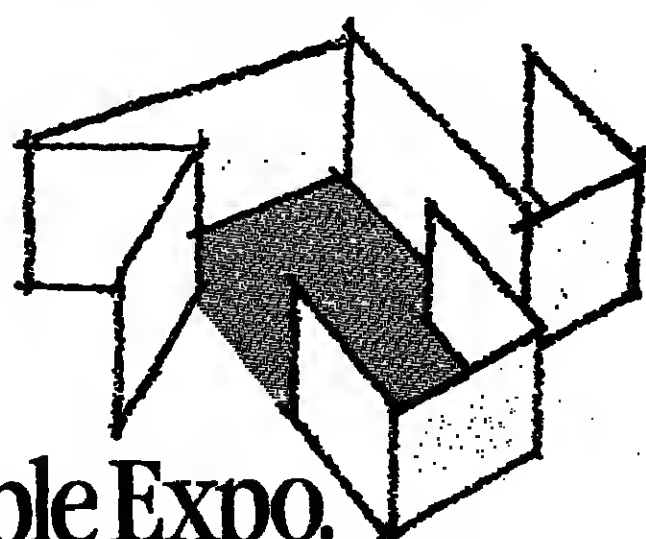
Halte au Vol

1 an ou 5 points
PICARD
+ 8 autres marques
Matériel
GARANTI 5 ANS
+
1 bidon d'acier
15/10
+
4 goujons d'acier
anti-dépendance
+
1 cornière en acier
sur bati bois
+
3 cornières
anti-plage
à l'extérieur sur le
pourtour de la porte
OFFRE EXCEPTIONNELLE
3.600 F TTC
Plus et dépt. comp.
PARIS-BANLIEUE
Sté S.P.P.
111, rue Minard
92130 Issy-les-Moulineaux
554.58.06
554.41.95
FACILITES DE PAIEMENT

L'Apple du 14, 15, 16 Juin.

Tout l'univers Apple sur 12 000 m² : machines et périphériques, logiciels, télé-informatique personnelle, connexions dans l'entreprise, concessionnaires, auteurs et éditeurs de logiciels, conférences et rencontres, ateliers pratiques non stop et la convivialité Apple.

Plus du cinéma, un piano-bar, un restaurant californien, un Apple-garden pour vos enfants, toutes sortes d'animations, des jeux en permanence...



Apple Expo.

Les 14, 15, 16 juin 1985.

Parc des Expositions. Paris. Porte de Versailles. Bâtiment 1-1.

14 juin de 11 h 00 à 22 h 00. 15 juin de 9 h 30 à 22 h 00. 16 juin de 9 h 30 à 19 h 00.

50 من الأصل

SOCIAL

LE 40^e CONGRÈS DE LA CFDT A BORDEAUX

L'adaptation et ses limites

Le 40^e congrès de la CFDT se tiendra à Bordeaux du 11 au 15 juin.

Sacré marin, M. Edmond Mairel. Depuis trois ans, il semble mener son navire d'une zone de turbulence à une autre. Le bateau prend l'eau mais le timonier tient toujours fermement le gouvernail en gardant le même cap : celui de la resyndicalisation ou plutôt de l'adaptation du syndicalisme. Le bien que le secrétaire général de la CFDT aura à présenter, à l'ouverture du congrès, sera le contraire d'un bulletin de victoire. En mai 1982, lors du précédent congrès de Metz, M. Mairel avait affirmé : « Nous pouvons nous donner raisonnablement l'ambition historique de devenir à moyen terme la force principale du syndicalisme français. » L'histoire a contrecarré l'ambition.

Non seulement la CFDT n'est pas en passe de devenir « la force principale du syndicalisme français » mais elle est frappée de plein fouet par la désyndicalisation. Après une période de croissance continue à partir de 1965, elle régresse depuis 1977. Revenu au-dessous du million en 1980, elle ne comptait plus en 1983 que 885 671 adhérents actifs (-7,6 % sur 1982) et 681 300 cotisants réguliers. Même son audience électorale recule : le 19 octobre 1983, aux élections aux caisses d'assurance-maladie, elle n'obtient, avec 19,36 % qu'une humilante troisième place, à près de sept points de FDI. Elle « payait » ainsi son image de confédération « prégouvernementale ».

Ce n'était pour la ligne Mairel qu'une turbulence parmi d'autres. Les déclarations du secrétaire général semblaient appeler de ses vœux, le 31 janvier 1983, « un deuxième plan de rigueur » jetèrent le trouble parmi des militants souvent désorientés par la manière de diriger de leur « patron ».

Le dernier épisode fut celui des négociations sur la flexibilité de l'emploi en décembre 1984. La CFDT avait été à deux doigts de signer un texte paraissant remettre en cause des acquis sociaux. M. Mairel se trouvait alors au centre de la crise : d'un côté les partisans de l'adaptation y voyaient une formidable occasion manquée pour la syndicalisation, de l'autre les militants les plus inquiets de voir la CFDT

sacrifier son projet autogestionnaire sur l'autel de la mutation syndicale. L'idée qu'elle était prête à signer. La malaise, jusqu'au sein de la commission exécutive, est ainsi arrivée à un tel point que l'enjeu du congrès s'en est trouvé modifié (le Monde du 12 mars).

Ce 40^e congrès va ainsi révéler à la fois la réelle prise de conscience de l'équipe dirigeante en faveur de l'adaptation du syndicalisme, et les résistances sérieuses qui l'ont empêchée d'atteindre son objectif au sein de la confédération elle-même. Dans son rapport sur « ce que veut la CFDT », M. Mairel a voulu redevenir l'homme de la « synthèse » pour rassembler dans une même majorité confédérale les « modernistes » (métallurgie, agro-alimentaire, services, SGEN, UCC, etc.) et les courants critiques (chimie, Pays de la Loire, Rhône-Alpes, etc.), ceux qui, sans remettre en cause la cause de la resyndicalisation, ne veulent pas d'une précipitation qui, en cours de route, laisserait tomber le « projet » confédéral.

Tout le problème du congrès de Bordeaux est de savoir dans quel sens s'orientera la pression des syndicats : freinera-t-elle au acceptation-elle, quitta à mettre quelques bornes, l'adaptation ? Question d'autant plus complexe que la CFDT fonctionne dans une large mesure sur des « majorités d'idées » les majorités qui se font sur un texte se défont sur un autre.

En dehors de la bataille d'amendements, des syndicats critiques pourraient rejoindre les appuis lors des votes sur l'élection des dirigeants : M. Jacquier pour la commission exécutive et M. Granger (métallurgie), qui est dans le collimateur des régions, pour le bureau national, pourraient se trouver ainsi en difficulté. Définitivement ? L'hésitation à Bordeaux est, en effet, que si M. Mairel réussit la synthèse, la politique qu'il devra mettre en œuvre sera menée par une commission exécutive qui restera largement dominée par les modernistes. Les quatre nouveaux (Mme Foin, du Centre ; M. Richard, des services ; M. Trogluc, du SGEN, et M. Spaeth, des mines et de la métallurgie) sont de cette même famille. Les dés seraient-ils alors pipés ?

MICHEL NOBLECOURT.

« Les militants vivent une mutation importante »

Pour un certain nombre de militants de la CFDT, aller à Caen c'est un peu emprunter la machine à remonter le temps pour se retrouver à la préhistoire du syndicalisme. Caen, dans la géographie confédérale, c'est le fief de l'union régionale de Basse-Normandie dirigée, à une majorité de 60 %, par des opposants à la ligne confédérale. Gauchistes, anarchosyndicalistes, ils sont un peu tout cela, ces « archéos » de Basse-Normandie. Du moins le dit-on. Archéiques, ces syndicalistes — comme M. Bernard Gy, un ancien employé de libre-service, qui a fait un tour au petit séminaire et à la CGT avant de venir à la CFDT, — qui veulent « développer un syndicalisme de terrain ? ». Ce sont plutôt des « basistes » certes gauchistes sans être gauchistes, dont la pratique est profondément marquée par le « filage » et la répression patronale. Un petit monde où on raisonne toujours en termes de lutte des classes.

Secrétaire général de l'union régionale de Basse-Normandie depuis dix ans, M. Guy Robert a retrouvé il y a cinq ans son emploi de dessinateur en outillage chez RVI. A son retour de l'armée, en 1969, RVI n'avait pas voulu le reprendre, et MM. Mairel et Séguin avaient tenu un meeting commun pour obtenir sa réintégration. Aujourd'hui, M. Robert reproche fondamentalement à la confédération d'avoir abandonné l'idée d'une rupture avec le capitalisme et de « rechercher le consensus avec le patronat et les forces de droite ».

M^{me} Brigitte Adélat, militante depuis dix ans à la CFDT, est souvent amère, et il lui arrive même de s'interroger sur son départ d'une organisation qu'elle a rejointe parce qu'elle était l'osant de 1968. Pour elle, la CFDT c'était par exemple la lutte contre l'emploi précaire. En 1978, elle avait participé à un groupe de travail confédéral sur l'intérim. « On avait proposé, raconte-t-elle, des collectifs de travailleurs précaires et hors statuts qui élaboreraient leurs revendications et les confronteraient avec celles des autres tra-

vailleurs. Mais en 1981, l'optique de la confédération a changé : il fallait développer la précarité pour sortir de la crise. Les collectifs sont morts-nés. Et M^{me} Adélat a perdu quelques illusions. Elle se bat dans sa région en espérant que « l'organisation changera ».

A Grenoble, le paysage confédéral change. Ce ne sont pas des opposants qui dominent la région Rhône-Alpes mais des militants critiques vis-à-vis des orientations actuelles de la confédération. Indéniablement, et le « séisme de décembre » selon l'expression de M. Robert Munier, secrétaire général de l'union régionale, pour désigner l'échec du protocole sur la flexibilité, y est pour quelque chose, l'intérêt des deux cents syndicats de Rhône-Alpes pour le congrès s'est accru. Peut-être parce que le climat est à l'interrogation. « Que va devenir la CFDT ? », se demande M. Joseph Sciascia, secrétaire général de l'union départementale de l'Isère. « Il ne faut surtout pas qu'elle adopte le pragmatisme caricatural de FO ou qu'elle devienne une organisation portée essentiellement sur l'idéologie. » La CFDT, répond M. Monnier, a toujours évolué avec un peu de pratique et un peu d'idéologie.

L'esprit d'entreprise

Dans une région où une quasi-unanimité s'était dégagée contre l'accord sur la flexibilité, le rapport de M. Mairel sur « ce que veut la CFDT » a été accueilli avec prudence. « Il y a », souligne M. Monnier, une prise de conscience plus grande d'Edmond Mairel des risques de fracture qu'a connus l'organisation. C'est la ligne pour la survie. C'est un texte plus à gauche, plus CFDT, un retour à une conception plus réaliste de l'entreprise.

Agé de trente-huit ans, « soixante-huitard », ancien salarié du tertiaire, M. Jean-Louis Chauzy est secrétaire général de l'union régionale, Midi-Pyrénées, à Tou-

louse, depuis six mois. L'union se situe dans la majorité confédérale, mais, lors du protocole sur la flexibilité, « le non a été unanime, sur le thème où aux objectifs mais non à la copie ». « C'est par l'expérimentation sociale, explique-t-il, qu'on arrivera à résoudre nos problèmes théoriques et qu'on réussira à pencher du côté du réel. »

A Toulouse, M. Chauzy et ses camarades ne veulent « les plus opérationnels possible » et recherchent des thèmes qui « motivent les syndicats » et qui permettent d'obtenir des résultats sur l'emploi et la formation. Dans une région où un responsable patronal a vu dans les lois Auroux « des lois stalinienne qui visent à instaurer le gauling dans les entreprises », M. Chauzy estime qu'il y a sur les lieux de travail « des conflits d'intérêts et de logiques » mais que les salariés « ont l'esprit d'entreprise ».

A Niort, on est pour la resyndicalisation. L'union régionale Poitou-Charentes est résolument dans la majorité confédérale. Elle a même été la seule région à approuver, malgré quelques réserves, le protocole sur la flexibilité. « Cela privilégie la négociation », assure M. Pierre-Olivier Aubourg, secrétaire général, depuis trois ans, et éprouve que le gouvernement n'a pas à légiférer autrement qu'à partir d'un accord contractuel. « Mais surtout c'était une étape dans l'adaptation du syndicalisme, objectif fondamental pour une union qui veut une CFDT « plus ouverte, décomplexée, plus souple », qui agisse plus pour que contre. »

« Il faut arrêter de se boucher les yeux », lance avec passion M. Joubert, responsable de l'union départementale de la Vienne. « Tous les jours, il y a des accords du type flexibilité qui se négocient. On vit une mutation importante que lorsqu'on est passé de la CFCT à la CFDT. Ce qui va être acquis dans les années à venir, ce ne sera pas par la loi mais par le contrat. »

Il y a quelques années, M. Patrick Richard était « un peu maoïste ». En 1968, M. Claude Chumatchier était, lui, à la fois à la CGT et à Lutte ouvrière. Aujourd'hui, ils animent la section CFDT de la Caisse d'allocation familiale de la région parisienne. Ils sont, à l'image de leur section, tout à fait rattachés et plutôt rattachés (sans être au PS). Depuis la fin de 1982, la CFDT gère le comité d'entreprise avec FO et la CFCT, et, en 1985, elle a gagné, dans le collège employés pour les élections de délégués du personnel, 3,73 points. La resyndicalisation paie.

Les réalistes

« Le problème, explique positivement M. Chumatchier, c'est de tenir compte à la fois de l'adaptation de l'économie aux besoins du marché tout en essayant de maintenir un maximum de garanties sociales. » L'entreprise, ajoute M. Richard, est un lieu d'intérêts communs, même s'il y a des conflits. On est bien loin de la Basse-Normandie.

« Le débat sur les tables de la loi de la CFDT », assure M. Chumatchier, de l'adhésion au militant, tous s'en font et cela ne fait pas l'objet d'un commencement du quart d'un débat. Maintenant le dogme ou le débarbouiller au god de crin, ce sont les deux faces de la même médaille. « Ici à la cause, les orientations confédérales sont « soumises à l'épreuve des faits », et parfois anticipées. La CFDT n'a pas attendu la confédération pour pratiquer l'octroi d'action en fonction des thèmes, apprécier la compensation salariale de la réduction de la durée du travail « en fonction de la situation de l'entreprise », admettre même un « réajustement » des effectifs se soldant en fait par une baisse, à condition qu'il y ait comme contrepartie des contrats de solidarité, une diminution du temps de travail et un plan de formation. Face aux « fonctionnaires du syndicalisme coupés de la réalité », elle entend démontrer son « efficacité ».

M. N.

A combien vous appréciez ceux qui vous estiment ?

CALCULEZ VOUS-MÊME VOTRE SALAIRE



En 1985, l'Expansion vous dévoile tout sur la politique salariale des entreprises : indexation ou personnalisation des rémunérations ? L'Expansion vous dit tout sur le marché des cadres, d'après une grille de 70 fonctions. Qui gagne quoi, où et pourquoi.

200 ENTREPRISES AU PAYS POUR FÊTE

1985-1986-2000

Entreprise	1985	1986	2000
1. Air France	100	100	100
2. Alcatel	100	100	100
3. Alcatel	100	100	100
4. Alcatel	100	100	100
5. Alcatel	100	100	100
6. Alcatel	100	100	100
7. Alcatel	100	100	100
8. Alcatel	100	100	100
9. Alcatel	100	100	100
10. Alcatel	100	100	100
11. Alcatel	100	100	100
12. Alcatel	100	100	100
13. Alcatel	100	100	100
14. Alcatel	100	100	100
15. Alcatel	100	100	100
16. Alcatel	100	100	100
17. Alcatel	100	100	100
18. Alcatel	100	100	100
19. Alcatel	100	100	100
20. Alcatel	100	100	100
21. Alcatel	100	100	100
22. Alcatel	100	100	100
23. Alcatel	100	100	100
24. Alcatel	100	100	100
25. Alcatel	100	100	100
26. Alcatel	100	100	100
27. Alcatel	100	100	100
28. Alcatel	100	100	100
29. Alcatel	100	100	100
30. Alcatel	100	100	100
31. Alcatel	100	100	100
32. Alcatel	100	100	100
33. Alcatel	100	100	100
34. Alcatel	100	100	100
35. Alcatel	100	100	100
36. Alcatel	100	100	100
37. Alcatel	100	100	100
38. Alcatel	100	100	100
39. Alcatel	100	100	100
40. Alcatel	100	100	100
41. Alcatel	100	100	100
42. Alcatel	100	100	100
43. Alcatel	100	100	100
44. Alcatel	100	100	100
45. Alcatel	100	100	100
46. Alcatel	100	100	100
47. Alcatel	100	100	100
48. Alcatel	100	100	100
49. Alcatel	100	100	100
50. Alcatel	100	100	100
51. Alcatel	100	100	100
52. Alcatel	100	100	100
53. Alcatel	100	100	100
54. Alcatel	100	100	100
55. Alcatel	100	100	100
56. Alcatel	100	100	100
57. Alcatel	100	100	100
58. Alcatel	100	100	100
59. Alcatel	100	100	100
60. Alcatel	100	100	100
61. Alcatel	100	100	100
62. Alcatel	100	100	100
63. Alcatel	100	100	100
64. Alcatel	100	100	100
65. Alcatel	100	100	100
66. Alcatel	100	100	100
67. Alcatel	100	100	100
68. Alcatel	100	100	100
69. Alcatel	100	100	100
70. Alcatel	100	100	100

هكذا من الأصل

SOCIAL

L'OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'OIT

M. Blanchard prône un « authentique effort pour parvenir à un consensus »

De notre correspondante

Genève. — Elle a la présidence de la sixième conférence internationale annuelle du travail, qui réunit jusqu'au 27 juin au Palais des Nations, quelque mille trois cents représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs des cent trente-six pays membres de l'Organisation internationale du travail (OIT) (1). M. Mohammed Ennaceur, ministre tunisien des affaires sociales, a mis l'accent sur la nécessité de renforcer le dialogue entre partenaires sociaux. Il n'a pas caché les difficultés croissantes auxquelles doit faire face l'OIT ni le risque qu'elle encourt d'une remise en question des principes fondateurs de son statut.

Les travaux de la conférence risquent pourtant d'être empoisonnés par la politique, notamment en raison de l'attitude des pays de l'Est vis-à-vis des structures de l'OIT et de son organe d'exécution, le BIT. Ainsi, pour protester contre le rapport que celui-ci a établi sur la situation syndicale en Pologne, ce dernier pays n'a envoyé aucun délégué à la conférence, et l'ensemble des pays socialistes attaquent ouvertement le système de contrôle de l'application des conventions internationales du travail qu'ils ont pourtant ratifiées.

L'amiant en accusation

Alors que tous les participants ont en mémoire les terribles catastrophes de Bophal et de Mexico, l'examen de problèmes touchant l'hygiène et la sécurité du travail figure à l'ordre du jour. Ces problèmes sont particulièrement préoccupants, car, selon les constatations d'un groupe d'experts du BIT, les services d'inspection du travail sont déficients, surtout dans les pays pauvres, faute de moyens et d'effectifs. Dans nombre de pays, cette insuffisance est encore plus grande dans l'agriculture que dans l'industrie.

En outre, les services de médecine du travail, surtout préventive, dont trop de pays ne mesurent pas toute l'importance, devraient contribuer à diminuer la fréquence des maladies professionnelles et des accidents du travail. Un des principaux thèmes de la discussion en ce domaine portera sur la protection contre la nocivité de l'amiant à laquelle sont

exposés des millions de travailleurs. Plus des deux tiers de cette substance sont utilisés dans la construction et le reste dans la fabrication d'un millier de produits divers. Selon un rapport préparé par le BIT, ce sont les fibres d'amiant qui présentent le plus de danger : elles peuvent provoquer la fibrose pulmonaire et le cancer des voies respiratoires, maladies dont les symptômes risquent de n'apparaître que plusieurs années après l'exposition à la substance dangereuse, à son maintien ou même à sa destruction.

Les mesures préconisées par le BIT tendent à remplacer autant que possible l'amiant par d'autres substances et à l'interdire, sauf autorisation spéciale, son utilisation, tout au moins dans certains procédés industriels.

Au Palais des Nations, la longue discussion en séance plénière porte principalement sur le rapport de M. Francis Blanchard, directeur général du BIT, qui évoque les conséquences de la crise économique, du progrès technique et des mutations qui affectent la composition de la main-d'œuvre. Parlant des pays en voie de développement, M. Blanchard se demande comment concilier la négociation collective avec des politiques gouvernementales exclusivement soucieuses d'accroître le développement économique. Certains gouvernements absorbent ou suppriment les syndicats ou empêchent l'arbitrage obligatoire, pratiques contraires aux normes fondamentales de l'OIT. M. Blanchard juge préférable que « l'énergie consacrée ainsi à contrecarrer les mécanismes spontanés des relations professionnelles soit réinvestie dans un authentique effort pour parvenir à un consensus tripartite ». Les principes du tripartisme et de la concertation sont consacrés, tout au long du rapport, comme les lignes de force de l'action de l'OIT et comme les conditions indispensables à la réalisation de ses objectifs.

ISABELLE VICHNIAC.

(1) M. Rajiv Gandhi, premier ministre de l'Inde, prendra la parole au cours de cette session de la conférence internationale du travail.

APRÈS L'ANNULATION DE LA CRÉATION DE 327 COMITÉS D'ÉTABLISSEMENT

M. Jean Auroux demande l'ouverture de négociations avec les syndicats de cheminots

M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat chargé des transports, vient d'adresser à M. André Chadeau, président du conseil d'administration de la SNCF, une lettre lui demandant d'ouvrir des négociations avec l'ensemble des organisations syndicales après l'annulation par le Conseil d'Etat de la création de 327 comités d'établissement au sein de la société nationale (le Monde daté 9-10 juin).

Saisi d'une demande en annulation par les syndicats FO, CFTC et CGC, le Conseil a estimé que « les unités auxquelles a été reconnu le caractère d'établissement distinct ont une implantation géographique distincte et un caractère de stabilité, mais qu'en revanche elles ne présentent qu'un degré d'autonomie très réduit (...). La plupart des établissements auxquels a été reconnue la qualité d'établissement distinct par la décision attaquée ne réunissent pas les conditions nécessaires pour que les principales missions ou le fonctionnement normal des comités

d'établissement puissent être assurés à ce niveau ».

Des élections avaient donné, le 15 décembre 1984, 53 % des sièges à pourvoir à la CGT. Moins bien implantées que celle-ci, la CFTC, la CGC et Force ouvrière avaient attaqué la multiplication du nombre des établissements. Le Conseil d'Etat a fait droit à leur argumentation et estimé que les décisions sociales et financières importantes étaient prises à l'échelon régional et non dans les unités retenues.

Cette bataille juridique reconstruit une lutte d'influence au sein de la SNCF, d'une part entre la CGT et la direction peu désireuse de voir contestée sa gestion dans les échelons intermédiaires de l'entreprise, d'autre part entre la CGT et les organisations syndicales minoritaires qui veulent limiter l'emprise cégétiste sur les 800 millions de francs affectés au budget social qui sera géré par le comité central d'entreprise et les comités d'établissement.

« Je serai le président du nouveau parlement de la formation professionnelle »

déclare M. Jean-Pierre Soisson

Le comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle, présidé par M. Jean-Pierre Soisson, a tenu sa première réunion le jeudi 6 juin au ministère du travail. « Je serai (...) le président du nouveau parlement de l'apprentissage et de la formation professionnelle », a déclaré l'ancien ministre en s'adressant aux représentants des conseils régionaux, élus sur une liste unique allant du RPR au PCF, aux partenaires sociaux et aux fonctionnaires qui participeront aux travaux de ce nouveau comité, né de la décentralisation.

Entre M. Soisson et M. Delabarre, ministre du travail, qui a participé à la séance inaugurale, l'accord est complet sur les objectifs et la nécessité de tenir la formation professionnelle « à l'écart des luttes partisans ». Le comité, a souligné M. Delabarre, « doit être à la fois une instance de confrontation, de coordination et de proposition ». Les politiques régionales en matière

de formation étant diverses, M. Soisson était persuadé, à l'issue de la réunion, que, « placé à la tête de l'outil de la réforme de la formation professionnelle », il pourrait jouer « un rôle d'entraînement vers le haut » pour améliorer la qualité.

Bien décidé à ce que ce nouvel organisme ne sombre pas dans l'anonymat et que son utilité soit reconnue avant que ne surviennent les échéances électorales, le président et la plupart des membres du comité sont décidés à « rendre les choses irréversibles ».

Une nouvelle réunion se tiendra le 27 juin, pour faire le bilan des contrats de plan régionaux et se doter des moyens d'action. Une autre est prévue en septembre, au cours de laquelle M. Delabarre présentera pour la première fois ses propositions, comme il s'y est engagé en effectuant son tour de France de la formation professionnelle.

A. L.

Dissonances au sein de la CGT autour de SKF

Les négociations à la préfecture de Créteil sur le redémarrage d'une activité commerciale et industrielle sur le site de l'usine SKF d'Ivry-sur-Seine devraient reprendre le 11 juin. La tonalité très anti-gouvernementale de la manifestation de la CGT du 7 juin sur SKF — avec des slogans comme « hier la rose, aujourd'hui le maitre » ou « Mitterrand, des emplois pas des CRS » — a provoqué des remous au sein de la centrale.

Dans une déclaration à l'AFP, M. André Delucbat, membre du bureau confédéral de la CGT et militant du PS, se déclare « indigné » : « En tant que responsable syndical du PS, je m'élève contre les mots d'ordre, les affiches et les thèmes développés qui ont pris plus d'ampleur aujourd'hui et qui n'ont rien à voir avec la démarche syndicale de défense des intérêts des travailleurs et du pays que nous devons avoir en tant qu'organisation

syndicale ». M. Gérard Gaumé, l'autre membre socialiste du bureau confédéral, a indiqué à l'AFP qu'il était « dans le même état d'esprit ».

Pour sa part, le comité exécutif de la Fédération de la métallurgie Cgt, affirme qu'elle « mettra tout en œuvre pour favoriser, conduire les luttes le plus haut, le plus loin possible ». Mais elle rappelle sa « position permanente » : elle continue à agir en syndicat. Elle n'entend pas se substituer au rôle des partis politiques, à leurs responsabilités pour gouverner le pays.

● Journée d'action CGT à EDF-GDF le 14 juin. — La CGT a annoncé une journée nationale d'action le 14 juin pour protester contre la perte du pouvoir d'achat de 5 % depuis 1982, la réduction des effectifs, ainsi que la « dénationalisation rampante » que représente le recours croissant à la sous-traitance.

AGRICULTURE

Les chambres d'agriculture présentent leur projet pour le troisième millénaire

L'assemblée permanente des chambres d'agriculture se projette dans l'avenir. Signe des temps : après les responsables de l'économie sociale agricole, après le CNJA, les chambres d'agriculture reconnaissent qu'une adaptation à la crise que connaît la paysannerie est nécessaire. Elles admettent aussi — en période électorale ce n'est pas négociable — que la contrainte financière sera permanente, quel que soit le pouvoir politique.

Leurs propositions, fondées sur un questionnaire envoyé le 15 janvier dernier et auquel quatre-vingt-cinq chambres ont répondu, s'ouvrent sur deux rejets : refus d'une agriculture administrée où les biens à produire seraient répartis entre les exploitants ; refus d'une agriculture libérale. L'APCA se prononce en revanche pour une voie médiane qui associe « l'économie et le social », tout en les différenciant, le second n'étant que le fils du premier.

Révolution culturelle

Dans cette projection sur le troisième millénaire, l'APCA distingue trois types d'exploitation :

● Les entreprises agricoles diversifiées dans leur objet et leurs structures, libérées de certaines contraintes, profitant d'une fiscalité incitative. Une partie de ces exploitations seulement, en fait 15 % du total des fermes, mettront, en l'an 2000, sur le marché de 80 à 90 % de la production commerciale. Cette partie-là sera en prise directe avec les contraintes géographiques : volonté politique de la CEE, rôle des grands pays exportateurs, besoins des pays de l'Est, développement du tiers-monde.

● Les exploitations à handicap naturel : au nom du service rendu à l'aménagement du territoire et à l'emploi, elles devront être maintenues et avantagées par des primes.

● Les exploitations non compétitives : pour les mêmes raisons, elles devraient bénéficier, selon l'APCA, d'aides directes.

Le document oscille en permanence entre les deux écueils qu'il récusait d'entrée, le libéralisme et le recours à l'Etat. Le compromis souhaité n'est pas neuf, et il n'y en a

sans doute pas d'autre possible. « Le marché, est-il indiqué, est l'élément directeur d'une politique économique agricole mais dans un cadre organisé ».

Faisant, elles aussi, leur révolution culturelle, les chambres d'agriculture critiquent, timidement certes, la garantie des prix accordée par les règlements européens à des volumes illimités de produits et reconnaissent qu'il faut les adapter au marché.

L'APCA est favorable au développement des productions dites secondaires (par exemple, il faudrait, pour couvrir la demande, 27 000 hectares de noisetiers et d'amandiers ; il n'y en a que 3 000), à l'instauration d'un registre de l'agriculture, à la pluri-activité (avec de sérieuses réserves), à l'arrivée dans la profession de jeunes non issus du milieu agricole. Elle se prononce pour le financement partiel des exportations par les producteurs au-delà de certains seuils, les sommes ainsi épargnées sur les budgets nationaux et européen devant être affectées aux investissements productifs tels que l'enseignement, la formation et la recherche.

Elle propose également de supprimer le système actuel des quotas laitiers par des quotas d'intervention sur le beurre et la poudre de lait ou des réductions de prix garanties au-delà de certains volumes. Tout n'est pas de la même veine dans ce document, qui reprend des propositions déjà anciennes, comme le retour au principe de la politique agricole commune (notamment la préférence communautaire avec une taxation des matières grasses importées) et le recours aux ressources propres en protéines, notamment pour réduire les importations.

Bien que les mots ne soient pas employés, l'APCA propose en fait un modèle de société agricole duale, avec, d'une part, des entreprises soumises à la loi du marché, un marché certes « organisé » notamment grâce à la concentration des crédits à l'exportation sur certaines filières, avec, d'autre part, des exploitations relevant de la solidarité nationale.

J. G.

200 ENTREPRISES, 600 PERSONNES AU PAVILLON GABRIEL POUR FETER LES 30 ANS D'ETAP

1955-1985-2005...

Un message pour tous ceux qui ont participé à notre anniversaire.

Nous tenons d'abord à remercier nos amis et clients, trop éloignés pour nous rejoindre, qui nous ont adressé leurs vœux, en des termes toujours très chaleureux.

Nous souhaitons dire aussi aux dirigeants et cadres qui nous ont retrouvés au Pavillon Gabriel, à quel point nous avons été sensibles à leur présence et aux manifestations d'amitié qu'ils nous ont tous prodiguées.

Nous avons d'autant plus apprécié qu'ils se soient déplacés que nous connaissons bien les charges de leurs emplois du temps et le poids de leurs responsabilités.

Plus de 600 personnes, 200 entreprises représentées dont les plus grands Groupes français et internationaux et les PME les plus performantes ! C'est un succès pour nous, et un geste qui nous va droit au cœur.

Cet anniversaire reste pour nous marqué par la chaleur, l'amitié, la confiance. Nous avons eu la confirmation de cette relation privilégiée qui s'établit entre nos clients et nous, de ces liens faits d'estime, de fiabilité, de véritable connaissance. Une vraie communication, génératrice d'efficacité et de succès.

Nous n'avons qu'un regret : n'avoir pu, en cette occasion, mieux dialoguer avec tous.

Le dialogue, nous le reprendrons très vite. Plus encore que la chaleur des souvenirs communs, cet anniversaire illustre à nos yeux la poursuite d'une constante évolution dans la recherche et l'efficacité, que nous aurons l'occasion d'évoquer bientôt.

Hier, aujourd'hui comme demain, notre conviction est que

L'essentiel reste l'homme et le choix de chaque homme pour son juste rôle parmi d'autres hommes.

Cela dit, le monde change autour de nous, et les recrutements tranquilles du temps de l'expansion économique sont révolus, il faut trouver très vite, juste, et pour longtemps.

ETAP 1985 : TÊTES CHERCHEUSES

tête Pour penser avec vous : une équipe, une réflexion commune, un savoir, un professionnalisme.

chercheuse Par une stratégie de recherche multi-réseaux : tous les outils, tous les chemins, toutes les méthodes.

La tête chercheuse des dirigeants d'aujourd'hui et de demain

etap

4 RUE MASSENET, 75116 PARIS
TELEPHONE : (1) 525.55.05

CONSEIL EN RECRUTEMENT DES CADRES / FORMATION /
BILANS PSYCHOLOGIQUES ET PROFESSIONNELS / INTERVENTIONS SOCIO-PSYCHOLOGIQUES AU SEIN DE L'ENTREPRISE

Dormez dans un Monument Historique.

Holiday Inn République, un 4 étoiles au luxe exceptionnel : toutes les chambres ont leur propre carrière et TV couleur, mini-bar, téléphone direct, climatisation, insonorisation...

Holiday Inn République, un 4 étoiles avec un supplément d'âme : une étonnante architecture (escalier grandiose, cour intérieure, décoration Napoléon III).

Holiday Inn République est un hôtel facile d'accès au cœur du Paris historique (proche du Marais, de Beaubourg, de l'Opéra) et du nouveau Paris des affaires. 10, place de la République. Paris 1^{re} - Tél. (1) 355.44.34 - Telex 210651 Holirfa F.

La rencontre du Paris Historique et du Paris des Affaires.



Holiday Inn

Place de la République, Paris

SOCIAL

Le développement de l'économie sociale

Un vaste secteur encore méconnu

Située à mi-chemin entre l'économie de marché et le secteur public, l'économie sociale regroupe aujourd'hui 35 % du marché national de l'assurance, 40 % de l'épargne, 30 % de l'agro-alimentaire et, autre exemple, 50 % de la pêche artisanale et industrielle. Héritière des courants philosophiques incarnés notamment par Proudhon, Jaurès, Fauriel et Charles Gide, elle englobe des coopératives d'usagers (consommateurs), d'entrepreneurs individuels (artisans), d'associations gestionnaires de tourisme social, d'œuvres sanitaires, éducatives, sociales... assorties de statuts très divers.

De création récente - il est né le 10 mars 1983 - dans un domaine aux contours souvent trop flous (le tiers secteur qui englobe les coopératives, les sociétés mutualistes et les associations gestionnaires), l'Institut de développement de l'économie sociale (IDES) en est encore à « essayer les plumes ». Rien que de très normal, après tout, pour un organisme constitué de toutes pièces par les pouvoirs publics et par les financiers de l'économie sociale afin de remédier au problème de fonds propres que connaissent les entreprises de ce secteur. Avec, « en échange », la tentation évidente - tout au moins au moment de la création de l'IDES - de lui « confier » quelques dossiers de canards boiteux...

Résultat : pour son premier exercice d'une durée exceptionnelle de vingt et un mois (du 10 mars 1983 au 31 décembre 1984), l'Institut affichait une perte de 5,2 millions de francs après constitution de 8,7 millions de francs de provisions, dont 2,35 millions de francs concernent deux entreprises ayant déposé leur bilan (Japy-Marne et Elastametal). Compte tenu des engagements souscrits par l'IDES (25 millions de francs dans une trentaine d'entreprises employant au total près de 2 000 personnes, sur un montant d'investissements avoisinant les 60 millions de francs), le « taux de casse » n'est guère supérieur à celui des secteurs économiques « tradi-

tionnels », où l'on pratique également ce métier à haut risque.

« Le montant des provisions passées montre à l'évidence la nécessité, d'une part d'un ralentissement de l'activité de nos engagements, d'autre part d'un approfondissement de notre suivi des entreprises dans lesquelles nous avons investi ; enfin d'une plus grande sélectivité dans les concours », ennuie M. Jacques Vaudier, président de l'IDES.

« Mais nous serons bénéficiaires en 1985 et l'année suivante également », assure d'ores et déjà M. François Soulaige, directeur général de l'IDES, en présentant le bilan de l'action de cet organisme depuis sa création et les orientations qu'il compte prendre à l'avenir. Une occasion de justifier au passage l'existence et la rentabilité de ce vaste domaine encore méconnu.

Insuffisance de fonds propres

Aujourd'hui, le « troisième secteur » emploie plus d'un million de salariés (voir tableau) et concerne, directement ou non, quelque vingt-cinq millions de personnes. Au-delà de la diversité qui caractérise l'économie sociale, justifiant les difficultés rencontrées lorsqu'il s'agit d'évaluer son poids économique, les entreprises de ce secteur se heurtent, de même que les PME et PMI, à une nette insuffisance de fonds propres. « Il fallait adapter au monde de l'économie sociale les instruments dont disposent les PME traditionnelles afin de remédier à ce problème de sous-capitalisation. »

Considéré comme l'une des étapes d'une vaste entreprise de remise à neuf de l'économie sociale qui dispose à présent de sa première loi, celle du 20 juillet 1983, l'IDES a été constitué à cet effet. Son capital, initialement fixé à 52,7 millions de francs, a été porté à 82,1 millions en janvier 1985. A cette occasion, deux nouveaux partenaires, le groupe de la Caisse des dépôts (englobant le Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance) et cinq sociétés mutualistes adhérentes de la Fédération nationale de la mutua-

lité française ont apporté leur concours (respectivement fixé à 5 et 6,5 millions de francs). Ils viennent ainsi conforter un tour de table où l'on retrouve les banques coopératives, à l'exclusion du Crédit agricole, les mutuelles d'assurances sans intermédiaire et d'autres mouvements du tiers secteur détenant jusqu'ici, au total, quelque 70 % du capital de l'IDES. Le solde, soit 30 %, reste aux mains de l'Etat, qui a participé, dès le départ, à la fondation de l'organisme.

Celui-ci dispose d'une société financière d'innovation (SFI), hé-

ritée SOFINES, chargée des opérations en capital-risque proprement dit. Le décret du 7 mars 1985 ayant autorisé les SFI à souscrire à des émissions de titres participatifs, SOFINES, seule société financière d'innovation de l'économie sociale, a ainsi élargi le champ de ses interventions. Elle pourra dorénavant utiliser cet instrument financier pour intervenir auprès des coopératives de production (SCOP) innovantes, et remédier au problème soulevé par M. Soulaige lors d'une table ronde consacrée à l'économie sociale (1).

PLUS D'UN MILLION DE SALARIÉS

Secteur d'activité	Nombre de sociétés	Nombre de salariés	Chiffres significatifs
Coopératives ouvrières de production...	14 989	34 254	CA : 6,6 milliards (1981)
Coopératives de consommateurs...	1 185 000 (actifs)	44 000	CA : 21,7 milliards (1981)
Coopératives de logements (HLM)...	211 600	2 320	CA : comp. de prod. 1,3 milliard, 3 460 contrats en 1980
Coopératives maritimes...	23 000	3 000	CA : 800 M
Coop. de commerçants détaillants...	22 500	4 100	CA : 34,9 milliards (1980)
Coopératives d'artisans...	50 000	5 000	
Coopératives de transports...		2 300	CA : 630 millions (1980)
Coopératives agricoles...	2 000 000	130 000	CA : 147 milliards (1981) (comp. + de 10 salariés)
Mutualité agricole...			6,2 milliards d'encassements des cotisations en 1981
Assurances mutuelles agricoles...	3 000 000	30 000	
Mutualité sociale agricole...	6 000 000 de ressortis.		Dépenses de protection sociale 1982 : 71,8 milliards
Caisse agricole...	3 500 000	68 000	Bilan consolidé 31-12-82 : 662 milliards
Crédit mutuel...	3 100 000	15 000	Bilan : 53 milliards
Crédit coopératif...	10 000	800	Bilan : 7,7 milliards
Groupes des banques populaires...	706 000	26 500	Bilan consolidé : 50 milliards
Crédit mutuel...	50 000	600	1,7 milliard
Mutualité...	30 000 000	45 000	18 milliards (1981)
Assurances mutuelles...	4 500 000	12 000	9 milliards
Associations...	20 000 000	600 000	

Source : Délégation interministérielle à l'économie sociale.

« Je pense qu'il est urgent que nous ayons accès à tous les systèmes de financement de la place pour obtenir les 15 ou 20 millions de francs en fonds propres nécessaires à certaines grosses coopératives », estimait-il, en soulignant le « problème spécifique des SCOP ».

Depuis sa création, l'IDES, qui gère le Fonds de garantie de l'économie sociale dans le cadre d'une convention signée entre l'Etat et la SOFARIS (Société française pour l'assurance du capital-risque des PME), a épanoui des entreprises de nature et d'importance très diverses. C'est ainsi que l'on retrouve dans son portefeuille, parmi d'autres sociétés moins connues, les célèbres industries de Palente (LIP), la coopérative d'horlogers-bijoutiers CODHOR ou encore COPEDI le numéro trois français de la chaussure d'enfants. Celle-ci a été récemment transformée de SA en SCOP dans le cadre d'une opération de reprise d'entreprise par ses salariés (RES), inspirée des règles anglo-saxonnes du « leverage management buy out » rendues applicables dans l'Hexagone par la loi de juillet 1984 sur le développement de l'initiative économique.

Un « bon bilan »

« Le véritable problème auquel nous nous heurtons, c'est celui de la liquidité », reconnaît M. Soulaige. Pour l'instant, quand nous voulons nous retirer d'un investissement effectué généralement sous forme de souscription de titres participatifs, assimilables à de vrais fonds propres ou, accessoirement, d'apports en comptes courants bloqués, il nous faut établir une convention de reprise de cette participation par les sociétés de l'entreprise ». L'autre écueil, beaucoup plus politique, celui-là, réside dans quelques « dossiers empilés » que l'on serait trop content de confier à l'IDES pour résoudre un problème social. En dépit des incitations pressantes des pouvoirs publics, l'Institut a refusé de s'engager dans Manufacture et, plus récemment, dans les Ateliers roennais de construction textile (ARCT), actuellement confrontés à une

sérieuse menace de dépôt de bilan (Le Monde du 11 mai).

Mais l'interventionnisme a parfois le bras long, et les dirigeants actuels de l'IDES ont encore en mémoire - et en travers de la gorge - l'engagement pris personnellement en février 1983 - avant la création officielle de l'Institut - par le ministre de l'Industrie de l'époque, M. Jean-Pierre Chevènement, en faveur de LIP. Trois mois plus tard, l'IDES inscrivait à son bilan les 2 millions de francs de fonds propres (sur un total de 4 millions) consentis à ce qui fut longtemps l'un des symboles de la gauche autogestionnaire sans avoir obtenu l'aval du traditionnel comité des engagements.

A présent, l'Institut de développement de l'économie sociale veut pouvoir brandir « un bon bilan » au seul profit de « ceux qui n'ont pas accès à la cote, au marché boursier ». Tout en administrant la preuve qu'il est possible de concilier ce qui est apparu trop souvent comme antinomique : l'économie et le social. « Hier, c'était une idée marginale, aujourd'hui, c'est une nécessité », affirmait en octobre 1981, M. Michel Rocard, alors ministre du Plan et de l'aménagement du territoire.

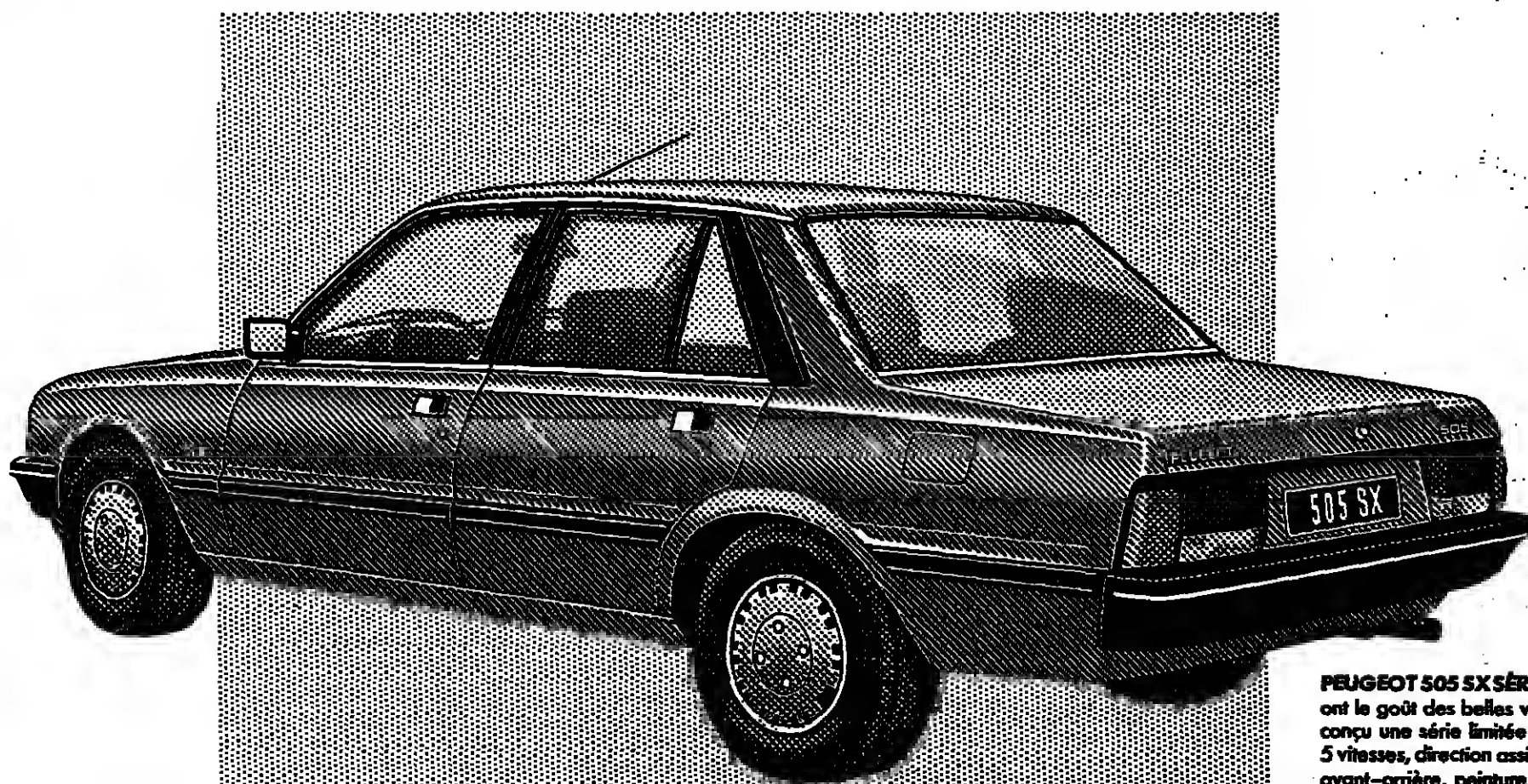
Depuis, la réflexion des pouvoirs publics s'est poursuivie dans le même sens. Encouragée en cela par les exemples empruntés à l'étranger. « En Italie, il y a actuellement 600 000 coopérateurs répartis dans trois associations. Depuis la fin du régime franquiste, 12 000 coopératives sont nées en sept ans en Espagne », rappelle M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat à l'économie sociale et au développement local (1). En Grande-Bretagne, en plein régime conservateur, mille entreprises de coopératives de production sont nées en quatre ans, et on assiste aux Etats-Unis à l'émergence d'un « capitalisme social » avec l'existence de cinq mille ESOP (Employee Stock Ownership Plan). Si les formes changent d'un pays à l'autre, on retrouve cependant les mêmes valeurs - responsabilité, solidarité et innovation - à l'origine du « comportement entrepreneurial de l'économie sociale ».

SERGE MARTI.

(1) Interview du 13 mai 1985.

505 SX

Série d'exception



PEUGEOT 505 SX SÉRIE D'EXCEPTION. Pour ceux qui ont le goût des belles voitures, Automobiles Peugeot a conçu une série limitée d'exception : moteur 2 l, boîte 5 vitesses, direction assistée, sièges velours, appuie-tête avant-arrière, peinture métallisée vernie, verrouillage centralisé des portes, assise abaissée, pneus larges : c'est la Peugeot 505 SX.

Peugeot 505 SX, une série limitée d'exception, luxueusement présentée. Pour 79 800 F* seulement. Disponible en version diesel 2,5 l, 89 800 F*.

*Sauf Corse - Tarif au 3 Juin 1985.

PEUGEOT 505 SX

Notre b... en voila

Dans un gouvernement... le Code de l'emploi... le total de bilan progres...

En France

3. Travail moderne...
4. Travail moderne...
5. Travail moderne...
6. Travail moderne...
7. Travail moderne...
8. Travail moderne...
9. Travail moderne...
10. Travail moderne...

هكذا من الأصل

TRANSPORTS

Le gouvernement britannique décide l'extension de l'aéroport de Stansted, près de Londres

Londres. — Le gouvernement a enfin mis un terme au long débat qui, depuis près de vingt ans, paralysait le développement des aéroports de Londres. Malgré une forte opposition qui divisait le Parti conservateur, le cabinet de M^{re} Thatcher s'est prononcé pour l'extension des installations de Stansted, actuellement sous-employées.

Situé au nord-est de la capitale, nettement en dehors de l'agglomération, l'aérodrome de Stansted accueille, pour le moment, 500 000 passagers par an, mais a une capacité de 2 millions. Celle-ci, selon le projet annoncé le 5 juin à la Chambre des communes, devrait être portée à 8 millions en 1995 et plus tard à 15 millions, voire davantage. Cette décision est conforme aux recommandations faites à la fin de l'année dernière par une commission d'études dont le rapport avait soulevé de vives et multiples protestations (*Le Monde* du 13 décembre 1984).

De notre correspondant

En janvier, plusieurs dizaines de députés conservateurs s'étaient « rebelles » et s'étaient joints à l'opposition travailliste pour repousser un premier projet d'agrandissement de Stansted. Ils étaient, comme les dirigeants de la compagnie British Airways, favorables à la création d'un cinquième aéroport à Heathrow bien que cet aéroport, enclavé dans la proche banlieue et causant des nuisances dans toute la

ville, soit surchargé avec un trafic record de 30 millions de passagers par an qui sera encore augmenté par l'ouverture prochaine d'une quatrième aéroport.

Le ministre des transports, M. Nicholas Ridley, a déclaré que le gouvernement avait l'intention de « geler » le projet du cinquième « terminal », mais il a fait une concession à ses contradicteurs au sein de son parti en indiquant qu'il renouait à limiter à 275 000 par an le nombre des mouvements d'avions sur la plate-forme d'Heathrow. Par ailleurs, M. Ridley a annoncé, comme prévu, la privatisation de la British Airport Authority, l'organisme qui gère les principaux aéroports du pays.

F. C.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● Les entreprises intermédiaires au Journal officiel. — Les modalités de l'aide de l'Etat pour les entreprises intermédiaires sont précisées par un décret publié au Journal officiel du 9 juin. Les commissaires de la République pourront conclure des conventions avec l'Etat avec les entreprises intermédiaires dont le but est d'employer des jeunes en difficulté de dix-huit à vingt-cinq ans.

Embauchés avec des contrats à durée déterminée, les jeunes doivent recevoir « un soutien effectif en vue de leur insertion professionnelle » de la part de ces entreprises qui doivent préserver des « garanties de viabilité économique ».

● Darty : bénéfice en hausse de 17,2 %. — Le groupe Darty, premier distributeur français de produits électroménagers, vient d'annoncer, dans une lettre à ses actionnaires, que le bénéfice consolidé réalisé en 1984 avait atteint 131,4 millions de francs pour un chiffre d'affaires de

4,3 milliards de francs. La progression du bénéfice par rapport à 1983 est de 17,2 % alors que la progression des ventes est de 7,5 %.

Social

● M. Delebarre est favorable à des activités pour les préretraités. — Interrogé par l'hebdomadaire *Le Point* sur la situation des préretraités, M. Michel Delebarre, ministre du travail, estime qu'« on ne peut pas interdire à quelqu'un qui a cinquante-cinq ans et a été actif toute sa vie de participer à une activité qui est du domaine de l'intérêt général ». Parmi les possibilités, il envisage « l'encadrement des jeunes en TUC » par ceux qui ont « une grande expérience professionnelle » ou d'associer les préretraités « au formidable effort de formation professionnelle » en leur demandant d'intervenir « en soutien du pédagogue ». « Défrayer le préretraité qui participerait à l'encadrement de TUC ou à une équipe pédagogique me paraît naturel », ajoute M. Delebarre.

LICENCIEMENT D'UN STEWARD QUI NE SOURIAIT JAMAIS

Jugé trop peu souriant par la compagnie aérienne américaine qui l'employait, un steward avait été remercié. Il a saisi le tribunal pour que celui-ci déclare ce motif insuffisant. Le juge ne l'a pas suivi. Il le même déclaré, le 7 juin, que la physionomie amicale du personnel navigant était déterminante dans la concurrence acharnée que se livrent les compagnies aériennes. Le steward-qui-ne-souriait-jamais causait un préjudice commercial à son employeur. — (A.F.P.)

Lisez

Le Monde des PHILATÉLISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

POUR UNE FRANCE QUI GAGNE.

Juin 1985

EMPRUNT D'ÉTAT

Deux formules

TAUX FIXE

Nominal **10%**

Taux actuariel : 10,75 %
Prix d'émission : 95 %
Durée 15 ans

TAUX RÉVISABLE

Taux la première année : 10 %
Emission au pair
Durée 15 ans et 3 mois

- Paiement annuel des intérêts.
- Remboursement au pair, coupure : 2000 francs
- Titres cotés en bourse.
- Abattement fiscal de 5000 francs.

Souscrivez dans les établissements bancaires et financiers, auprès des comptables du Trésor et des PTT, ou à vos autres guichets habituels.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Notre bilan 1984,... en voilà l'essentiel

Dans un environnement marqué par le reflux de l'inflation et des taux d'intérêt, le Crédit Lyonnais a maintenu un bon niveau d'activité et de résultats. Le total du bilan progresse de 19,3 % et le bénéfice net s'est établi à F 368,9 millions.



En France

Un réseau moderne...

Le Crédit Lyonnais dont le réseau d'agences comprend 2456 points de vente (1854 permanents) a développé ses installations de guichets automatiques. Ceux-ci représentent, à fin 1984, 556 appareils dont 472 à services multiples (« César »). Leur utilisation s'est développée de près de 50 % par rapport à 1983. Parallèlement, le nombre de clients du Crédit Lyonnais titulaires de Carte Bleue a progressé de 30 %.

Une nouvelle gamme de services diversifiée...

En 1984, l'établissement a :
— généralisé et étendu les services Télédépôt de « banque à domicile » tant pour les particuliers que pour les entreprises;
— créé de nouvelles conventions Multilion en direction des jeunes (Multilion Junior) et des épargnants (Epargne Multilion);
— proposé de nouveaux instruments de placements collectifs (Lion Institutionnels, Lionplus, Obligation...);
— mis en service dans certaines agences des micro-ordinateurs destinés à l'information de la clientèle.

Des concours à la mesure des besoins.

Vis-à-vis des particuliers, dont la demande en matière de crédits à l'habitat a été faible, le Crédit Lyonnais a développé les prêts personnels. Il a fait agréer en tant que société financière une nouvelle filiale « Crédit Lyonnais Epargne et Financement des Équipements des Ménages » — CLEFEM. En ce qui concerne les sociétés, tout en portant le plus grand soin aux financements habituels, notamment à l'exportation, il s'est penché tout particulièrement en 1984 sur le problème de la création d'entreprise et sur celui du renforcement des fonds propres des entreprises de taille moyenne (lancement de « Lion Expansion Petites et Moyennes Entreprises », création de nouveaux bureaux industriels et financiers dans quatre régions de France...).

A l'Etranger

Une progression satisfaisante de l'activité clientèle des agences...

Bien qu'un peu moindre qu'au cours des années précédentes, la croissance des opérations de clientèle à l'étranger est restée supérieure à celle constatée en métropole. Les ressources collectées, exprimées en capitaux moyens annuels, s'établissent à l'équivalent de F 56,1 milliards en progression de 15,9 % d'une année sur l'autre. Les concours ont augmenté de 12,4 %.

... et un nouveau renforcement du réseau.

Au cours de l'exercice, indépendamment des nouvelles implantations réalisées par certaines de ses filiales et banques associées, le Crédit Lyonnais a :
— ouvert un bureau de représentation en Malaisie, en Turquie (Istanbul) et en Chine, à Shanghai, ce dernier dépendant comme celui de Canton, de la représentation générale de Pékin;
— transformé en agences les bureaux de représentation d'Osaka au Japon et de Taipei (Taïwan);
— participé à la création de la première société de crédit-bail de Tunisie;
— obtenu les autorisations pour l'ouverture, dès janvier 1985, d'un bureau de représentation à Dallas aux Etats-Unis.

Les résultats

Le résultat d'exploitation avant amortissements et provisions augmente légèrement (+ 4,1 %). Toutefois, si l'on fait abstraction des profits exceptionnels sur cessions de titres de placement qui avaient été particulièrement importants en 1983, l'augmentation ressort à 12,1 %. Les provisions d'exploitation, pour la première fois depuis plusieurs années, apparaissent en léger retrait (F 4 890 millions contre F 5 022 millions en 1983). Compte tenu d'une charge de F 194 millions au titre des pertes et profits divers contre un produit de F 185 millions en 1983, et d'un impôt sur les sociétés de F 378 millions contre F 429 millions en 1983, le bénéfice net s'est établi à F 369 millions contre F 359 millions pour l'exercice 1983.

Au niveau consolidé, le résultat net (part du Groupe) passe de F 1008 millions en 1983 à F 1021 millions en 1984.

EUROPARTENAIRES : BANCO DI ROMA • BANCO HISPANO AMERICANO • COMMERZBANK

La brochure du rapport annuel sera disponible fin juin. Elle peut être obtenue (ou sa micro-fiche) sur simple demande adressée dès à présent à CREDIT LYONNAIS (Relations Publiques) 19, bd des Capucins - 75002 Paris.



CREDIT LYONNAIS

LE PARTENAIRE DE VOTRE AVENIR

reception

PEUGEOT 505 51

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SICAV

BANQUE NATIONALE DE PARIS

LA BNP. CRÉE UNE NOUVELLE SICAV : NATIO PATRIMOINE

Natio Patrimoine est une SICAV composée à parts égales de comparables d'actions françaises ou étrangères, d'obligations, d'actions de sociétés immobilières, de valeurs rattachées à l'or et de liquidités.

Elle offre une garantie d'équilibre et de diversification sans toutefois nécessiter une mise de fonds importante.

La valeur unitaire de l'action est à l'origine de F 1.000 et le droit d'entrée limité à 2,75 %.

Natio Patrimoine, placement à moyen terme, concerne une gamme très large de souscripteurs. Elle s'adresse aussi bien aux nouveaux épargnants qu'à ceux qui ont déjà abordé la Bourse avec la loi Monory ou le Compte d'Épargne en Actions.

BNP: la banque est notre métier

LA RADIODIÉLECTRIQUE

L'assemblée générale ordinaire de LA RADIODIÉLECTRIQUE s'est tenue le 6 juin 1985 sous la présidence de M. Jean-Louis PILLIARD, et a approuvé les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1984, qui font apparaître un résultat net déficitaire de 45,9 millions de francs après enregistrement de la créance de report en arrière des déficits d'un montant de 26,6 millions de francs.

Il a été décidé d'une part de prélever 50 millions de francs sur la réserve de prévoyance comprise dans le poste autres réserves, et d'y imputer les pertes de l'exercice 1984, d'autre part d'utiliser le report à nouveau de 35 millions de francs pour distribuer à chacune des 310 000 actions composant le capital social un dividende de 15 F auquel s'ajoutera, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, l'impôt payé d'avance au Trésor (avoir fiscal) de 7,50 F portant le revenu global par action à 22,50 francs. Le dividende sera mis en paiement à compter du 28 juin 1985.

Commentant ces résultats, le Président a rappelé que le chiffre d'affaires consolidé hors taxes du groupe LA RADIODIÉLECTRIQUE s'est élevé en 1984 à 5 973,30 millions de francs, en progression de 10,7 % par rapport à l'exercice précédent. Quant à la marge brute d'auto-financement du groupe, elle s'est élevée à 212 millions de francs (sans tenir compte de la créance de 26,6 millions de francs relative au report en arrière du déficit) contre 215 millions de francs l'année précédente.

Dans son allocution, le Président, après avoir évoqué l'environnement concurrentiel exigeant auquel se trouve confrontée l'industrie électronique, a tracé les grandes lignes d'une éventuelle redéfinition des relations industrielles et commerciales de LA RADIODIÉLECTRIQUE avec ces deux sociétés amies et clientes que sont la S.A. Philips Industrielle et Commerciale et Schneider Radio-Télévision.

Dans une telle hypothèse, LA RADIODIÉLECTRIQUE pourrait, dans le secteur des composants électroniques, céder à la Compagnie Française Philips la majorité du capital de RTC La Radiotechnique-Cumpelec tout en conservant un intérêt notable dans cette dernière société.

SOPAGRI

Le conseil d'administration de la société, réuni le 25 avril 1985, a pris acte de la démission de M. Michel Bon, son Président, ancien directeur général adjoint de la Caisse nationale de Crédit agricole, de démissionner de ses fonctions à la suite de son départ du Crédit agricole.

Après avoir remercié M. Bon pour l'action qu'il a menée à l'occasion de la prise de contrôle de Foulon-Coppelia, devenue Sopagri, par Union d'études et d'investissements et divers institutionnels, le Conseil a élu à sa présidence M. Michel Horps, par ailleurs directeur général d'Union d'études et d'investissements, actionnaire majoritaire, qui a également contribué dès l'origine à la nouvelle orientation de la société.

Le Conseil a ensuite arrêté les comptes de l'exercice 1984. Le total du bilan s'élève à 254,6 millions de francs. Avant impôts, amortissements et provisions, le résultat s'élève à 4.744.301 F. Après déduction de l'ensemble des amortissements et provisions, le résultat se solde par une perte de 976 659 F. Cette perte s'explique par les charges exceptionnelles de cet exercice de transition, et notamment par la provision totale qu'il a été jugé prudent de constituer sur Confiserie choco-leristic d'Ancey (qui avait recueilli l'ensemble de l'activité industrielle de Foulon-Coppelia, ancienne dénomination de Sopagri), dont l'activité future d'aura plus aucune influence sur les résultats de la société.

Le Conseil a ensuite décidé de convoquer l'Assemblée générale des actionnaires de Sopagri pour le 24 juin 1985 à 17 h 30 au siège de la société.

Enfin le Conseil a approuvé le projet d'investissement dans la société Virbac, à concurrence de 10 % du capital de cette société.

Virbac, entreprise française de produits vétérinaires, introduite au second marché de la Bourse de Paris le 4 juin 1985, a été créée en 1969, et a connu depuis lors un développement remarquable, lui permettant de réaliser un chiffre d'affaires consolidé de 300 millions de francs en 1984, et un bénéfice d'environ 16 millions de francs.

Outre Virbac, Sopagri détient aujourd'hui essentiellement des participations dans Générale Biscuit (3^e groupe biscuiter mondial), Goyomarch (leader de l'alimentation animale, coiffeur sur le second marché) et Pomona (1^{er} distributeur de fruits et légumes français).

En 1985, Sopagri poursuivra sa politique d'interventions significatives en fonds propres au bénéfice d'entreprises performantes du secteur agro-alimentaire, permettant ainsi d'associer le public et les investisseurs institutionnels au développement de ce secteur.

Emprunt subordonné à durée indéterminée avec bons d'acquisition de certificats d'investissement privilégiés.

C'est simple, il suffisait d'y penser.

AUGMENTATION DE CAPITAL

DE F 1 250 000 000
À F 1 375 000 000
PAR L'ÉMISSION
DE 1 250 000 CIP
NOUVEAUX
SOIT
UN CIP NOUVEAU
POUR
DIX ACTIONS OU CIP
ANCIENS

AU PRIX DE F 560

JOISSANCE:
1^{er} JANVIER 1985
SOUSCRIPTION:
DU 10 JUIN AU 31 JUILLET 1985
COTATION:
BOURSE DE PARIS

TITRES SUBORDONNÉS À DURÉE INDÉTERMINÉE

Prix d'émission: F 2.000.
Jouissance et règlement: 1^{er} juillet 1985.
Rémunération annuelle:
a) Mode de calcul: moyenne arithmétique des TMO ou règlement (calculé sur la période du 1^{er} juin au 31 mai inclus précédant chaque échéance) des emprunts à taux fixe non indexés garantis par l'Etat et assimilés, minorée de 0,25 %.
b) Paiement: le 1^{er} juillet de chaque année avec faculté de report éventuel par le Conseil d'Administration en cas de non-paiement de dividende.
Remboursement: à un prix égal au prix seulement en cas de liquidation de la Société, et après désintéressement complet des créanciers non subordonnés.
Cotation: Bourse de Paris.

BONS D'ACQUISITION DE CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT PRIVILÉGIÉS

Nombre de bons: un bon est attaché à chaque titre subordonné à durée indéterminée.
Chaque bon donne le droit d'acquiescer un certificat d'investissement privilégié SOCIÉTÉ GÉNÉRALE dans les conditions suivantes de prix et de périodes d'acquisition:
F 600 du 1^{er} septembre 1985 au 31 décembre 1985;
F 630 du 1^{er} juillet 1986 au 31 décembre 1986;
F 660 du 1^{er} juillet 1987 au 31 décembre 1987.
Cotation: Bourse de Paris.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

VICAT

Pour 1985, distribution d'un dividende net de 16,50 F par action après approbation des comptes le 5 juin

Le 5 juin 1985, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie au siège social, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1984.

Pour la dixième année consécutive, l'activité cimentière subit une récession en volume dont le rythme, qui s'établissait à 2 % par an, s'est accéléré brusquement au cours des trois dernières années, atteignant en moyenne un taux de décroissance multiplié par quatre.

A l'instar de la profession, la société s'est attachée à réduire ses coûts et à développer la productivité. Ainsi, dans les années 80, la conversion aux combustibles solides, pour se soustraire à la dépendance du fuel, a précédé une importante campagne de robotisation et d'automatisation des unités de production. En deux ans, 1983-1984, les investissements programmés dépassent 250 millions de francs. Leur niveau est cependant insuffisant pour permettre le renouvellement des installations, situation retenue par le régime d'encadrement des prix qui aggrave les effets de la récession en faisant régresser les marges.

L'augmentation des prix de vente du ciment de 2,5 %, au début de l'année 1985, suivie d'une hausse de 2 % au 1^{er} mai, ne parvient pas à absorber l'accroissement du coût de l'énergie, élément non maîtrisable du prix de revient car tributaire du marché international et des parités monétaires.

L'optimisation des conditions de production des liants hydrauliques et l'adjonction d'activités nouvelles dans le cadre d'une politique de diversification sectorielle a permis, en 1984, de réaliser un chiffre d'affaires de 1 478 772 000 F, en progression de 10,2 % sur l'exercice précédent. Les premiers mois de l'année 1985 particulièrement rigoureux et la poursuite de la récession dans le bâtiment et les travaux publics, principal client de VICAT, laissent craindre une chute de près de 7 % du volume des ventes de ciment.

En 1984, l'excellent brut d'exploitation a atteint 319 700 000 F, le résultat brut d'exploitation: 214 750 315 F et la capacité d'auto-financement: 172 578 472 F.

Après, notamment, paiement de l'impôt sur les sociétés de 40 615 658 F, attribution de la participation aux salariés pour 4 520 410 F, dotation aux amortissements pour 122 904 875 F, le résultat net de l'exercice s'est élevé à 40 304 626 F.

Entérinant la progression d'affectation du résultat, l'assemblée générale, suivant les recommandations gouvernementales, a décidé la distribution d'un dividende net de 16,50 F par action, auquel s'ajoutera l'impôt déjà versé au Trésor (avoir fiscal), ce qui représente un revenu brut de 24,75 F par action.

Le dividende sera mis en paiement à partir du 1^{er} août 1985.

READI INFORMATIQUE L'INFORMATIQUE AU QUOTIDIEN

IMPLANTATION, VENTE - CONSEILS, FORMATION ET SUIVI

READI INFORMATIQUE, une équipe de jeunes au service des ARTISANS, COMMERÇANTS - PMI, PME - PARTICULIERS

Contact: Henri BLUSTENNE - Tél.: (4) 426-83-14

elf gabon

Société anonyme au capital de 22 500 000 000 de francs CFA
Siège social: Port-Gaillard (Gabon)

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'Elf Gabon s'est réunie le jeudi 6 juin 1985 dans les bureaux de la société à Libreville, sous la présidence de M. André Tarnier. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1984, qui font apparaître un bénéfice de 41 472 millions de francs CFA et a fixé le dividende de cet exercice à 6 000 F CFA par action (soit 120 FF).

Un acompte de 2 400 F CFA par action (soit 48 FF) ayant été mis en paiement en décembre 1984, le complément de 3 600 F CFA (soit 72 FF), auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 25,92 FF pour ceux qui en bénéficient, sera versé à partir du mardi 18 juin 1985 aux gérants des établissements bancaires suivants, en contrepartie du coupon n° 31:

- en GABON:
 - Union Gabonaise de Banque.
- en FRANCE:
 - Crédit Lyonnais
 - Banque Nationale de Paris
 - Banque Paribas
 - Banque Vernet et Commerciale de Paris
 - Crédit Commercial de France
 - Crédit Industriel et Commercial
 - Crédit du Nord
 - Société Générale.

steria

RÉSULTATS FINANCIERS 1984

Le groupe Steria a réalisé en 1984 un chiffre d'affaires consolidé de 519 millions de francs hors taxes, en croissance de 28 % sur celui de 1983. Ce chiffre d'affaires a été réalisé avec un effectif moyen de 1 410 personnes, soit 6,5 % de plus qu'en 1983.

Cette croissance s'inscrit dans le cadre du plan triennal de développement et de renforcement de l'activité financière du groupe, qui a été réalisé dans tous ses aspects en 1984.

Après l'augmentation de capital en juillet 1984, la situation nette consolidée du groupe s'élève à 49 millions de francs, en croissance de 35 % sur l'année précédente. Les capitaux permanents s'élèvent à 129 millions de francs, en croissance cumulative de 24 %. Les investissements de recherche et développement prévus dans le plan ont été intégralement réalisés et amorcés dans l'exercice. Malgré le poids de ces investissements, le bénéfice net consolidé ressort à 8,2 millions de francs, soit une stabilisation d'un impôt de 7,5 millions de francs et de 1,6 millions au titre de la participation du personnel.

Steria, société mère, effectuera en juin 1985 la dernière augmentation de capital prévue au plan, portant son capital social à 21,5 millions de francs, entièrement souscrit - comme celle de juin 1984 - par les actionnaires actuels:

- SODERI (société holding regroupant les participations du personnel. Comporte actuellement 260 actionnaires sous collecteurs du groupe).
- NATIO INFORMATIQUE (groupe BNP).
- OFF (groupe Total).

2^e CYCLE DE L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE INSTITUT DE GESTION DE PERSONNEL IGP

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS ou deux ans de Prépa.

Prochaine session de recrutement: 28 JUIN 1985

IGS

souhaite recevoir une brochure détaillée de l'Institut de gestion de personnel

63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
établissement privé d'enseignement supérieur

CITIBANK PROPOSE AUX TRÉSORISERS D'ENTREPRISE LE PREMIER LOGICIEL DE CONNEXION MULTIBANQUES

Installé sur leur micro-ordinateur, dans leurs propres bureaux, CITISERVEUR rassemble dans la nuit les relevés et calcule les soldes de tous leurs comptes chez tous leurs banquiers, avant 9 heures du matin.

M. Bruno Leconte - Cash Management Group - 776 41 07 poste 2219, CITIBANK

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. SYNDICATS ET ENTREPRISES : « Le code du travail doit-il devenir flexible ? », par Michel Jaspard ; « CFDT ou comment faire demi-tour », par Lionel Stoléru.
11. Les Nouvelles Politiques sociales du patronat, de Pierre Morville.

ÉTRANGER

- 3-4. DIPLOMATIE
4. EUROPE
5. AMÉRIQUES
6. PROCHE-ORIENT
7. AFRIQUE

POLITIQUE

- 8 à 10. La « convention libérale ».
11. M. Mauroy à Lille.

SOCIÉTÉ

12. JUSTICE.
13. ÉDUCATION.
40. MÉDECINE.
- SCIENCE.

CFM

de 18 h 45 à 19 h 20
Allô « le Monde »
à Paris (89 MHz)
720-52-97 et 232-14-14
à Bordeaux
(101,2 MHz)
(56) 45-88-56
LUNDI 10 JUIN

Les mécanismes de la cancérisation

avec JEAN-YVES NAU
et FRANCK NOUCHI
Débat conduit
par FRANÇOIS KOCH

MARDI 11 JUIN
Allô « le Monde »
aura pour sujet
**La chasse aux nazis
reste ouverte**
avec JACQUES NOBÉCOURT

SPORTS

14. TENNIS.
- FOOTBALL.

CULTURE

15. THÉÂTRE : la première Agora de Marseille.
- MUSIQUE : la disparition du Festival de la Rochelle.
18. COMMUNICATION.

LE MONDE ÉCONOMIE

19. La disparition des emplois de débours.
20. Notes de lecture, par Alfred Sauvy.
22. La chronique de Paul Fabre.

ÉCONOMIE

41. AFFAIRES.
- ÉNERGIE.
- ÉTRANGER.
42. à 44. SOCIAL : le quarantième congrès de la CFDT ; l'ouverture de la conférence annuelle de l'OT.
45. TRANSPORTS.

RADIO-TÉLÉVISION (18)
INFORMATIONS
« SERVICES » (23)
Météorologie ; Mots
croisés ; Journal officiel ;
Loto.
Annonces classées (24 à 39) ;
Loto sportif (18) ; Carnet (40) ;
Programmes des spectacles
(16-17) ; Marchés financiers
(47).

DIPLOME D'ANGLAIS COMMERCIAL

Une seconde session
en novembre 85
La Chambre de Commerce Franco-Britannique ouvre cette année une seconde session d'examen en novembre, à Paris et éventuellement quelques centres en province. C'est une occasion nouvelle pour les étudiants et salariés d'obtenir ce diplôme très apprécié des entreprises. Langues & Affaires assure d'ici novembre et toute l'année des formules de préparation accessibles à tous, par correspondance et en stages intensifs. Cours tous niveaux (même débutant) en anglais, allemand, espagnol, italien, russe, grec.
Doc. gratuite : Langues & Affaires, service 4360, 35, rue Collange 92303 Paris-La Neuville.
Tél : (1) 270.81.88 (établissement privé).

L'ENQUÊTE SUR LES ATTENTATS EN NOUVELLE-CALÉDONIE

- Deux anti-indépendantistes sont écroués
- Un groupe de racketteurs démantelé

Nouméa. - Les policiers de Nouméa semblent parvenus, après avoir accompli pendant plusieurs mois un travail de fourmi, à démanteler plusieurs groupes anti-indépendantistes dont la filiation avec l'extrême droite locale apparaît évidente et parmi lesquels on trouve des racketteurs et des fabricants de bombes. Au nombre de ces derniers figuraient les auteurs des trois attentats commis à Nouméa dans la nuit du 13 mai, qui s'apparentaient apparemment à commettre d'autres actions analogues.

Les premières arrestations ont été effectuées il y a une quinzaine de jours dans la plus grande discrétion. Au cours d'un bocal contrôle routier, les policiers découvrent à bord d'une voiture deux fusils provenant d'une villa cambrilée. Une perquisition permet de découvrir plusieurs bombes artisanales de deux types : d'une part, de simples bâtons de dynamite pourvus de mèches courtes ; d'autre part, des bombes à base de nitrate d'ammonium enrobé de grès, dotées de détonateurs chimiques à action rapide, le tout placé dans des boîtes de conserve. Ces bombes - s'apparentant en fait à des grenades - étaient destinées, semble-t-il, à des actions de provocation plutôt qu'à des destructions d'édifices ou de véhicules. Leur caractère artisanal n'empêchait néanmoins le conseil d'un chimiste compétent, lequel a été identifié et entendu par la police avant d'être remis en liberté.

La deuxième série d'opérations judiciaires commence le vendredi 7 juin (le Monde du 8 juin). Elle vise cette fois les milieux d'extrême droite et plus précisément les membres du Comité de crise et de soutien à la Calédonie française, groupuscule peu structuré créé vers le mois de janvier de cette année, essentiellement composé de pieds-noirs. Quatre personnes sont arrêtées, mais deux sont relâchées. Un agent immobilier de Nouméa, M. Guy Senille, devra tout de même répondre de la détention illégale d'armes à feu. On a trouvé chez lui un pistolet automatique 7,65.

Plus fructueuses sont les perquisitions effectuées au domicile de deux autres Calédoniens d'origine européenne, MM. Jacques Tricard et Edmond Salmon. Chez le premier, les policiers découvrent dix pistolets de 9 mm de type Mae 50, qui font

De notre correspondant

partie d'un lot de dix-sept armes perdu le 5 mars dernier dans des conditions mystérieuses par un camion de la gendarmerie près de Nouméa. A l'époque, un groupe inconnu - le PKR - s'agit alors interprété comme celui d'un Parti des jeunes Kanaks révolutionnaires - affirmait avoir retrouvé les armes. Dans la résidence de M. Jacques Tricard, trente-trois ans, sympathisant du Front national, les policiers saisissent aussi trois autres pistolets de calibre 7,65, six fusils, des munitions en bombes, et surtout un stock d'explosifs à base de nitrate dont trois bombes prêtes à l'emploi. Dans la maison d'Edmond Salmon, un mécanicien calédois de vingt et un ans, située près de l'aéroport de la Tontouta, les policiers retrouvent cinq autres pistolets volés aux gendarmes et un revolver Magnum de calibre 357. Les deux hommes ont été inculpés de recel et vol d'armes et d'explosifs. M. Jacques Tricard a été également inculpé de destruction d'édifices publics par engins explosifs, la nature des bombes trouvées chez lui étant identique à celles utilisées dans la nuit du 13 mai contre le lycée mélanésien Do-Kamo, le palais de justice de Nouméa et le bateau d'un ethnologue. Bien qu'en ne prouve que les affaires aient un rapport entre elles, on retrouve le même type d'explosion dans le colis piégé - qui fort heureusement n'a pas explosé - envoyé mercredi dernier à un garage de Poindimié, sur la côte est.

Parallèlement aux actions menées contre les poseurs de bombes, la police nouméenne a démantelé un réseau de racketteurs qui avaient sévi auprès de quelques commerçants et de familles aisées de la ville, sous le prétexte de financer un mystérieux Comité d'action secrète (CAS) anti-indépendantiste. Selon les enquêteurs, l'argument politique évoqué pour ces extorsions de fonds n'était destiné qu'à dissimuler des actes relevant du droit commun. Le CAS a pourtant vu le jour bien avant le début du racket. Le 26 janvier dernier, un emménagement adressé au quotidien local annonçait la création de ce comité dont le but avoué était de « s'opposer au terrorisme marxiste et riposter à la violence ».

A l'origine de cette organisation, on trouve un certain Gilbert Munier, qui a échappé à la police, vendredi 7 juin, lors de l'arrestation de sa

femme et de son beau-frère. M. Munier avait été l'un des animateurs des barrières nées dans le fief calédois de Bourail, sur la côte ouest, pour s'opposer, l'hiver dernier, à une éventuelle attaque du FLNKS.

La troisième intervention de ce week-end a concerné un individu plus connu des Calédoniens puisqu'il s'agit de M. Henri Morini, chargé de la sécurité pour le compte du gouvernement territorial et du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), principal parti anti-indépendantiste que préside M. Jacques Laferrière, député RPR. M. Morini a été interpellé dimanche soir 9 juin à l'issue d'une perquisition qui s'est révélée vaine. Le chef du service d'ordre du RPCR fait l'objet d'une plainte pour incitation à la discrimination raciale et à la violence, après les affrontements du 8 mai dernier au cours desquels cet ancien instructeur militaire de choc-combat s'était trouvé à la tête des Wallisiens traquant les indépendantistes canaques dans les rues de Nouméa.

Cette interpellation d'un collaborateur du gouvernement local est très embarrassante pour le RPCR qui, jusqu'à maintenant, a toujours soutenu sans condition celui qui passe pour son bras séculier.

FREDERIC FILLOUX.

En Algérie

Violents incidents à Ghardaïa lors d'une redistribution de terres

De notre correspondant

Alger. - De graves incidents liés à des conflits de redistribution des terres cultivables ont eu lieu à Ghardaïa du 5 au 7 juin, confrontations de trois cent cinquante-huit personnes, dont une officielle algérienne, alors que les médias nationaux observaient toujours le silence.

Capitale du M'Zab, région touristique au sud d'Alger, Ghardaïa est habitée par les Mozabites, communauté à la fois très traditionnelle sur le plan religieux et fort active dans le commerce, dont elle monopolise certaines branches jusque dans le nord du pays. Certains commerçants aisés de Ghardaïa se sont portés candidats pour l'attribution de terres cultivables, en vertu d'une loi sur l'accès à la propriété foncière votée en 1983, mais dont l'application effective n'a commencé que cette année.

Des familles pauvres des environs, vivant notamment dans un village situé à une douzaine de kilomètres au nord-ouest de l'oasis, ont protesté contre ces attributions, qu'elles considéraient injustes. Des échauffourées se sont ensuivies dans la cité historique. Des véhicules et quelques édifices publics ont été détruits. Il a fallu envoyer des renforts de police, et la situation est devenue suffisamment sérieuse pour que le ministre de l'Intérieur se rende sur place en fin de semaine.

De source officielle, on ne dément pas les rumeurs de destructions de biens en lieu, et on admet que des blessés sont à déplorer, mais on affirme qu'il n'y a pas eu de morts. On déclare que le calme est revenu, et on attribue ces désordres à la « fièvre du ramadan », période de jeûne où la température du Sud sautant, les esprits sont prompts à s'échauffer.

D'une certaine façon, les autorités sont victimes du succès de leur politique d'innovation pour une relance d'une agriculture qui en avait bien besoin. Conscient des maigres performances du secteur fonctionnant en « autogestion socialiste », le pouvoir a décidé de distribuer gratuitement des terres jusqu'alors inexploitées dans le Sud. Des parcelles d'une superficie de 1 à 4 hectares ont été constituées. Leurs attributaires peuvent en devenir propriétaires de plein droit s'ils obtiennent une production significative au bout de cinq ans.

Des candidats se sont fait connaître. M. Bourguiba à Paris. - Le président tunisien Habib Bourguiba est arrivé, ce lundi 10 juin à midi, à Paris, accompagné, notamment, du ministre des affaires étrangères, M. Beji Caid Essad, qui sera reçu par son homologue français, M. Roland Dumas, mardi 11 juin à 15 heures.

Le numéro du « Monde » daté 9-10 juin 1985 a été tiré à 397 455 exemplaires.

Le Monde Infos Spectacles sur Minitel 615.91.77 + 1 S.I.M.

Sur le vif

Trouille

Si vous craignez pour votre sécurité, si vous avez peur d'être attaqué, volé, cambriolé, voici les conseils donnés jour après jour aux millions d'Américains qui s'étranglent de trouille en buvant leur café devant le télé du matin :

- 1) N'attendez pas d'être arrivé devant votre immeuble pour commencer à farfouiller dans votre sac à la recherche de vos clés. C'est le moment que guette, tapi dans l'ombre, votre agresseur ;
- 2) Vos clés, serrez - en une entre le pouce et l'index, une autre entre l'annulaire et le petit doigt, cachez le reste du trousser dans votre poing. En cas de pépin, visez les yeux ;
- 3) Evitez de vous balader le nez en l'air dans les parkings souterrains en vous demandant où vous avez bien pu laisser votre voiture. Ici, la filerie distrait ne pardonne pas. Adoptez une allure déterminée, énergique et martiale. Le pas de l'oisie est particulièrement indiqué ;
- 4) Vous revenez du supermarché le coffre plein de provisions. Vous vous gardez devant votre porte. Retenez un paquet du coffre. Refermez le coffre à clé. Ouvrez votre porte. Déposez le paquet. Refermez le porte à clé. Retenez votre baignoire. Ouvrez le coffre. Prenez un deuxième paquet. Refermez le

coffre à clé. Et ainsi de suite à chaque voyage ;

5) Dans la rue, marchez dans le sens opposé à celui du trafic pour ne pas être dévalisé ou poignardé dans le dos par un motard. Devant un feu rouge, ne restez pas debout en bordure du trottoir. Vous risquez d'être poussés sous un autobus par un piéton fatigué. Idem dans le métro. Attendez le rama plaqué contre le mur ;

6) Inscrivez-vous aux cours d'autodéfense donnés par tous les commissariats de police aux habitants de votre quartier ;

7) Enfin, et surtout : n'ayez pas l'air d'une victime, ayez l'air d'un tueur.

Excellentes, ces recommandations. Je les ai suivies à la lettre. Ce matin, le dimanche. L'autre jour, je reviens de New-York. Je débouche à Roissy, l'air torve, hargneux, le poing tendu, héréssé de clés, la torse bordé de badges menaçants : « pas touche », « attention danger », « femme méchante », « défenses active », « réponse armée ». A ma vue, une vieille dame terrifiée lâche son caddy. Je le lui pique. Le doudouier me laisse passer sans les mains. Et, avant même de prendre mon adresse, le chauffeur de taxi m'a refilé sa caisse.

CLAUDE SARRAUTE.

En RFA

LES VERTS ENVISAGENT POUR LA PREMIERE FOIS DE PARTICIPER A UN GOUVERNEMENT LOCAL

Wiesbaden (AFP). - Pour la première fois de leur histoire, des Verts (écologistes) ouest-allemands ont accepté, le samedi 8 juin, d'engager des négociations avec le Parti social-démocrate (SPD) de Hesse, afin d'entrer au gouvernement de Wiesbaden.


La résolution a été votée par quatre cent trente-six des huit cent quinze députés réunis à Wiesbaden pour l'Assemblée des Verts de Hesse, à l'issue d'un débat entre « réalistes » et « fondamentalistes » qui refusaient toute participation gouvernementale.

Les Verts exigent deux ministères et deux secrétaires d'Etat et posent des conditions budgétaires. Leurs demandes devaient être examinées à partir de lundi.

Le ministre-président SPD de Hesse, M. Holger Börner, leur avait offert de prendre en charge un ministère de l'environnement chargé aux questions énergétiques.

JEUX & STRATEGIE

INEDIT :
jouez tout l'été
avec des photos !



BAUME & MERCIER
GENEVE
1830

Piviera

montre pour Dame,
bracelet bicolore
en or 18 carats -
étanche - mouvement
à quartz ultra-plet
Disponible en
2 grandeurs
FF 8'850.-

Aldebert

PARIS : 18, place Vendôme - 1, bd de la Madeleine
70, fg Saint-Honoré - Palais des Congrès, Porte Maillot
CANNES : 19, La Croisette